

Pascal Boniface

Anne Sénéquier

LA GÉOPOLITIQUE TOUT SIMPLEMENT

Comprendre le monde et les relations internationales

NOUVELLE
ÉDITION MISE
À JOUR ET
AUGMENTÉE



ILLUSTRATIONS
Fagostudio

Éditions
EYROLLES

LA GÉOPOLITIQUE TOUT SIMPLEMENT

Guerre en Ukraine, crise de la Covid-19, dérèglement climatique, montée en puissance de la Chine, retour de l'Amérique avec Biden... Chaque jour, les nouvelles du monde nous prouvent que ce qui se passe à l'extérieur de nos frontières ne nous est pas étranger. Mais comment s'y retrouver dans ce flux d'informations, sans se sentir désarmé ?

Conçu comme une référence pour toute la famille, ce livre entièrement illustré constitue une introduction pédagogique et ludique à la géopolitique et aux relations internationales. Enrichi de dessins évocateurs, de photos d'archives et de cartes détaillées, il propose une approche divertissante et originale de l'actualité, selon trois axes :

- Des **REPÈRES HISTORIQUES**, car on comprend mieux les événements d'aujourd'hui quand on connaît le monde d'hier.
- Des **FOCUS RÉGIONAUX** pour cerner les problématiques spécifiques des différentes régions du monde.
- Des **QUESTIONS CONTEMPORAINES** afin de mieux appréhender les enjeux du monde actuel.

S'appuyant sur une mise en page dynamique, chacun des chapitres, très structuré, vous permettra de vous informer, en fonction de votre niveau de connaissances et de votre degré de curiosité : un aperçu rapide vous permettra d'aller à l'essentiel, des zooms vous aideront à intégrer les notions-clés et des approfondissements vous inviteront à aller plus loin.



© Astrid Di Crollanza

PASCAL BONIFACE est directeur-fondateur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et fondateur de l'école IRIS Sup'. Connu pour ses qualités pédagogiques, il anime la chaîne YouTube « Comprendre le monde ». Il est déjà l'auteur de plus de 70 ouvrages sur les relations internationales et la géopolitique. Retrouvez-le sur son blog www.pascalboniface.com et sur Twitter @PascalBoniface.



© Cyril Carpentier

DR ANNE SÉNÉQUIER est médecin psychiatre/pédopsychiatre et chercheur à l'IRIS. Elle partage son temps entre son cabinet médical, la littérature jeunesse et la recherche à l'IRIS. Codirectrice de l'observatoire de la santé mondiale à l'IRIS, elle travaille sur les thématiques urbaines, environnementales, santé et la géopolitique de manière transversale. Son double cursus santé publique et relations internationales l'amène à travailler avec Médecins sans frontières (MSF), Action contre la faim (ACF) et Médecins du monde (MdM). Elle collabore régulièrement à *L'Éléphant junior*, la revue de culture générale illustrée. Retrouvez-la sur son site www.observatoiresante.com et sur Twitter @ASenequier.

LA GÉOPOLITIQUE, TOUT SIMPLEMENT

Éditions Eyrolles
61, bd Saint-Germain
75005 Paris
www.editions-eyrolles.com

Création de maquette : Fagostudio
Mise en pages : Florian Hue
Réalisation des cartes : Fagostudio

Depuis 1925, les éditions Eyrolles s'engagent en proposant des livres pour comprendre le monde, transmettre les savoirs et cultiver ses passions !

Pour continuer à accompagner toutes les générations à venir, nous travaillons de manière responsable, dans le respect de l'environnement. Nos imprimeurs sont ainsi choisis avec la plus grande attention, afin que nos ouvrages soient imprimés sur du papier issu de forêts gérées durablement. Nous veillons également à limiter le transport en privilégiant des imprimeurs locaux. Ainsi, 89 % de nos impressions se font en Europe, dont plus de la moitié en France.

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans l'autorisation de l'Éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

© Éditions Eyrolles, 2022, 2023
ISBN : 978-2-416-00932-7

LA GÉOPOLITIQUE, TOUT SIMPLEMENT

ÉCRIT PAR

Pascal Boniface
Anne Sénéquier

ILLUSTRÉ PAR

Fagostudio

DEUXIÈME ÉDITION

 Editions
EYROLLES

SOMMAIRE

Introduction

6

Partie historique

CHAPITRE 1

Un monde bipolaire

8

CHAPITRE 2

La guerre froide

16

CHAPITRE 3

La décolonisation

24

CHAPITRE 4

La détente

32

CHAPITRE 5

La fin du monde bipolaire

42

CHAPITRE 6

Un nouvel ordre mondial

52

Partie régionale

CHAPITRE 7

La France

60

CHAPITRE 8

L'Union européenne

70

CHAPITRE 9

La Russie

78

CHAPITRE 10

Les États-Unis

86

CHAPITRE 11

L'Amérique latine

96

CHAPITRE 12

L'Asie

104

CHAPITRE 13

La Chine

114

CHAPITRE 14

L'Afrique

124

CHAPITRE 15

Le monde arabo-musulman

134

CHAPITRE 16

La gouvernance mondiale

142

CHAPITRE 23

Les inégalités économiques

202

CHAPITRE 30

Le monde cyber

262

CHAPITRE 17

Les guerres

150

CHAPITRE 24

La démographie

210

CHAPITRE 31

L'agriculture

270

CHAPITRE 18

Le terrorisme

158

CHAPITRE 25

La santé publique

220

CHAPITRE 32

L'énergie

280

CHAPITRE 19

Les migrations

166

CHAPITRE 26

Les flux commerciaux

230

CHAPITRE 33

Le nucléaire

290

CHAPITRE 20

Démocratie et dictature

174

CHAPITRE 27

Le tourisme

238

CHAPITRE 34

Le sport

300

CHAPITRE 21

Le climat

182

CHAPITRE 28

La religion

246

CHAPITRE 35

L'espace

308

CHAPITRE 22

La protection de l'environnement

192

CHAPITRE 29

Le crime organisé

254

CHAPITRE 36

L'océan

316

Remerciements

325

Crédits iconographiques

326

Sources cartographiques

327

INTRODUCTION

Crise de la Covid-19, dérèglement climatique, guerre civile en Syrie, tensions croissantes entre Pékin et Washington, défis sécuritaires au Sahel... Chaque jour, les nouvelles du monde nous prouvent que ce qui se passe hors de nos frontières ne nous est pas étranger. Le clivage intérieur/extérieur devient de plus en plus flou. Nous ne pouvons pas ignorer le monde extérieur, car celui-ci nous concerne au quotidien.

Mais comment s'y retrouver devant ce flux d'informations sans se sentir parfois désarmé ? Comment appréhender les grandes mutations stratégiques qui ont un impact direct sur notre vie ? Tout ceci n'est-il pas trop compliqué pour les citoyens ordinaires ? La géopolitique n'est-elle pas une matière réservée aux experts ?

Nous pensons exactement l'inverse : la géopolitique est accessible à tous – c'est la conviction profonde qui nous anime à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques) – à condition d'en parler simplement et d'éviter le jargon des spécialistes qui cultivent l'entre-soi. La géopolitique a fait son entrée au lycée dans les classes de première et de terminale. De nombreux forums citoyens sur ces sujets sont organisés un peu partout en France et sont très suivis.

Des émissions grand public dans les médias se développent.

Nous voici, en 2021, les héritiers des envies d'hier, transformées en problématiques d'aujourd'hui. Un monde pensé dans l'« ici et maintenant » qui n'a pas su prendre en considération les conséquences à long terme : nous vivons plus vieux, mais nous mourons de la pollution de l'air de nos villes. Nous sommes plus riches, mais les inégalités se creusent et créent des conflits. Nous pouvons traverser le globe en moins de 22 heures, mais il n'y a jamais eu autant de murs érigés sur nos frontières. Nous avons fabriqué des armes capables de rayer de la carte des régions entières, mais nous sommes à la merci d'engins explosifs improvisés.

Nous avons (presque) vaincu la faim, mais nous souffrons d'obésité. Nous jouissons du confort moderne, véhiculé, climatisé, connecté, au prix d'un bouleversement climatique qui vient toquer aux portes de nos limites physiologiques. Rien n'échappe à l'arbre à problèmes qu'est devenu notre monde, de plus en plus complexe.

Le XXI^e siècle ne ressemblera à aucun autre. Inédit à plusieurs titres, il nécessitera des prises de décisions (aussi bien au niveau étatique, international, qu'individuel) qui seront déterminantes pour les siècles à venir. Dans une culture où l'information lutte contre l'infodémie (épidémie de fausses informations), où les vérités fondamentales sont devenues polémiques et le « prêt à penser » omniprésent, il est primordial de savoir penser par soi-même, d'être critique et ne pas se laisser impressionner par certains sujets que l'on peut penser réservés à une élite, aux « érudits ». La géopolitique souffre d'une mauvaise réputation... elle peut sembler froide et hautaine, alors qu'elle n'est que la lecture transversale des déterminants qui façonnent notre monde. En nous appuyant sur des cartes, des images d'archives et des dessins d'artistes, nous avons essayé de vous offrir un panorama complet : 33 chapitres historiques, régionaux et thématiques pour explorer, appréhender et vous approprier hier comme aujourd'hui... avant de plonger vers demain.

Avec ce livre, *La géopolitique, tout simplement*, nous avons voulu contribuer à cet effort pédagogique consistant à rendre accessible au plus grand nombre les sujets essentiels pour comprendre le monde dans lequel nous vivons. Nous avons cherché à parler simplement, sans simplification excessive, et à montrer la complexité des situations en les rendant facilement intelligibles. Aux lecteurs de dire si nous avons réussi ce pari.



E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

L'alliance des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ne va pas survivre à la victoire sur Hitler. Les contradictions idéologiques (démocraties libérales contre régimes communistes) et les rivalités géopolitiques (les États-Unis ne peuvent accepter que Moscou, quel que soit son régime, contrôle le continent eurasiatique) vont conduire à la mise en place d'un monde divisé en deux blocs opposés et surarmés, de façon antagoniste.

CHAPITRE 1

UN MONDE BIPOLAIRE

L'EUROPE N'EST PLUS AU CENTRE DU MONDE

L'Europe qui, depuis la fin du ^{xv}^e siècle, dominait le monde et en constituait le centre, est divisée et affaiblie. Elle devient l'enjeu stratégique que se disputent États-Unis et Union soviétique. Ces deux pays sont les deux nouveaux pôles de puissance autour desquels s'organisent désormais les relations internationales. Les vainqueurs et les vaincus européens de la Seconde Guerre mondiale sont logés à la même enseigne dans la destruction de leurs infrastructures (routes, ponts, voies ferrées, usines), les pertes démographiques (40 millions d'hommes), les problèmes de main-d'œuvre, le déclin économique et de graves difficultés de ravitaillement de la population, qui est sous-alimentée.

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne ne représente plus que le tiers de ce qu'il était avant-guerre. Le pays n'est qu'un vaste champ de ruines. Berlin est entièrement détruite. L'Allemagne porte la culpabilité du nazisme et

des camps d'extermination ; la recherche de la puissance absolue et de la domination l'a conduite à sa perte. Son existence future comme État est devenue incertaine.

Le PIB de l'Italie a, quant à lui, diminué de 40 %. Elle se voulait puissance majeure d'une Europe centre du monde, elle est un pays décrédibilisé d'un continent déclassé. Si, de son côté, la France fait partie des vainqueurs et si elle obtient, grâce à Churchill, un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ainsi qu'une zone d'occupation en Allemagne, son PIB est réduit de moitié. Son prestige est sérieusement atteint, entre la déroute militaire de juin 1940 (alors qu'elle était censée avoir l'armée la plus puissante du monde) et la collaboration du régime de Vichy et de Pétain avec les nazis. De Gaulle et la Résistance ont cependant sauvé l'honneur.

A
F
F
A
I
B
L
I
EP
I
B

Le Royaume-Uni peut se glorifier d'être le seul pays à avoir lutté du début à la fin de la guerre contre Hitler. Mais il est très affaibli : son empire colonial est vacillant, la livre sterling n'est plus la monnaie internationale, il n'a plus de réserves d'or, son économie est exsangue. L'Europe manque de moyens de paiement pour acheter à l'extérieur (en réalité, aux États-Unis) ce qui lui manque. C'est le « dollar gap ».

Dans tous les pays européens, les populations sont épuisées par la guerre et ses privations. L'Europe qui, pour la seconde fois, a lancé le monde dans un conflit généralisé n'est plus maîtresse de son destin. Elle n'est plus le pôle autour duquel s'organisent les relations internationales et le commerce mondial. Son prestige a été affaibli, notamment aux yeux des peuples coloniaux qui vont demander leur indépendance. C'est la fin de la domination mondiale de l'Europe, entamée par les voyages de Colomb et de Vasco de Gama.

Pour aller plus loin

Le général Marshall propose le 5 juin 1947 le plan Marshall, un plan d'aide aux pays européens qui connaissent des problèmes de production, de ravitaillement. C'est une aide gratuite et importante, constituée pour 90 % de dons de produits américains, et pour 10 % par des prêts. Elle va marquer économiquement la division de l'Europe. Le total de l'aide a représenté 1,2 % du PIB américain entre 1948 et 1951.

Son succès a été tellement éclatant que ce plan, près de soixante-quinze ans après sa mise en place, est un modèle universel de programme d'aide réussi. Grâce à ce plan, l'Europe occidentale a mis fin aux pénuries et assuré son redécollage économique. À l'inverse, les pays qui l'ont refusé (sur ordre de Moscou, qui craignait de voir l'influence américaine s'étendre dans les pays qu'elle contrôlait) ont connu la stagnation.

La conférence de Yalta

Elle s'est tenue du 4 au 11 février 1945 entre Staline, Churchill et Roosevelt. Elle symbolise le « partage du monde » entre Soviétiques et Américains. Cette légende est entretenue par l'absence de représentations des autres nations. En réalité, à Yalta, on a plutôt prévu que les pays libérés du nazisme pourraient s'autodéterminer. Staline n'a pas respecté cet engagement en imposant son régime dans les pays libérés par l'Armée rouge.





Les États-Unis à la tête du monde libre

Les États-Unis sont le seul pays qui sort de la guerre plus puissant qu'il n'y est entré. Il est vrai qu'aucun des combats n'a eu lieu sur son territoire et qu'aucune infrastructure n'a été atteinte. Les pertes humaines sont relativement limitées (300 000 hommes). L'appareil industriel n'a pas été détruit, mais au contraire stimulé par l'effort de guerre, les États-Unis ayant été transformés en arsenal et usine des démocraties.

Si le New Deal avait permis le redémarrage de l'économie, la guerre va, paradoxalement, conduire le pays à la prospérité. Le PIB a doublé et représente 50 % du PIB mondial. Les États-Unis détiennent les deux tiers des réserves mondiales d'or et de pétrole, de la flotte mondiale, ainsi que la moitié du charbon. Le dollar va détrôner la livre sterling comme monnaie internationale.

Leur avancée technologique est considérable et ils ont le monopole de la nouvelle arme suprême : l'arme nucléaire. Ils sont présents militairement en Europe et en Asie. Face au défi soviétique, ils mettent fin au traditionnel isolationnisme qui les conduisait à rester en dehors des affaires mondiales. Ils vont prendre, selon la formule de Truman qui a succédé à Roosevelt, « la tête du monde libre ». L'attaque japonaise sur Pearl Harbor, en 1941, a montré que cet isolationnisme ne les protégeait pas contre une attaque extérieure. Ils ne peuvent par ailleurs accepter que Moscou, nouveau défi qui se pose à eux, contrôle l'ensemble du continent eurasiatique, pour des questions de rivalité non seulement idéologique

(démocratie contre dictature) mais aussi géopolitique. Ils sont les seuls à pouvoir assurer la protection des Européens de l'Ouest face à la poussée soviétique. Leur prestige est immense en Europe occidentale, qu'ils ont libérée du nazisme.

Le mode de vie américain, sa prospérité impressionnent et séduisent. Les Européens de l'Ouest sont aussi effrayés par l'Union soviétique et voient, dans les États-Unis, une protection. Le Français Raymond Aron écrit : « Les États-Unis, dont le rêve historique avait été de se tenir à l'écart des affaires du Vieux Continent, se trouvent responsables de la paix, de la prospérité et de l'existence même de la moitié de la planète. L'Occident n'avait rien connu de tel depuis l'Empire romain. » Aucune puissance ne peut, en effet, rivaliser avec eux en 1945.

Pour aller plus loin

L'endiguement (en américain, containment) est la politique mise en place par les États-Unis à l'égard de l'Union soviétique. Comme son nom l'indique, il faut construire une digue pour contenir la poussée soviétique, sans pour autant chercher à la faire reculer des positions acquises en 1945, car il aurait fallu déclencher une guerre. C'est Georges Kennan, ancien conseiller d'ambassade à Moscou, qui l'avait préconisé dans un article de la revue Foreign Affairs. Il recommande un endiguement à long terme, patient mais ferme et vigilant, des tendances expansionnistes de la Russie, en attendant que le Kremlin revienne à une politique étrangère plus modérée. Une politique de détente pourrait alors être mise en place, selon lui. C'est en effet ce qui se produisit.

La conférence de San Francisco (25 avril – 26 juin 1945)

Elle débouche sur la création de l'Organisation des Nations unies, qui compte alors 51 membres. Le Conseil de sécurité est en charge de la sécurité collective. Les cinq membres permanents (États-Unis, URSS, Royaume-Uni, Chine, France) ont un droit de veto. La division du monde en blocs va l'empêcher de jouer ce rôle de gardien de la paix.

L'URSS SE DOTE D'UN GLACIS STRATÉGIQUE

L'Europe en 1945

-  Zone d'occupation des Alliés
-  Zone d'occupation soviétique
-  Forte présence militaire soviétique
-  Villes divisées

-  Territoires annexés par l'URSS
-  Territoires annexés par la Pologne
-  Territoires annexés par la Bulgarie
-  Territoires annexés par la Yougoslavie
-  Territoires annexés par la France





L'URSS est le pays qui a payé le plus lourd tribut à la guerre – elle déplore 26 millions de morts, son territoire est dévasté et elle supporte, à elle seule, la moitié des destructions dues à la Seconde Guerre mondiale – mais c'est également la seule à en avoir retiré un important bénéfice territorial. Elle conserve en effet les territoires acquis lors du pacte germano-soviétique (pays baltes, Carélie finlandaise, Bessarabie roumaine) mais aussi les Kouriles, conquises sur le Japon, et Königsberg qui deviendra Kaliningrad, ainsi que la Ruthénie tchécoslovaque. Elle s'attribue une partie de la Pologne qui, en compensation, va s'étendre à l'ouest au détriment de l'Allemagne.

Staline, qui occupe un territoire, impose également son propre système social : il veut construire un glacis territorial là où l'Armée rouge est présente afin d'éviter une nouvelle invasion, sachant que les troupes nazies étaient parvenues à quelques kilomètres de Moscou. Les gouvernements mis en place sont rapidement contrôlés par le Parti communiste. Dans les pays occupés par l'Armée rouge, sous le motif de dénazification, les communistes vont éliminer au fur et à mesure tous leurs adversaires politiques, y compris les socio-démocrates. C'est la « politique du salami » : on avale les opposants tranche par tranche pour que cela passe plus facilement.

Alors que les Américains ont en tête le schéma de la Première Guerre mondiale (la paix revenue, on rentre chez soi), Staline veut être payé des sacrifices subis pendant la guerre. Il ne fait pas confiance aux Occidentaux. L'impérialisme russe traditionnel se greffe alors sur un messianisme communiste, d'où la volonté de se doter d'un glacis territorial. Il tente également une poussée dans le détroit des Dardanelles, en Iran et en Grèce, où une guerre civile oppose royalistes et communistes. Mais sa volonté d'expansion fait peur aux Occidentaux, et le mécanisme de méfiance mutuelle va se transformer en hostilité, chacun pensant que l'autre ne peut s'accommoder de son existence.

Pour aller plus loin

La Yougoslavie s'est libérée elle-même, grâce aux partisans de Tito. L'Armée rouge n'y est pas présente. Tito veut instaurer rapidement un régime socialiste, mais sans être sous la tutelle de l'URSS. Il veut ainsi conserver l'indépendance nationale de la Yougoslavie. C'est inacceptable pour Staline, qui ne peut admettre la moindre résistance à sa domination. Il va alors y avoir une rupture, un schisme entre les deux pays, même s'ils sont tous deux communistes. Tito est dénoncé comme « hitléro-trotskyiste » ; cependant, les Soviétiques ne prennent pas le risque d'envahir la Yougoslavie. Celle-ci aura un régime socialiste mais une diplomatie neutre. Le régime communiste y sera moins oppressif qu'en URSS ou dans les pays qu'elle occupe.

Le rideau de fer

Dans un discours du 9 mars 1945, Churchill, qui n'est plus au pouvoir, dénonce un « rideau de fer » qui, selon lui, s'est abattu sur l'Europe « de Stettin sur le bord de la Baltique à Trieste sur l'Adriatique ». Il veut dire que, derrière cette ligne, dans les pays où l'Armée rouge est présente, les habitants sont soumis au contrôle de Moscou, et que l'Union soviétique exerce une influence sans contrepoids.



E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

Il n'y aura pas de guerre entre les États-Unis et l'URSS – du fait de la dissuasion nucléaire et de l'équilibre des forces – mais pas non plus de paix véritable, la rivalité étant trop forte. États-Unis et URSS se voient, réciproquement, comme une menace existentielle. Les régimes sont perçus non comme différents, mais comme incompatibles. C'est la guerre froide : il n'y a pas d'affrontement militaire direct, mais plutôt une guerre de propagande ou par alliés interposés.

CHAPITRE 2

LA GUERRE FROIDE

LES ALLIANCES MILITAIRES

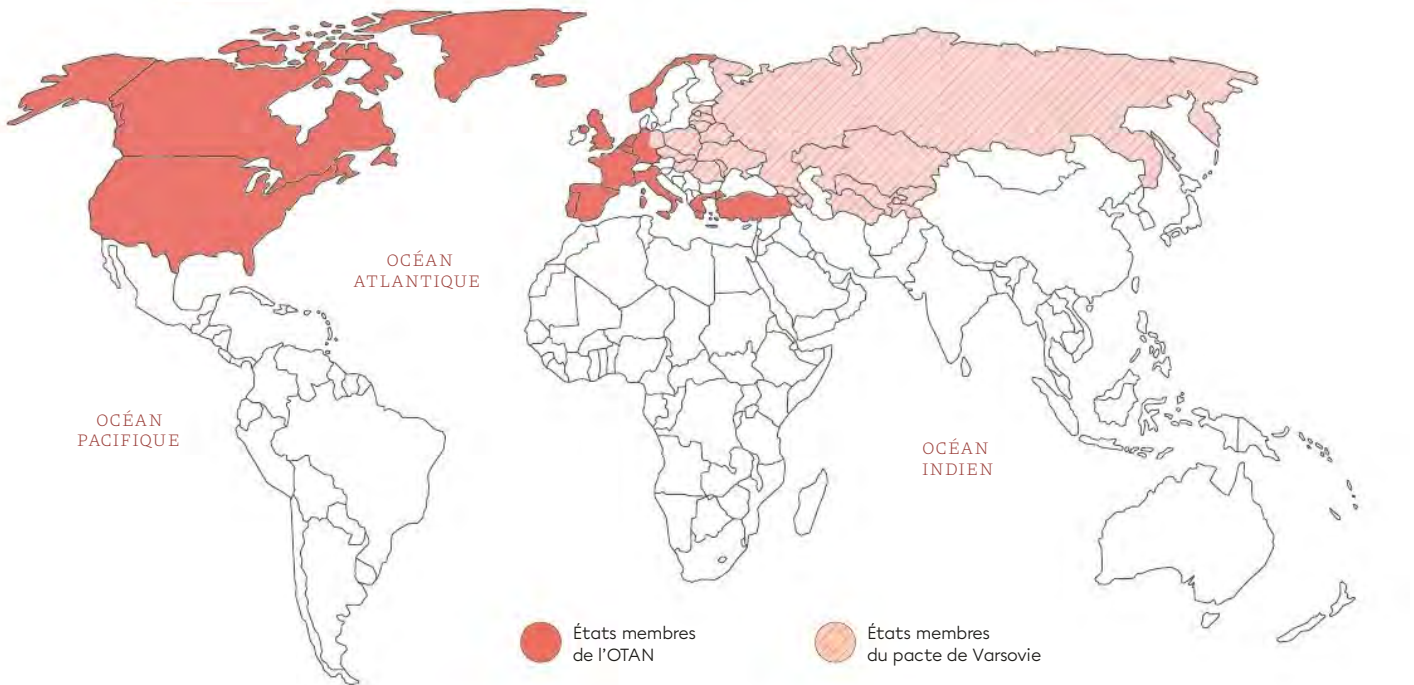
La division du monde fait que les puissances n'ont pas confiance dans le système de sécurité collective de l'ONU, qui aurait dû assurer la paix entre les nations. Elles vont créer leurs propres alliances militaires. Le rideau de fer et l'imposition de régimes communistes en Europe de l'Est font craindre une poussée soviétique en Europe occidentale.

Les pays européens, ruinés, sont incapables d'assurer leur défense. Ils vont donc remettre les clés de leur sécurité aux États-Unis. En juin 1948, le Sénat américain autorise le gouvernement à adhérer à un pacte militaire. C'est une rupture stratégique pour Washington. Pour la première fois, les États-Unis entrent dans une alliance militaire en temps de paix, renonçant à l'isolationnisme qui avait été leur principe diplomatique majeur. Le traité de l'Atlantique Nord est signé le 4 avril 1949. Il prévoit, en cas d'agression en Europe, une solidarité automatique entre les pays membres. En sont signataires les États-Unis, le Canada, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Danemark, l'Islande, l'Italie, la Norvège, le Portugal (bien qu'il ne soit pas une démocratie) et la France.

Pour que l'Allemagne participe à la défense commune, mais sans prendre le risque qu'elle dispose d'une armée puissante (afin de ne pas la voir revenir à des positions bellicistes), la France va proposer la création d'une Communauté européenne de défense au sein de laquelle les militaires allemands auraient été intégrés. Cependant, le projet échoue en 1954, et l'on décide donc d'intégrer l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN. Cela permet une participation des militaires allemands à la Défense commune, mais sous les ordres du général américain qui dirige les troupes de l'OTAN. L'Allemagne renonce alors, officiellement, à acquérir l'arme nucléaire.

L'URSS et les pays qu'elle contrôle avaient déjà signé des accords bilatéraux de défense. Moscou va attendre 1955 et l'adhésion de l'Allemagne à l'OTAN pour créer le pacte de Varsovie. En font partie l'Allemagne de l'Est, la Roumanie, la Bulgarie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Il est totalement dirigé par l'Union soviétique.

Les États membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie en 1990



Selon Moscou, les exigences du système capitaliste conduisent nécessairement à l'expansion illimitée de l'influence américaine dans le monde, et à la négation des droits que l'URSS a chèrement acquis au cours de la Seconde Guerre mondiale. Pour Washington, la nature même du système communiste, qui veut s'imposer à l'échelle mondiale, conduit Moscou à une politique expansionniste. Staline pense que l'Occident veut sa perte ; les Anglo-Saxons croient qu'il veut dominer le monde : deux visions incompatibles.

La révolution hongroise écrasée

Les Hongrois ont pris espoir après la publication du rapport Khrouchtchev. Ils pensent que cela peut les autoriser à prendre des libertés. Le 25 octobre 1956, 300 000 personnes manifestent à Budapest contre le gouvernement prosoviétique. Le nouveau gouvernement veut marquer son indépendance face à Moscou et dénonce le pacte de Varsovie. C'est inacceptable pour Khrouchtchev : il y aura une intervention militaire du Pacte afin d'écraser l'insurrection.

Pour aller plus loin

Staline meurt le 5 mars 1953. Sa disparition va permettre un relâchement de la pression. Lors du XX^e Congrès du Parti communiste, Khrouchtchev, qui lui a succédé et qui veut assouplir le régime, fait un rapport à huis clos, le 25 février 1956, sur les crimes de Staline. Il dénonce un despote qui a mis en place une répression cruelle, responsable de la mort de milliers de communistes. Le rapport fuit et provoque un choc.

Khrouchtchev plaide pour une « coexistence pacifique » entre les deux plus grandes puissances du monde, fondée sur le respect de la souveraineté et la non-ingérence. L'Union soviétique, qui s'est reconstruite et fixé comme objectif de rattraper économiquement les États-Unis, se sent plus sûre d'elle. C'est la perspective d'un dégel.

La question allemande

En juin 1945, les Alliés constatent qu'il n'y a plus d'autorité centrale en Allemagne. États-Unis, Union soviétique, Royaume-Uni et France ont chacun, dans le pays, une zone d'occupation gérée de façon autonome. Ils ne veulent pas recréer d'administration centrale en Allemagne, de peur que le militarisme ne renaisse. Un accord apparaît vite impossible. En 1947, Britanniques et Américains unifient leurs zones. En 1948, les Occidentaux convoquent une assemblée constituante dans leurs zones pour les unifier et établissent une monnaie commune : le deutschemark. La division durable de l'Allemagne est en route.

La ville de Berlin, elle-même partagée en quatre, est entièrement située en zone soviétique. En mars 1949, les Soviétiques décident d'un blocus autour de la ville pour faire tomber Berlin-Ouest dans leurs mains. Les trains, camions et automobiles venant de l'Ouest ne peuvent plus y parvenir pour assurer le ravitaillement. Les Américains réagissent alors en organisant un pont aérien pour ravitailler la ville. Le blocus prend fin en mai 1949. Le pont aérien vers Berlin est un succès technique et politique. Ainsi, 2,5 millions de tonnes de ravitaillement sont livrées grâce à 275 000 vols, à une époque où le transport aérien n'en est qu'à ses balbutiements. Berlin, capitale du militarisme allemand, devient le symbole du combat pour la liberté contre le communisme. L'Allemagne comprend que sa sécurité et sa survie dépendent de la protection américaine.

Le 8 mai 1949, la République fédérale allemande (RFA) est créée à l'Ouest ; le 7 octobre, la République démocratique allemande (RDA) à l'Est. Il y a ainsi deux États allemands : l'Allemagne, comme Berlin, est divisée, ainsi que l'Europe.

Mais si la frontière entre les deux Allemagnes est hermétique, on peut passer de Berlin-Est à Berlin-Ouest et, de là, arriver en Allemagne de l'Ouest. Entre 1949 et 1961, 3,5 millions d'Allemands de l'Est sont ainsi passés à l'Ouest, ayant « choisi la liberté ». C'est un défi inacceptable pour Moscou. Cette fuite des forces vives de l'Allemagne de l'Est démontre le caractère hautement impopulaire du régime. On dit que les Allemands de l'Est « votent avec leurs pieds » puisqu'ils n'ont pas le droit de choisir leurs dirigeants.

Le mur de Berlin

Le 15 août 1961, la RDA construit un mur le long de la ligne de démarcation entre Berlin-Est et Berlin-Ouest. Appelé « mur de la honte », il empêche tout passage à l'Ouest et devient le symbole physique et effrayant de la division.

Pour aller plus loin

Face à la menace soviétique et pour éviter un nouveau conflit, la réconciliation franco-allemande est indispensable. Le 9 mai 1950, le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, propose une construction européenne par le biais de réalisations concrètes. Il s'agit de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier (à l'époque, le cœur de la puissance industrielle et militaire) sous une autorité commune, afin de rendre la guerre entre les deux pays non seulement impensable, mais matériellement impossible. Avec la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Italie, la France et l'Allemagne créent, en 1952, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), qui va déboucher en 1957 sur la création de la Communauté économique européenne (CEE). C'est le début de l'aventure européenne.





Conflits par alliés interposés

La guerre de Corée, considérée comme le paroxysme de la guerre froide, en est le conflit le plus meurtrier. Occupée par le Japon, la Corée retrouve son indépendance en 1945. Soviétiques et Américains se sont rejoints au 38° parallèle et, de part et d'autre de cette ligne de démarcation, mettent en place des régimes qu'ils contrôlent.

Au Nord, le communiste Kim Il-sung lance une guerre en juin 1950 pour opérer une réunification par la force. Le Conseil de sécurité des Nations unies, grâce à l'absence de l'Union soviétique qui le boycotte pour protester contre l'attribution à Taïwan du siège de la Chine à l'ONU, envoie une force internationale qui sera commandée par les États-Unis pour rétablir la situation. La Chine dépêche des « volontaires » pour aider les Nord-Coréens. Officiellement, elle n'est donc pas en guerre, mais elle apporte une contribution importante, en nombre de combattants, aux Nord-Coréens.

L'URSS fournit également une aide militaire mais, officiellement, il n'y a pas d'affrontement entre les États-Unis (les troupes américaines étant affectées à l'ONU), l'URSS et la Chine. Le général américain MacArthur propose l'usage de l'arme nucléaire pour mettre fin à la guerre en bombardant la Chine ;

le président Truman refuse. Pour la première fois dans l'Histoire, un pays n'emploie pas une arme décisive pour la victoire. C'est le Premier ministre britannique Attlee qui a convaincu les États-Unis de ne pas utiliser l'arme nucléaire, pour éviter le risque de provoquer un conflit généralisé avec l'URSS et la Chine et de scandaliser de nombreux pays.

Un armistice est signé le 27 juillet 1953. Le pays est entièrement détruit, on dénombre 2 millions de morts.

Pour aller plus loin

Les Occidentaux se sont demandé, au départ, si la guerre de Corée n'était pas une diversion organisée par Moscou pour préparer une offensive en Europe. Ils décident donc de muscler leur dispositif militaire, notamment en Europe. L'Alliance atlantique, qui était un simple traité d'alliance, se dote d'une organisation (OTAN, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) en 1950, avec une structure, une force militaire permanente et un quartier général.

La guerre de Corée va également développer l'anti-communisme aux États-Unis, avec la mise en place, sous l'impulsion du sénateur Joseph McCarthy, d'une « chasse aux sorcières ». Ceux qui sont soupçonnés d'être communistes ou sympathisants sont condamnés ou empêchés de travailler, notamment à Hollywood.

La Chine devient communiste

Après la défaite japonaise, la guerre reprend entre communistes et nationalistes en Chine. Le 1^{er} octobre 1949, Mao proclame à Pékin la République populaire de Chine (RPC). Les nationalistes, vaincus, se réfugient sur l'île de Taïwan. Ils restent protégés par les Américains et conservent leur siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. La RPC n'est ainsi reconnue que par l'URSS et ses alliés.





E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

Après la Seconde Guerre mondiale, dans laquelle ils ont été mobilisés, les peuples colonisés vont revendiquer leur droit à l'indépendance.

La victoire contre Hitler a été acquise au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et le prestige des puissances coloniales a été fortement ébranlé. Les deux principales nouvelles puissances mondiales, États-Unis et Union soviétique, sont anticolonialistes et espèrent étendre leur influence dans les pays nouvellement indépendants.

CHAPITRE 3

LA DÉCOLONISATION

LA FIN DE L'EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS

Dès le 9 mai 1945, des manifestants réclament l'indépendance à Madagascar et en Algérie. Des émeutes ont lieu, qui sont réprimées dans le sang. La France entend garder, y compris par la force, son empire colonial, facteur de puissance au moment où elle sort affaiblie de la guerre. Gaston Monnerville qui, par la suite, deviendra président du Sénat, déclare : « Sans l'empire, la France ne serait qu'un pays libéré. Grâce à son empire, la France est un pays vainqueur. » Si certains, par réalisme ou par conviction, sont favorables à l'indépendance, d'autres s'y opposent farouchement. Par ailleurs, les colons sont nombreux au Maghreb, notamment en Algérie (1 million de personnes, ainsi que 200 000 en Tunisie et 400 000 au Maroc).

La IV^e République va s'épuiser dans le maintien d'un système historiquement dépassé. Dans ce combat, elle ne peut pas avoir le soutien de son protecteur américain qui, par principe et intérêt, veut mettre fin au système colonial.

L'Indochine avait été occupée par le Japon. Hô Chi Minh proclame l'indépendance en 1945, refusée par la France. Une guerre cruelle commence. En 1954, la France est contrainte de signer un accord qui met fin à la présence française en Indochine, après la défaite militaire humiliante de Diên Biên Phu.

Grâce à la lucidité de Pierre Mendès-France, éphémère président du Conseil sous la IV^e République, une décolonisation négociée et pacifique a été réussie en Tunisie et au Maroc. En 1954, la révolte éclate en Algérie. La France réplique par une politique de répression qui aboutira à l'envoi du contingent pour lutter contre les combattants algériens. Les exactions sont nombreuses de part et d'autre. Appelé au pouvoir pour résoudre la question algérienne, le général de Gaulle comprend que ce type de guerre n'est pas gagnable ; que la France, par sa politique répressive et l'usage de la torture, est condamnée de toutes parts, y compris aux États-Unis, et que cela déchire même la société française. Il signe les accords d'Évian en 1962, après une guerre sanglante qui va laisser des traces mémorielles douloureuses des deux côtés. Les Français présents en Algérie sont contraints au départ.

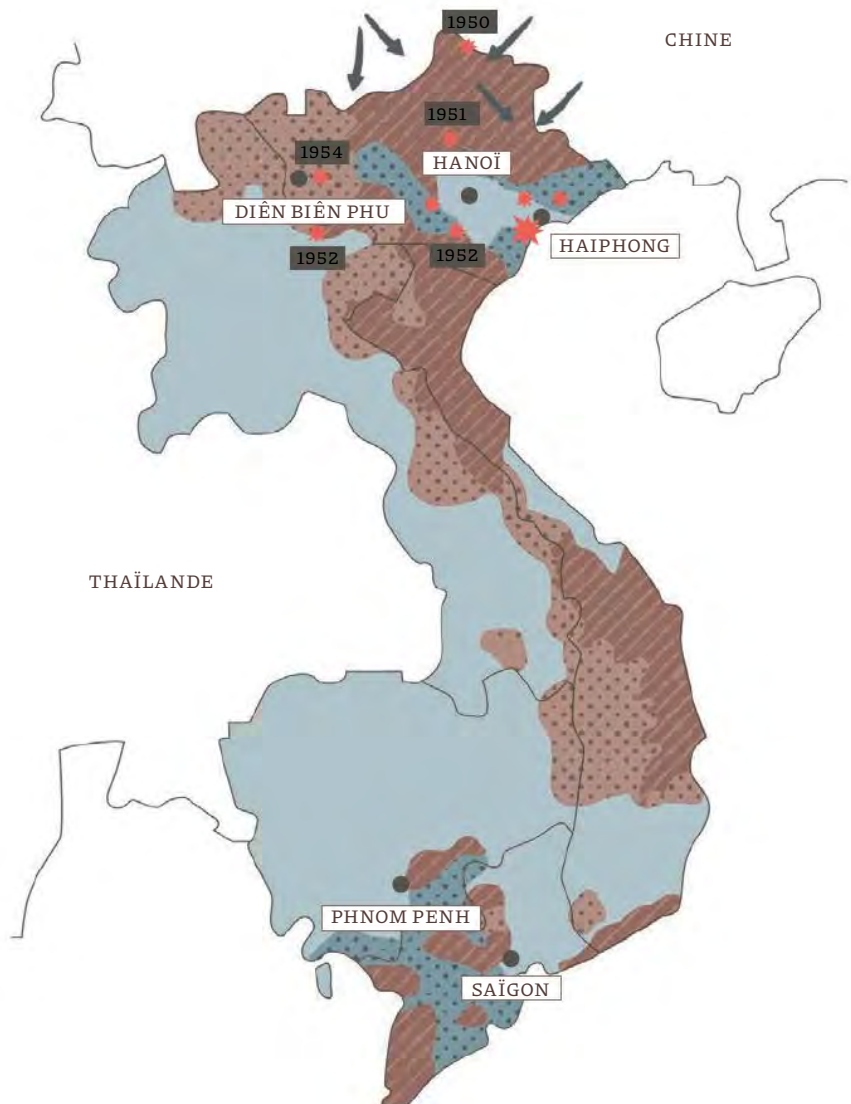
Nasser, héros du tiers-monde

Pour punir Nasser d'avoir nationalisé le canal de Suez en 1956 et pour envoyer un message aux indépendantistes en Algérie, Paris et Londres occupent militairement le Canal. L'URSS les menace de représailles. Washington, hostile à l'intervention militaire, refuse de garantir la sécurité de la France et du Royaume-Uni. Ceux-ci sont alors obligés de se retirer ; c'est l'humiliation. Nasser devient le héros du monde arabe et du tiers-monde.

Pour aller plus loin

En 1956, une loi-cadre, dite Defferre, prévoyait l'octroi progressif de l'autonomie politique aux colonies en Afrique. En 1958, après son arrivée au pouvoir, le général de Gaulle propose aux colonies françaises d'Afrique, par voie de référendum, soit l'indépendance, soit l'appartenance à la communauté qui vient d'être créée dans la nouvelle Constitution. Seule la Guinée de Sékou Touré choisit la première solution, rompant tout lien avec la France. En 1960, les douze colonies africaines et Madagascar obtiennent l'indépendance et entrent à l'ONU tout en conservant des liens étroits de coopération avec la France, tant sur le plan économique que diplomatique et politique. La France reste l'allié principal des pays d'Afrique francophone. D'un certain côté, elle reste une puissance africaine. La transition s'est faite pacifiquement.

Décolonisation de l'Indochine (1946-1954)



La fin de l'empire colonial britannique

Le Royaume-Uni est l'autre grande puissance coloniale européenne. L'Empire indien en est le joyau. Le parti du Congrès, sous l'impulsion de Gandhi, adepte de la non-coopération non violente contre les Britanniques (il plaide pour le boycott des produits industriels britanniques), réclamait le *self-government* longtemps avant la Seconde Guerre mondiale. En 1937, Londres promet à l'Inde un statut de *dominion* et comprend qu'il n'est plus possible de contrôler, comme au XIX^e siècle, 300 millions d'Indiens avec quelques dizaines de milliers de Britanniques. Londres se résigne alors à l'indépendance.

La minorité musulmane – 15 % de la population – craint d'être soumise à la majorité hindoue après le départ des Britanniques. Elle crée la Ligue musulmane, soutenue par Londres – diviser pour mieux régner –, et demande la partition du pays en deux États, l'un hindou, l'autre musulman. Le parti du Congrès milite pour un État unique où chacun serait représenté. Le 15 juillet 1947, le Bill

of Independence crée deux États distincts : l'Union indienne, regroupant les hindous, et le Pakistan, regroupant les musulmans dans deux provinces encadrant l'Inde. Les lignes de démarcation ne sont pas nettes et ne correspondent pas aux répartitions religieuses. Il s'ensuit une guerre civile intercommunautaire : 16 millions de personnes sont déplacées de force, 2 millions sont tuées, et les deux nouveaux États se livrent une guerre immédiate pour le contrôle du Cachemire.

La Birmanie (Myanmar), Ceylan (Sri Lanka) ainsi que la Malaisie (dont Singapour se détacha en 1958) obtiennent à leur tour leur indépendance par rapport à la Couronne britannique. En Afrique, le Royaume-Uni procède à une décolonisation en douceur : Ghana (1957), Nigeria (1960), Sierra Leone (1961), Ouganda (1962), Kenya (1963) et Tanzanie (fusion du Tanganyika et de Zanzibar en 1964, indépendants respectivement en 1961 et 1963), tandis que la Rhodésie du Nord devient la Zambie en 1964. En Rhodésie du Sud (actuel Zimbabwe), la minorité blanche décrète l'indépendance pour établir un système d'apartheid.



Pour aller plus loin

En 1897, Théodore Hert préconise la création d'un État juif pour protéger les juifs de l'antisémitisme. Londres avait reçu le territoire de Palestine, qui relevait de l'Empire ottoman, en mandat après la Première Guerre mondiale. En 1917, le ministre des Affaires étrangères britannique, lord Balfour, avait promis d'y créer un foyer national pour le peuple juif, « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Mais le territoire n'était pas sans peuple : il y avait 90 % d'Arabes pour 10 % de juifs. Après la Seconde Guerre mondiale, les demandes du mouvement sioniste sont renforcées face au choc du génocide. La création de l'État d'Israël est proclamée le 4 mai 1948. Les Arabes refusent sa création. C'est la première guerre israélo-arabe, gagnée par Israël, faisant fuir 600 000 Palestiniens. Israël s'attribue alors 78 % de l'ancienne Palestine.

Le géant indonésien

L'Indonésie était la deuxième colonie au monde par sa population. Elle représente une énorme source de profits pour les Pays-Bas. Elle proclame son indépendance après la défaite du Japon qui l'occupait, en 1945. Les Pays-Bas la reconnaissent en 1949. Washington accorde l'indépendance aux Philippines – que les Américains occupent depuis 1898 –, tout en conservant un contrôle étroit sur le pays.



L'émergence du tiers-monde

Les États-Unis, eux-mêmes ancienne colonie et se voulant promoteurs de la démocratie au niveau mondial, ainsi que l'Union soviétique, au nom de l'anti-impérialisme, sont hostiles à la colonisation. Ils pensent par ailleurs étendre leur influence, en lieu et place des puissances européennes, dans les pays qui obtiendront leur indépendance. Washington considère que le maintien des colonies par la force ne peut que faire le jeu de l'URSS. Les puissances coloniales sont affaiblies, tandis que les peuples coloniaux estiment que la Seconde Guerre mondiale a légitimé leurs demandes d'indépendance. L'Assemblée générale des Nations unies, où les pays issus de la décolonisation sont majoritaires dès la fin des années 1950, va soutenir ces aspirations et leur donner une caisse de résonance.

En 1960, l'Assemblée générale adopte ainsi la résolution 1541 (XV), qui proclame le droit à la décolonisation immédiate et inconditionnelle. La colonisation est présentée non seulement comme étant contraire à la charte de l'ONU, mais aussi comme compromettant la paix mondiale. Le manque de préparation politique ou économique ne peut servir de prétexte pour retarder l'indépendance. Si ce texte n'a pas force juridique, il aura un impact politique énorme. Le mouvement de décolonisation devient quasi universel ; c'est la fin d'une période historique. Le colonialisme n'est plus défendable. Seule la dictature portugaise conservera des colonies en Afrique jusqu'à l'établissement d'une démocratie, en 1975.

Le tiers-monde va aussi vouloir créer un ordre économique plus juste à son propre égard. Il s'agit d'acquiescer l'indépendance économique, après avoir conquis l'indépendance juridique et politique. Les pays du Sud dénoncent « l'échange inégal » : les pays du Nord vendent cher leurs produits industrialisés, alors que les pays du tiers-monde, riches de leurs matières premières, les vendent à bas prix. Les pays du Sud veulent faire valoir collectivement leurs intérêts, mais le clivage Nord-Sud est moins puissant que le clivage Est-Ouest. États-Unis et URSS poursuivent leur compétition dans le tiers-monde, y créant un système d'alliances. Si de nombreux pays du tiers-monde s'affichent comme étant non alignés, ils ont, pour la plupart, un lien militaire et économique privilégié soit avec Washington, soit avec Moscou.

Pour aller plus loin

En avril 1955 se tient la conférence afro-asiatique de Bandung, qui réunit 29 pays. Ils représentent la moitié de l'humanité mais seulement 8 % du PIB mondial. Ils sont réunis pour la première fois en l'absence des pays européens, de l'URSS ou des États-Unis. Ils condamnent le colonialisme et proclament le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, affirmant cinq principes : respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression, non-ingérence, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique. Le futur président sénégalais Senghor y voit « la mort du complexe d'infériorité des peuples africains et asiatiques face au monde européen ». La conférence de Bandung va donner naissance à un état d'esprit et à un principe qui aura son heure de gloire dans les années 1960-1970 : le non-alignement.

D'où vient le terme « tiers-monde » ?

L'économiste français Alfred Sauvy invente le concept en 1952. L'expression fait référence au tiers état de la Révolution française. Les pays membres du camp occidental et ceux de la famille communiste, s'ils sont opposés idéologiquement, ont en commun d'être des pays industrialisés. Les autres sont le tiers-monde, composé de pays non industrialisés. À côté du clivage Est-Ouest s'installe donc le clivage Nord-Sud.





E
N

2
0

S
E
C
O
N
D
E
S

« Détente » signifie
« relâchement des tensions ».
Après la crise de Cuba,
les deux superpuissances
comprennent qu'elles ont en
commun un objectif majeur :
éviter la guerre nucléaire,
et qu'un conflit local ne
dégénère en affrontement
global. Mais la détente n'est
pas l'entente, et la rivalité
demeure. Elle est simplement
encadrée, afin qu'elle ne
dérive pas vers un conflit
généralisé : URSS et États-
Unis sont à la fois adversaires
et partenaires.

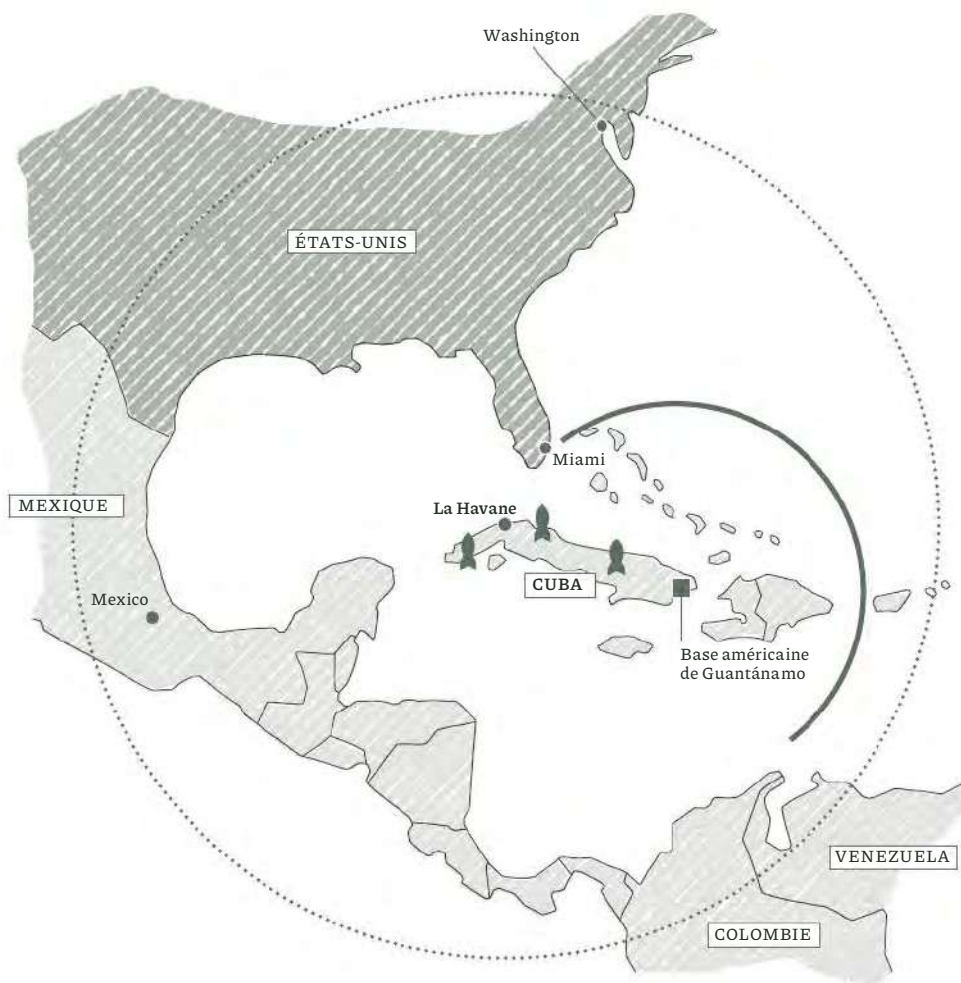
CHAPITRE 4

LA DÉTENTE

LES MOTIVATIONS DE LA DÉTENTE

Crise de Cuba en 1962

-  Bases de fusées soviétiques sur le territoire cubain
-  Rayon d'action des premières fusées soviétiques
-  Base américaine sur le territoire cubain
-  Zone de blocus américain



La vision d'Henry Kissinger

La crise de Cuba a failli dégénérer en guerre nucléaire. Moscou et Washington comprennent qu'ils doivent établir des canaux de communication pour éviter une catastrophe. La détente va ainsi connaître son apogée avec la présidence de Richard Nixon et la conduite de la diplomatie américaine par Henry Kissinger. Tous deux ont conscience que la diminution relative de la puissance américaine doit les conduire à un accord avec Moscou. Les États-Unis sont en effet passés de 52 % du PIB mondial en 1950 à 40 % en 1960, puis 30 % en 1970. La guerre du Vietnam les a affaiblis.

D'origine européenne, Kissinger n'a pas la vision morale ou moraliste qu'ont en principe les Américains (quitte à l'être moins en pratique). Il est adepte de la *realpolitik* et, donc, tout à fait prêt à accepter la coexistence avec un pays qui ne partage pas les mêmes valeurs que les États-Unis. Ce qui compte, c'est le comportement extérieur de l'Union soviétique face aux intérêts américains, pas la façon dont elle traite ses citoyens. On ne porte pas de jugement moral sur un régime ; on veille seulement à ce qu'il ne porte pas atteinte aux intérêts de sécurité des États-Unis.

Les canaux de communication entre Moscou et Washington permettent d'éviter qu'un conflit périphérique – par alliés interposés – ne se transforme en conflit direct. Kissinger a en tête le modèle du congrès de Vienne, en 1815, qui a permis à l'Europe d'échapper aux guerres pendant un siècle grâce à l'équilibre des forces. Il estime que la sécurité absolue à laquelle aspire une puissance se solde par l'insécurité absolue pour toutes les autres. La détente est fondée sur une politique de retenue réciproque. L'idée est d'établir un condominium – les deux superpuissances gérant le monde au mieux de leurs intérêts, chacune contrôlant ses propres alliés.

Pour Kissinger, « tout président américain apprend rapidement qu'il ne dispose que d'une marge de manœuvre étroite. Les États-Unis et l'URSS sont des rivaux idéologiques. La détente ne peut rien y changer. L'ère nucléaire nous condamne à la coexistence. Les croisades rhétoriques ne peuvent rien y changer non plus ».

Moscou a compris que l'ambition de rattraper économiquement les États-Unis, affichée par Khrouchtchev en 1960, est illusoire. L'idée est de diminuer le soutien à la révolution mondiale pour privilégier la croissance économique soviétique. Pour l'URSS, la décolonisation et les contradictions propres au capitalisme vont freiner la croissance occidentale et donner l'avantage aux Soviétiques.

Pour aller plus loin

Le révolutionnaire Castro prend le pouvoir à Cuba en 1959. Nationaliste, il s'oppose aux États-Unis qui contrôlaient l'île, se rapproche de l'URSS et se proclame communiste. En 1962, un avion espion américain découvre que l'URSS a déployé des missiles nucléaires à Cuba, à 150 km de la Floride : c'est une menace inacceptable pour les États-Unis, qui organisent un blocus. Faut-il déclencher une opération militaire pour détruire les armes déployées ? Cela reviendrait à lancer une guerre contre l'Union soviétique. Khrouchtchev et Kennedy évoquent tous deux publiquement l'éventualité d'une guerre nucléaire qui fait trembler le monde. Des négociations secrètes sont menées. L'URSS retire ses missiles, les États-Unis s'engagent à ne pas attaquer Cuba. Moscou et Washington établissent une ligne de communication directe, le « téléphone rouge ».

La rupture sino-soviétique

Les Chinois critiquent la politique de détente, accusant les Soviétiques d'abandon des idéaux révolutionnaires et de « révisionnisme ». Le Premier ministre chinois, Chou En-lai, aura cette formule : « Les deux superpuissances dorment dans le même lit mais font des rêves différents. » C'est une façon pour la Chine de justifier sa rupture avec Moscou, due en réalité à une rivalité nationale.

La maîtrise des armements

États-Unis et Union soviétique vont se lancer dans une politique de maîtrise des armements. Il y a deux objectifs : encadrer leur propre compétition pour la contrôler et maintenir leur domination sur le monde. Il ne s'agit pas d'un véritable désarmement : on ne va pas réduire le nombre d'armes, mais plutôt essayer de limiter la croissance des arsenaux. Les deux superpuissances veulent avant tout préserver leur monopole nucléaire et tenter de freiner l'accession d'autres puissances à l'arme suprême, afin de pouvoir continuer à exercer un condominium sur les affaires du monde et empêcher d'autres pays d'acquérir l'arme nucléaire.

Mais le 26 mai 1972, à Moscou, est signé le traité SALT I (Strategic Armement Limitation Talks). Moscou et Washington ne s'engagent pas à réduire leur nombre d'armes nucléaires mais fixent un plafond à leur croissance. C'est, malgré tout, historique : pour la première fois, deux pays vont renoncer volontairement, sans que cela se déroule à l'issue d'une défaite militaire, à limiter les armements les plus puissants. En fait, Moscou et Washington sont effrayés par la course aux armements dont on connaît le point de départ mais pas le point d'arrivée, qui coûte très cher et qui, surtout, peut conduire à une extrême instabilité, de peur d'être dépassé par l'autre.

En 1963, ils signent le traité d'interdiction des essais nucléaires atmosphériques. Les essais souterrains, dont ils maîtrisent la technologie, restent possibles. Le traité est destiné à freiner la possibilité, pour les autres pays, de se doter de l'arme nucléaire.

En 1968, c'est le traité de non-prolifération des armes nucléaires qui est signé. Il s'agit, là aussi, d'empêcher les États qui n'ont pas encore ces armes de les obtenir. Les États nucléaires officiels, ceux qui ont procédé à un essai avant le 1^{er} janvier 1967, s'engagent à ne pas aider les autres pays à les acquérir – ils n'en avaient de toute façon pas la volonté. Les pays non nucléaires s'engagent, quant à eux, à ne pas chercher à acquérir d'armes nucléaires. Pour eux, c'est une

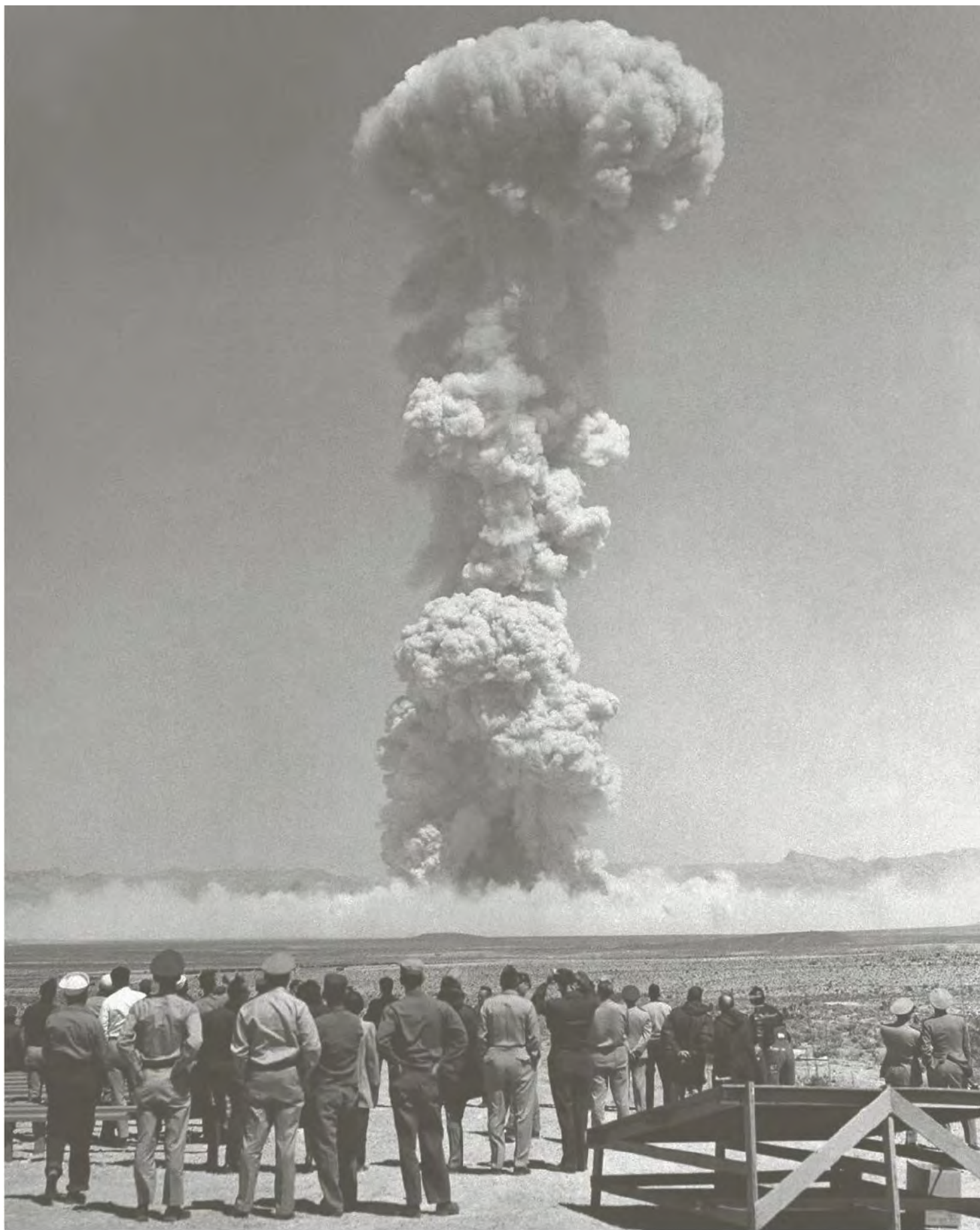
véritable renonciation ; c'est un peu la consécration de l'inégalité par le droit. De nombreux pays ont ainsi été réticents à signer ce traité. Finalement, l'Inde, le Pakistan et Israël seront les derniers réfractaires ; les autres pays vont le signer.

Pour aller plus loin

Les accords d'Helsinki, signés le 1^{er} août 1975, réunissent tous les pays européens, le Canada et les États-Unis, soit les États membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie ainsi que les pays neutres et non alignés (Yougoslavie, Autriche, Suède, Finlande, Suisse). On compte ainsi 35 signataires qui participent à titre individuel et non comme membres d'une alliance. Les accords reconnaissent les frontières existantes en Europe et leur inviolabilité (et, donc, les acquis territoriaux de l'URSS à l'issue de la Seconde Guerre mondiale). Ces accords prévoient en outre des mesures de confiance sur le plan militaire pour éviter le spectre d'une attaque surprise. Un volet sur les droits de l'homme prévoit aussi la libre circulation des idées et des hommes. L'URSS n'entend pas les respecter, mais cela va fournir un cadre politico-légal pour combattre la répression interne de l'URSS et de ses alliés, y compris en Pologne et en Tchécoslovaquie.

Le téléphone rouge

En 1963, au sortir de la crise de Cuba, Kennedy et Khrouchtchev décident de créer une ligne de communication directe entre eux : c'est le « téléphone rouge ». Il permet d'éviter, par un contact direct au plus haut niveau, des pertes de temps ou des incompréhensions qui, lors d'une crise à l'heure nucléaire, pourraient se révéler catastrophiques.



LES SOUBRESAITS DE LA DÉTENTE

La guerre du Vietnam

Après le départ de la France du Vietnam, deux régimes – l'un, communiste, au Nord ; l'autre, anticommuniste, au Sud – se mettent en place. Les Américains envoient des conseillers militaires dès 1958 pour aider le Vietnam du Sud. Selon la théorie des dominos, s'il tombe dans l'escarcelle communiste, d'autres pays y tomberont. Mais le régime est inefficace et corrompu, obligeant les Américains à déployer de plus en plus de soldats sans pour autant mettre fin à la résistance vietnamienne, soutenue par l'URSS et la Chine. Il y aura 275 000 soldats en 1965, 518 000 en 1969.

Non seulement, les Américains ne parviennent pas à gagner la guerre face à des adversaires faiblement armés, mais les bombardements de populations civiles révoltent l'opinion internationale et ternissent l'image des États-Unis. Les jeunes Américains sont de plus en plus réticents à aller mourir au loin dans une guerre

qu'ils jugent immorale et inutile. Les États-Unis dépensent des sommes colossales dans la guerre et leur économie s'affaiblit. Ils ne sont plus le peuple de la liberté mais représentent un nouvel impérialisme qui lutte contre un petit peuple courageux, combattant pour son indépendance.

Quand la France s'éloignait de l'OTAN

En mars 1966, le président De Gaulle envoie une lettre au président américain Johnson, lui indiquant que la France se retire des organes militaires intégrés de l'OTAN. Grâce à l'arme nucléaire, la France n'a plus besoin du parapluie américain ; elle entend développer une politique indépendante à l'égard de Washington tout en restant son alliée.

La guerre devient impopulaire, y compris aux États-Unis. Nixon et Kissinger négocient la paix, signée en 1973. Les Américains ont perdu 56 000 hommes, ont brouillé leur image et sortent traumatisés du conflit. En 1975, le Nord Vietnam envahit le Sud Vietnam et opère la réunification par la force.

Pour aller plus loin

Un nouveau leader communiste tchécoslovaque, Alexandre Dubcek, veut dynamiser son pays ; il supprime la censure et rétablit la liberté syndicale pour créer un socialisme à visage humain. Devenu rapidement très populaire, il entame des réformes économiques. Ayant en tête le précédent hongrois, il ne demande pas à quitter le pacte de Varsovie. Mais le fait de bâtir une voie vers le socialisme qui se distingue de celle de Moscou est insupportable pour le Parti communiste soviétique. La nuit du 20 août 1968, 70 000 soldats du pacte de Varsovie interviennent et mettent fin au printemps de Prague. Une purge est organisée au sein du Parti communiste. Brejnev développe une doctrine de « souveraineté limitée » ; la défense des intérêts du socialisme est la cause commune de tous les pays socialistes.

La fin de la détente

À la fin des années 1970, la détente a été remise en question. Elle n'avait pas comblé les attentes ni les espoirs, peut-être excessifs, placés en elle. Les Soviétiques espéraient qu'elle leur ouvre de nouvelles perspectives économiques et que les États-Unis leur accorderaient la clause de la nation la plus favorisée, qui offre de grands avantages commerciaux. Cela n'a pas été le cas, le Sénat américain s'y opposant tant que l'URSS ne laisserait pas les juifs soviétiques immigrer librement en Israël. Moscou contrôlant étroitement sa population et interdisant à quiconque de quitter son territoire, c'était une exigence impossible à satisfaire. Par ailleurs, l'économie soviétique, bureaucratisée et centralisée, diminuait en performance, quel que soit le niveau des échanges commerciaux avec les États-Unis.

Du côté américain, les « faucons » (partisans d'une ligne dure, opposés aux « colombes » préconisant une coopération) reprochaient à l'Union soviétique de continuer d'avancer ses pions sur l'échiquier mondial sous couvert de détente, selon la conception : « Ce qui est à nous est à nous, ce qui est à vous est négociable. » L'URSS semblait en effet avoir élargi son influence mondiale avec la réunification du Vietnam par la force, au profit du régime communiste, en 1975, et avec le contrôle sur le Cambodge et le Laos et

son avancée en Afrique (Angola, Mozambique) après le départ de la puissance coloniale portugaise, ainsi qu'en Éthiopie, après le renversement de l'empereur Haïlé Sélassié en 1974.

Les accords d'Helsinki étaient eux-mêmes présentés comme un marché de dupes. Moscou avait obtenu la reconnaissance des frontières européennes – elle qui les avait façonnées après la Seconde Guerre mondiale – en échange de la promesse de la liberté de circulation et d'information, que la Russie n'était pas prête à accorder à ses ressortissants ni à ceux du pacte de Varsovie.

De leur côté, les États-Unis soutiennent des dictatures militaires particulièrement répressives en Amérique latine au nom de la lutte contre le communisme. Ils vont même jusqu'à soutenir un coup d'État militaire au Chili, en 1973, pour renverser le gouvernement d'Union de la gauche dirigé par Salvador Allende, arrivé au pouvoir par les élections de 1970.

En 1979, le Shah d'Iran, allié majeur des Américains, est renversé par l'ayatollah Khomeiny qui présente les États-Unis comme « le Grand Satan ». Les diplomates américains sont alors pris en otage dans leur ambassade à Téhéran. Les États-Unis ont le sentiment de perdre des positions à l'échelle mondiale. Le président Carter apparaît comme étant trop faible, tandis que son adversaire aux élections de 1980, Ronald Reagan, veut rétablir « la paix par la force ». Il est partisan d'une ligne dure à l'égard de Moscou. Les accords SALT II ne seront pas ratifiés. Les États-Unis vont aider les moudjahidines afghans qui luttent contre l'occupant soviétique. Ils veulent aussi déployer de nouveaux missiles nucléaires en Europe pour répondre au déploiement de missiles soviétiques : c'est la nouvelle guerre froide.

L'URSS et le borbier afghan

En décembre 1979, les troupes soviétiques entrent dans Kaboul : il s'agissait de mettre fin à l'affrontement entre deux factions du Parti communiste. Pour la première fois, l'URSS intervient dans un pays du tiers-monde, par ailleurs musulman. Elle va s'enliser dans un conflit coûteux en vies humaines et économiquement mais surtout en prestige, car elle est incapable de contrôler le pays faible et pauvre qu'elle avait envahi.







E
N

2
0

S
E
C
O
N
D
E
S

Au début des années 1980, la puissance de l'Union soviétique fait peur ou impressionne le reste du monde. En réalité, elle est isolée diplomatiquement et sa situation économique se détériore. Arrivé au pouvoir en 1985, Gorbatchev comprend qu'il est indispensable de mener de profondes réformes pour sauver le régime.

CHAPITRE 5

LA FIN DU MONDE BIPOLAIRE

UNE SUPERPUISSANCE AFFAIBLIE

Ses faiblesses

Depuis 1945, les Occidentaux étaient obnubilés par la menace soviétique. « Colombes » (partisans du dialogue avec Moscou) ou « faucons » (tenants d'une ligne dure), personne ne doutait de la nature de cette puissance ; on savait aussi que le niveau de vie y était faible. Mais sa force militaire était impressionnante, et le régime étouffait toute tentative de libre expression.

En réalité, l'URSS avait tout sacrifié à sa sécurité. Le secteur militaire hypertrophié absorbait 20 % du PIB, contre 7 % aux États-Unis. Dans les années 1970, le PIB soviétique s'est mis à stagner. On parle d'une Haute-Volta (pays africain qui deviendra le Burkina Faso) avec des fusées pour qualifier un pays très puissant militairement, mais sous-développé économiquement. L'industrie souffre d'un excès de planification bureaucratique, d'une trop grande concentration de l'industrie lourde et d'une incapacité à répondre aux choix des consommateurs ou aux nécessités de modifier la production pour satisfaire de nouvelles demandes ou de nouveaux marchés. Le système de plan, loin de rationaliser la production, est contre-productif. Les objectifs de production ne sont décidés ni par les producteurs ni par les consommateurs, mais par les autorités centrales.

Il n'y a par ailleurs aucune place pour l'initiative individuelle, qu'il s'agisse de la rémunération des employés ou de l'organisation du travail. Alors qu'au début du siècle la Russie était un exportateur de céréales, l'URSS est obligée d'importer des produits alimentaires. L'agriculture engloutit 30 % des investissements et 20 % de la main-d'œuvre, contre 5 et 3 % aux États-Unis où la productivité agricole est sept fois supérieure. Les parcelles privées, qui occupent 4 % de la surface exploitée, fournissent 25 % de la production, ce qui montre l'inefficacité des structures collectivisées. Les principales sources de devises restent le gaz et le pétrole, c'est-à-dire des matières premières, ce qui n'est pas bon signe pour un pays prétendant être une puissance industrielle.

L'URSS est également menacée par son infériorité dans le domaine technologique, Moscou n'ayant pas su prendre le virage de la troisième révolution industrielle et accusant un retard important dans le domaine de la robotique, des ordinateurs, des lasers et des télécommunications. Dans une société où, dans les universités, les photocopieuses étaient surveillées par le KGB qui s'assurait ainsi qu'il n'y avait pas de reproduction de textes interdits, il est difficile de compter sur la prise d'initiative des individus. Les nouvelles technologies de l'information, fondées sur l'autonomie des individus, ne peuvent donc se développer normalement. Tout le système est corseté. Si l'on calcule le nombre de voitures ou de téléphones par habitant, l'URSS se retrouve entre les 90^e et 100^e rangs mondiaux, ce qui n'est pas digne d'une superpuissance.

La population fait également face à de nombreuses pénuries. Il faut, très souvent, faire de longues queues devant les magasins. Et, bien que l'URSS soit parmi les premiers producteurs de ciment, les Russes sont mal logés et doivent encore partager, à plusieurs familles, cuisines et sanitaires. En revanche, les systèmes de santé et d'éducation sont performants.

Pour aller plus loin

La recherche d'une sécurité absolue est venue affaiblir l'Union soviétique diplomatiquement. L'autre grand pays communiste, la Chine, lui est hostile. Les pays du pacte de Varsovie subissent l'imperium soviétique uniquement par la contrainte : ils rejettent à la fois le communisme et l'impérialisme de Moscou. Alors que l'URSS voulait établir un fossé entre les États-Unis

et l'Europe, la peur qu'elle suscite a resserré les liens atlantiques. En septembre 1983, l'aviation soviétique abattait un avion de ligne de la Korean Airlines (erreur ? manipulation ?), créant un choc psychologique mondial.

La guerre en Afghanistan (1979-1989) rend par ailleurs l'URSS impopulaire dans le tiers-monde et dans le monde musulman. Ses alliés au Proche-Orient, en Afrique, en Asie ou à Cuba lui coûtent cher car elle leur fournit une aide importante.

Un pays en mauvaise santé

L'URSS connaît également des problèmes de santé et de natalité. L'espérance de vie, de 67 ans en 1970, est passée à 62 ans en 1980. La consommation de vodka est passée de 5 litres par an et par habitant en 1952 à 30 litres en 1980.

P
É
N
U
R
I
E
SV
O
D
K
A



Perestroïka et Glasnost

Gorbatchev est conscient que la politique soviétique, dans l'impasse, a besoin d'une restructuration. Si elle veut accéder aux capitaux et à la technologie occidentaux, qui lui sont indispensables pour se moderniser et reprendre la croissance économique, elle doit leur faire moins peur. La modernisation économique ne peut se faire sans la participation active de la société, dont il faut donc libérer le potentiel créateur et à laquelle il faut donner un espace de liberté. Il faut également réduire les dépenses militaires, qui pèsent trop sur l'économie.

Gorbatchev va ainsi lancer la Perestroïka (restructuration) et la Glasnost (transparence) pour faire moins peur aux Occidentaux et mobiliser les citoyens, pour mettre fin à ce qui était qualifié de système « je fais semblant de travailler, tu fais semblant de me payer ». Il va libéraliser le système, alléger la censure. Des œuvres interdites (de *Docteur Jivago* à *L'Archipel du Goulag*) sont désormais autorisées. En décembre 1986, Sakharov, le père de la bombe H, qui était devenu un dissident et le symbole du combat pour la liberté, est libéré. Ce sera également le cas de nombreux prisonniers politiques. Les Soviétiques commencent à goûter à la liberté et n'ont plus peur d'une répression aveugle et brutale. Des crimes de Staline au pacte Molotov-Ribbentrop (alliance entre Hitler et Staline), il devient possible de parler publiquement des heures sombres du régime. Journaux et revues au ton libre vont se multiplier. Le principe des candidatures multiples est aussi admis.

Tchernobyl

Le 26 avril 1986, une explosion se produit dans la centrale nucléaire de Tchernobyl (dans l'actuelle Ukraine). Gorbatchev rend l'événement public alors qu'auparavant les catastrophes en URSS ne l'étaient jamais, car tout était censé bien fonctionner.

Il prouve sa sincérité pour ce qui est de la Glasnost et démontre que les failles technologiques rendent indispensable la Perestroïka.

Gorbatchev dénonce la « période de stagnation » des années 1970 et du début des années 1980. Il propose de faire de l'entreprise le principal maillon du système économique et de retirer au Gosplan (le Commissariat au Plan) une partie de ses prérogatives. Il veut supprimer les « postes de travail inutiles », ce qui est une manière d'admettre le caractère artificiel de l'absence de chômage.

Pour aller plus loin

Gorbatchev est un homme politique moderne qui peut aller au contact des foules, qui accepte le débat et qui rompt avec l'image traditionnelle des dirigeants du Kremlin. Il développe l'idée d'une « Maison commune européenne », faite de coopération avec l'Occident et de liberté donnée aux pays de l'Est de choisir leur voie politique. Il signe un accord sur le désarmement nucléaire (« option zéro » sur les euromissiles) et un accord de désarmement conventionnel avec les États-Unis, retire les troupes soviétiques d'Afghanistan et condamne l'intervention du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. L'URSS devient un partenaire, elle ne fait plus peur. Sa popularité est énorme, on parle alors de Gorbimania. Mais si Gorbatchev est très populaire dans le monde occidental et dans les pays de l'Est, il l'est moins en URSS.

LA DÉCONFITURE

Réunification allemande et européenne

L'Allemagne de l'Est était l'un des régimes les plus répressifs du pacte de Varsovie. Les dirigeants est-allemands s'opposent aux réformes de Gorbatchev, mais la population s'appuie sur le message de ce dernier pour réclamer plus de liberté.

La Hongrie ayant démantelé le rideau de fer avec l'Autriche, les Allemands de l'Est fuient le pays par cette voie, ce qui contraint l'Allemagne de l'Est à fermer sa frontière avec la Hongrie. Le rideau de fer traverse le camp communiste ; des manifestations de plus en plus nombreuses ont lieu en Allemagne de l'Est. Arrivé pour célébrer le 40^e anniversaire de la création du régime en octobre 1989, Gorbatchev refuse de réprimer les manifestations par la force et dans le sang comme l'avaient fait les Chinois, en juin, sur la place Tian'anmen.

Devant la pression de la foule, les dirigeants est-allemands sont obligés d'ouvrir le mur de Berlin dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989. C'est la ruée de la population, qui passe à l'Ouest en masse de peur que le Mur ne se referme : on fuit un régime de répression et de pénurie. Le mouvement est irréversible à partir du moment où Gorbatchev a renoncé à la répression grâce à laquelle le régime est-allemand contrôlait sa population jusqu'à ce moment.

La Pologne et Solidarnosc

En Pologne, le pouvoir négocie avec le syndicat Solidarnosc, qui s'est constitué contre le régime à la fin des années 1970, pour faire passer des réformes économiques. L'URSS n'intervient pas. Des élections ont lieu en juin 1989 et sont remportées par les candidats soutenus par Solidarnosc, opposés au régime communiste. Pour la première fois, un non-communiste, Tadeusz Mazowiecki, devient le chef du gouvernement d'un pays de l'Est.



Le 28 novembre 1989, le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl présente un plan de réunification en plusieurs étapes. La réunification n'est plus taboue mais paraît lointaine. Les événements s'accroissent et la situation devient incontrôlable pour Berlin-Est, mais aussi pour Moscou. Gorbatchev prévient qu'en cas de réunification, il y aurait un coup d'État et qu'un maréchal soviétique s'installerait dans son fauteuil. Pourtant, dès le 8 décembre, les 12 pays de la Communauté économique européenne (CEE) se prononcent en faveur de l'unité allemande, qui est finalement acceptée par Gorbatchev. Le traité d'unification est signé le 31 août 1990 à Berlin.

Pour aller plus loin

La réunification allemande modifie totalement les équilibres intraeuropéens. Certains craignent qu'une Allemagne réunifiée et puissante ne retrouve une volonté de domination. L'Allemagne unifiée, de 1870 à 1945, n'a pas laissé de bons souvenirs. Aura-t-on une Europe allemande ou une Allemagne européenne ? François Mitterrand et Helmut Kohl se mettent d'accord pour accélérer la construction européenne afin d'encadrer la réunification allemande. L'Allemagne réunifiée, qui aura pour capitale Berlin, maintient sa renonciation à l'arme nucléaire et la reconnaissance de sa frontière avec la Pologne. Le traité de Maastricht est signé en 1992 ; la CEE devient l'Union européenne (on passe d'une entité économique à un acteur politique), qui décide de se doter d'une monnaie commune, l'euro.



La fin de l'URSS

Boris Eltsine préside la Russie et ne veut plus être sous l'autorité de Gorbatchev, qui dirige l'URSS. Celui-ci est affaibli par la tentative de coup d'État. Eltsine estime que, débarrassée du poids des Républiques d'Asie centrale, la Russie deviendrait plus performante. Le 8 décembre 1991, avec les présidents des républiques d'Ukraine et de Biélorussie, il proclame la dissolution de l'Union soviétique.

L'implosion de l'Union soviétique

Gorbatchev a libéralisé le système politique soviétique et rendu leur liberté aux pays de l'Est, mais il rencontre toujours des difficultés économiques. À la demande des États-Unis, l'Arabie saoudite a augmenté, en 1986, sa production de pétrole pour faire baisser les cours. Le baril vaut 15 \$. Or, le pétrole représente 70 % des recettes d'exportation de l'Union soviétique.

Gorbatchev est coincé entre, d'un côté, le clan des faucons et le complexe militaro-industriel, qu'il accuse de faire trop de concessions aux Occidentaux, et, de l'autre, les libéraux, qui lui reprochent de ne pas aller suffisamment loin dans les réformes.

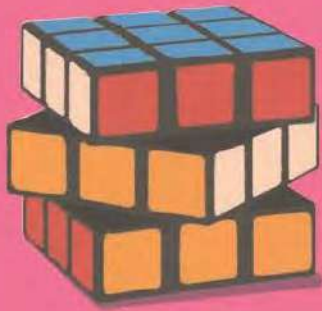
Il hésite entre une transition douce et une véritable stratégie de rupture. Mais il estime qu'une thérapie de choc ne serait pas acceptable dans un pays déjà démuné, où les conditions de vie des citoyens sont difficiles.

La libéralisation semble n'avoir apporté qu'une désorganisation supplémentaire dans un système verrouillé. La liberté nouvelle de la presse permet aux protestataires de s'exprimer, érodant encore plus la légitimité du pouvoir. Au sein de l'URSS, des mouvements sécessionnistes, dans les pays baltes, en Géorgie et en Arménie, commencent à naître, profitant de l'absence de répression. Pour son bilan de l'année 1990, le magazine *Time* titre : « L'URSS, une superpuissance réduite à la mendicité. »

Gorbatchev demande une aide économique au sommet du G7 de juillet 1991. Le chancelier Kohl et François Mitterrand veulent la lui accorder pour conserver un partenaire qui leur paraît précieux, mais le président Bush refuse. Il estime que l'aide économique donnée à la Russie est vaine. Il a, par ailleurs, obtenu tous les avantages stratégiques qu'il escomptait. Gorbatchev avertit les dirigeants du G7 que, de ce fait, il risque d'être renversé. Il y aura une tentative de coup d'État en août 1991, réalisée par le complexe militaro-industriel qui échoue lamentablement. Boris Eltsine, opposant à Gorbatchev qui dirige la république de Russie, en profite pour prendre le pouvoir à Moscou.

Pour aller plus loin

Gorbatchev a eu un impact majeur sur les relations internationales, il a vraiment changé le monde. Grâce à son action, sa volonté de renoncer à la force pour se maintenir au pouvoir ou maintenir le système communiste (qu'il voulait réformer et libéraliser, mais pas détruire), le monde bipolaire et le conflit Est-Ouest ont pris fin de façon pacifique. La fin de l'Empire soviétique n'a pas été la cause ni le produit d'une guerre mondiale. Mais Gorbatchev a été coincé par des forces contradictoires en URSS, il a été abandonné par les États-Unis en 1991, et peut-être est-il arrivé trop tard pour réformer le régime.



E
N

2
0

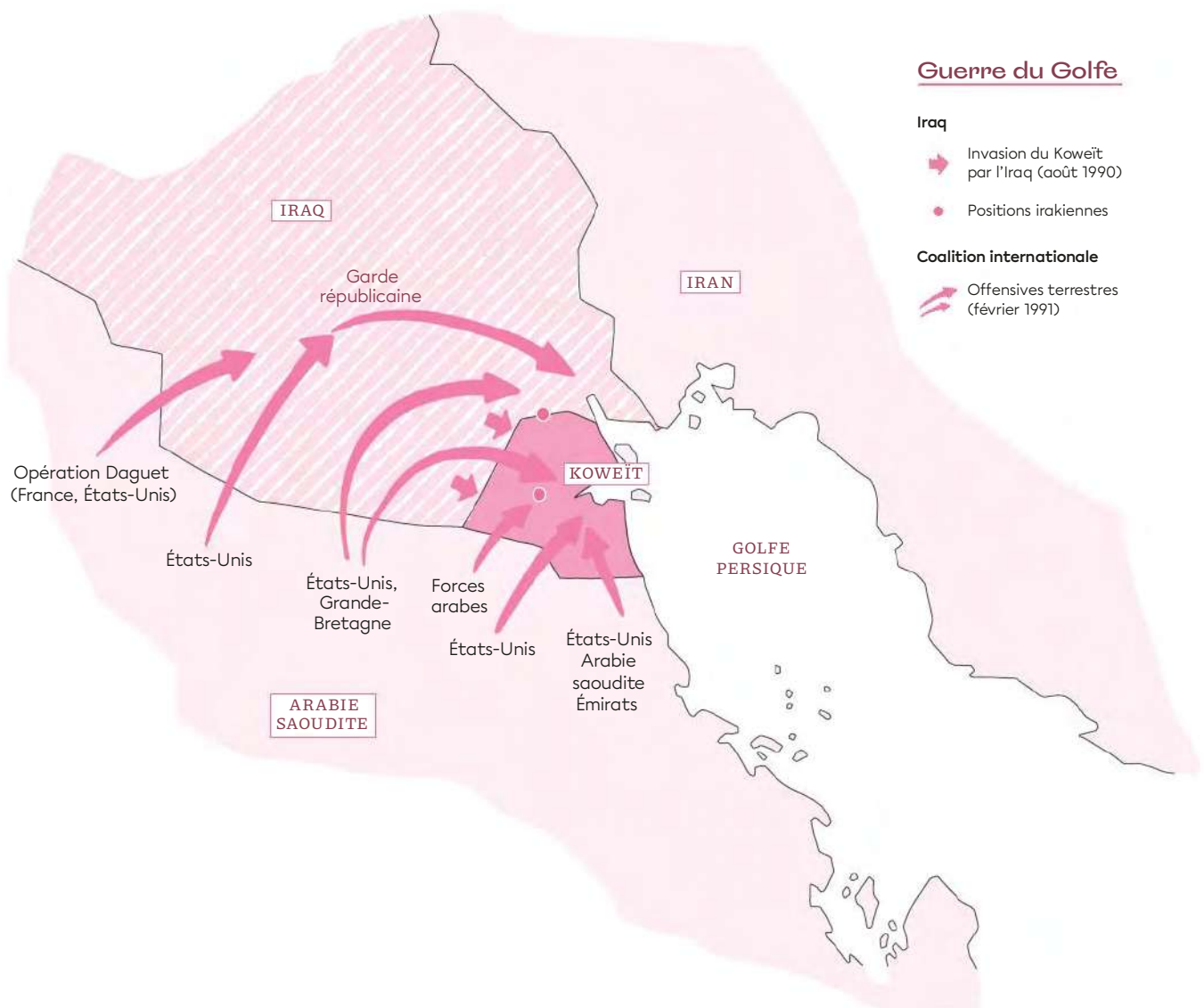
S
E
C
O
N
D
E
S

La fin de la division de l'Europe et du monde en deux blocs antagonistes, la disparition de la menace soviétique vont susciter un optimisme voire une euphorie dans le monde occidental. Ce dernier pense pouvoir exporter la démocratie et l'économie de marché à l'échelle mondiale et faire régner la paix, mais aussi sa vision du monde. On parle d'un « nouvel ordre mondial ». Les désillusions ne vont pas tarder à venir.

CHAPITRE 6

UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

UN MONDE UNIPOLAIRE ?



La guerre du Golfe (1990-1991)

Le 2 août 1990, l'Irak envahit le Koweït dont il n'avait jamais réellement reconnu

l'indépendance – estimant que le pays est issu d'un découpage territorial injuste de la part des Britanniques – et qu'il accuse de ne pas l'avoir suffisamment aidé dans son rôle de protecteur des pays arabes durant la guerre qu'il a menée contre l'Iran (1980-1988). Saddam Hussein, le leader irakien, avait exigé du Koweït qu'il diminue sa production de pétrole afin de permettre une augmentation des prix du baril et, donc, des recettes de l'Irak.

C'est la première fois, depuis 1945, qu'un pays est entièrement annexé par un autre. L'Irak est l'allié de l'URSS mais, pour la première fois également, une superpuissance ne va pas mettre son veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour protéger un allié. Gorbatchev veut en effet donner à l'ONU le rôle qu'elle aurait dû jouer selon ses fondateurs, ce qui suppose la coopération des membres permanents dans le maintien de la paix.

Une coalition internationale se met en place pour repousser l'Irak du Koweït. Les États-Unis en fournissent l'essentiel des troupes mais, une première depuis 1945, le Conseil de sécurité organise une opération militaire pour sanctionner un pays qui a gravement violé le droit international. Il y a quasi unanimité pour soutenir cette opération militaire. L'Irak est rapidement vaincu ; l'optimisme international est à son comble.

Les États-Unis ont vu disparaître leur rival historique soviétique. Il n'y a plus de menace à l'Est et la menace au Sud, incarnée par l'Irak, présenté bien à tort comme la quatrième armée au monde pour renforcer la mobilisation, a été rapidement vaincue.

Le président Bush parle d'un « nouvel ordre mondial », d'un monde où les « Nations unies libérées de l'impasse de la guerre froide sont en mesure de réaliser la vision historique de leurs fondateurs, un monde dans lequel la liberté et les droits de l'homme seront respectés par toutes les nations ». L'espoir de l'émergence d'une véritable communauté internationale, régie par le droit, prend forme. Mais, dans son discours sur l'état de l'Union en 1992, G. Bush précisait aussi : « Grâce à Dieu, l'Amérique a gagné la guerre froide. Un monde jadis divisé en deux camps armés reconnaît aujourd'hui la supériorité d'une seule puissance : les États-Unis. Cette constatation n'inspire plus aucune peur car le monde a confiance en notre nation et il a raison. »

Pour les États-Unis, le monde est devenu unipolaire. Ils se voient comme l'empire de la Liberté et estiment que ce monde, sous leur leadership, sera pacifique et démocratique. Cependant, ils vont préférer être les vainqueurs de la guerre froide que les bâtisseurs d'un nouvel ordre mondial, celui-ci étant avant tout conçu comme un monde américain.

Pour aller plus loin

Sous la figure historique de Tito, la menace soviétique avait réussi à fédérer les Yougoslaves. Il meurt en 1980. Le dirigeant serbe Milošević veut alors réaffirmer la domination serbe sur la fédération. Cela crée des résistances dans les autres composantes : la Slovanie et la Croatie proclament leur indépendance, refusée par Belgrade. Une guerre civile commence sur fond d'antagonisme historique qui ressurgit entre Croates (dont une grande partie avait collaboré avec les nazis) et Serbes. Les Bosniaques (musulmans) réclament à leur tour l'indépendance. Au moment où la menace soviétique a disparu, la guerre fait son retour en Europe avec toutes ses horreurs, massacres et épuration ethnique. L'Union européenne est incapable d'y mettre fin.

La fin de l'histoire ?

Un chercheur américain d'origine japonaise, Francis Fukuyama, développe en juin 1989 le concept de « fin de l'histoire ». Pour lui, le modèle occidental du libéralisme politique et économique s'est imposé définitivement à l'échelle mondiale, au moins dans les esprits. C'est la fin de l'histoire car il y a un objectif commun à toute l'humanité. C'est la fin des hégémonismes idéologiques et du risque de confrontation qui en découlait.



Crises au Proche-Orient

Pour obtenir le soutien des pays arabes dans la guerre du Golfe, George Bush leur avait promis de s'attaquer au conflit israélo-palestinien. Il va faire pression sur Israël, s'opposant à la poursuite de la colonisation des territoires palestiniens. Le Premier ministre israélien de droite, Shamir, veut résister au président américain, mais il est désavoué par les électeurs : Rabin (Parti travailliste) arrive au pouvoir en 1991. Il réalise que l'époque a changé. C'est un général, considéré comme un « faucon », mais il comprend que, la guerre froide terminée, le rôle stratégique d'Israël comme allié des États-Unis sera moins important.

Par ailleurs, l'intifada (soulèvement) des jeunes Palestiniens, qui s'opposent aux militaires israéliens, va avoir un impact sur l'image d'Israël à l'international. Ce dernier n'apparaît plus comme un petit pays fragile menacé par des adversaires plus nombreux, mais comme un pays puissant qui occupe un territoire et y réprime une population désarmée. Arafat et les Palestiniens, de leur côté, acceptent de reconnaître Israël. Des négociations secrètes ont lieu à Oslo, qui aboutissent à la signature d'un accord en septembre 1993 à la Maison-Blanche, sous les auspices du président Clinton, d'Arafat, de Rabin et de Peres (ministre israélien des Affaires étrangères) qui vont recevoir le prix Nobel de la paix.

Un des conflits les plus anciens et les plus emblématiques semble ainsi en voie de résolution. Les Palestiniens reconnaissent Israël ; Israël reconnaît

l'autorité palestinienne qui, à terme, doit créer un État. On pense la paix définitivement acquise. Mais le Hamas palestinien s'oppose à ces accords et poursuit sa stratégie d'attentats, tandis que la droite israélienne refuse ces accords et développe une campagne haineuse contre Rabin, comparé par les extrémistes israéliens à Hitler. Rabin est assassiné en novembre 1995 par un extrémiste israélien. Après des négociations qui n'aboutissent pas, le cycle de la violence, attentats et répression aveugle, reprend en 2001. Les perspectives de paix se dissipent.

Pour aller plus loin

Le 11 septembre 2001, le monde assiste, sidéré, à des attaques terroristes sur les États-Unis. Deux avions de ligne qui ont été détournés s'encastrent dans les tours jumelles du World Trade Center de New York, faisant 3 000 victimes. Les images tournent en boucle sur les télévisions du monde entier. Un autre avion s'abat sur le Pentagone, à Washington. Un quatrième est abattu avant d'atteindre, probablement, la Maison-Blanche. Les États-Unis découvrent que, malgré leur puissance, ils ont été attaqués par un ennemi extérieur comme ils ne l'avaient jamais été au cours de leur histoire, depuis Pearl Harbor (mais qui n'était pas sur leur territoire continental). Le terrorisme prend alors une place centrale dans l'agenda géopolitique. L'attentat est attribué à Ben Laden et à son organisation, Al-Qaïda, réfugiés en Afghanistan : l'hyperpuissance américaine a été attaquée massivement par un groupe infraétatique. Le président George W. Bush va réagir en lançant la « guerre contre la terreur ».

La guerre d'Irak

En 2002, les États-Unis accusent l'Irak de conserver un programme d'armes de destruction massive, ce que nie Bagdad. Washington menace de lancer une guerre pour y mettre fin. La majorité des pays, dont la France, mettent en garde contre une nouvelle guerre qui viendrait développer le terrorisme et proposent des inspections. Les États-Unis passent outre et se lancent, en 2003, dans une guerre sans le feu vert de l'ONU, dont les effets seront catastrophiques.

DES ESPOIRS DÉÇUS

M
A
N
D
E
L
A

L'espoir d'un nouvel ordre mondial où les Nations unies seraient au cœur du système, où les différends seraient réglés de façon pacifique par une entente entre les puissances, où le droit international l'emporterait sur la force, s'est rapidement dissipé. La fin de la guerre froide a permis de clôturer certains conflits mais d'autres ont pris naissance. Aux affrontements idéologiques, capitalisme contre communisme, ont succédé des querelles traditionnelles de rivalités nationales.

Le système d'apartheid en Afrique du Sud, où les Noirs avaient été privés de tous les droits, a cependant été démantelé. Les pays occidentaux ont cessé leur soutien à un régime aux antipodes de leurs valeurs, mais qui était antisoviétique. Le pouvoir blanc comprend qu'il faut trouver un accord avec la majorité noire. Mandela, son leader historique, est libéré, arrive au pouvoir en 1994 et prône la réconciliation entre Noirs et Blancs.

Mais des guerres civiles terribles ont frappé le Liberia, la Sierra Leone, le Soudan, la Somalie, et un génocide a fait 800 000 morts au Rwanda en 1994. La guerre, qui avait été absente du continent européen depuis 1945, a aussi refait surface dans les Balkans.

Les États-Unis se sont rapidement rendu compte que le monde unipolaire était une illusion car, dans un monde globalisé, aucune puissance, fût-elle la plus grande, ne peut imposer sa volonté aux autres nations. Le recours à la force militaire, aussi bien en Irak qu'en Afghanistan (où les Américains sont intervenus à la suite des attentats du 11-Septembre, car Ben Laden y était réfugié), a été un échec dramatique, malgré la disproportion des forces. On conquiert plus facilement un territoire qu'un peuple. Bien que suréquipée, l'armée américaine s'enlise et subit des pertes.

Au moment où ils pensaient être débarrassés de leur rival soviétique, les États-Unis n'ont pas compris que la globalisation, qui s'était inspirée de leurs méthodes, avait suscité l'émergence d'autres parties du monde, et que les Occidentaux avaient perdu le monopole de la puissance dont ils disposaient depuis la fin du x^v siècle.

Pour aller plus loin

En 1993, Samuel Huntington développe le concept de « choc des civilisations ». Il estime que les conflits ont évolué : après avoir opposé princes et rois puis des nations entières après la Révolution française, jusqu'à la boucherie de la Première Guerre mondiale, ils ont opposé des idéologies au x^x siècle. Avec la fin du monde bipolaire, ce n'est pas la paix qui arrive, mais une autre forme d'affrontement : le choc des civilisations. Huntington estime ainsi que les civilisations occidentale et musulmane vont s'affronter. Toutefois, s'il y a eu des attentats terroristes, de nombreux pays musulmans sont les alliés des Occidentaux. Huntington évoque également une opposition entre les civilisations confucéenne et occidentale. C'est, en fait, surtout une rivalité Chine-États-Unis, et cette thèse est jugée réductrice. Par ailleurs, pour les civilisations comme pour les États, l'histoire ne peut être considérée comme écrite à l'avance.

Un monde ni unipolaire ni multipolaire

La fin du monde bipolaire allait-elle déboucher sur un monde unipolaire ou multipolaire, avec l'émergence de la Russie, débarrassée de ses blocages, la réunification européenne, la montée en puissance du Japon ou de la Chine ? Ce ne sera ni l'un, ni l'autre. Les États-Unis sont sans rival, mais un seul pays ne peut contrôler un monde globalisé.

A
T
T
E
N
T
A
T
S





E
N

2
0

S
E
C
O
N
D
E
S

La France a toujours
un rôle actif et singulier
sur la scène mondiale.

Face aux mutations
stratégiques de la
globalisation qui ne lui
sont pas naturellement
favorables, elle doit
conserver une diplomatie
originale pour garder une
place centrale sur les
questions internationales.

CHAPITRE 7

LA FRANCE

UNE PUISSANCE GLOBALE

La France a été la première puissance européenne – et, donc, mondiale – au XVIII^e siècle. Le règne de Napoléon a constitué à la fois un apogée et un début de déclin. L'Angleterre fut la puissance dominante du XIX^e siècle, remplacée, au XX^e, par les États-Unis. En 1870, la France est pour la première fois battue non par une coalition mais par un État seul : la Prusse. Bloquée sur le continent, elle se tourne alors vers l'aventure coloniale.

La Première Guerre mondiale fut une dramatique saignée démographique, et juin 1940 une cruelle humiliation. La France, censée avoir la première puissance militaire mondiale, fut vaincue en moins d'un mois. La honte de la Collaboration, avec Vichy, est venue s'ajouter à ce discrédit ; De Gaulle et la Résistance ont sauvé l'honneur de la France. Elle obtient, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, une place de membre permanent au Conseil de sécurité, et une zone d'occupation en Allemagne. Churchill pensait en effet qu'il fallait une puissance

continentale forte pour contrer une éventuelle avancée soviétique.

La IV^e République a permis la reconstruction économique du pays et le début de la construction européenne. Mais elle a sombré dans les guerres coloniales, ne réalisant pas que le sens de l'Histoire rendait impossible de conserver les colonies. Arrivé au pouvoir pour maintenir l'Algérie française, De Gaulle a compris que cela n'était ni possible ni souhaitable. Obsédé par l'indépendance de la France, voulant se désengager de l'emprise américaine, il développe une diplomatie tout à fait nouvelle, indépendante, n'hésitant pas à nouer des relations avec les puissances communistes (Union soviétique, Chine), ni à tenir tête à la politique des États-Unis dans le tiers-monde.



Ce positionnement singulier est occidental mais indépendant. Les États-Unis, pays non communiste mais ayant des relations avec l'URSS et soutenant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ont donné un prestige particulier à la France. Mitterrand (1981-1995) reprit la même politique et, même, la développa.

La fin du clivage Est-Ouest allait remettre en cause ce positionnement particulier. Le déclin, relatif et global, du monde occidental vient également mettre au défi les capacités d'action internationale de la France. Celles-ci restent réelles ; encore faut-il que ses dirigeants veuillent les utiliser pour maintenir une diplomatie originale et indépendante.

Pour aller plus loin

Le thème du déclin de la France est récurrent. Certes, elle n'est plus la première puissance mondiale comme au temps de Louis XIV ou de Napoléon I^{er} – encore que ces deux souverains, qui ont trop aimé la guerre, aient laissé le pays dans un état déplorable à la fin de leur règne.

Mais la France n'est pas non plus une simple puissance moyenne, car elle ne se situe pas au 90^e ou au 100^e rang mondial. Elle fait encore partie du petit groupe de pays qui sont des puissances réelles et qui peuvent exprimer légitimement leur point de vue sur tous les grands sujets internationaux. Elle est encore perçue, dans la plupart des pays du monde, comme un pays différent des autres.

Il serait illusoire de penser que la France peut encore imposer ses vues à l'échelle internationale – aucun pays ne le peut plus vraiment, en fait –, mais il est faux d'affirmer qu'elle ne compte plus sur la scène mondiale.

Une puissance d'influence

La France n'est plus, depuis longtemps, la première puissance mondiale. Elle conserve néanmoins, de par son histoire et sa géographie, une vision globale des affaires internationales. Elle n'a pas l'illusion de pouvoir imposer son agenda et doit donc créer des coalitions ou des alliances.



La France et l'Europe

La construction européenne a été perçue par la France comme un multiplicateur de puissance. Elle lui a en effet apporté une dimension supplémentaire sans venir limiter ses marges de manœuvre. Toutefois, nécessairement, le poids de la France dans une Europe à 27 est moindre que dans une Europe à 6 ou 12.

La relation franco-allemande est centrale. Les deux pays ont décidé de mettre fin à leur opposition, qui les avait conduits à une guerre catastrophique pour la France en 1870 et à deux guerres mondiales. Ces deux ennemis traditionnels sont ainsi devenus alliés, au point que l'on parle de « couple franco-allemand ». Les deux pays coopèrent ; ils forment le moteur de la construction européenne, même quand leurs dirigeants nationaux respectifs n'ont pas la même couleur politique.

La réunification allemande est venue modifier le rapport de force en faveur de Berlin. Celle-ci avait déjà un avantage économique, qui s'est fortement accru. La France souffre d'un déficit budgétaire et commercial alors que l'Allemagne présente des comptes bénéficiaires. Cette dernière est aussi plus peuplée.

L'élargissement de l'Europe à l'est a également bénéficié davantage à l'Allemagne qu'à la France. Néanmoins, il existe toujours un certain équilibre au sein de ce couple, la France disposant d'une autonomie stratégique (dissuasion nucléaire, statut de membre permanent du Conseil de sécurité et armée projetable), contrairement à l'Allemagne.

Le projet d'autonomie stratégique européenne ne pourra être mis en place que si l'Allemagne y participe pleinement. Il est cependant remis en cause après le déclenchement de la guerre en Ukraine et une demande accrue de protection américaine de la part des pays européens. Par ailleurs, la persistance du chômage et le sentiment d'une non-prise en compte de l'avis des citoyens ont diminué l'adhésion des Français à la cause européenne.

Pour aller plus loin

Si la relation avec l'Allemagne est centrale, ce serait une erreur pour la France – erreur qu'elle n'évite pas toujours – que de négliger les autres pays européens. L'Italie et l'Espagne ont parfois le sentiment d'être considérées avec condescendance par leur voisin du Nord. Ce sont pourtant des partenaires économiques importants, qui peuvent être sensibles au projet d'autonomie stratégique européenne. Les pays baltes, la Suède et la Pologne – marquée historiquement par sa relation avec Moscou – veulent avant tout une protection militaire américaine. Les Pays-Bas sont, traditionnellement, ultra-atlantistes. La France doit éviter le piège de l'arrogance et montrer à tous les pays de l'Union européenne, y compris aux petits, qu'elle les considère comme de véritables partenaires qu'elle consulte et tient en considération.

Une nouvelle place dans l'UE pour la France après le Brexit

Le Brexit a indirectement renforcé le poids de la France au sein de l'Union européenne. Le Royaume-Uni – très lié aux États-Unis – freinait le projet d'« Europe-puissance » que la France voulait promouvoir. Désormais, la France est le seul pays de l'Union européenne à être une puissance nucléaire et un membre permanent du Conseil de sécurité, ce qui rehausse son statut.

LA FRANCE AUJOURD'HUI

Atouts et faiblesses

La France possède toujours le septième PIB mondial (représentant 3,3 % du PIB mondial) ; elle est dépassée de très peu par l'Inde et le Royaume-Uni. Sur le plan démographique, la France figure au 21^e rang, avec 67 millions d'habitants.

Elle fait partie des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que des cinq puissances nucléaires officielles. Son armée, sans être celle d'une superpuissance, est dotée d'une force de projection.

La France dispose aussi d'atouts géographiques importants. C'est le seul pays européen, avec l'Espagne, à avoir une ouverture maritime à la fois sur l'Atlantique et sur la Méditerranée. Elle dispose du deuxième territoire maritime (zones économiques exclusives) et projette

sa souveraineté nationale dans quatre océans (Indien, Atlantique, Pacifique et Antarctique), grâce à ses départements et collectivités d'outre-mer.

Elle est – avec l'Allemagne – le pays leader de l'Union européenne, ensemble politique et commercial de 450 millions d'habitants. Elle est donc vue à la fois comme une puissance en tant que telle et comme le pays moteur d'un ensemble important.

La France possède le deuxième réseau diplomatique au monde et conserve un prestige historique hérité du siècle des Lumières, de la Révolution française, de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, de ses philosophes et écrivains, et de la diplomatie flamboyante de De Gaulle, reprise par François Mitterrand.

Pour aller plus loin

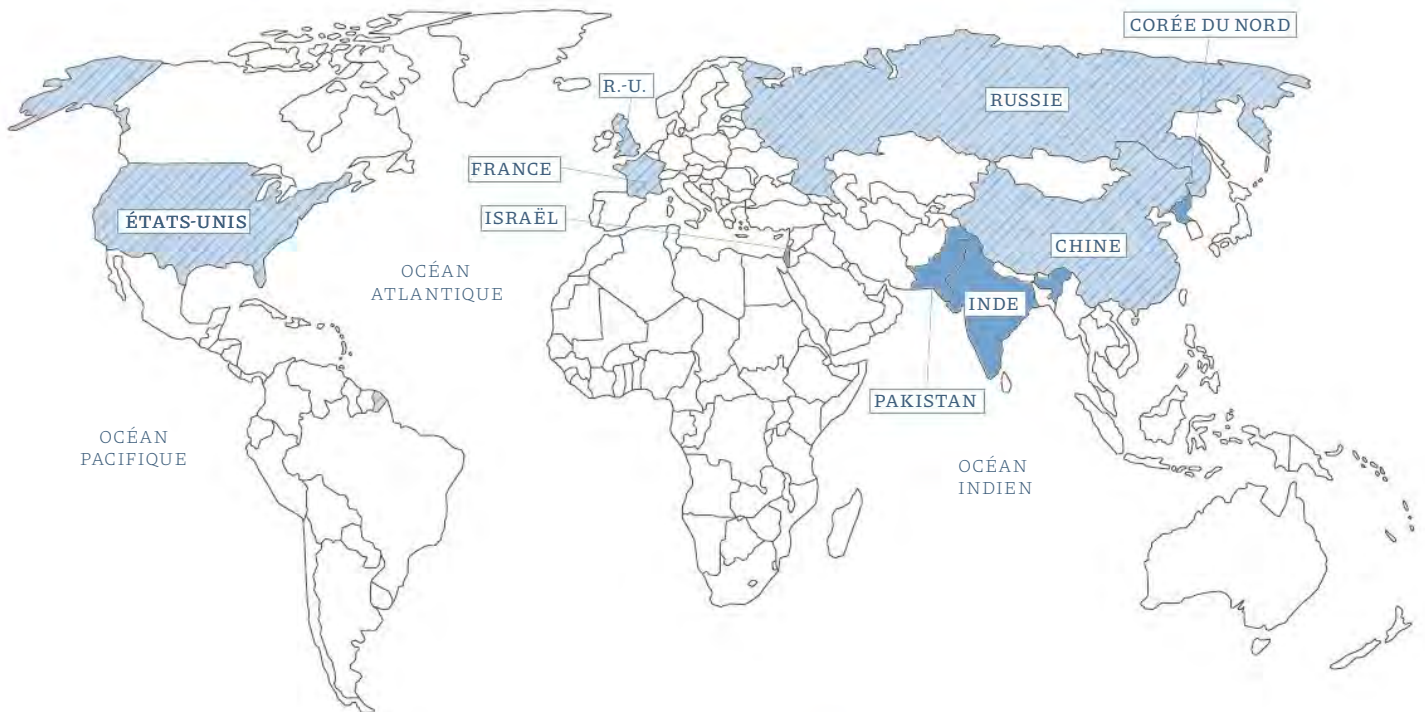
De par une diminution constante des crédits, l'appareil diplomatique et culturel extérieur français se réduit progressivement. Au moment où le débat d'idées devient de plus en plus important au niveau international, le soft power de la France s'affaiblit. Plus que d'autres pays européens, elle a également souffert d'une désindustrialisation.

On lui reproche parfois une contradiction entre l'évocation publique de principes relevant des droits de l'homme et une pratique diplomatique plus sélective, mais elle est loin de l'image de « pays-musée » qu'on lui assigne parfois, ayant de réelles capacités technologiques.

Le défi d'un monde en mutation

Les évolutions stratégiques globales ne sont pas naturellement favorables à la France. Elle doit préserver sa place face aux pays émergents et se réinventer un rôle « post-guerre froide ». C'est possible en faisant preuve de volontarisme et de vision à long terme.

Membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et puissances nucléaires



-  Membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et puissances nucléaires officielles
-  Puissances nucléaires non officielles

FRANCE / ÉTATS-UNIS : ALLIÉS PAS ALIGNÉS

M
U
L
T
I
L
A
T
É
R
A
L
I
S
M
E

Les relations entre la France et les États-Unis sont intenses, faites à la fois de coopération et d'incompréhension. Au-delà de l'évocation rituelle de La Fayette et du rôle des États-Unis venus au secours de la France au cours des deux guerres mondiales, les deux pays ont une prétention universelle. Mais, au **xx^e** siècle, les États-Unis sont devenus une superpuissance. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, face à la menace soviétique, la **IV^e** République a été ultra-atlantiste. De Gaulle estimait cependant que la menace soviétique n'était pas suffisante pour justifier une soumission aux États-Unis. Il a donc pris ses distances.

La France s'est opposée à la domination américaine en Amérique latine, à la guerre du Vietnam ainsi qu'au rôle international du dollar, mais elle a été aux côtés des Américains lors des plus graves crises de la guerre froide (mur de Berlin, crise de Cuba et crise des euromissiles). Les Américains se sont estimés trahis lorsque Jacques Chirac s'est opposé à la guerre d'Irak, alors que la suite des événements a donné raison à ses craintes. La France est donc alliée, mais non alignée.

La fin de la guerre froide ne doit pas empêcher la poursuite d'une ligne diplomatique indépendante. Jacques Chirac l'a prouvé lorsqu'il s'est spectaculairement opposé à la guerre d'Irak, en 2003. En tenant tête à l'hyperpuissance américaine, il a fait preuve à la fois de courage et de lucidité. Il s'est ensuivi un regain de prestige pour la France qui s'est un peu étiolé depuis, la France donnant le sentiment de « rentrer dans le rang » et de faire de la réconciliation avec les États-Unis une priorité. Elle a perdu une partie de son rayonnement, et sa diplomatie est moins flamboyante qu'auparavant.

Pour aller plus loin

La France voit dans le multilatéralisme – le fait de décider en commun des réponses à apporter aux problèmes internationaux – une façon de se donner un rayonnement diplomatique plus important face aux tentations unilatéralistes américaines toujours présentes avec Biden, même si de façon moins importante qu'avec Trump, et aux pratiques chinoise et russe. Elle est le membre permanent du Conseil de sécurité le plus actif à l'ONU, servant souvent de médiateur entre les positions russe et chinoise d'un côté, américaine de l'autre. Elle voit dans la promotion du multilatéralisme, à l'heure de la globalisation, une façon de renouveler sa puissance d'influence et de promouvoir une norme universelle, tout en protégeant ses intérêts.

La volonté d'indépendance

Malgré la forte différence de régime politique avec Moscou et Pékin, ainsi que des intérêts stratégiques parfois contradictoires, Paris a toujours voulu conserver de bonnes relations avec ces capitales pendant et après la guerre froide. Cela lui permet d'augmenter ses marges de manœuvre et, surtout, d'avoir une politique à l'égard de ces capitales qui ne soit pas dictée par Washington. La guerre en Ukraine va empêcher la France de poursuivre une relation spécifique avec Moscou.





E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

La construction européenne constitue un exemple symbolique du triomphe de la volonté politique sur le déterminisme historique.

Des pays ennemis, qui avaient plongé le monde dans deux guerres, constituent désormais un ensemble cohérent, résolvant leurs problèmes par la négociation. Aujourd'hui, de nombreux citoyens ressentent cependant un certain désenchantement vis-à-vis de la construction européenne.

CHAPITRE 8

L'UNION / EUROPEENNE

PARTIE
RÉGIONALE

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Les début

La nécessité impérieuse de ne pas se lancer dans un nouveau conflit intra-européen a contribué à une vision commune des responsables politiques du continent : ils avaient en tête les souffrances et destructions des deux guerres mondiales, mais également la perception de la menace extérieure soviétique. Il fallait donc oublier les querelles du passé et, notamment, travailler sur la réconciliation franco-allemande.

Le 9 mai 1950 – date retenue pour marquer le début de la construction européenne –, le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, en collaboration avec Jean Monnet, alors commissaire au Plan, publie un mémorandum indiquant que l'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait entre nations. Il propose de mettre en commun la production française et allemande de charbon et d'acier. Quatre autres pays se joignent au projet : l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas. En 1952, Schuman crée la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). C'est le premier pas concret vers la construction européenne.

Le 23 mars 1957 est signé le traité de Rome qui crée la Communauté économique européenne (CEE). C'est « l'Europe des Six », qui va s'élargir progressivement pour parvenir, aujourd'hui, à 27 pays membres, après le retrait britannique de 2020. L'Irlande, le Danemark et le Royaume-Uni sont intégrés en 1973, la Grèce en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986 – ces trois derniers pays après avoir mis fin à des dictatures.

La réunification allemande et la fin du clivage Est-Ouest ouvrent de nouveaux horizons à la construction européenne. Afin d'encadrer cette réunification dans un ensemble européen, le traité de Maastricht prévoit de passer d'une communauté économique à une Union européenne, renforçant la dimension économique mais donnant aussi à l'Europe un rôle plus politique. Il est également prévu de doter les pays qui le souhaiteraient d'une monnaie commune, l'euro.

En 1995, trois pays anciennement neutres sont admis : l'Autriche, la Finlande et la Suède. En 2004, big bang : ce sont les pays d'Europe centrale et orientale qui rejoignent l'Union européenne, à savoir les trois États baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) ainsi que la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, Chypre et Malte. En 2007, c'est le tour de la Bulgarie et de la Roumanie, puis de la Croatie en 2013.

Pour aller plus loin

Le traité de Rome, en 1957, établit les modalités de libre circulation des marchandises et met donc fin aux barrières douanières entre les pays signataires. Cela va permettre aux industriels de faire des économies d'échelle et de pouvoir viser immédiatement un marché plus large. Les barrières douanières n'existent plus entre les pays membres mais elles subsistent entre ces derniers et les pays extérieurs.

Le traité crée également une politique agricole commune (PAC), destinée à assurer la sécurité alimentaire du continent et à préserver l'agriculture européenne de la concurrence extérieure.

La construction européenne joue un rôle majeur dans ce que l'on appelle les « Trente Glorieuses », trente années de croissance économique ininterrompue à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

Le charbon et l'acier

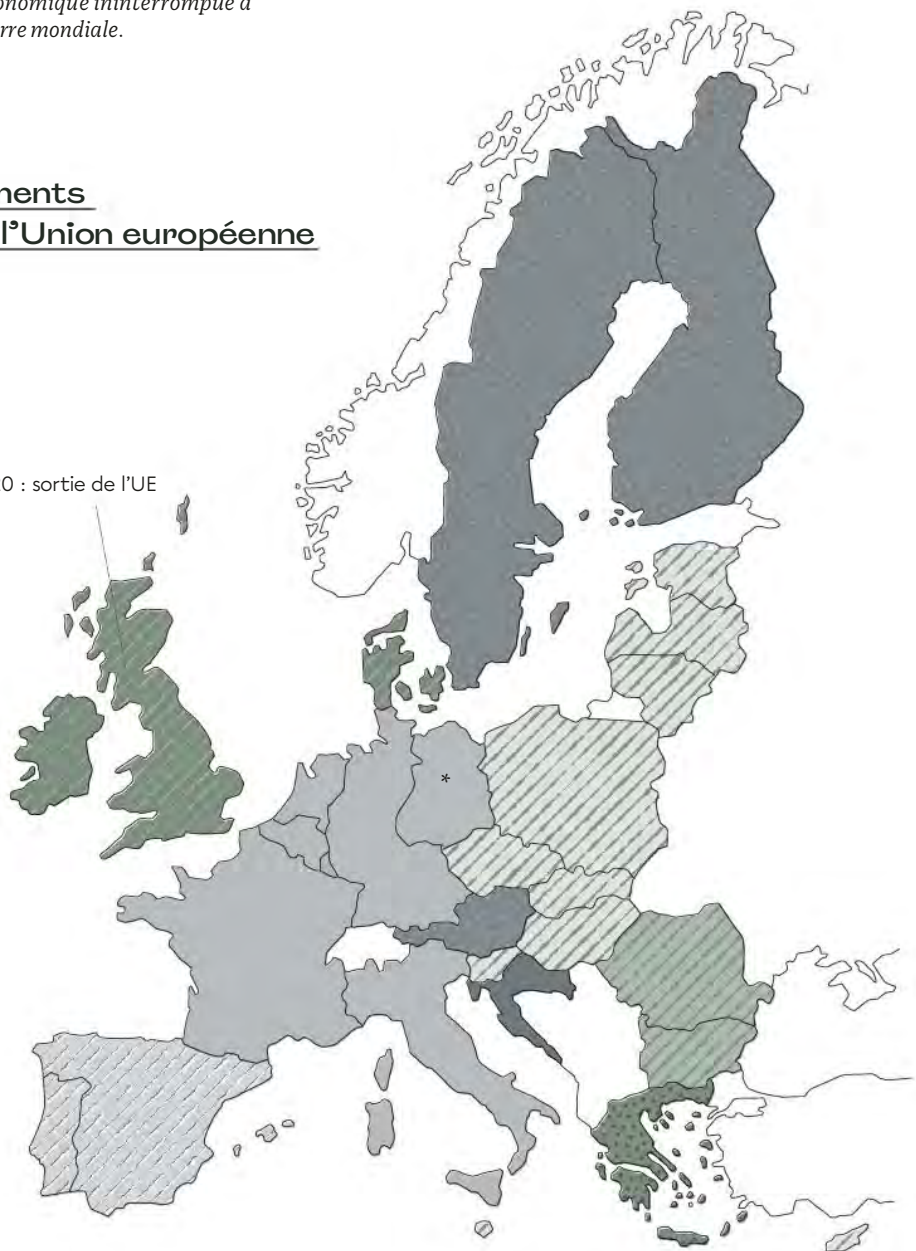
En associant les productions française et allemande de charbon sous une autorité commune, l'objectif de Schuman et de Monnet est de rendre « toute guerre entre la France et l'Allemagne non seulement impensable mais matériellement impossible ». Le charbon et l'acier forment en effet le cœur de la puissance industrielle de l'époque et sont indispensables pour fabriquer des armes.

Les élargissements successifs de l'Union européenne



* Réunification allemande en 1990

2020 : sortie de l'UE





Géant économique, nain politique ?

La perception d'une menace soviétique a représenté un puissant levier de la construction européenne. Cependant, ruinés par la guerre, les pays européens n'avaient pas les moyens d'assurer leur propre sécurité. Ils l'ont donc confiée aux États-Unis.

Cette protection n'était pas entièrement désintéressée de la part des États-Unis. Ils avaient en effet un intérêt géopolitique à contrer l'avancée de l'Union soviétique, et l'Europe constituait un enjeu majeur dans leur rivalité avec Moscou. Par ailleurs, en échange de leur protection, les Américains bénéficiaient d'une influence politique et d'avantages économiques certains. Néanmoins, les pays européens étaient satisfaits de la situation parce que cela leur permettait de se concentrer sur des objectifs sociaux et économiques. Par rapport à Washington, ils pouvaient aussi consacrer à la sécurité une proportion nettement moindre de leurs richesses.

Les économies européennes se sont de nouveau développées grâce à la construction européenne et à l'aide initiale du plan Marshall américain. La question s'est donc posée de savoir si l'Europe pouvait davantage assurer par elle-même sa propre sécurité. De Gaulle a posé le premier cette question dans les années 1960, mais les pays européens ont considéré qu'elle n'était pas encore en mesure de s'affranchir de la protection américaine. Ils estimaient que la France n'en avait pas la puissance et que, par ailleurs, elle pouvait être elle-même susceptible de souhaiter imposer sa volonté aux autres partenaires européens.

Mitterrand essaya de relancer le projet d'autonomie européenne, y compris et surtout après l'implosion de l'Union soviétique. L'OTAN et l'alliance atlantique allaient-elles survivre à la disparition de la menace qui avait suscité leur création ? La réponse fut oui car, pour les États-Unis, c'était le moyen de demeurer une puissance européenne. Les pays européens membres de l'OTAN voyaient aussi dans l'alliance un facteur de stabilité, et les anciens pays du pacte

de Varsovie, de peur de retomber sous l'influence de Moscou, avaient hâte de pouvoir rejoindre l'OTAN.

Par le biais des bourses d'études, des échanges universitaires et du poids de leurs *think tanks*, les Américains continuent d'exercer une influence majeure sur les réflexions géopolitiques des Européens. Alors que les dépenses militaires russes ne représentent que 60 milliards de dollars contre 250 pour les seuls pays européens de l'OTAN, il y a toujours la perception d'une menace majeure venant de Russie, qui justifie le maintien d'une alliance solide entre États-Unis et pays européens. Elle permet encore aux premiers d'exercer une influence sur les seconds. De ce fait, la volonté d'autonomie européenne n'est pas partagée par tous les pays européens.

La guerre en Ukraine a singulièrement renforcé la demande de protection américaine de la part des pays européens. L'OTAN a retrouvé une unité et une vigueur nouvelle au point que la Suède et la Finlande, pays traditionnellement neutres, y ont adhéré. Les États-Unis apparaissent de nouveau comme le seul protecteur possible contre Moscou. Et les économies européennes sont plus affectées par la guerre que celle des États-Unis.

Pour aller plus loin

Si l'Union européenne n'est pas encore un acteur stratégique au niveau mondial, elle représente une réelle puissance sur de nombreux autres points. Les négociations commerciales sont menées non pas pays par pays, mais par la Commission. Ainsi l'Europe des 27 pèse-t-elle beaucoup plus, et elle peut parler sur un pied d'égalité avec les géants chinois et américain. L'Union européenne est aussi le premier donneur d'aide publique au développement du monde.

L'Europe joue également un rôle important de prévention des conflits. Elle est considérée comme une puissance pacifique et comme un ensemble politique régi par le multilatéralisme. Avec 7 % de la population du globe, elle représente 25 % du PIB mondial et 50 % des dépenses sociales mondiales, ce qui explique sa très grande attractivité.

EUROPE, UN NOUVEAU DÉPART ?

L'Union européenne souffre d'un certain paradoxe. D'un côté, elle reste extrêmement attractive pour les pays et les populations extérieurs. Ainsi, plusieurs pays des Balkans sont candidats à l'entrée dans l'UE, tandis que d'autres souhaiteraient pouvoir l'être (Géorgie, Ukraine). De plus, c'est avant tout en Europe que les réfugiés africains ou du Proche-Orient voudraient pouvoir s'établir.

Cependant, d'un autre côté, l'Europe subit un certain désamour – voire un désamour certain ! – de nombre de ses propres citoyens. Il existe une fatigue vis-à-vis de la construction européenne chez des citoyens estimant l'UE trop technocratique et trop éloignée de leurs préoccupations.

Il est certes plus difficile d'avoir une image de proximité dans une Europe à 27 ou à 28 que dans une Europe à 6. Les élargissements ont sans doute été trop rapides. Les bénéfices les plus importants de la construction européenne, rendant la guerre impossible, semblent acquis et ne peuvent plus être présentés comme des arguments majeurs pour les nouvelles générations. Un pays comme la France, considéré comme le moteur de la construction européenne et comme le plus europhile en 2005, a voté « non » au référendum sur la Constitution européenne, comme les Pays-Bas. Le Parlement français a ensuite voté un texte très proche de celui rejeté par les électeurs, ce qui n'a pas augmenté la confiance dans la construction européenne. En 2020, pour la première fois, un pays a quitté l'Union européenne avec le Brexit.



S'il y a eu un léger sursaut lors des élections européennes de 2019, celles-ci restent marquées par un fort taux d'abstention et un vote important en faveur de partis hostiles à la construction européenne. La persistance d'un chômage de masse dans de nombreux pays et les effets persistants de la crise économique de 2008-2009 restent des éléments importants. Toutefois, l'euro n'a pas été emporté par la crise comme certains le prédisaient, et les difficultés du Royaume-Uni après le Brexit viennent illustrer, *a contrario*, les avantages de l'appartenance à l'Union.

Pour aller plus loin

La crise de la Covid-19 a servi de révélateur de la solidité de l'Union européenne. Après avoir initialement réagi en ordre dispersé, les pays européens ont eu un sursaut et, à la suite d'après négociations, ils ont adopté un ambitieux plan de relance économique de 750 milliards d'euros. L'Allemagne a pour cela accepté l'idée d'une dette commune alors que, jusqu'ici, elle refusait de partager ce risque avec des pays en moins bonne santé financière qu'elle-même.

La nouvelle Commission, mise en place en 2019, entend aussi affirmer sa vocation géopolitique. Elle veut par exemple faire bloc par rapport aux géants numériques américains et à leurs pratiques d'évasion fiscale. Le défi multiforme chinois (économique, commercial, technologique et stratégique) est également un facteur d'union.

Le Brexit, une aubaine pour l'UE ?

Le Brexit n'est pas forcément un facteur d'affaiblissement de l'Union européenne. Le Royaume-Uni a toujours joué davantage un rôle de frein que de moteur dans la construction européenne. S'il faisait encore partie de l'UE, il aurait certainement empêché, par exemple, l'adoption du plan de relance établi face à la crise de la Covid-19.



E
N

2
0

S
E
C
O
N
D
E
S

L'Union soviétique était une superpuissance qui faisait peur au monde entier. Après son implosion, la Russie se caractérise par la faiblesse. Elle compte de nouveau sur la scène internationale, où elle est un acteur important et où elle se fait respecter, mais elle ne retrouvera jamais le rang ni le statut de l'URSS.

CHAPITRE 9

LA RUSSIE

PARTIE
RÉGIONALE

DE LA SUPERPUISSANCE SOVIÉTIQUE À LA RUSSIE

Les années 1990 : une décennie difficile

La population n'adhérait pas au système soviétique, inefficace et oppressif. Mais il y avait une certaine fierté nationale à appartenir à une superpuissance qui faisait jeu égal avec les États-Unis.

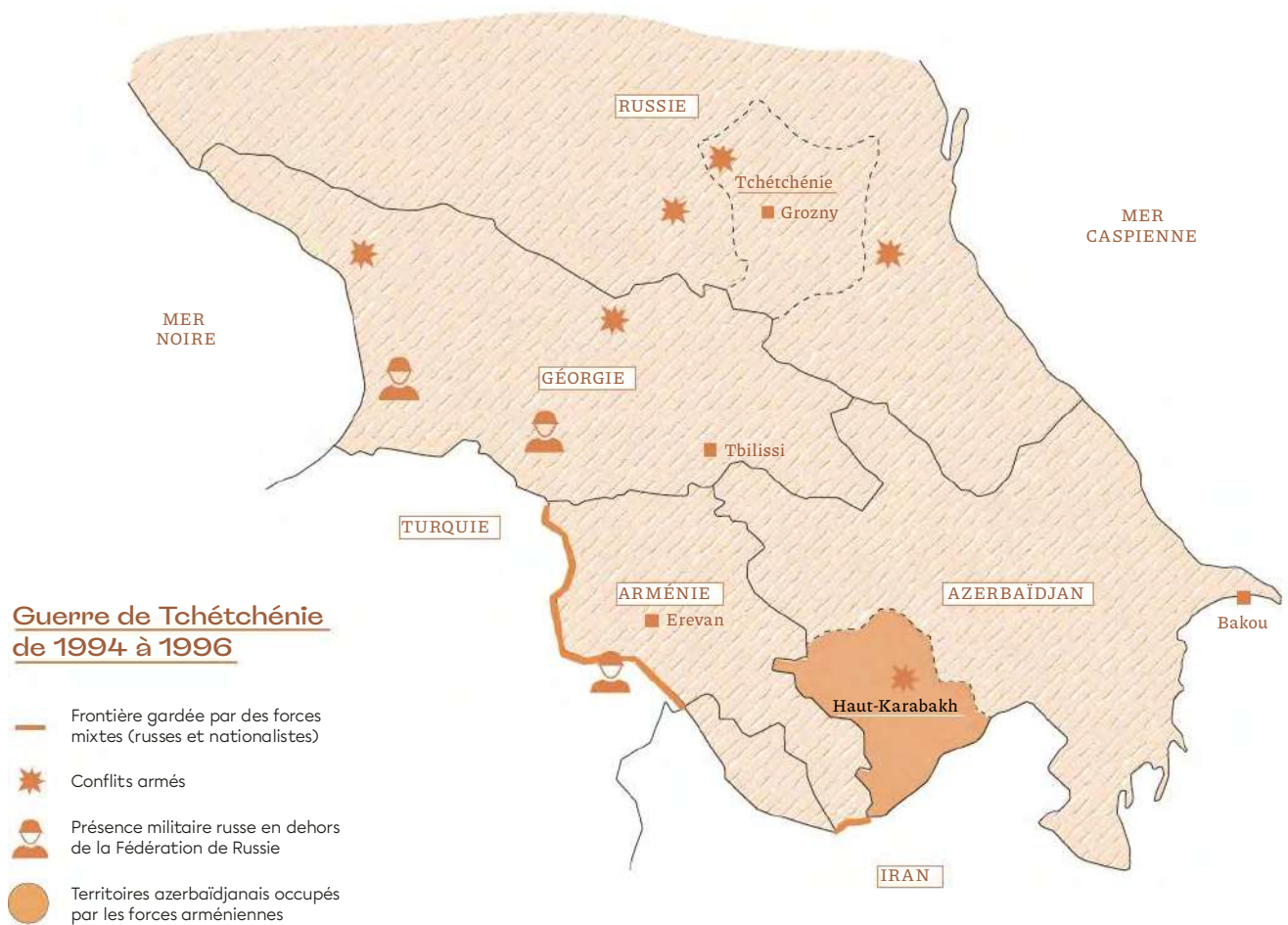
Après l'implosion de l'Union soviétique, la décennie 1990 a été celle de la déchéance et de l'humiliation. Moscou perdait un quart de son territoire et la moitié de la population qu'elle contrôlait. Loin d'apporter la croissance économique espérée, la coupure avec les autres Républiques, la désorganisation et des privatisations au profit d'amis du régime (les oligarques), au détriment de la population, ont conduit à un appauvrissement général.

Entre 1991 et 2000, le PIB de la Russie a diminué de moitié, et sa production agricole de 40 %. Si les pénuries étaient équitablement réparties du temps de l'URSS, l'accroissement des inégalités allait conduire à la misère une grande partie de la population russe. Les 500 000 soldats revenus d'Allemagne de l'Est après la réunification ont alors du mal à se loger. En 1997, la Russie est admise au G7 (qui devient alors le G8), comme signe de bonne volonté à son égard de la part des Occidentaux. À l'époque, son PIB est égal à celui des Pays-Bas.

Sur le plan international, la Russie allait être traitée comme un pays vaincu par les États-Unis. Contrairement aux promesses verbales faites à Gorbatchev, l'OTAN s'est élargie jusqu'aux frontières de la Russie, nourrissant un complexe d'encerclement. En 1999, l'OTAN déclare la guerre à la Yougoslavie malgré l'opposition de Moscou. Les Américains déploient alors un système de défense antimissiles dont les Russes craignent qu'il ne vienne compromettre leur force de dissuasion. Boris Eltsine apparaît comme un leader erratique...

Par ailleurs, l'armée russe est mise en échec dans deux guerres en Tchétchénie.

Après l'arrivée de Poutine au pouvoir, le patriotisme de la population est flatté par le retour de la Russie sur la scène internationale. Les consommateurs sont aussi satisfaits de l'élévation du niveau de vie, due en partie à l'augmentation du cours des matières premières énergétiques.



Pour aller plus loin

Eltsine va choisir, pour lui succéder, un ancien officier du KGB inconnu du public, Vladimir Poutine, qu'il nomme Premier ministre avant qu'il ne devienne président en 2000. Le pacte conclu est de garantir l'impunité à Boris Eltsine et à ses proches pour leurs – immenses – fortunes, acquises au détriment de la nation.

Vladimir Poutine va réunir les oligarques en leur garantissant cette impunité, à condition qu'ils rapatrient une partie de la fortune située à l'étranger sur le sol national et qu'ils ne s'opposent pas à lui sur le plan politique. Stationné en Allemagne de l'Est lors de la réunification, il a vécu l'humiliation du rapatriement. Profondément nationaliste, il a pour projet de restaurer la puissance de la Russie à l'échelle internationale et l'autorité de l'État au niveau national, en imposant son autorité face aux oligarques et barons régionaux.

Poutine nostalgique de l'Union soviétique ?

Poutine a déclaré que la disparition de l'Union soviétique était la plus grande catastrophe géopolitique du xx^e siècle car les États-Unis n'avaient plus de contrepois. Il a déclaré : « Après la guerre froide, la grande erreur des Russes est d'avoir fait confiance aux Occidentaux. » L'erreur des Occidentaux est d'avoir pris cette confiance pour de la faiblesse.

Le retour de la Russie

La restauration de la puissance russe et de l'autorité de l'État va être le principe directeur de la politique de Poutine. Il la mettra en œuvre en employant des moyens extrêmement autoritaires. Ces derniers seront acceptés par la population, écœurée par la déliquescence de la Russie dans les années 1990, par la montée en puissance de l'insécurité et du crime organisé.

Après les attentats du 11-Septembre, Poutine se rapproche des États-Unis au nom de la lutte contre le terrorisme. Il présente la guerre en Tchétchénie, très critiquée dans le monde occidental pour les violences commises contre les populations civiles, comme étant menée contre le terrorisme. Ce rapprochement prendra fin avec la guerre d'Irak, en 2003, à laquelle Poutine s'oppose fortement, en liaison avec la France et l'Allemagne. Il lutte contre la perspective d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis. Il condamne aussi l'ingérence et les changements de régime par intervention militaire. L'augmentation des cours du pétrole (due à l'augmentation de la demande et aux effets de la guerre d'Irak) va lui permettre de restaurer l'économie de la Russie et de reconstituer une classe moyenne.

Grâce à la hausse des recettes pétrolières, il rembourse la dette publique comme la dette extérieure et améliore le niveau de vie des Russes. L'inflation, qui était de 75 % en 1999, revient à un niveau très faible. Cependant, après 2014, l'économie souffre de la baisse des cours du pétrole et, dans une moindre mesure, des sanctions occidentales décidées après l'annexion de la Crimée. La Russie, pour contourner ces sanctions, développe des productions autonomes, notamment dans le domaine agricole. Elle ne compte cependant aucune entreprise parmi les cent plus grandes du monde.

En 2018, l'annonce d'une réforme des retraites (passant de 55 à 60 ans pour les femmes et de 60 à 65 ans

pour les hommes) réduit la popularité de Poutine. La bonne gestion de la pandémie de Covid-19 et le succès du vaccin Sputnik seront, au contraire, des motifs de satisfaction.

Poutine au pouvoir jusqu'en 2036 ?

La Constitution empêchait Poutine de se représenter après son deuxième mandat en 2008. Il laisse alors la place à Medvedev et devient Premier ministre. Il est ensuite réélu président en 2012 et 2018. En 2020, il change la Constitution pour pouvoir faire deux autres mandats, s'ouvrant donc la possibilité de rester au pouvoir jusqu'en 2036.

Pour aller plus loin

Après l'éclatement de l'URSS, en 1991, les Tchétchènes, peuple musulman du Caucase du Nord, réclament à leur tour leur indépendance à l'égard de la Russie. Craignant une contagion, Eltsine réagit par une répression cruelle et sanglante. Une première guerre (1994-1996) se traduit par une défaite russe. Un courant islamiste se développe en Tchétchénie et commet de nombreux attentats. En 1999, une seconde guerre est lancée et fera 100 000 victimes, soit 10 % de la population tchétchène. Poutine met au pouvoir un leader islamiste, qui fait régner la répression mais ne conteste plus Moscou.

Poutine est très impopulaire dans le monde occidental, où il est considéré comme un dictateur impitoyable. Mais il est populaire en Russie, justement, pour avoir su s'opposer aux Occidentaux. Après l'annexion de la Crimée, sa cote de popularité est montée jusqu'à 84 %. Depuis, elle baisse mais reste conséquente. L'opposition est faible et désunie.



LA RUPTURE AVEC LE MONDE OCCIDENTAL

Poutine est convaincu que les Occidentaux ont abusé de la faiblesse de la Russie dans les années 1990 et estime que seule une politique de force la fera de nouveau respecter. Il assiste, sans déplaisir, à l'échec des États-Unis en Irak et en Afghanistan. Il veut contrer l'avancée occidentale dans ce qu'il considère comme l'étranger proche de la Russie, notamment la Géorgie et l'Ukraine, voyant dans les révolutions démocratiques de ces pays un risque qu'ils ne tombent dans l'orbite occidentale.

En 2008, une guerre victorieuse oppose Poutine à la Géorgie, qui voulait récupérer par la force deux provinces sécessionnistes sous contrôle russe. En 2014, alors qu'une révolution renverse le régime pro-russe en place en Ukraine, Poutine annexe la Crimée, région russophone où est située la base navale de Sébastopol (mer Noire), qui donne accès à la Méditerranée. La Crimée avait été transférée de la Russie à l'Ukraine en 1954. Les Occidentaux protestent contre cette annexion illégale au regard du droit international, car refusée par Kiev, et décrètent des sanctions à l'égard de Moscou. Poutine se résigne alors à de mauvaises relations avec les Européens, qu'il estime trop dépendants des États-Unis.

En 2011, le président Medvedev ne met pas son veto au projet de résolution (1971) du Conseil de sécurité, prévoyant une intervention militaire pour protéger la population de Benghazi (Libye). Après le renversement de Kadhafi, la Russie estime avoir été dupée. Elle va protéger par un veto le régime de Bachar el-Assad qui fait face à une

révolution et, en 2015, la Russie intervient militairement pour sauver le régime syrien, quitte à commettre des crimes de guerre (bombardement de populations civiles).

La Russie est le seul pays à entretenir de bonnes relations avec tous les protagonistes du Moyen-Orient. Elle fait aussi un retour en force remarqué en Afrique. Un sommet Russie-Afrique est organisé en 2019, qui réunit plus de quarante chefs d'État et de gouvernement. Mais la Russie y est surtout présente d'un point de vue sécuritaire, n'ayant pas les moyens d'investissement ni des Occidentaux, ni de la Chine.

Pour aller plus loin

Le 24 février 2022, la Russie déclenche une guerre contre l'Ukraine, dont elle craint qu'elle choisisse le camp occidental. Mais l'Ukraine résiste mieux que prévu avec l'aide matérielle des Occidentaux. L'OTAN ne veut pas entrer en guerre contre la Russie (pays nucléaire) mais décide de lourdes sanctions à son encontre et coupe la quasi-totalité de ses relations avec Moscou. Les pays non occidentaux restent dans une relative neutralité. Vladimir Poutine, qui a surestimé les capacités militaires russes et sous-estimé celles de l'Ukraine et la solidarité occidentale, a affaibli à terme la Russie sur la scène internationale. Il renforce la répression et décrète la mobilisation, ce qui provoque un exode de la partie de la jeunesse formée et tournée vers le monde extérieur.





E
N

2
0

S
E
C
O
N
D
E
S

Devenus première puissance mondiale à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont triomphé de leur adversaire de la guerre froide, l'Union soviétique. Ils sont devenus le premier empire d'un monde désormais global, une « hyperpuissance » sans rivaux. Mais la globalisation, et l'émergence d'autres nations qui en résulte, vont dissiper l'illusion d'un monde unipolaire.

CHAPITRE 10

LES ÉTATS-UNIS

LE RÊVE D'UN MONDE UNIPOLAIRE

U
N
I
V
E
R
S
E
L

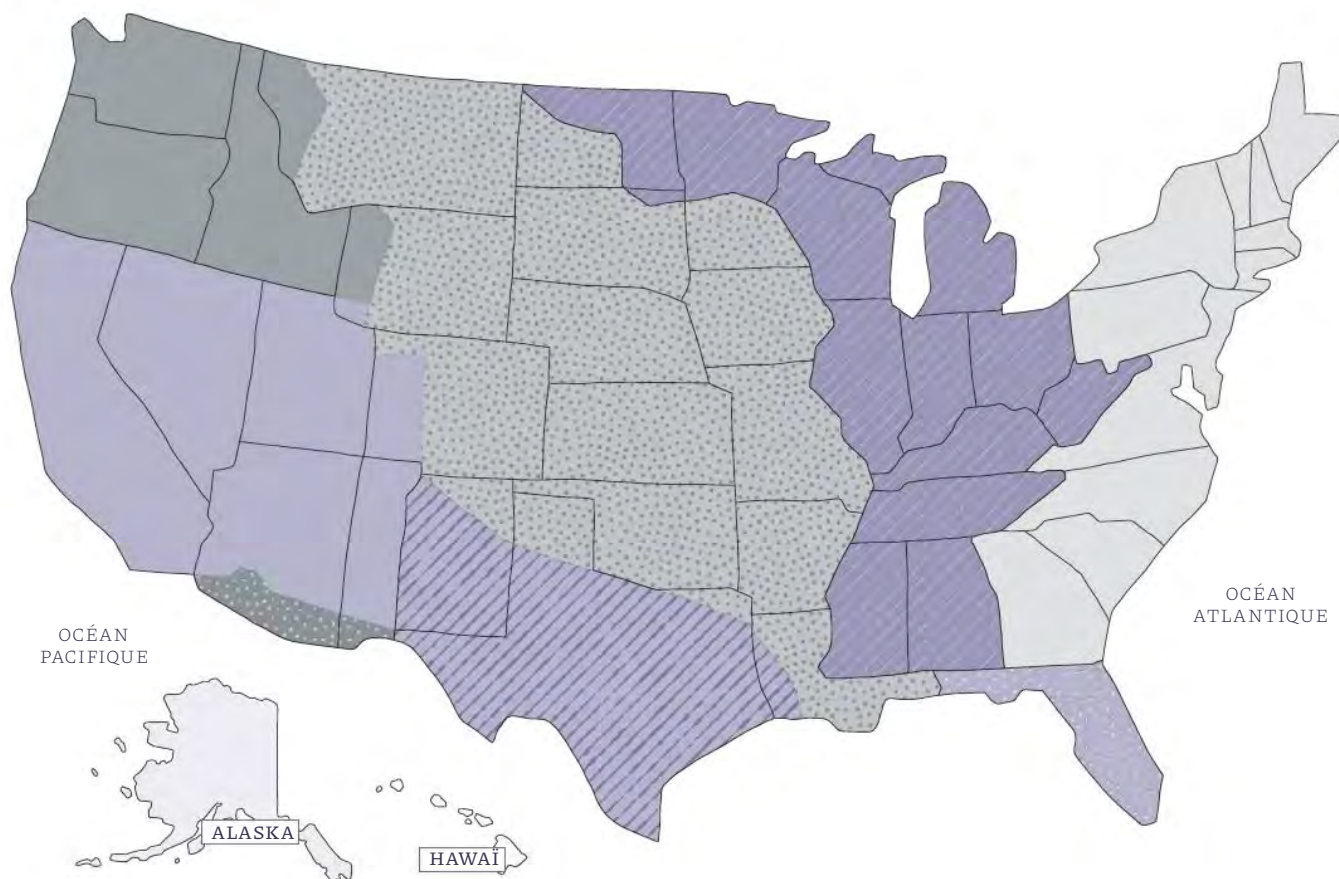
Les États-Unis sont passés directement d'une puissance isolationniste au statut de première puissance mondiale en 1945. Créé par des migrants qui fuyaient l'Europe, le pays ne voulait pas, après sa naissance, être mêlé aux querelles du Vieux Continent. George Washington et les pères fondateurs ont théorisé leur hostilité aux alliances. La doctrine Monroe (1823) veut ainsi protéger les deux continents américains des ingérences européennes. Elle se traduira rapidement par le droit d'ingérence des États-Unis dans les affaires latino-américaines.

Plongés contre leur gré dans la Première Guerre mondiale, les États-Unis vont revenir à l'isolationnisme en refusant d'intégrer la Société des Nations (SDN). L'attaque japonaise de Pearl Harbor et l'ampleur du défi posé par l'Union soviétique leur font prendre conscience que l'isolationnisme n'est plus une protection. Les États-Unis décident alors de prendre la tête du « monde libre » et de créer un système mondial d'endiguement de l'Union soviétique. Mais la lutte contre le communisme, destinée à protéger la liberté des peuples, s'est accompagnée du soutien voire de la mise en place de régimes dictatoriaux dans le tiers-monde, et d'hostilité à l'égard de régimes qui n'étaient que nationalistes.

Vivant dans la crainte de la menace soviétique, les États-Unis ont été surpris par sa soudaine implosion. Ils se retrouvent sans aucun rival à leur mesure et deviennent le premier empire d'un monde globalisé, les empires précédents (mongol, romain ou napoléonien) n'ayant été que des empires régionaux. Convaincus d'incarner des valeurs universelles, ils pensent que le monde dans son ensemble va adhérer aux valeurs américaines de démocratie et d'économie de marché : un monde unipolaire sous leur leadership bienveillant.

Mais la globalisation n'aura été que très provisoirement une américanisation du monde. Centrés sur la disparition de leurs adversaires de l'Est, les États-Unis n'ont pas compris qu'au Sud de nombreux pays émergeaient, et que le monde occidental allait perdre le monopole de la puissance dont il bénéficiait depuis près de cinq siècles.

Aujourd'hui, le monde n'est pas tout à fait multipolaire dans la mesure où il n'y a toujours pas d'équivalent à la puissance américaine. Mais il n'est pas non plus unipolaire, parce que les États-Unis ne peuvent fixer seuls les règles du jeu et l'agenda international, et parce que la Chine leur dispute la place de première puissance mondiale.



Expansion territoriale américaine

Nouvelle-Angleterre	Achat Gadsden de 1853	Cédé par la Grande-Bretagne en 1846	Achat de la Louisiane en 1803
Annexion des territoires indiens	Cédé par l'Espagne en 1819	Cédé par le Mexique en 1848	Annexion en 1845
Achat de l'Alaska en 1867	Annexion de Hawaï en 1898		

Pour aller plus loin

Les États-Unis se sont toujours considérés comme une nation exceptionnelle. Dès leur fondation, l'objectif est de faire triompher des valeurs fondamentales, d'être la cité qui brille sur la colline. Jefferson parlait d'« empire de la liberté ». L'expansionnisme américain est ainsi justifié par la promotion de la liberté et par la grandeur nationale. Après la guerre contre le Mexique, l'annexion du Texas et autres, on évoquait la « destinée manifeste » du pays de s'étendre pour assurer le libre épanouissement de millions de personnes. Bill Clinton parlait de son pays comme de la seule nation indispensable. Aucun dirigeant d'un autre État ne pourrait affirmer cela. Les États-Unis n'ont pas conscience de leur nationalisme, qu'ils prennent pour un universalisme.

Le 11-Septembre

Les attentats du 11-Septembre, qui ont fait 3 000 morts, ont sidéré les États-Unis. Ils ont été frappés sur leur territoire continental pour la première fois (Pearl Harbor étant dans le Pacifique), alors qu'ils étaient au faîte de leur puissance, et de façon cruelle et injuste puisqu'ils estiment ne vouloir que faire bénéficier les autres peuples de leurs propres valeurs, qu'ils jugent universelles.

POINTS FORTS ET POINTS FAIBLES

L'hyperpuissance américaine

À la fin du **xx^e siècle**, le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, qualifie les États-Unis d'« hyperpuissance » car, selon lui, le terme de « superpuissance » ne suffit pas à représenter la suprématie américaine.

Les attentats du 11-Septembre, s'ils ont choqué les États-Unis et le monde entier, ne les ont pas affaiblis. Ils possèdent l'ensemble des atouts de la puissance, étant en tête dans chaque domaine, et plus encore lorsqu'on fait le cumul des différents critères.

Les élections du président américain sont suivies dans le monde entier car chaque pays a bien conscience que le résultat peut avoir un impact sur son propre pays. Pour la plupart des États du monde, la relation bilatérale la plus importante reste celle avec Washington, même si cela est moins net qu'au début du siècle.

Le PIB des États-Unis reste le premier PIB de la planète. En 2000, leur PIB était de 10 000 milliards de dollars. Il représentait plus du double de celui du Japon, qui arrivait au 2^e rang, était cinq fois supérieur à celui de l'Allemagne, troisième au classement, et dix fois celui de la Chine. Ils sont toujours au premier rang actuellement, même si leur

avance sur la Chine se réduit (20 800 milliards de PIB, contre 14 900 pour Pékin).

Les États-Unis, au début du **xxi^e siècle**, réalisaient la moitié des dépenses militaires mondiales. La proportion a diminué mais les États-Unis restent de loin la puissance militaire majeure, avec des armes nucléaires, une capacité de projection de dix porte-avions et des capacités technologiques inégalées (satellites d'observation et d'interception à distance, équipement high-tech de l'infanterie). Le Pentagone dispose de 800 bases militaires dans 70 pays étrangers. Malgré cela, les Américains furent mis en échec en Irak et en Afghanistan.

La Silicon Valley

Les États-Unis sont la première puissance technologique mondiale. La Silicon Valley est l'exemple même de la capacité d'innovation technologique américaine. Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), créées pour la plupart au début du **xxi^e siècle, sont devenues des géants. Leur chiffre d'affaires et leur capitalisation boursière sont supérieurs au PIB de la plupart des États.**



QUICK SERVICE



Le système politique américain

Il est de plus en plus critiqué. Élu par les grands électeurs, le Président peut être minoritaire en voix dans le pays, comme ce fut le cas en 2000 et en 2016. Le coût des campagnes (2 milliards en 2016, 4 milliards en 2020) est de plus en plus élevé et financé par des intérêts privés. Le 6 janvier 2021, les partisans de Trump, furieux d'une défaite qu'il n'a pas voulu reconnaître, ont voulu prendre d'assaut le Capitole. Le pays est profondément divisé.

L'Américain Jo Nye a établi la distinction entre *hard power* et *soft power*. Le premier, c'est le pouvoir de contraindre, la puissance économique et militaire. Le second, c'est le pouvoir de séduire, d'influencer. Les États-Unis sont de loin la première puissance en termes de *soft power*. Même ceux qui critiquent leur politique sont fascinés par Hollywood. Le cinéma américain façonne également les perceptions. La société américaine, par sa liberté, la possibilité d'y réussir, continue de faire rêver. Les universités américaines, qui exercent une très grande attraction, génèrent des bénéfices mais, surtout, établissent une forte influence sur les esprits. Les étudiants formés dans les universités américaines reviennent dans leur pays avec une culture *made in USA*. La politique de Trump, par sa brutalité, a érodé ce *soft power* que Biden va devoir restaurer.

Problèmes de société

Les États-Unis, pays qui s'est construit sur des mouvements migratoires successifs, sont une formidable machine à intégration. Néanmoins, plus d'un siècle et

demi après l'abolition de l'esclavage, la place de la communauté noire aux États-Unis fait toujours débat. L'abolition de l'esclavage n'est pas allée de pair avec la fin des discriminations, qui ont été légales jusque dans les années 1960. Les Noirs n'avaient pas accès aux mêmes écoles, restaurants, etc. que les Blancs. Une très forte mobilisation (Martin Luther King, Malcolm X) a conduit au démantèlement de la discrimination légale.

Les Afro-Américains représentent 13 % de la population américaine et 38 % de la population carcérale ; 10 % des jeunes hommes afro-américains sont en prison. Il y a plus de Noirs non diplômés en prison que de Noirs non diplômés ayant trouvé un emploi. Il

n'y a toujours pas, à Washington, de musée national consacré à la condition noire. Les discriminations n'ont pas disparu dans les faits et l'élection d'un métis à la Maison-Blanche en 2008, Barack Obama, n'a pas modifié le paysage. On peut même dire qu'elle a constitué un facteur de crispation supplémentaire dans certains secteurs de l'opinion, qui vont triompher avec l'élection de Donald Trump en 2016.

La minorité noire proteste vigoureusement contre les abus allant jusqu'à des meurtres perpétrés par la police, et notamment des policiers blancs, à son égard. Le mouvement Black Lives Matter a été relancé et s'est imposé mondialement après la diffusion d'une vidéo montrant un policier blanc maintenant un homme noir au sol en l'écrasant de son genou pendant neuf minutes, avant qu'il meure, en 2020.

Le modèle américain faisait rêver, dans les années 1960, par la constitution d'une classe moyenne. Celle-ci s'est étiolée et les inégalités se sont développées. La fortune cumulée des trois hommes les plus riches des États-Unis, Jeff Bezos, Bill Gates et Warren Buffett, est équivalente à celle de la moitié la plus pauvre de la population, soit 162 millions de personnes.

Au début des années 1990, le 1 % des Américains les plus riches gagnaient 12 % des revenus annuels et disposaient de 33 % de la fortune nationale. Désormais, c'est 25 et 40 %. Quelque 50 millions d'Américains n'ayant pas de couverture santé, Obama a voulu mettre en place un système de protection universelle. Et 40 millions d'Américains vivent en deçà du seuil de pauvreté. Les États-Unis, qui représentent 5 % de la population mondiale, comptent 25 % de la population carcérale mondiale.

America First

Donald Trump avait pour slogan *America First*. Il estimait que les États-Unis devaient cesser d'aider à perte le reste du monde. Il a pratiqué une politique de force en se servant de l'arme des sanctions économiques, ayant compris que l'opinion américaine était lasse des interventions militaires et que celles-ci débouchaient sur des échecs flagrants. Il était brutal aussi bien avec ses alliés qu'avec ses rivaux. Il s'opposait au système multilatéral, vécu comme une entrave à la souveraineté américaine.

UNE DIPLOMATIE UNILATÉRALISTE

T
R
A
I
T
É
S

La célébration du nouvel ordre mondial, dans lequel les États-Unis se mettraient au service des Nations unies, n'a pas duré très longtemps. Très vite, l'illusion de vivre dans un monde unipolaire, la certitude de la supériorité des valeurs américaines et du désir des autres nations de se les approprier ont conduit à une hubris, un excès d'orgueil.

Les États-Unis ont développé une politique unilatéraliste, estimant qu'elle était dans l'intérêt du monde entier. Bill Clinton, élu en 1992, avait pour projet majeur de passer de l'endiguement de la guerre froide à l'élargissement des démocraties. Il était considéré comme un président ouvert et multilatéraliste mais, dès 1994, il n'a pu mener la politique qu'il souhaitait, du fait du blocage du Congrès.

Les États-Unis ont refusé de signer les traités d'interdiction totale des essais nucléaires, de création de la Cour pénale internationale (CPI), d'interdiction des mines antipersonnel, de même que le protocole de Kyoto visant à lutter contre le réchauffement climatique. George W. Bush a été élu sur la base d'une promesse d'États-Unis modestes sur le plan international, devant plutôt se consacrer aux problèmes intérieurs.

Le choc du 11-Septembre a modifié la donne. Les néoconservateurs en ont profité pour imposer un programme agressif, justifiant le recours à la guerre pour démocratiser les pays arabes et, avant tout, l'Irak. Le sentiment de leur supériorité morale et militaire, ainsi que la volonté de venger une attaque odieuse et injuste, les ont conduits à vouloir s'imposer par la force, ce qui fut un échec catastrophique.

Barack Obama a considéré qu'il avait été élu pour mettre fin aux guerres dans lesquelles les États-Unis étaient entraînés et pour réparer leur image, fortement dégradée dans le monde. Il y est parvenu en partie, même si les États-Unis continuaient à pratiquer une politique unilatérale. Après la parenthèse Trump, Joe Biden veut revenir à une relation plus apaisée avec les alliés, mais en conservant une position dominante.

Pour aller plus loin

Les États-Unis font une application extraterritoriale de leur législation nationale, officiellement pour lutter contre la corruption. Ils s'arrogent le droit d'appliquer les lois américaines à des sociétés étrangères, même pour des opérations hors du sol américain, sauf à être sanctionnées par le département de la Justice américaine et se voir fermer le marché américain. Il suffit d'utiliser le dollar ou de passer par un serveur américain pour être susceptible d'être sanctionné. Les entreprises européennes ont ainsi été pénalisées à hauteur de 40 milliards de dollars depuis 2010. La BNP a dû payer 9 milliards d'amende pour avoir opéré des transactions avec l'Iran et le Soudan, placés sur liste noire par les États-Unis.

Les entreprises préfèrent payer pour continuer à avoir accès au marché américain. Cette pratique fausse la concurrence et ne correspond pas à un comportement entre alliés. Il y a un paradoxe à voir les États-Unis, qui refusent très souvent l'application du droit international, vouloir imposer leur loi nationale à l'échelle mondiale. Le président Joe Biden a modéré cet unilatéralisme sans y mettre fin car cela fait partie de l'ADN diplomatique des États-Unis.

C
H
O
C





E
N

2
0

S
E
C
O
N
D
E
S

L'Amérique latine s'est construite autour de la rencontre de trois mondes – sur le mode de la violence, de la domination et de l'exploitation – aujourd'hui réunis pour faire de l'Amérique latine un des continents les plus diversifiés au niveau culturel, économique et social. Malgré une histoire récente toujours mouvementée, l'Amérique latine tente de s'aligner sur la volonté de construire une politique commune.

CHAPITRE 11

L'AMÉRIQUE LATINE

PARTIE
RÉGIONALE

LEGS HISTORIQUES

AZTÈQUES

L'Amérique latine fut la dernière terre colonisée par l'homme. En effet, la Terre de Feu (pointe sud de l'Amérique latine) fut atteinte il y a seulement 11 000 ans. Plusieurs civilisations se sont succédées et se sont établies principalement en Amérique centrale et le long de la côte Pacifique de l'Amérique latine. Des civilisations brillantes, hautement structurées, qui acquièrent une connaissance élevée de la gestion de l'eau, de l'astronomie, de l'architecture... mais n'utilisent ni la roue ni le fer. Les Empires aztèque et inca viennent à disparaître à l'arrivée des colons au début du XVI^e siècle. Les Amérindiens furent décimés par les armes à feu et le virus de la variole, importé par les Européens.

En 1494, deux ans après l'arrivée de Christophe Colomb sur le continent américain, celui-ci se retrouve partitionné par le traité de Tordesillas entre Portugais et Espagnols, écartant les intérêts des Anglais, des Français et des Hollandais. Dans les vice-royautés, le pouvoir est détenu par les nobles venant d'Europe, avec pour corollaire les populations autochtones et les esclaves en bas de l'échelle sociale. Les esclaves sont « importés » d'Afrique pour travailler dans les mines et les champs. Par ailleurs, afin d'éviter toute autonomisation des territoires outre-mer, tout ce qui est produit dans les colonies est dirigé vers la métropole en Europe, le commerce étant interdit entre les colonies.

Au début du XIX^e siècle, les problèmes économiques des puissances coloniales associés à la diffusion des idées de la Révolution française déclenchent une vague d'indépendance dans les territoires d'Amérique latine. D'une part, la décolonisation amène des désorganisations économiques, politiques et sociales. D'autre part, l'absence de culture nationale rend difficile la création d'États-nations, car ces pays sont mis à rude épreuve pendant le XX^e siècle, durant lequel le continent connaît de nombreuses révolutions et coups d'État. Ce qui permet l'instauration de nouveaux régimes bien souvent inefficaces qui accompagnent un déclin économique régulier de la région sur la scène mondiale.

Au début des années 2000, la démocratie s'implante sur le continent. Les gouvernements portés au pouvoir par les urnes proposent une politique de gauche : Hugo Chavez au Venezuela, Lula au Brésil puis Dilma Rousseff. On assiste en 2005 à l'élection d'Evo Morales, premier président amérindien d'Amérique du Sud en Bolivie. La décennie suivante tourne le Chili, l'Argentine et la Colombie vers la droite jusqu'à l'élection de Jair Bolsonaro, candidat d'extrême droite, au Brésil en 2018.

Pour aller plus loin

L'Amérique du Sud se fait mieux entendre au concert des nations, notamment par l'OMC et le G20. De nombreux forums et conférences internationaux y sont organisés. Cet élan est porté par la nouvelle Banque du Sud et le Brésil, mais il s'est essoufflé après la crise économique et la destitution de Dilma Rousseff en 2016. Malgré la volonté d'autonomisation de l'Amérique du Sud, les États-Unis gardent une grande influence, aujourd'hui concurrencée par une présence de plus en plus importante de la Chine.

L'Amérique latine vraiment indépendante ?

Les doctrines Monroe (1823) et Roosevelt (1904) ont fait de l'Amérique latine l'arrière-cour de la politique étrangère américaine. Une influence renforcée au temps de la guerre froide, jusqu'à l'établissement de dictatures militaires sous couvert de lutte contre le communisme (cf. chapitre « *Un monde bipolaire* »). La crise économique de la fin du XX^e siècle, due à l'ouverture des économies aux capitaux étrangers, entraîne une remise en cause du néolibéralisme et de l'emprise des États-Unis.

G20



LES PUISSANCES RÉGIONALES

Le Mexique

Sous la présidence Obama, la relation avec l'Amérique latine cherche à se normaliser. Cette amélioration est remise en cause par les quatre années de la présidence Trump qui exige du Mexique le paiement du mur frontière qu'il souhaitait voir s'étendre d'un océan à l'autre. Le Mexique paie un lourd tribut de sa géographie, qui en fait la dernière étape avant « l'eldorado » américain, attirant toute l'Amérique centrale et une partie de l'Amérique latine. La coexistence de cette immigration en transit, associée aux trafics (armes, drogues, êtres humains), fait peser un poids économique et sociétal lourd sur le pays.

Le Mexique est la quinzième économie au niveau mondial, mais il porte un encombrant fardeau, étant considéré comme l'un des pays les plus dangereux au monde du fait du narcotrafic : 15 000 morts chaque année, 1 000 enlèvements avec demande de rançon. En 2014, le pays se réveille choqué d'apprendre l'enlèvement et l'assassinat de 43 étudiants par la police corrompue. En 2018, un président se réclamant de la gauche est élu au Mexique.

Andrés Manuel Lopez Obrador propose une réponse politique et sociale au problème du narcotrafic dans le pays. La lutte contre le trafic est de longue haleine et peine à montrer des résultats tant la corruption s'est enracinée jusqu'aux plus hautes sphères de l'État.

Cherchant une juste place face aux États-Unis de Trump, figure à laquelle il tente de s'opposer tout en gardant en tête la très grande dépendance économique qui le lie à son voisin du Nord, le Mexique voit en l'élection de Jair Bolsonaro au Brésil une occasion de prendre le rôle convoité de pays leader de l'Amérique latine, du fait de sa croissance économique et de sa stabilité sur le plan démocratique.

En 2021, le retour des démocrates à la Maison-Blanche avec l'élection de Joe Biden facilite la coordination autour des problématiques toujours présentes telles que l'immigration et le narcotrafic, mais également sur le changement climatique et une coopération économique forte afin de réduire une dépendance commune à l'Asie.

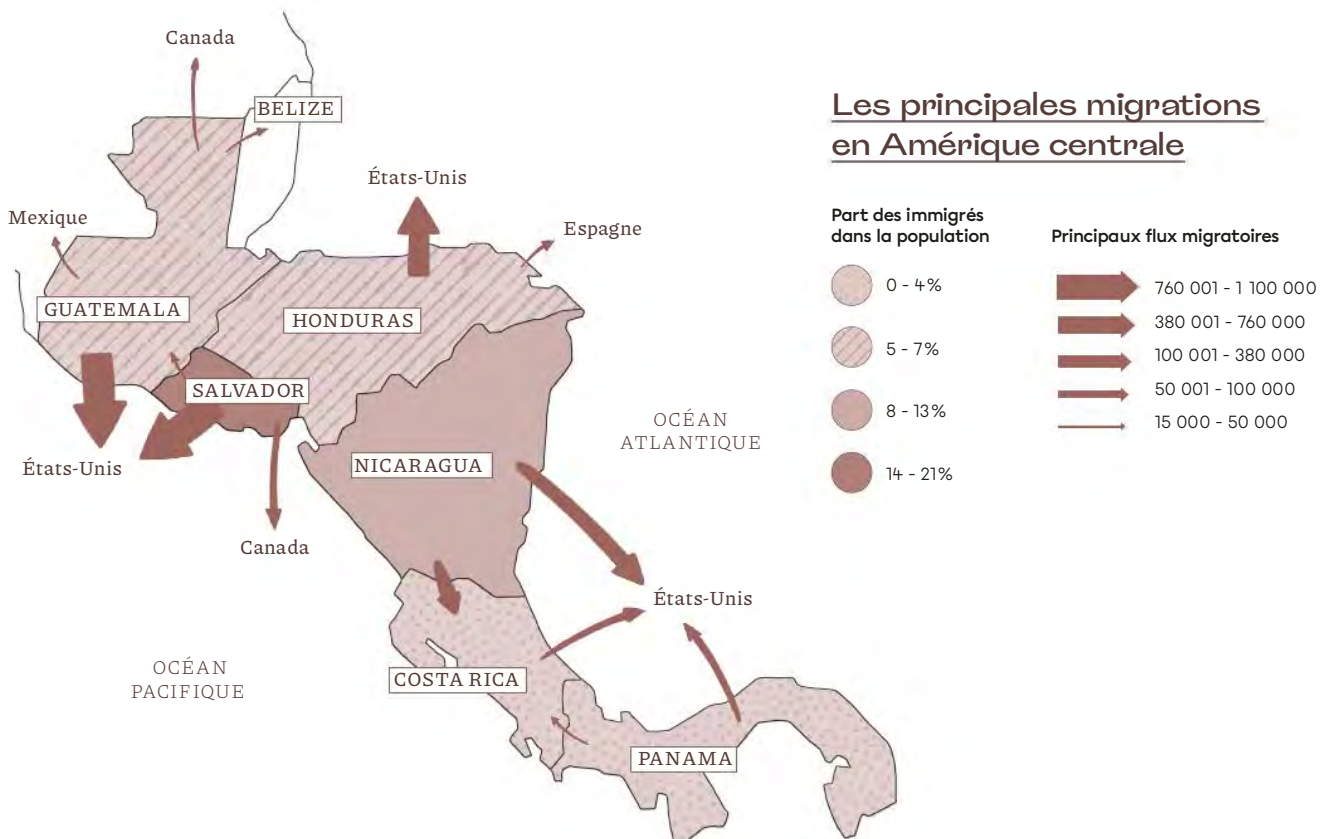
Le Brésil

Longtemps en concurrence avec l'Argentine, le Brésil a su, au tournant du **xxi^e siècle**, se bâtir une légitimité sur la scène internationale tout en relevant le défi de sortir 40 millions de personnes de la pauvreté. Sous la présidence de Lula, l'économie se redresse, les exportations se diversifient en agriculture, industrie et hydrocarbures (découverte de nouvelles zones d'exploitation). Un succès qui vaut au Brésil d'accéder au statut de puissance émergente et d'être intégré au groupe des BRIC (constitué par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine) en 2001. Au niveau international, Lula prend ses distances avec les États-Unis et préfère consolider le Mercosur en y associant les pays andins.

Le Brésil de Lula se réclame du multilatéralisme, dont il saurait être un pôle. Lula livre à son successeur, Dilma Rousseff, un Brésil représentant 3 % du PIB mondial, au 8^e rang de l'économie mondiale, avec des institutions solides malgré une corruption endémique, mais également une société minée par la violence où l'on recense jusqu'à 60 000 assassinats par an et où le travail forcé existe toujours dans certaines régions.

La corruption aura raison de la démocratie six ans plus tard, lorsque la majorité des députés (accusés eux-mêmes de corruption) voteront la destitution de Dilma Rousseff sur le motif de manipulation comptable qui lui aurait permis de dissimuler le déficit budgétaire du pays. C'est en fait un règlement de comptes politique, où Dilma Rousseff, n'ayant pas le charisme de son prédécesseur, n'a pas su gérer la colère de la population et de la classe politique face à la crise économique du milieu des années 2010.

Cette crise économique et sociale s'est accentuée durant la présidence de Jair Bolsonaro, qui a appliqué une formule déjà en vogue plus au nord : « Brésil first ». Il prend des mesures controversées notamment sur la réforme des universités, l'exploitation de l'Amazonie et la gestion de la pandémie de Covid-19. Sa politique fracture la société brésilienne, qui ne croit plus en la démocratie ni en l'État lui-même. Il perd les élections de 2022 de peu au profit de Lula, réélu pour un troisième mandat présidentiel. Lula voit le début de son mandat marqué par une tentative d'insurrection des partisans de Bolsonaro, qui ont envahi le Congrès et le palais présidentiel.





Qu'est-ce que le Mercosur ?

C'est une zone de libre-échange sur le continent sud-américain qui a vu le jour en mars 1991 avec le traité d'Asunción. Cette alliance économique a pour but de faciliter les échanges commerciaux entre les pays membres. Le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay en sont les pays fondateurs, la Bolivie les rejoint en 2015, le Venezuela, membre en 2006, en a été suspendu en 2017. Aujourd'hui, les pays andins et les pays de la côte Nord-Atlantique y sont associés.

Le Mercosur représente le 3^e bloc économique mondial après l'Union européenne et l'Aléna. Au sein du Mercosur, c'est le Brésil qui a la plus grande influence : il représente 55 % du PIB de la zone.

Une Amérique latine ?

La présence de plusieurs initiatives et organisations intergouvernementales (Mercosur, Unasur [Union des nations sud-américaines]...) ne permet pas pour autant à l'Amérique latine de présenter un front commun face au monde. De nombreux conflits, pour certains frontaliers, toujours présents aujourd'hui, grèvent l'unité du continent.

Pour aller plus loin

La Bolivie en est la parfaite illustration. Pays enclavé des Andes, elle s'est vue amputée de son littoral lors de la guerre du Pacifique en 1879 par le Chili. Aujourd'hui encore, c'est un sujet sensible. Le Chili a proposé l'accès à un port chilien libre de droits de douane, offre refusée par la Bolivie. D'autant plus que le Pérou limitrophe ne souhaite pas perdre sa frontière avec le Chili au profit d'une enclave bolivienne sur le littoral... La Colombie est également au centre des tensions. Même si le conflit armé en Colombie est officiellement terminé depuis 2016 suite aux accords de paix, il continue d'impacter lourdement la société. Le UNHCR (le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) a comptabilisé 8 millions de déplacés internes. Au Venezuela, c'est 5 millions de réfugiés qui ont franchi les frontières, parfois pour des pays déjà en proie à la crise économique depuis des années.

Un courant de lassitude traverse les populations d'Amérique latine. Les sociétés sont usées par les crises sociales multiples (Pérou, Bolivie, Brésil...) qui s'appuient sur les difficultés économiques et l'absence de partage des richesses. Les classes populaires ne croient plus en la faculté de l'État d'assurer une vie décente.

Au milieu de cela, un investissement insuffisant sur les infrastructures au cours des dernières décennies sur le continent limite la croissance économique : les trois quarts du commerce passent par les routes... en très mauvais état. La prise de distance avec les États-Unis, la présence de nombreuses ressources (minières, hydrocarbures, agricoles – soja au Brésil) et le besoin d'infrastructures forment le terreau idéal pour une coopération rapprochée avec la Chine, au niveau industriel, agricole, mais aussi sanitaire.

L'Amérique latine, très touchée par la crise de la Covid-19, a su se garantir un accès aux vaccins en contractant des accords avec les laboratoires pharmaceutiques chinois : elle a autorisé des essais cliniques de phase 2 et 3 sur le territoire sud-américain contre un accès aux vaccins.



Le monde semble basculer vers l'Asie. Après la Méditerranée et l'Atlantique, l'océan Pacifique devient le centre du monde. L'Asie représente les deux tiers de la population mondiale et 40 % de son PIB, tout en continuant à bénéficier d'une croissance soutenue. Sur le plan géopolitique, elle reste un foyer de tensions sur fond de fortes rivalités nationales, d'inégalités et de diversité des acteurs qui empêchent un équilibre des forces.

CHAPITRE 12

L'ASIE

ZOOM SUR TROIS PAYS

Le Japon

En 1945, le Japon, qui avait voulu dominer l'Asie, est vaincu et humilié. Il a subi des bombardements nucléaires et est occupé militairement pour la première fois de son existence. Les Américains décident de laisser l'empereur Hirohito en place pour mieux faire accepter leur présence, mais en le privant de tout pouvoir réel. Ils imposent aussi une Constitution pacifique au Japon. L'objectif est de le maintenir dans une position mineure.

La guerre de Corée réhabilite le Japon aux yeux des Américains. L'archipel devient la base arrière de l'armée américaine – le porte-avions insubmersible – pour les combats en Corée. Les États-Unis font accéder le Japon à leur marché et à leur technologie. Leur présence sur place et leurs investissements stimulent l'économie du pays. Cela va permettre un développement économique exceptionnel par sa durée et son ampleur, du début des années 1950 à la fin des années 1980.

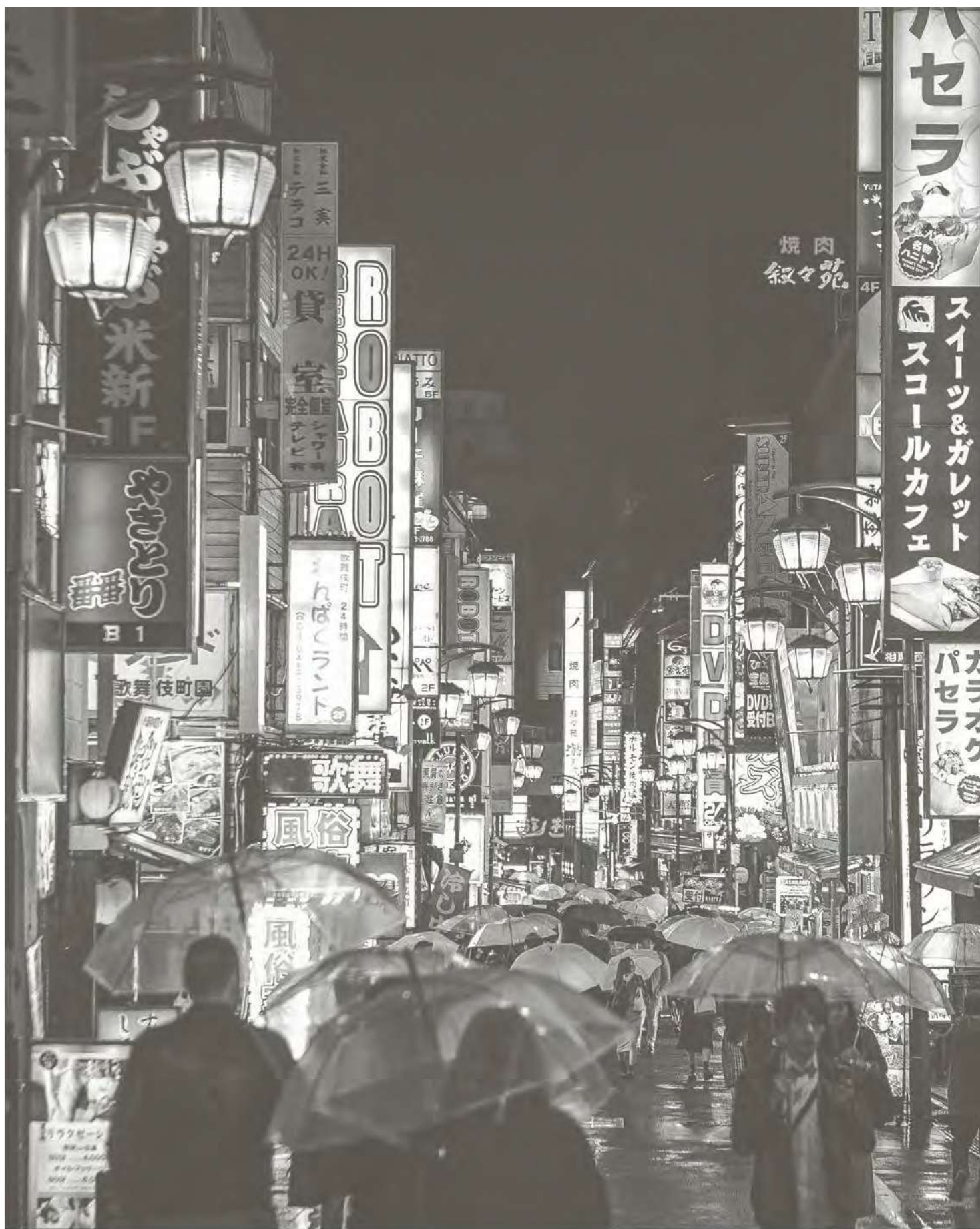
Renonçant au militarisme, le Japon part pacifiquement à la conquête des marchés extérieurs. Le ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur assure la coordination des grands groupes nationaux. Les Japonais travaillent, épargnent, investissent beaucoup et consomment peu. Le PIB japonais, qui représente le tiers du PIB britannique en 1950, équivaut aux PIB cumulés des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne dans les années 1980. On se demande même, alors, si le Japon

ne va pas concurrencer les États-Unis sur les plans économique et technologique. Son ascension semble sans limites. Au début des années 1990, le Japon va rehausser ses ambitions stratégiques et demander un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Cependant, une bulle spéculative éclate au début des années 1990, conduisant à une longue période de stagnation. Le modèle socio-économique est alors remis en cause. Les jeunes générations n'acceptent plus d'être pauvres dans un pays riche, de n'avoir que le travail pour horizon ; elles veulent avoir accès aux loisirs.

La dépendance militaire du Japon

Même s'il a développé son armée et augmenté ses dépenses militaires notamment après la guerre en Ukraine, le Japon reste dépendant d'une protection militaire américaine. L'arme nucléaire lui est interdite et la population la refuserait de toute manière. Mais il bénéficie du parapluie américain face aux menaces extérieures ressenties, notamment de la Chine et de la Corée du Nord. Cela permet à Washington d'exercer une grande influence sur Tokyo.



Le Japon et la Chine entretiennent des relations compliquées. Les deux grandes puissances sont des rivaux historiques. Les exactions du Japon en Chine, au cours de la guerre sino-japonaise (1937-1945), sont régulièrement rappelées par Pékin pour mettre le Japon en difficulté. Au-delà des différences politiques et économiques entre les régimes, c'est une rivalité régionale. La Chine voit d'un mauvais œil l'alliance entre Tokyo et Washington qui, autrefois dirigée contre l'Union soviétique, se retrouve désormais face à la montée en puissance chinoise. L'année 2011 a été dramatique pour le Japon, qui a connu la catastrophe nucléaire de Fukushima. La même année, le PIB chinois a dépassé le PIB japonais. Le Japon constate ainsi, avec une certaine anxiété, la montée en puissance de la Chine.

L'Inde

Dans un monde bipolaire, l'Inde était le pays phare du tiers-monde et des non-alignés, tout en ayant développé des liens stratégiques très forts avec l'Union soviétique. L'implosion de cette dernière et la fin du clivage Est-Ouest contraignent New Delhi à réorienter sa diplomatie. Tout en conservant des liens avec Moscou (elle n'a pas condamné l'agression de l'Ukraine), elle va ainsi faire de l'alliance avec Washington un axe essentiel de sa diplomatie. La crainte de la montée en puissance de la Chine unit en effet l'Inde et les États-Unis. La diaspora indienne aux États-Unis (2 millions de personnes) représente également un facteur de rapprochement.

L'Inde, qui se considère comme la sixième puissance mondiale, est candidate pour obtenir un siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle conserve cependant un rôle relativement modeste sur la scène internationale.

L'Inde se présente comme la plus grande démocratie du monde. Cependant, l'actuel pouvoir du Premier ministre Modi, élu en 2014 et réélu en 2019 sur un programme anticorruption, l'entraîne vers une dérive autoritaire et nationaliste. La minorité musulmane (160 millions d'habitants) se sent également menacée.

L'Inde a libéralisé son économie mais celle-ci reste bureaucratique. Il existe à la fois des secteurs de développement technologique extrêmement performants et une misère toujours répandue, sur fond de fortes inégalités sociales. Quelque 20 % de la population vit encore en deçà du seuil de pauvreté, tandis que 60 millions d'enfants souffrent de malnutrition. Le secteur agricole, qui représente 17 % du PIB, emploie encore 50 % de la main-d'œuvre. Le taux d'alphabétisation est de 70 %, et de 60 % seulement pour les femmes, dont le statut reste discriminé.

Le système de castes, vraiment aboli ?

Officiellement, le système de castes – qui attribue aux individus une place déterminée à la naissance – a été aboli. Mais il marque toujours fortement la société, qu'il contribue à rendre moins ouverte à la mobilité sociale et, donc, moins performante. Ainsi, 95 % des mariages se font au sein d'une même caste et il y a plus de 40 000 meurtres chaque année dont la plupart des victimes sont les Intouchables, la caste la plus basse.

Pour aller plus loin

Mahatma Gandhi est le symbole de la non-violence. Le monde a donc été choqué lorsque l'Inde a réalisé, en 1974, un essai nucléaire – même si ce dernier a été qualifié de « pacifique ». Le traité de non-prolifération des armes nucléaires ne reconnaît comme puissances nucléaires officielles que les pays qui ont procédé à un essai avant 1967. Mais pour l'Inde, vaincue dans une guerre contre la Chine en 1962, il est impossible de ne pas posséder l'arme nucléaire si la Chine en dispose. Le Pakistan, ennemi traditionnel de New Delhi, s'est également doté de l'arme atomique. La dissuasion établie entre ces deux pays leur évite une nouvelle guerre frontale comme lors de l'indépendance, puis en 1965 et 1971. Si l'Inde devrait dépasser démographiquement la Chine dans les années à venir, la bataille économique est gagnée par Pékin, avec un PIB de 14 862 milliards de dollars contre 2 700 pour l'Inde.





La Corée du Sud

La Corée du Sud représente une sorte de miracle. Au sortir de la guerre fratricide avec la Corée du Nord, en 1953, le pays ainsi que sa capitale Séoul sont presque entièrement détruits. Le pays est dépourvu de matières premières. Si elle a noué une alliance avec les États-Unis, c'est une dictature militaire féroce qui dirige alors le pays. En 1960, le PIB de la Corée du Sud équivalait à celui du Ghana, soit 200 \$ par habitant et par an. À l'époque, les prévisions sont plus optimistes pour ce pays africain riche en matières premières et situé dans une zone géostratégique calme que pour la Corée, qui présente les caractéristiques inverses. Actuellement, le PIB de la Corée du Sud est de 33 000 \$ par habitant et par an, celui du Ghana de 2 200.

La Corée du Sud est devenue une démocratie stable ayant connu plusieurs alternances, possédant une société civile très active et ayant même un rayonnement culturel international. L'économie s'est développée grâce au lien avec les États-Unis, dans le sillage du modèle japonais. Construction automobile, chantiers navals, équipement électronique en sont les points forts. Le développement économique, l'accès à l'éducation et à l'information ont conduit à une démocratisation du pays. Une première reconnaissance internationale a eu lieu en 1988, avec l'accueil à Séoul des Jeux olympiques d'été.

Si les liens économiques et stratégiques restent forts avec les États-Unis, la Corée du Sud mène une politique relativement indépendante, fondée sur le multilatéralisme. Le Coréen Ban Ki-moon a été le secrétaire général des Nations unies de 2007 à 2017. La population est de 51 millions d'habitants, mais la Corée souffre d'une natalité très faible.

Après la guerre, tout contact avec la Corée du Nord était coupé et même interdit. En 1998, le président Kim Dae-jung tente un rapprochement avec Pyongyang, espérant qu'une aide économique permettra de l'adoucir. La Corée du Nord a gardé un système stalinien, son économie est en quasi faillite, la population est affamée. Mais elle est dotée d'armes nucléaires et, donc, très menaçante.

Un président sud-coréen conservateur interrompt cette politique en 2008 avant qu'elle ne soit reprise en 2016. Quant à la Corée du Nord, elle souffle le

chaud et le froid. Si la réunification est toujours l'objectif officiel de la Corée du Sud, la Corée du Nord n'y tient pas trop. L'écart économique entre les deux Corées est tellement important que la réunification signifierait la ruine du pays. Les deux sociétés, du fait de leur développement séparé, sont aussi, désormais, très différenciées.

Pour aller plus loin

Si la possession de l'arme nucléaire par un pays dictatorial et aux comportements erratiques comme la Corée du Nord fait peur, le risque de son utilisation est quasi inexistant. Pour le régime nord-coréen, l'arme nucléaire n'est pas une arme de guerre mais de protection du régime.

Si Pyongyang utilisait l'arme nucléaire, elle serait immédiatement détruite, peu après, par les forces américaines. Or, le but du dirigeant Kim Jong-un, qui n'est pas suicidaire, est de rester au pouvoir. En revanche, il estime que si Saddam Hussein ou Kadhafi avaient disposé de l'arme nucléaire, ils n'auraient pas été renversés par une intervention militaire occidentale. C'est pour cela que les risques de guerre sont aussi faibles que les chances d'acceptation d'une dénucléarisation.

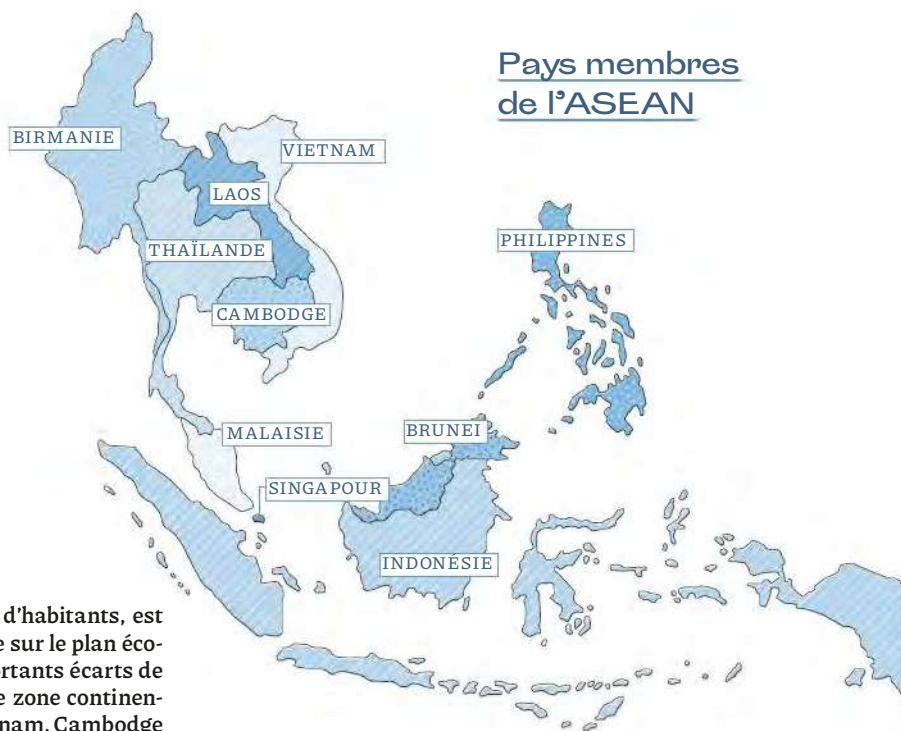
Une relation compliquée avec le Japon

Si le Japon et la Corée du Sud sont tous deux des pays démocratiques à l'économie de marché et des alliés des États-Unis, leurs relations ne sont pourtant pas bonnes. Le poids de l'Histoire (occupation de la Corée par le Japon de 1910 à 1945) crée toujours des difficultés. La Corée du Sud entretient de meilleures relations avec la Chine (elle aussi occupée par le Japon), malgré la grande différence de régime entre les deux pays. Le président conservateur Yoon, élu en 2022, va se rapprocher du Japon.

← PHOTO

FACE À LA CORÉE DU NORD, ZONE DÉMILITARISÉE
ENTRE LA CORÉE DU SUD ET LA CORÉE DU NORD, 2015

L'ASEAN



Pays membres de l'ASEAN

L'Asie du Sud-Est, avec 660 millions d'habitants, est une zone particulièrement dynamique sur le plan économique, même si elle connaît d'importants écarts de développement. Il faut distinguer une zone continentale – Birmanie, Laos, Thaïlande, Vietnam, Cambodge – et un ensemble insulaire – Indonésie, Malaisie, Philippines, Timor, Brunei et Singapour. Malgré cette diversité culturelle, politique et religieuse, les pays de la zone conservent une relative unité.

L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), créée en 1967, a été pendant la guerre froide une organisation proaméricaine et anticommuniste. Le rapprochement sino-américain de 1972 et la fin de la guerre du Vietnam sont venus rendre inutile cette raison d'être de l'ASEAN, qui s'est cependant élargie à tous les pays de la région.

Ces États veulent préserver leurs intérêts. Se définissant comme des nations commerçantes, ils ne se préoccupent pas des choix de politique intérieure de chacun. La Thaïlande est une monarchie autoritaire répressive, Brunei une monarchie absolue, la Birmanie un régime militaire. Le Vietnam et le Laos ont un parti unique et Singapour n'a jamais connu l'alternance politique, à l'inverse de la Malaisie et de l'Indonésie.

La réussite économique est due à une abondance de matières premières, une gouvernance efficace, l'accent mis sur l'éducation et une ouverture sur le reste du monde.

Les pays sont toutefois inquiets de la tension croissante entre la Chine et les États-Unis, et des ambitions de plus en plus affirmées de Pékin en mer de Chine. Ils sont conscients de l'importance de leurs relations économiques avec le géant chinois. Ils craignent à la fois une politique trop agressive des États-Unis à l'égard de la Chine et un retrait américain qui les laisserait isolés.

Pour aller plus loin

L'Indonésie est le géant régional et sans doute, demain, un géant mondial. Avec 268 millions d'habitants, c'est le 4^e pays le plus peuplé du monde. Son PIB de 1 000 milliards de dollars le situe au 16^e rang mondial, devant les Pays-Bas et l'Arabie saoudite. L'Indonésie avait été le champion du tiers-monde (conférence de Bandung) avant qu'un coup d'État sanglant (500 000 morts en 1965) ne vienne mettre au pouvoir une dictature militaire proaméricaine. Le pays est revenu à la démocratie au début du XXI^e siècle. L'Indonésie est un archipel qui compte 17 000 îles présentant une grande diversité culturelle. Elle dispose de matières premières abondantes (agriculture, mines, énergie), mais l'épidémie de Covid-19 est venue frapper durement le secteur touristique. Le pays veut jouer de nouveau un rôle actif sur la scène internationale, en affirmant les droits des peuples du Sud et son attachement au multilatéralisme.

Singapour

Singapour est une cité-État qui s'est détachée de la Malaisie pour mieux assurer sa croissance. Bien que 146^e pays en nombre d'habitants (5,6 millions), Singapour est 35^e en termes de PIB (364 milliards). Cette cité commerçante a mis en place un système éducatif extrêmement performant avec un régime autoritaire fondé sur l'exaltation des valeurs asiatiques – discipline, respect de l'autorité, goût du travail.





E
N
2
O
S
E
C
O
N
D
E
S

Plus riche puissance du monde, mais coupée de ce dernier jusqu'au début du XIX^e siècle, qui fut pour elle celui de l'humiliation et de l'effondrement, la Chine s'est de nouveau affirmée dans la seconde moitié du XX^e siècle et va (re)devenir la première puissance d'un monde globalisé. Le XXI^e siècle sera-t-il celui de sa domination ?

CHAPITRE 13

LA CHINE

LA CHINE DU XIX^E SIÈCLE À NOS JOURS

De l'humiliation à l'affirmation

Au début du XIX^e siècle, la Chine pèse 30 % du PIB mondial. Elle est bien la première puissance de la planète, mais dans un monde non globalisé, Pékin refusant par ailleurs tout contact avec le reste du monde.

L'empire du Milieu estime qu'il n'en a pas besoin, qu'il est autosuffisant et que sa supériorité lui permet de se passer de contacts extérieurs. L'empereur renvoie ainsi l'ambassadeur dépêché par le roi d'Angleterre George III, en le remerciant pour ses présents mais en lui disant que la Chine n'en a pas besoin.

L'incapacité de ses empereurs, une corruption endémique et les appétits des puissances extérieures vont cependant faire du XIX^e siècle celui de l'effondrement et de l'humiliation pour la Chine.

Les puissances européennes, Grande-Bretagne en tête, vont mener des guerres pour obliger les Chinois à laisser entrer sur leur territoire l'opium qu'ils vendent en échange d'épices qu'ils achètent en grande quantité. La Chine est alors contrainte d'ouvrir son marché et d'accorder des privilèges d'extraterritorialité (régime des concessions) : elle devient un pays vassalisé.

À la fin du XIX^e siècle, elle perd le contrôle du Vietnam au profit de la France, et celui de la Corée et de Taïwan au profit du Japon. La révolution de 1905 met fin au régime impérial mais n'empêche pas la Chine de subir les assauts du Japon, qui s'empare dans les années 1930 d'une vaste partie du pays et y commet de nombreuses exactions.

Deng Xiaoping

Deng Xiaoping arrive au pouvoir en 1978. Étudiant le modèle de Singapour, il comprend que seule l'ouverture du pays et les investissements extérieurs peuvent le moderniser, et que cela peut se faire sans libéraliser le régime. Tout en maintenant un système politique communiste, il libéralise l'économie et lance une révolution qui va complètement changer la Chine – et, de ce fait, bouleverser le monde et les rapports de force internationaux.

Le régime des concessions en Chine au XIX^e siècle



Communistes et nationalistes s'unissent alors pour lutter contre l'occupant japonais, jusqu'en 1945. Par la suite, les communistes prennent rapidement l'avantage sur le régime nationaliste, corrompu et désorganisé. Les nationalistes se réfugient sur la petite île de Taïwan. Ils bénéficient de la protection américaine, tandis que la Chine communiste s'allie à l'Union soviétique.

En 1972, Nixon et Kissinger, désireux d'encercler l'URSS, nouent des relations avec Pékin malgré l'antagonisme des systèmes politiques. Nixon effectue une visite spectaculaire à Pékin. Une alliance, de fait antisoviétique, se met en place ; cela permet à Pékin de récupérer le siège de membre permanent au Conseil de sécurité, à la place de Taïwan.

Pour aller plus loin

Mao Tsé-toung ne peut accepter de voir son pays être l'adjoint de Moscou au sein de la famille communiste. La rupture a lieu en 1961. Les Chinois masquent, derrière une querelle idéologique, les vraies raisons de la rupture, à savoir la rivalité nationale. Ils reprochent à l'Union soviétique d'avoir trahi les idéaux du communisme en engageant une politique de coexistence pacifique avec l'impérialisme américain.

Le régime chinois reste purement stalinien ; il n'y a aucun espace de liberté publique ni privée. Ce régime, réellement totalitaire, développe le culte de la personnalité autour de Mao Tsé-toung. Le pays reste agricole, pauvre et autarcique. La Chine connaît deux épisodes tragiques, d'abord avec le Grand Bond en avant, censé développer la production mais qui va se traduire par une famine faisant 30 millions de morts, puis avec la grande Révolution culturelle prolétarienne, lancée par Mao pour étouffer toute contestation, et qui fut une véritable guerre contre les intellectuels et le savoir.



La montée en puissance de la Chine

Après la mort de Mao et une période d'incertitude, Deng Xiaoping prend le pouvoir et change totalement la Chine. La croissance économique du pays, à partir des années 1980, est un phénomène unique dans l'Histoire par son ampleur et sa rapidité. En quarante ans, la Chine est passée de 2 à 18 % s'agissant de sa part de l'économie mondiale. Son PIB, qui était de 200 \$ par habitant et par an en 1978, est désormais supérieur à 10 000 \$ par habitant et par an. Il représentait 10 % du PIB américain en 2001, lorsque la Chine a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce ; il en représente désormais 75 %, et le PIB chinois pourrait dépasser le PIB américain d'ici une décennie.

En 2011, le PIB de la Chine a dépassé le PIB japonais. En 2013, sa monnaie, le renminbi (aussi appelé yuan), a détrôné l'euro comme deuxième monnaie la plus utilisée dans les contrats de commerce international. Quelque 800 millions de Chinois vivent au-dessus du seuil de pauvreté, celle-ci ayant été déclarée éradiquée par Pékin en 2020.

En ouvrant le pays aux investisseurs étrangers, la Chine leur offrait une main-d'œuvre abondante, à faible coût, peu revendicatrice et d'une totale disponibilité. Ainsi, la Chine est rapidement devenue

l'atelier du monde. Sa croissance a été tirée par les exportations car les Chinois, dans un premier temps, n'ont guère eu accès à la consommation. Mais le pays n'est pas resté longtemps au stade de la fabrication de produits à bas prix prêts à inonder le marché mondial, et la croissance par la demande interne est venue, peu à peu, stimuler l'économie.

Par ailleurs, la Chine s'est rapidement spécialisée dans les produits de haute technologie, qu'il s'agisse des trains à grande vitesse, de l'aviation, du spatial ou, surtout, du domaine de l'intelligence artificielle.

Pour aller plus loin

Xi Jinping, qui arrive au pouvoir en 2013, est persuadé que le développement de l'intelligence artificielle est essentiel pour l'avenir du pays et du régime. Celle-ci assure la croissance économique, est gage de puissance militaire et permet un meilleur contrôle de la population. L'État et les collectivités locales vont investir massivement dans ce domaine et mettre l'accent sur la formation, permettant à des entrepreneurs privés de faire fortune. Les géants numériques chinois, les « BATX » (pour Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi), font désormais jeu égal avec les GA FAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft). Le déficit commercial (en biens) des États-Unis à l'égard de la Chine est passé de 10 milliards de dollars en 1990 à 83 en 2000 et à 353 en 2021.

La politique de l'enfant unique

Pour assurer le décollage économique de la Chine, Deng Xiaoping met en place la politique de l'enfant unique. Les familles n'ont pas le droit d'avoir un deuxième enfant, sous peine de perdre travail et logement. Cette politique de contrôle démographique va réussir sur le plan économique. Elle sera abandonnée en 2015 pour lutter contre le vieillissement de la population, sans toutefois que cela se traduise par une reprise de la natalité.

LE DUEL CHINE / ÉTATS-UNIS

La rivalité entre la Chine et les États-Unis sera le sujet géopolitique majeur des années à venir. Les Américains ont longtemps espéré que l'intégration économique de la Chine dans la globalisation, sa croissance, son développement technologique allaient conduire le pays vers la démocratisation et un rapprochement politique avec les États-Unis.

Cependant, le nationalisme chinois est trop puissant pour pouvoir accepter un leadership américain. La Chine rejette l'ingérence et considère que les appels des États-Unis à la démocratisation masquent mal une volonté impérialiste. Si la Chine a adopté les méthodes capitalistes et de l'économie de marché des États-Unis, elle garde un système politique caractérisé par un parti unique et par l'autoritarisme.

Arrivé au pouvoir en 2013, le président Xi Jinping a mis fin à la politique de Deng Xiaoping consistant à cacher sa force et à prendre son temps. Il ne craint pas d'affirmer que la Chine a pour ambition de devenir la première puissance mondiale. Le pays se pose donc en rival direct des États-Unis. La différence avec le duel soviéto-américain réside dans la bonne santé économique de la Chine, l'URSS n'ayant jamais dépassé plus de 40 % du PIB américain. Par ailleurs, cette dernière souffrait d'un retard technologique, ce qui n'est pas le cas de la Chine.

Les États-Unis, habitués à être la première puissance mondiale depuis 1945, sont convaincus que leurs valeurs sont universelles et vivent avec anxiété la montée en puissance de la Chine. Alors que Joe Biden était très critique de la politique de Donald Trump, l'hostilité à l'égard de la Chine est le seul élément de consensus entre eux. Les

États-Unis mettent en avant leurs valeurs démocratiques en essayant de créer une coalition avec l'Australie, l'Inde et le Japon en Asie, et les pays européens au sein de l'OTAN.

Pour aller plus loin

Pour évoquer la rivalité entre les États-Unis et la Chine, Graham Allison, géopolitologue américain, a évoqué le piège de Thucydide : le conflit entre Sparte et Athènes était devenu inévitable à partir du moment où la première ne supportait pas la montée en puissance de sa rivale. Le piège de Thucydide correspond donc à une situation où la puissance dominante, numéro un, n'accepte pas de se voir rattrapée par la puissance numéro deux. Aujourd'hui, la question est de savoir si ce schéma peut s'appliquer aux relations sino-américaines. En effet, il ne s'agit plus de savoir SI la Chine va dépasser les États-Unis, mais QUAND elle le fera. Graham Allison distingue seize cas historiques où la première puissance a été dépassée par la seconde. Douze fois, cela a conduit à une guerre. Ce qui peut éviter cela, c'est la dissuasion nucléaire.

Russie et Chine : quel rapport de force ?

Nixon et Kissinger avaient joué la Chine contre l'URSS. Aujourd'hui, la Russie, qui a de mauvaises relations avec le monde occidental, se rapproche de Pékin. Mais le rapport de force est inversé : c'est désormais la Chine qui est la superpuissance, et la Russie une puissance moyenne.



UN RÉGIME AUTORITAIRE ET SÛR DE LUI

En 1989, les étudiants contestent le pouvoir du Parti communiste sur la place Tian'anmen ; ils réclament la démocratie. Le Parti communiste, au mois de juin, écrase dans le sang cette révolte. Par la suite, les dirigeants chinois vont considérer que Gorbatchev a fait preuve de faiblesse et que c'est pour cela qu'il a perdu le pouvoir. Ils sont persuadés qu'il leur faut conserver un contrôle étroit du système politique, sinon la Chine connaîtra de nouveau le déclin.

Les nouvelles routes de la soie

Le programme des nouvelles routes de la soie a été lancé en 2013 par Xi Jinping. Il s'agit d'un gigantesque programme d'aide à la construction d'infrastructures (ports, aéroports, voies ferrées, etc.), proposé à une soixantaine de pays. Cela permet à la Chine de sécuriser ses approvisionnements en matières premières, de faciliter ses exportations et d'augmenter son influence.

Le pays conserve donc un régime autoritaire. Cependant, ce n'est plus le régime totalitaire du temps de Mao Tsé-toung. Le développement de l'information, de l'éducation, des réseaux sociaux donne, malgré la censure, une plus grande marge de liberté à la population chinoise. Il n'y a plus de contrôle des mœurs, des films, de la musique, et la culture étrangère n'est plus interdite. Les Chinois voyagent aussi à l'étranger : 150 millions d'entre eux y sont allés en 2019.

La démocratie est une revendication des intellectuels mais pas encore de la majorité de la population, qui soutient le régime dans la mesure où celui-ci est efficace. Les Chinois voient avec satisfaction l'accès à la consommation, alors que leurs grands-parents mouraient encore de faim. Le patriotisme des Chinois est également flatté, et les remarques des États-Unis sur l'absence de liberté sont perçues comme une jalousie vis-à-vis de leur montée en puissance. La demande de démocratisation sera peut-être le fait des générations futures.

Pour aller plus loin

Hong Kong, possession britannique depuis 1898, a été rétrocédé à la Chine en 1997. Deng Xiaoping a imaginé le concept « une nation, deux systèmes », qui permet à Hong Kong de conserver une relative autonomie. Ce modèle était censé servir pour la réunification avec Taïwan. Xi Jinping, face aux demandes de démocratisation de la jeunesse de Hong Kong, a aujourd'hui resserré le contrôle de Pékin.

Par ailleurs, la Chine considère Taïwan comme une province qui doit être réintégrée et refuse tout contact avec un pays qui reconnaîtrait son indépendance. Taïwan continue de bénéficier d'une protection militaire américaine et d'une indépendance de fait.

La Chine fait aussi valoir ses droits sur de nombreuses îles de la mer de Chine, ce qui complique ses relations avec d'autres nations asiatiques souhaitant également y faire valoir leur souveraineté.





E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

Lorsqu'on parle du continent africain, on a tendance à évoquer surtout l'Afrique subsaharienne. Cette partie du monde est longtemps restée à l'écart de l'actuelle phase de mondialisation. Au début des années 2000, elle était définie comme le « continent sans espoir ». Elle s'est, depuis, largement rattrapée, en connaissant une croissance économique et un progrès de la démocratie. Elle suscite l'appétit des puissances extérieures.

CHAPITRE 14

L'AFRIQUE

L'AFRIQUE : PASSÉ, PRÉSENT ET FUTUR

Un « continent sans espoir » ?

La décolonisation avait suscité un immense espoir mais, très rapidement, les « pères de l'indépendance » se sont installés durablement au pouvoir, empêchant toute alternance politique par le clientélisme ou la répression brutale pour empêcher l'émergence de toute opposition.

Le développement économique n'a pas été au rendez-vous, du fait de ce qui est qualifié d'« échange inégal ». L'Afrique est en effet riche de matières premières vendues à bas prix aux pays industrialisés, qui vendent leurs produits manufacturés à prix élevés. La corruption est également venue freiner le développement : Soviétiques et Américains ont exporté leur rivalité en Afrique, où les anciennes puissances coloniales, France et Royaume-Uni, conservaient dans leurs zones respectives une influence prépondérante. Le Portugal s'est accroché à ses colonies africaines

(Mozambique, Angola, Guinée-Bissau) jusqu'en 1974, date de l'arrivée de la démocratie à Lisbonne. En Afrique du Sud, l'apartheid, système dans lequel la majorité noire était privée de tous les droits, s'est maintenu jusqu'à la fin de la guerre froide. À l'issue de cette dernière, l'Afrique, qui souffrait de trop d'ingérence, s'est retrouvée isolée. L'Amérique, n'étant plus en concurrence avec l'Union soviétique, s'est détournée d'elle, et les pays européens étaient alors plus absorbés par leurs retrouvailles avec l'Est.

Les systèmes de santé et d'éducation étaient de très médiocre qualité et les infrastructures souvent en moins bon état qu'au moment de l'indépendance. De 3 % du commerce mondial en 1960, l'Afrique n'en représentait plus que 1 % en 2000. Avec 12 % de la population mondiale, elle ne représentait alors que 1,5 % du PIB mondial.

Le sida faisait des ravages, faisant craindre une dépopulation du continent. Des guerres civiles interminables et cruelles, un génocide au Rwanda en 1994, une corruption généralisée qui rendait inefficace l'aide au développement, une absence de démocratie : tous ces éléments rendaient le continent très peu attractif.

Pour aller plus loin

Depuis le début du XXI^e siècle, l'Afrique a pris un chemin plus satisfaisant grâce à l'augmentation du prix des matières premières et au développement de l'initiative privée. Elle a ainsi connu une croissance d'environ 5 % par an, malgré un certain nombre d'États faillis. L'Afrique est passée directement au téléphone mobile, dont pratiquement chacun est équipé. Cependant, elle souffre encore de sous-industrialisation et de retard dans le secteur des nouvelles technologies. La production du sol et du sous-sol représente encore 80 % des exportations du continent.

Si une vingtaine de pays africains ont atteint le statut de « pays à revenu intermédiaire », 420 millions d'Africains vivent toujours dans l'extrême pauvreté et, sur les 47 pays les moins avancés que dénombre l'ONU, l'Afrique en compte 33.

La pauvreté en Afrique, irrémédiable ?

L'extrême pauvreté demeure une singularité africaine au moment où l'Asie en est massivement sortie. Le continent africain comptait 25 % des individus extrêmement pauvres en 1990, du fait de sa forte démographie. Il en compte aujourd'hui 60 %, et cette proportion pourrait passer à 90 % en 2030. Sur les 30 pays affichant les taux d'extrême pauvreté les plus élevés, 27 sont africains.





Le continent de l'avenir ?

La décolonisation n'a pas débouché sur la démocratisation du continent. Pendant la guerre froide, les superpuissances soviétique et américaine ou les ex-puissances coloniales, c'est-à-dire tous les pays qui exerçaient une influence en Afrique subsaharienne, se sont accommodées des régimes existants tant qu'ils restaient proches d'eux stratégiquement. Lorsque les dirigeants africains ont vu les régimes de l'Est, qui semblaient éternels, chuter en quelques mois, ils se sont inquiétés d'autant plus qu'ils ne pouvaient plus jouer sur la rivalité entre Moscou et Washington.

Dans un discours à La Baule, en 1990, Mitterrand avait annoncé qu'il conditionnait l'aide de la France à la démocratisation des régimes. Des conférences multipartites se sont alors mises en place, mais elles sont rapidement apparues factices. Dans les pays concernés, les partis politiques se sont multipliés mais restaient contrôlés par l'exécutif. Le développement de l'information, grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, a toutefois eu pour effet de développer la société civile et le contrôle des citoyens sur leur gouvernement. Alors qu'il n'y avait eu qu'une seule alternance par la voix des urnes entre 1960 et 1990, on en recense une quarantaine depuis 1990.

Mais il existe encore des régimes militaires, des dictatures civiles et des présidents qui se maintiennent depuis plusieurs décennies, par le biais d'élections faussées. Si Maurice, le Cap-Vert, le Botswana,

l'Afrique du Sud, la Namibie, le Ghana et le Lesotho peuvent être considérés comme démocratiques, il y a une douzaine de régimes hybrides et plus de vingt régimes autoritaires ou dictatoriaux sur le continent. Cependant, contrairement à une idée reçue à la fin du xx^e siècle, l'Afrique n'est pas condamnée à ne pas connaître la démocratisation. La jeunesse, en contact avec le monde extérieur, se fait de plus en plus entendre et veut maîtriser son destin.

Pour aller plus loin

À la fin du xx^e siècle, le sida faisait craindre une dépopulation de l'Afrique. Elle connaît au contraire une très forte croissance démographique, source de satisfaction mais également porteuse de problèmes. La population du continent africain est passée de 476 millions d'habitants en 1980 à 1,3 milliard aujourd'hui. Elle devrait atteindre 2 milliards d'ici vingt ans et peut-être 4 milliards à la fin du siècle. L'Afrique est le seul continent qui accroît son pourcentage par rapport à la population mondiale. Elle en représentait 13 % à la fin du xx^e siècle, et ce chiffre devrait être de 40 % en 2100. Dans l'Afrique de l'Ouest et sahélienne, une telle démographie pourrait engendrer des difficultés, la croissance économique n'étant pas suffisante pour soutenir la croissance démographique. Il existe ainsi un risque de maintien du sous-développement. L'espérance de vie africaine est de 63 ans, contre 72 au niveau mondial.

Un secteur tertiaire en développement

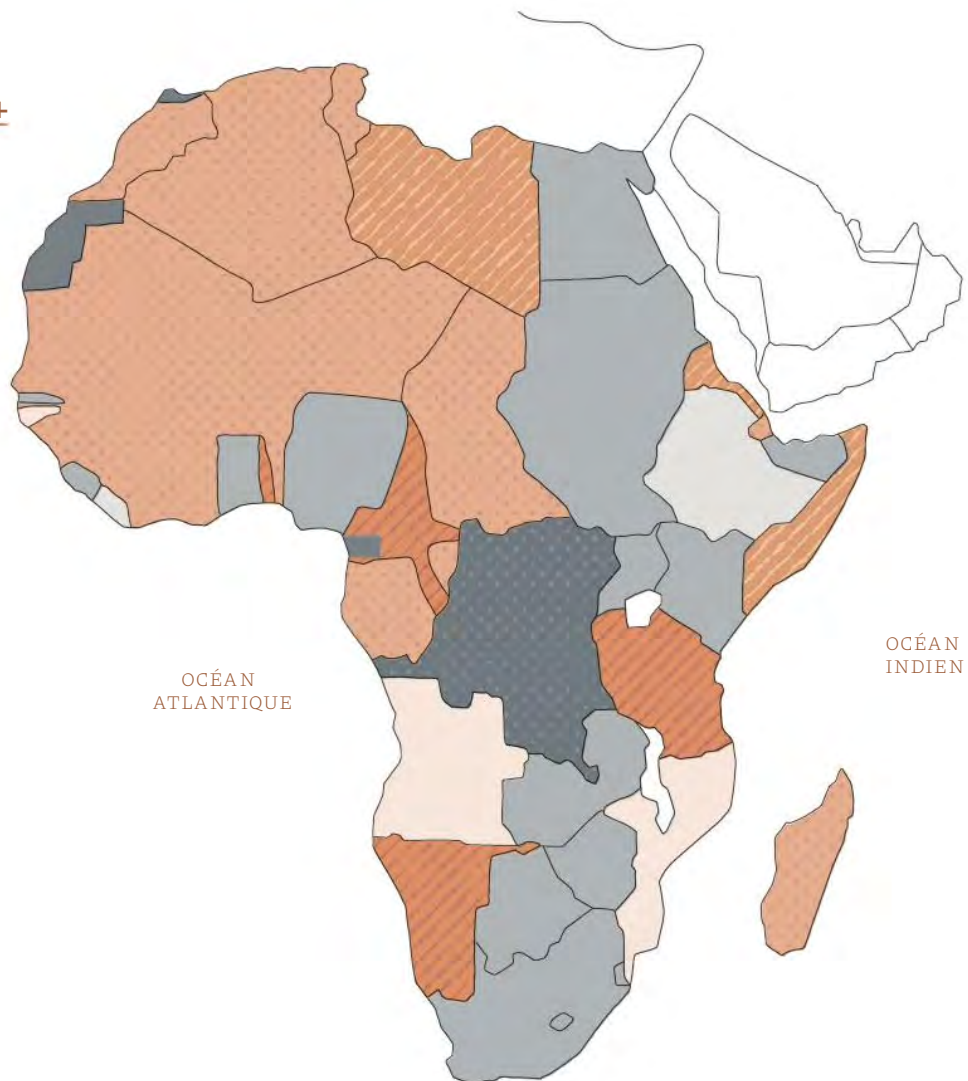
Si l'agriculture demeure la principale source d'emploi en Afrique (17 % du PIB, 50 % de l'emploi), le secteur des services se développe et représente aujourd'hui 56 % du PIB. Les emplois tertiaires ont augmenté de 40 % depuis le début du xxi^e siècle. Le potentiel industriel reste peu développé du fait de la faiblesse des infrastructures (transports, télécommunications, énergie). L'absence d'industrie de transformation empêche l'Afrique de profiter pleinement de ses ressources abondantes en matières premières. Mais de nombreux pays africains restent dépendants de fournisseurs extérieurs pour les céréales, ce qui a produit une crise lors de la guerre en Ukraine.

GÉOPOLITIQUE DE L'AFRIQUE

Partage de l'Afrique en 1914

Colonies

-  belges
 -  britanniques
 -  françaises
 -  allemandes
 -  portugaises
 -  italiennes
 -  espagnoles
-
-  États indépendants



Les Afriques

On peut distinguer quatre grandes zones dans l'Afrique subsaharienne.

L'Afrique de l'Ouest a été colonisée par les Français et les Britanniques : Mali, Niger, Sénégal, Togo, Côte d'Ivoire, Cameroun pour les premiers ; Gambie, Sierra Leone, Ghana, Nigeria pour les seconds. Le Cap-Vert et la Guinée-Bissau l'ont été par les Portugais. Quant au Liberia, c'est un cas unique : il fut créé à la fin du XIX^e siècle par des esclaves affranchis, de retour des États-Unis.

L'Afrique centrale est dominée par le géant de la République démocratique du Congo (RDC), souvent qualifié de « scandale géologique » du fait de la richesse de son sous-sol en matières premières. Ce pays a subi une colonisation très violente de la part de la Belgique puis le gouvernement autoritaire et corrompu de Mobutu pendant la guerre froide, avant les soubresauts du génocide rwandais. Une guerre menée par les puissances voisines pour s'approprier les richesses du pays a fait 4 millions de morts entre 1996 et 2003. La RDC est encore traversée aujourd'hui par les violences de groupes armés, et les richesses du sous-sol ne sont toujours pas mises au service de la population.

L'Afrique de l'Est comprend le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Soudan et le Soudan du Sud – qui s'est détaché du Soudan en 2011 –, l'Éthiopie, l'Érythrée, Djibouti (ancienne colonie française) et la Somalie.

L'Afrique australe fut marquée par les dernières guerres coloniales en Afrique et l'existence de régimes ségrégationnistes en Afrique du Sud, au Zimbabwe et en Namibie. L'Angola et le Mozambique, riches en matières premières, connaissent une croissance rapide.

Le génocide des Tutsis au Rwanda

En 1994, des extrémistes hutus se livrent à un génocide sur la minorité tutsie et les Hutus modérés. Il y eut plus de 800 000 morts. Kagame, un Tutsi, y met fin en gagnant la guerre contre le régime génocidaire. Grâce à une gestion efficace, à l'aide internationale et avec le pillage de la RDC voisine, la réussite économique du pays est exemplaire... Mais Kagame fait taire toute opposition au nom de la mémoire du génocide.

Pour aller plus loin

Délaissée par tous à la fin du XX^e siècle car représentant le continent des guerres civiles, de la corruption et du sida, l'Afrique est de nouveau très courtisée. Ses matières premières, son potentiel agricole suscitent les appétits des puissances extérieures. Sur le plan diplomatique, les 54 voix qu'elle représente aux Nations unies sont convoitées. Les anciennes puissances coloniales européennes y sont toujours actives, la France ayant même la volonté de ne pas se limiter à l'Afrique francophone. Les États-Unis y sont présents pour des raisons liées à la lutte contre le terrorisme et au secteur pétrolier. La Russie y a fait un retour en force, notamment par le biais d'un corps sécuritaire. Du temps de Lula, le Brésil était très actif en Afrique. Le Japon et la Chine s'y disputent matières premières et voix à l'ONU. La Chine a aussi mis en place une politique extrêmement active de construction d'infrastructures, et a considérablement renforcé sa présence.

Les grandes puissances africaines

L'Afrique du Sud est un pays à part dans le continent africain, par son peuplement, son économie, son histoire et l'aura qui s'en dégage. Avec 58 millions d'habitants, elle arrive au 24^e rang mondial et se situe derrière la RDC (84 millions), l'Éthiopie (110 millions) et le Nigeria (196 millions). Son PIB est de 351 milliards de dollars ; elle est devancée par le Nigeria (448 milliards) mais devance largement l'Éthiopie (92 milliards) et la RDC (50 milliards).

L'Afrique du Sud voudrait intégrer le Conseil de sécurité de l'ONU comme membre permanent. Elle a intégré le G20 et fait partie des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), qui représente un contrepoids important face au G7. Elle bénéficie du prestige d'avoir démantelé de façon pacifique le système d'apartheid, au début des années 1990. Le leader noir Nelson Mandela, libéré en 1990, est devenu président en 1994 et a fait prévaloir la réconciliation sur le désir de vengeance, ce qui a permis à la minorité blanche de rester en Afrique du Sud. Cela a permis également d'éviter la désorganisation et la ruine du pays, comme au Zimbabwe voisin. Cependant, s'il n'y a plus de discrimination juridique, de profondes inégalités sociales demeurent : un quart de la population est au chômage et 40 % vit en deçà du seuil de pauvreté.

L'Afrique du Sud est plus industrialisée que la plupart des pays du continent. Elle est la puissance régionale incontestée et dispose d'une puissance

militaire conséquente. Toutefois, les successeurs de Nelson Mandela n'ont pas eu son prestige ni son intégrité : Jacob Zuma a développé la corruption tout en empêchant la mise en place de réformes indispensables.

La crise globale de 2008 et la baisse du prix des matières premières a eu un impact extrêmement négatif sur l'économie sud-africaine. En février 2018, Cyril Ramaphosa, ancien compagnon de détention de Nelson Mandela, a accédé à la présidence sur la promesse d'une réduction des inégalités et de la lutte contre la corruption, mais il peine à y parvenir. Du fait d'une diversification insuffisante, le Nigeria reste ainsi étroitement dépendant des cours du pétrole.

Pour aller plus loin

Le Nigeria conteste à l'Afrique du Sud le leadership africain. Il s'estime plus représentatif du continent et est, indéniablement, le leader de l'Afrique de l'Ouest. Il dispose d'importantes ressources pétrolières mais cette richesse a eu des conséquences négatives, entraînant la direction du pays par des régimes militaires corrompus et la disparition du secteur agricole. Le pays souffre aussi de fractures confessionnelles régionales historiques. Le groupe terroriste musulman Boko Haram fait régner l'insécurité dans une partie du pays, sur fond de discours antioccidental. Le président Buhari, élu en 2015 et réélu en 2019, veut lutter contre la corruption.

L'Éthiopie

L'Éthiopie est le plus ancien État indépendant d'Afrique. Elle accueille le siège de l'Union africaine. Elle est privée d'accès à la mer depuis la sécession de l'Érythrée en 1993, après une guerre sanglante. Le Premier ministre Abiy Ahmed, élu en 2018, rétablit la démocratie et fait la paix avec l'Érythrée. Il reçoit le prix Nobel de la paix mais réprime dans le sang une révolte sécessionniste au Tigre, avant d'accepter un cessez-le-feu.





E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

Pour les Européens, qui ont dominé le monde jusqu'au début du xx^e siècle, l'Orient est ce qui se situe à l'Est. On distingue le Proche-Orient de l'Extrême-Orient. Les Américains ont aussi imposé le terme de « Moyen-Orient », traduction de « Middle East ». Si le monde arabe en constitue le cœur, les trois puissances de la région ne sont pas arabes : il s'agit de la Turquie (qui se veut européenne), d'Israël et de l'Iran.

CHAPITRE 15

LE MONDE ARABO- MUSULMAN

PARTIE
RÉGIONALE

UN MONDE ARABE DIVISÉ

M
A
C
H
R
E
K

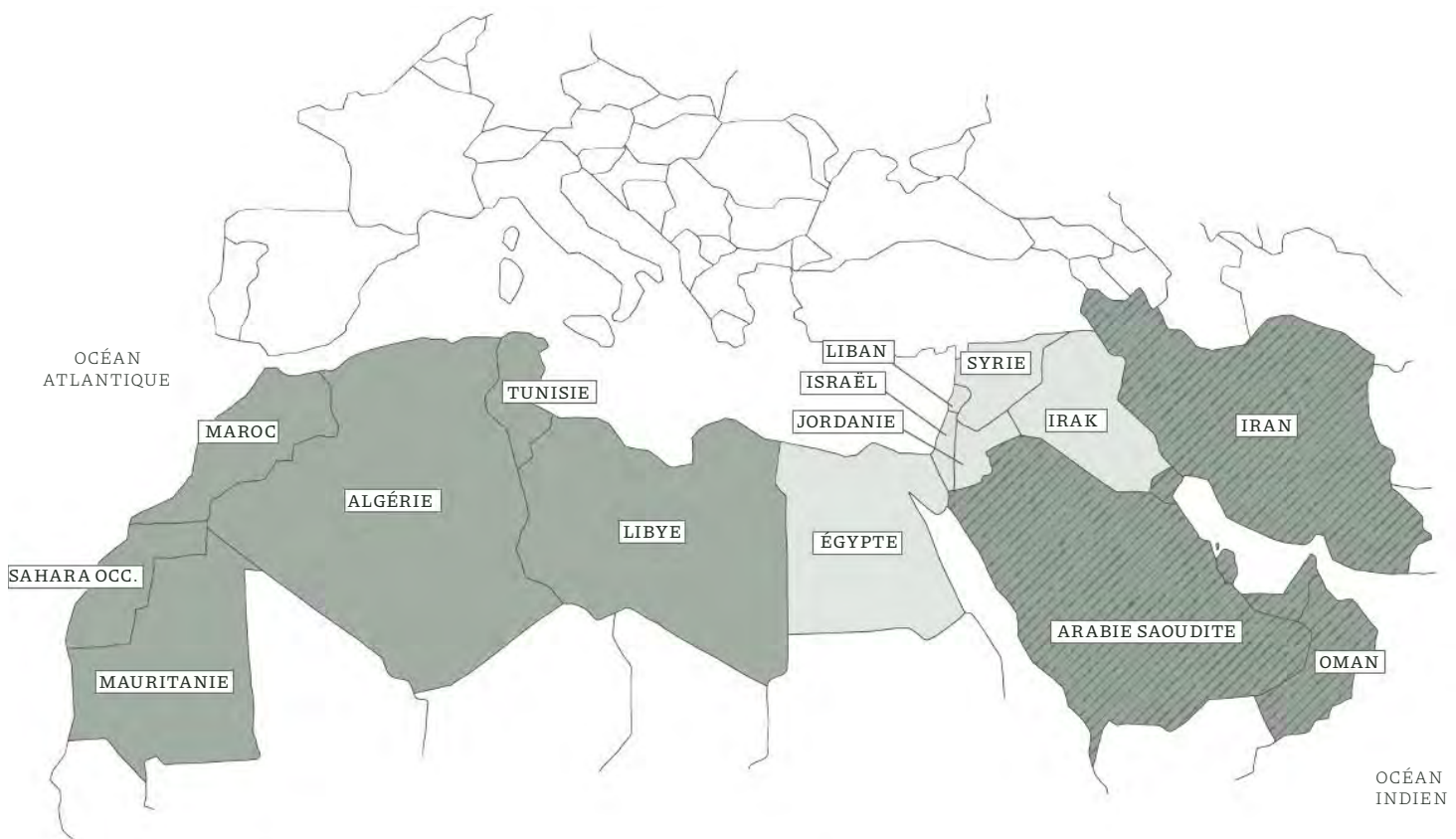
Le monde arabe a appartenu à l'Empire ottoman jusqu'à la disparition de celui-ci. Français et Britanniques avaient fait des promesses d'indépendance pour mobiliser contre cet empire, promesses qui n'ont pas été tenues, suscitant une grande frustration. Après la Seconde Guerre mondiale, les nations arabes ont refusé la création de l'État d'Israël, estimant qu'elles n'avaient pas à subir les conséquences du génocide juif commis par les Européens.

Il faut distinguer les pays pétroliers de ceux qui ne le sont pas, ceux à forte population de ceux à faible population, les alliés de l'URSS de ceux des États-Unis pendant la guerre froide, les monarchies des régimes républicains et nationalistes, etc. En outre, les 22 pays membres de la Ligue des États arabes ont plus souvent une unité de façade qu'une vraie solidarité. Leur richesse pétrolière a par ailleurs aiguisé les appétits des puissances extérieures.

Le monde arabe aime célébrer son unité alors qu'il est profondément divisé. Il est certes uni par la langue arabe, par l'islam – même s'il existe de fortes minorités chrétiennes (en diminution) – et par l'histoire, mais il est

divisé politiquement, économiquement et géographiquement. Sur ce point, il faut aussi distinguer le Maghreb du Machrek et des pays du golfe arabo-persique.

Le Maghreb – « pays du Couchant » – correspond au Nord de l'Afrique à l'exception de l'Égypte. La Libye a été colonisée par les Italiens ; l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie par la France. Le Machrek – « le Levant » – comprend l'Égypte, la Jordanie, l'Irak, le Liban, la Syrie et la Palestine. La région est historiquement marquée par les accords Sykes-Picot, des noms des fonctionnaires britannique et français qui ont délimité les frontières après la Première Guerre mondiale, revenant sur les promesses d'indépendance faites au peuple arabe. La France contrôlait alors le Liban et la Syrie, la Grande-Bretagne l'Irak, la Transjordanie et la Palestine.



Le monde arabe

● Pays du Maghreb

● Pays du Machrek

● Pays du golfe Arabo-Persique

L'Arabie saoudite fut créée en 1932 ; le reste du Golfe resta sous influence britannique et les indépendances survinrent au début des années 1970. Les petits États à faible population qui se créent alors vont devenir très riches à la suite du choc pétrolier de 1973-1974. Ces émirats se regroupent pour former la fédération des Émirats arabes unis, que le Qatar et Bahreïn refusent de rejoindre. Oman et le Koweït deviennent indépendants.

La Turquie, voisin encombrant

Les relations de la Turquie avec le monde arabe, qui appartient à l'Empire ottoman, sont compliquées. La Turquie se veut européenne. Membre de l'OTAN, elle a conclu une alliance stratégique avec Israël pour y mettre fin au moment où certains pays arabes, dont l'Arabie saoudite, s'en rapprochaient. Le président Erdogan dispute par ailleurs à l'Arabie saoudite le rôle de leader du monde sunnite.

Pour aller plus loin

De retour de Yalta, en février 1945, Roosevelt rencontre le roi Ibn Saoud sur le navire américain Quincy. Ils y concluent, pour soixante ans, un accord selon les termes duquel l'Arabie saoudite s'engage à fournir aux États-Unis un pétrole abondant et bon marché, en échange de la protection du régime saoudien. Ce pacte unit deux pays dont les régimes sont radicalement différents : une monarchie répressive, rigoriste et obscurantiste ; une démocratie américaine ouverte au monde.

Dans les années 1980, l'Arabie saoudite augmente sa production pétrolière pour faire baisser les cours et mettre l'Union soviétique en difficulté. Après l'annexion du Koweït par l'Irak, les Américains déploient leurs troupes sur le sol saoudien. Des islamistes radicaux vont alors condamner la soumission de Riyad à Washington. Onze des quinze terroristes du 11-Septembre étaient saoudiens. Le pacte du Quincy a été renouvelé en 2005. Le président Biden a voulu prendre ses distances avec le royaume au nom des droits de l'homme avant de s'en rapprocher de nouveau pour faire face à la crise de l'énergie après le déclenchement de la guerre en Ukraine. Mais c'est désormais l'Arabie saoudite qui peut affirmer son désir d'indépendance et développer une relation d'indépendance.

CONFLITS ET TENSIONS

Un déficit démocratique

Pendant très longtemps, le monde arabe n'a été composé que de régimes autoritaires. Washington ne mettait pas en cause la nature du régime politique de ses alliés afin de mieux contrer l'influence soviétique. Son soutien au régime ultrarépressif de l'Arabie saoudite était un symbole. Moscou n'offrait pas, pour sa part, un modèle démocratique à ses alliés. La nécessité affichée de lutter contre l'ennemi israélien, même pour les pays qui n'étaient pas directement en guerre contre lui, a aussi justifié la mise en place de régimes militaires avec des services de renseignement tout-puissants, et une répression sévère de toute contestation.

Le développement de l'éducation et la perte du monopole des gouvernements sur l'information, avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication, sont venus ébranler ce paysage. Les Tunisiens ont été les premiers, en 2011, à renverser Ben Ali, au pouvoir depuis vingt-quatre ans, et à établir une démocratie. Ils ont été suivis par les Égyptiens, un mois plus tard, qui ont renversé Moubarak, au pouvoir depuis vingt-sept ans. On a parlé d'un « Printemps arabe » et on a cru que tous les régimes allaient tomber, mais il n'en a rien été.

Un coup d'État militaire a mis fin, en 2013, à l'expérience démocratique chaotique égyptienne, et un régime encore plus répressif qu'auparavant y a été rétabli. En Syrie, Bachar el-Assad a noyé dans le sang la révolution démocratique et a conservé le pouvoir au prix de la destruction de son pays.

Une révolte a été écrasée au Bahreïn. L'abondance des moyens a permis aux autres États du Golfe de satisfaire les besoins matériels de la population.

Le roi du Maroc, bénéficiant de son statut monarchique et religieux, a anticipé une relative ouverture politique pour éviter une trop forte contestation.

En Libye, une intervention militaire en 2011, censée protéger la population, a abouti à un changement de régime, et le chaos s'est installé.

L'Irak ne s'est toujours pas remis de l'intervention américaine de 2003.

L'Algérie a connu une terrible guerre civile dans les années 1990 qui a longtemps tétanisé les aspirations démocratiques de la révolution, avant que celle-ci ne redémarre fortement en 2019.





Le chaos stratégique

Si l'opposition à Israël a longtemps été un facteur d'unité du monde arabe, celui-ci a volé en éclats dans la période récente. Les révoltes internes et le jeu des puissances extérieures ont toujours conduit à un éclatement stratégique du monde arabe. La fin du clivage de la guerre froide n'a pas mis un terme à cette désunion, les divisions internes restant très fortes.

L'Irak s'est présenté comme un bouclier contre l'Iran dans la guerre qu'il a menée contre lui entre 1980 et 1988. Mais il a ensuite envahi le Koweït et la quasi-totalité des pays arabes, a soutenu les interventions militaires sous l'égide de l'ONU.

La méfiance est restée vive entre les monarchies du Golfe et les régimes nationalistes. Le Maroc et l'Algérie ont leur frontière fermée. La Syrie et l'Irak sont des ennemis traditionnels ; cela était déjà le cas quand ils avaient tous deux des régimes nationalistes et laïcs. En 2017, l'Arabie saoudite a organisé un blocus contre le Qatar, accusé d'être trop proche de l'Iran – blocus levé en 2021.

L'opposition est tellement forte entre l'Arabie saoudite et l'Iran qu'elle a justifié le rapprochement de Riyad avec Tel-Aviv. Après la Révolution islamique de 1979, les pays arabes du Golfe ont craint que Téhéran ne s'appuie sur les minorités chiites pour étendre son influence. Les pays arabes du Golfe ont alors vu l'Iran comme une menace. Mais l'opposition n'est pas simplement celle des pays sunnites contre l'Iran chiite. Le clivage existe, historiquement, entre l'Empire perse et le monde arabe, entre des régimes monarchiques et une république, entre des régimes proaméricains et un régime qui voit dans les États-Unis le « Grand Satan » et, enfin, entre des régimes conservateurs et un régime qui s'affiche comme révolutionnaire.

Pour aller plus loin

La solidarité avec le peuple palestinien a longtemps été un axe central des diplomaties arabes. Mais le soutien était, souvent, plus verbal que réel. En revanche, il était extrêmement ancré dans les populations qui voyaient, dans le sort fait aux Palestiniens, la preuve de l'hypocrisie des Occidentaux, plaidant pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes mais ne le respectant pas. Des intérêts nationaux divergents, la lassitude et, plus récemment, la perception de la menace iranienne ont fait voler en éclats ce front commun.

L'Égypte a reconnu Israël pour récupérer le Sinaï et obtenir une aide américaine, la Jordanie pour être protégée par Washington. En 2020, les Émirats arabes unis et le Bahreïn l'ont également fait devant la menace iranienne, de même que le Maroc, afin que les États-Unis reconnaissent ses droits souverains sur le Sahara. Enfin, le Soudan a reconnu Israël pour faire lever les sanctions américaines contre lui.

L'absence de leader régional

Il n'y a pas de pays leader dans le monde arabe. L'Arabie saoudite a un régime trop singulier ; l'Irak a été détruit ; l'Égypte est affaiblie par ses difficultés économiques et politiques et l'Algérie, trop isolée, est également en proie à d'énormes difficultés internes. Nasser n'a pas eu de successeur.



E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

Concept maintes fois théorisé,
elle a du mal à se faire une place
dans le principe de réalité
des relations internationales,
tant les rivalités sont
persistantes. Elle reste
cependant un objectif dans
un monde globalisé qui cherche
à se doter d'institutions
permettant une gouvernance
collective, cohérente, solidaire
et en accord avec les défis
du xxi^{e} siècle.

CHAPITRE 16

LA GOUVERNANCE MONDIALE

UN GOUVERNEMENT MONDIAL ?

La notion de gouvernance mondiale implique une volonté de gestion supranationale de certaines thématiques. Tout d'abord pensée pour sortir de siècles d'affrontement, la notion de fédération mondiale trouve sa mise en application avec la Société des Nations, créée par le traité de Versailles en 1919, au lendemain de la Première Guerre mondiale. Plusieurs défauts, dont un manque de structure juridique adéquate et une trop grande prépondérance européenne, en font un premier essai non concluant.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la guerre froide freine toute construction de gouvernance mondiale. Ce n'est qu'après la chute du mur de Berlin que les relations internationales se teintent à nouveau d'optimisme. Le clivage bipolaire ne fonctionne plus sur le mode conflictuel et, pour la première fois depuis presque un siècle, la menace d'un affrontement en Europe a disparu.

Pour aller plus loin

Lors de la guerre du Golfe en 1990-1991, pour la première fois, les dispositions de la charte des Nations unies concernant la sécurité collective sont appliquées. C'est un conflit légal, décidé par le Conseil de sécurité, qui a mené à la libération du Koweït, alors annexé par l'Irak.

Il y a eu un moment d'optimisme où l'on a cru que le monde pourrait enfin voir la liberté et les droits de l'homme respectés par toutes les nations, comme cela avait été écrit par les fondateurs des Nations unies presque un

demi-siècle auparavant. Un espoir rapidement déçu avec l'éclatement de l'Union soviétique en décembre 1991 qui précède des bouleversements sur la scène internationale. Pendant les années 1990, Boris Eltsine mène la Russie au bord de la faillite, avec un PIB qui diminue de moitié entre 1990 et 2000. C'est Vladimir Poutine qui, profitant de l'augmentation du cours des matières premières énergétiques et de nouvelles techniques de prospection (exploitation de gisements de gaz et de pétrole dans la zone arctique), redonne son lustre à la Russie. Jusqu'au moment où, se sentant exclu de la scène internationale par l'Occident, il vient se replacer sur l'échiquier politique en envahissant l'Ukraine en février 2022.

Qu'est-ce que les BRICS ?

Cet acronyme regroupe le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud et désigne les puissances émergentes du début du ^{xxi}^e siècle. La Russie est plutôt en réémergence, l'Afrique du Sud une puissance régionale qui a rejoint le club en 2011, la Chine dans une phase de renaissance... Cependant, leur place dans l'économie mondiale a fortement augmenté. De 16 % du PIB mondial en 2001, elles ont atteint 25 % en 2018 et 42 % de la population mondiale.

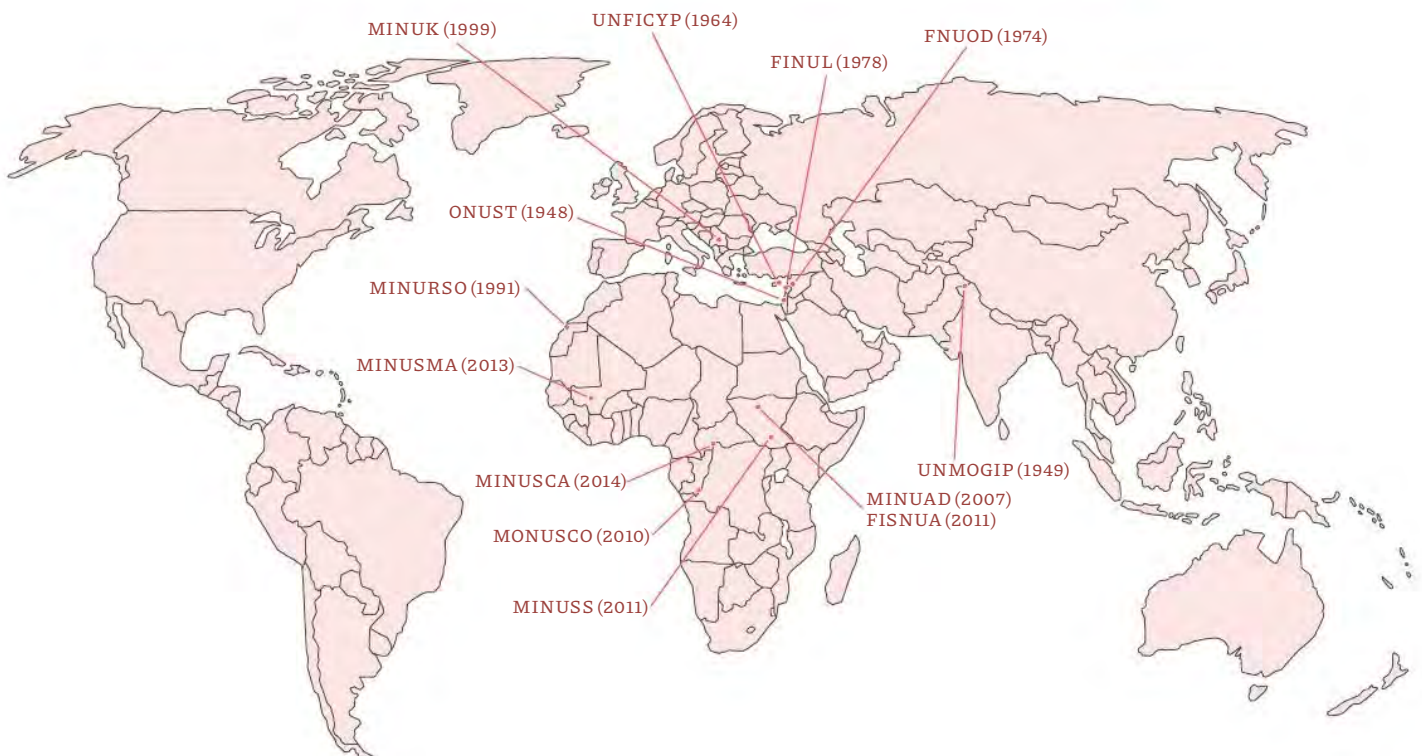
Pendant ce temps, les États-Unis, choqués par les attentats du 11-Septembre sur leur territoire jusqu'à ce jour inviolé, répondent par l'émotion en lançant une guerre en Irak en 2003. Contrairement à la première, non seulement cette guerre est dénoncée par la communauté internationale, mais aussi non autorisée par le Conseil de sécurité. Cette intervention signe le début de l'impopularité des États-Unis à travers le monde.

Petit à petit, l'hégémonie américaine, qui se considérait alors comme le « gendarme du monde », avait perdu de son influence conventionnelle ; le *soft power* américain résista un peu mieux (cf. chapitre « Les États-Unis »). À côté de cela, les puissances émergentes commencèrent à faire entendre leurs voix sur le principe d'un Conseil de sécurité des Nations unies qui devenait obsolète, se fondant sur un ordre établi à la fin de la Seconde Guerre mondiale, soit soixante-dix ans auparavant. L'Allemagne, l'Afrique du Sud, le Japon, l'Inde, le Brésil réclamèrent une révision du Conseil de sécurité avec une meilleure représentation de l'Afrique, de l'Amérique latine et des réalités contemporaines. La demande fut déboutée par la Chine et les États-Unis qui ne souhaitaient et ne souhaitent toujours pas renforcer la légitimité de cet outil « supranational ».

Dans un monde que l'on pensait à vocation multipolaire, l'Histoire ramène une nouvelle fois une structuration bipolaire avec l'antagonisme sino-américain. Cependant, le caractère économique et non idéologique du « conflit » et la très forte interconnexion de l'économie mondiale posent question sur les répercussions qui en découleront. D'un autre côté, lorsque l'Occident pose de nouvelles contraintes sur une Russie belligérante, il pense emmener le monde avec lui. Une désillusion qui prend racine dans une fracture Nord/Sud présente depuis quelques années déjà et consolidée par l'inéquité vaccinale de 2021, qui confirme la multipolarité de ce début de XXI^e siècle.

Au début des années 1990, alors que l'on croyait l'idéologie libérale et démocratique grand vainqueur de l'Histoire, on pronostiqua la fin de celle-ci. Pourtant, trente ans plus tard, il n'y a toujours pas de communauté internationale. Nous avons déjà rencontré ces ennemis qui auraient dû nous faire frères par deux fois déjà... le changement climatique et la pandémie de la Covid-19. Mais il n'en ressort que nationalisme et une grande difficulté à penser le multilatéralisme.

Opérations de maintien de la paix de l'ONU en 2022





Une société mondiale ?

Avant de parler de société mondiale, il nous faut revoir la trajectoire qu'a suivie l'humanité jusqu'à aujourd'hui. En moins de 400 ans, nous sommes passés du royaume à une société mondialisée.

La double révolution du numérique et des transports a créé l'illusion que le monde allait devoir se passer de frontières. Le rapport au temps et à l'espace a été bouleversé. L'immédiateté des moyens de communication permet de suivre en temps réel ce qu'il se passe de l'autre côté du globe, et les progrès du chemin de fer puis plus récemment de l'aviation nous ont permis de faire en moins de vingt-quatre heures un trajet qui prenait trois mois auparavant. Le monde est finalement devenu ce village globalisé dont on a tant entendu parler. Mais est-ce vraiment le cas ?

D'un point de vue occidental, la mondialisation semble signifier l'adoption des valeurs occidentales par l'ensemble des États. On attendait une universalité des droits de l'homme, de la démocratie, mais aussi du libéralisme économique, en pensant naïvement que les liens d'interdépendance entre nos économies primeraient sur les velléités conflictuelles. L'Occident a joué sur son capital attractif, une société dépourvue de guerre, un développement qui permettrait de sortir du système de survie pour enfin vivre. Cet environnement attire toujours autant, mais apporte également son lot de déceptions (cf. chapitres « Les migrations » et « Le terrorisme »).

La mondialisation des sociétés existe bien par le partage d'une même envie, celle de vivre sa vie comme chacun l'entend. Sauf que nos envies sont toutes

différentes... c'est le principe de la diversité des cultures et des individus. En ce sens, la mondialisation n'a fait que rapprocher des antagonismes qui parfois provoquent incompréhension, haine et conflits.

Pour aller plus loin

En 2022, presque les deux tiers de la population mondiale avait accès à Internet, la pandémie ayant permis un « boost de connectivité » et un recours plus important au numérique (+ 0,8 milliards de connectés), mais les conséquences économiques des confinements freinent cette amélioration. Une fracture numérique demeure : au niveau international, avec les régions d'Afrique, d'Asie du Sud-Est et des Caraïbes qui affichent les plus faibles taux de connexion, mais également au niveau national, à travers les différentes régions et couches socio-professionnelles de la population.

Cependant, les nouvelles technologies – radio et télévision dans un premier temps – ont érigé un modèle unique à travers la planète qui pouvait créer une globalisation... l'union du vécu. Tout le monde se souvient des images du 11-Septembre ou des premiers pas sur la Lune (même si vous êtes né après). Cependant, l'avènement des nouvelles technologies, les réseaux sociaux et la multiplication de chaînes locales et régionales d'informations ont permis de renouer avec le local, la tradition et sa propre culture.

Sans oublier que, malgré la multiplication des moyens de transport, la très grande majorité de la population (96 %) vit toujours dans son pays d'origine, cassant le mythe d'une société mondialisée uniforme.

Qu'est-ce que l'acculturation ?

Risque majeur de la mondialisation, l'acculturation est l'assimilation partielle ou totale d'une culture ou d'un individu au profit d'une autre culture.

Si l'idée d'une société similaire peut sembler souhaitable, c'est aussi le risque de voir émerger des problématiques propres à son fonctionnement telles que le vieillissement de la population et le manque de main-d'œuvre, ce qui s'est observé à chaque phase de déclin dans l'histoire de l'humanité (sur l'île de Pâques, dans l'Empire romain d'Occident...). Alors que, dans un réel climat de bienveillance, l'Autre est source de richesse.

ET DEMAIN ?

Les événements tels que la pandémie de 2020 ou le changement climatique devraient renforcer cette notion de société mondialisée. Nous sommes physiquement tous égaux devant ces deux problématiques, et c'est seulement lorsque l'on saura trouver une solution coordonnée au niveau international que l'on pourra faire face à ces défis. En prenant nos différences comme excuses pour ne pas faire l'effort de mutualiser nos forces, nous creusons le lit de nos difficultés.

Autant au niveau des gouvernements qu'au niveau des sociétés, il y a une véritable volonté de mutualiser les efforts et d'aller vers une société mondiale, mais les idées ne suffisent plus. Les États-nations, devant les conflits, ont créé des organismes internationaux tels que la galaxie onusienne et toute sa déclinaison thématique : l'OMS pour la santé, l'UNESCO pour la culture et l'éducation, l'OIT pour le travail... À côté de cela, le FMI, la Banque mondiale et l'OMC viennent consolider ce qui peut sembler un château de cartes tant leur légitimité paraît fragile sur la scène internationale. Ces organisations sont critiquées mais, loin des radars des médias, elles parviennent à nous faire avancer vers un « monde meilleur ». Les objectifs du développement durable (entre autres) affichaient certaines réussites, stoppées net par la pandémie en 2020 puis par le conflit russo-ukrainien en 2022. La sous-nutrition, la pauvreté et la santé en sont les plus grandes victimes. Cependant, il est important de comprendre que les organismes onusiens n'ont et n'auront toujours que le pouvoir que leurs États membres voudront bien leur donner. Il semble qu'aujourd'hui encore aucune nation ne se sente assez en confiance pour plaider pour un multilatéralisme plus fort et plus efficace.

À côté de cela et devant l'incapacité des États à résoudre les problèmes de ce monde, la société civile s'est structurée. Associations, organisations non gouvernementales, comités d'habitants... s'organisent pour répondre au niveau local, là où l'État et/ou la communauté internationale font défaut.

La régulation mondiale par le poing

La gouvernance mondiale devrait dans l'idéal être dirigée par le droit. Elle est aujourd'hui toujours principalement régie par le rapport de force.

Pour aller plus loin

Au-delà de tout cela, nous ne pouvons pas envisager la société de demain sans prendre en considération l'importance grandissante des entreprises numériques. Les plus puissantes d'entre elles ont déjà un chiffre d'affaires supérieur au PIB de certains États et ont quitté leurs domaines initiaux d'expertise pour prendre part à la gouvernance mondiale. On parle de Microsoft qui, à travers la fondation Bill-et-Melinda-Gates, finance l'OMS et travaille aux programmes de vaccination contre les maladies infantiles dans les pays à revenus faible et intermédiaire, de Google qui investit dans l'agriculture pour optimiser les rendements, mais aussi collecter encore plus de données... Des entreprises réseaux globalisées qui créent en filigrane de la politique internationale une véritable société mondialisée.





E
N

2
0

S
E
C
O
N
D
E
S

De la cognée à la bombe atomique, la guerre porte en elle les valeurs que l'humanité a cru bon de défendre au prix du sang au fil des siècles. Un territoire, un royaume, un honneur, une idée, des informations... Mais la guerre, c'est avant tout le constat d'un échec de communication et de compréhension.

CHAPITRE 17

LES GUERRES

LA GUERRE DU FEU

CIVILS

Depuis l'origine de l'humanité, les groupes d'hommes se sont fait la guerre... S'il y a permanence de la convoitise, son objet diffère dans chaque conflit. Un territoire – de chasse ou agricole –, la possession d'outils (le feu), de richesses... L'impact et le coût humain des conflits n'a cessé d'augmenter avec le perfectionnement de l'armement jusqu'à la notion paradoxale de guerre « zéro mort » dont veulent se prévaloir certaines puissances aujourd'hui. La Première Guerre mondiale fit 10 millions de morts parmi les soldats ; la seconde entre 60 et 70 millions, dont plus de la moitié furent des civils... L'arme nucléaire, qui a fait la démonstration de sa puissance de destruction en clôturant la Seconde Guerre mondiale (cf. chapitre « *Le nucléaire* »), a mené les conflits interétatiques à un tournant.

Après avoir longtemps été des guerres interpersonnelles au temps des monarchies, les conflits ont opposé les nations à la suite des traités de Westphalie et de la Révolution française. Au xx^e siècle, les conflits revêtirent une couverture idéologique (cf. chapitre « *Un monde bipolaire* ») : on affirme qu'on ne se bat plus pour un territoire mais pour une idée.

Certains ont pu voir dans la fin de la guerre froide la fin de l'histoire (y compris la fin des conflits), mais nous n'étions en réalité que devant un nouveau virage de celle-ci. Après « l'idéologie », le xxi^e siècle augurait un choc des civilisations. Cependant, force est de constater que dans les faits, les conflits de ce début de xxi^e siècle sont le plus souvent à l'intérieur d'un bloc civilisationnel et non entre blocs : la guerre Irak-Iran qui illustre bien la multiplicité de l'Islam où l'élément commun ne suffit pas à éviter le facteur de dissociation, ou le conflit russo-ukrainien, véritable guerre fratricide. C'est également vrai pour l'Asie « confucéenne » ou la « civilisation africaine » qui se démarque par sa diversité, et des guerres civiles intestines.

Pour aller plus loin

La guerre, qui faisait partie d'une modalité usuelle des relations internationales, devient illégale en 1928 suite au pacte Briand-Kellog et à la charte de l'ONU.

Selon le chapitre 7 de la charte des Nations unies, deux exceptions l'autorisent : le cas de légitime défense et celui d'une guerre décidée par le Conseil de sécurité. Cependant, la guerre froide fut un obstacle majeur dans cette application et les conflits sont devenus de plus en plus intra-étatiques. Tant et si bien qu'entre 1945 et 1989, on a pu comptabiliser 160 conflits à travers le monde, faisant plus de 40 millions de morts.

À la question « pourquoi la guerre ? », on pourrait ainsi ajouter « quelle guerre aujourd'hui ? »... Le xx^e siècle, avec l'évolution des relations internationales, l'échec de la Société des Nations en tant que première organisation supraétatique, mais aussi la construction de son successeur – l'ONU (Organisation des Nations unies), aussi imparfaite soit-elle –, a permis une diminution des conflits interétatiques, mais aussi l'émergence d'un autre type de guerre.

La guerre froide, un conflit idéologique ?

L'antagonisme idéologique que l'on retrouve entre l'Union soviétique et les États-Unis pendant la guerre froide est réel. Cependant, sous ce vernis, il s'agit bien d'un conflit géopolitique. Il n'était pas acceptable pour les États-Unis de voir une puissance en position de contrôler la totalité du continent eurasiatique. Pour mobiliser les opinions et les soutiens dans cette bipolarisation du monde, il était plus facile de mettre en avant la défense des libertés et de la démocratie. Il est fort probable que si l'Union soviétique avait su réformer le communisme pour se séparer de ces agissements liberticides et agressifs, le conflit aurait pris une tout autre forme.

O N U



NOUVELLES CONFLICTUALITÉS

Les menaces traditionnelles ont laissé place au conflit de type asymétrique : un groupe armé, auteur d'actes terroristes, face à un État ou une coalition dotés d'une puissance militaire traditionnelle qui bien souvent se révèle inefficace dans cette configuration. Cette conflictualité est toujours d'actualité, notamment dans la bande sahélienne. Le terrorisme risque quant à lui de rester très présent dans les prochaines années, même si le nombre de décès annuel qui lui est dû diminue depuis 2014.

Des menaces hybrides combinant modes d'action asymétriques, moyens de niveau étatique et capacités de haut niveau technologique voient le jour. Ce phénomène est compliqué par le recours de certains États aux sociétés militaires privées leur permettant d'avancer masqués et de s'assurer de la non-attribution de leurs actions et exactions (relâchement des normes sur les armements, violations du droit international...).

Aujourd'hui, la notion de guerre se transpose sur de nouveaux territoires. Après avoir conquis les territoires maritime et aérien, le conflit est aujourd'hui spatial et cybernétique (cf. chapitre « *Le monde cyber* »). On peut ainsi constater un usage moindre de la force tout en ayant une conflictualité accrue par le biais de cyberattaques ou de campagnes de désinformation. Dans ce nouveau type de conflit, une constance reste primordiale : l'information et son utilisation.

Les campagnes de désinformation sont en plein essor : 70 pays ont été ciblés de 2016 à fin 2019. S'il est difficile aujourd'hui de définir exactement leur impact, il est certain que les commanditaires y accordent de plus en plus de ressources et de financements. Une trentaine d'États ont aujourd'hui des équipes spécialisées dans la propagande en ligne : des simples « milices citoyennes » aux brigades d'environ 500 trolls au Venezuela (cf. chapitre « *Le monde cyber* »), jusqu'à la fameuse « 50 cent army » chinoise qui comptabiliserait 2 millions de potentiels cyberpropagandistes. La guerre de l'information devient une arme majeure contre les démocraties, même si certains analystes préfèrent la qualifier d'« outil de modelage » du contexte géopolitique, qui se doit d'être accompagné d'autres actions plus conventionnelles.

Cependant, les pays occidentaux ont montré leurs vulnérabilités quant à l'exercice lorsqu'en 2018 a été révélée l'utilisation de données personnelles de milliers d'utilisateurs du réseau Facebook pour favoriser l'élection de Donald Trump en 2016 aux États-Unis ou la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.



Nombre de satellites en 2012

Quel contrôle satellitaire ?



Dans cette évolution du conflit, si la sécurité des États s'améliore (les conflits interétatiques sont moins nombreux), celle de la population s'est détériorée. En consolidant les relations internationales, les tensions du monde contemporain se reportent sur les populations civiles : les guerres civiles dégénérant parfois jusqu'au génocide se sont multipliées ; le crime organisé touche de plein fouet la société civile à travers les mafias locales (enlèvement ciblé et règne de l'imposition par la peur). La décennie 2010-2020 a comporté plus de 170 000 violations graves commises sur des enfants lors d'un conflit (meurtres, mutilations, violences sexuelles, recrutements forcés...). Alors que la vie humaine n'a jamais été aussi précieuse, protégée par les droits de la personne, le droit humanitaire, le droit des réfugiés, le droit des enfants... elle n'a jamais été aussi exposée aux violences des conflits.

Explorer la notion de guerre met en avant ces tensions, ces contradictions et cette incompréhension. La guerre est multiple, elle a de nombreuses facettes (ses conditions d'apparition, sa forme, sa fonction, son but...). Entre actualité et transdisciplinarité, la guerre est pourtant au cœur de nos enjeux de terrain et de pensée.

Pour aller plus loin

Au-delà des multiples théorisations, le conflit russo-ukrainien a surpris le monde entier en ranimant le conflit interétatique sur le continent européen. Devant la multipolarisation du monde, l'émergence de nombreuses puissances sur la scène internationale impose à l'Occident une nouvelle grille de lecture des relations internationales, dans laquelle la géopolitique de l'émotion doit avoir toute sa place.

Le prochain triangle stratégique

Les trente prochaines années devraient voir l'émergence du triangle formé par les États-Unis, la Chine et la Russie qui mettront les puissances régionales au service de leur compétition. Le Moyen-Orient en est déjà une bonne illustration.

PUISSANCE ET ARROGANCE

Le concept de puissance sur lequel s'appuie notre éducation individuelle et sociétale transforme en compétition ce qui devrait être vécu comme une coopération. La violence ordinaire éducative fait passer dans l'inconscient collectif le message que, à court d'arguments, il reste toujours la loi de la jungle où le rapport de force permet de régler les conflits : le plus fort ou celui qui est en position de domination peut user de sa supériorité, non pour convaincre mais pour imposer son point de vue.

Définition de la guerre

« Tant que le caprice de quelques hommes fera loyalement égorger des milliers de nos frères, la partie du genre humain consacrée à l'héroïsme sera ce qu'il y a de plus affreux dans la nature humaine. »
Voltaire, *Dictionnaire philosophique*.

Alors que la réponse militaire ne permet que trop peu souvent une réponse politique satisfaisante, elle a cependant pour effet de satisfaire psychologiquement les populations qui ont le sentiment que les dirigeants font quelque chose et ne restent pas impuissants. Dans le fonctionnement des relations internationales d'aujourd'hui, la guerre reste un aveu d'échec, et bien souvent elle n'est pas couronnée de victoire.

Pour aller plus loin

Qu'est-ce qu'une victoire ? Plusieurs éléments définissent une victoire après un conflit. En premier lieu, une victoire est militaire, elle remplit les objectifs de guerre sur le terrain (reprenre le contrôle d'une région aux mains de

terroristes, par exemple). Cette victoire permet ensuite de gagner le volet politique en réalisant le but de la guerre (faire cesser la menace terroriste). Une victoire permet également de signer un accord durable avec l'ennemi en vue d'en faire un partenaire. Une victoire n'est pas durable en l'absence de mise en place d'un véritable partenariat. C'est ce qui s'est passé à la fin de la Première Guerre mondiale : en humiliant l'Allemagne, le traité de Versailles a porté en lui-même les racines du conflit de 1939-1945. L'ennemi d'hier doit être inclus dans le processus de paix. Dernière condition : en cas de nouveau litige, l'ancien ennemi renonce à l'usage de la force pour le régler.

Alors que les défis de ce siècle s'annoncent nombreux, le plus dur d'entre eux sera de changer le paradigme des relations internationales, la compétition devant laisser la place à la coopération. La pandémie de Covid-19 nous a montré en 2020 la nécessité d'une action coordonnée pour obtenir de véritables résultats. Ce qui nous semble déjà insurmontable n'est pourtant que le préambule de ce que va représenter le challenge de la lutte contre le réchauffement climatique : pas de perspective de vaccin contre la pollution ou les événements climatiques extrêmes. Pour envisager un avenir à nos petits-enfants, il va nous falloir le construire ensemble... et coopérer.

Si au lieu de transmettre l'envie de puissance et d'arrogance on pratiquait l'humilité et la coopération dans l'éducation des nouvelles générations, on pourrait peut-être penser des relations internationales autrement que par le biais de la compétition...





E
N
2
0
S
E
C
O
N
D
E
S

Le terrorisme est vécu, dans le monde occidental, comme la principale menace pesant sur la sécurité des citoyens. Il fait pourtant plus de victimes dans le monde musulman. L'angoisse qu'il suscite est sans commune mesure avec le nombre de morts dont il est responsable, mais il peut frapper chacun, en tout lieu et à tout moment. Le terrorisme est devenu un élément central des questions géopolitiques.

CHAPITRE 18

LE TERRORISME

HISTOIRE ET DÉFINITION

Un moyen pour des causes diverses

Le terrorisme n'est pas une entité mais un moyen d'action, comme un avion de combat ou un missile. L'expression « guerre contre le terrorisme » est donc ambiguë. Elle est cependant entrée dans le langage courant après avoir été utilisée par George W. Bush à la suite des attentats du 11-Septembre. Principalement lié aujourd'hui à l'islamisme, ce terme a été historiquement utilisé pour les causes les plus diverses.

Le terrorisme est un acte politique ; il doit donc être distingué des actes commis pour des motifs criminels. C'est un acte violent destiné à tuer et à semer la terreur (comme son nom l'indique) ; il est donc différent de la propagande. Il peut être ciblé – dirigeants, leaders politiques, groupes ethniques – ou s'en prendre aux civils, sans distinction.

À la fin du XIX^e siècle, les attentats sont le fait d'anarchistes ou de nihilistes. Les revendications nationalistes ont également suscité des attentats, notamment contre l'archiduc François-Ferdinand, prince héritier d'Autriche-Hongrie, assassiné par un nationaliste serbe, ce qui a déclenché la Première Guerre mondiale.

Dans l'entre-deux-guerres, les troubles des Balkans ont provoqué de nombreux attentats. Des groupes extrémistes juifs ont commis des attentats pour faire partir les Britanniques de la Palestine mandataire avant la création de l'État d'Israël en 1948. Par la suite, les groupes palestiniens ont également eu recours au terrorisme.

Dans la seconde partie des années 1960, il y a eu, en Allemagne, un terrorisme d'extrême gauche (incarné par la bande à Bader). De même en Italie, pendant les années de plomb (1970-1980). L'Algérie en a, pour sa part, terriblement souffert dans les années 1990, les attentats et la répression faisant plusieurs centaines de milliers de morts.

Basques, Irlandais, Sikhs (auteurs des premiers attentats-suicides, en Inde) et Arméniens ont eu également recours à ce moyen.

Aujourd'hui, ce sont avant tout des groupes islamistes radicaux, notamment Al-Qaïda et Daech (l'État islamique), qui y ont recours pour frapper les pays occidentaux et les régimes qui leur sont liés dans le monde musulman.



Récemment, des attentats ont été commis en Norvège (2011), en Nouvelle-Zélande (2019) et en Allemagne (2020), par des individus d'extrême droite voulant tuer des musulmans, des réfugiés ou des militants de gauche défendant leur cause.

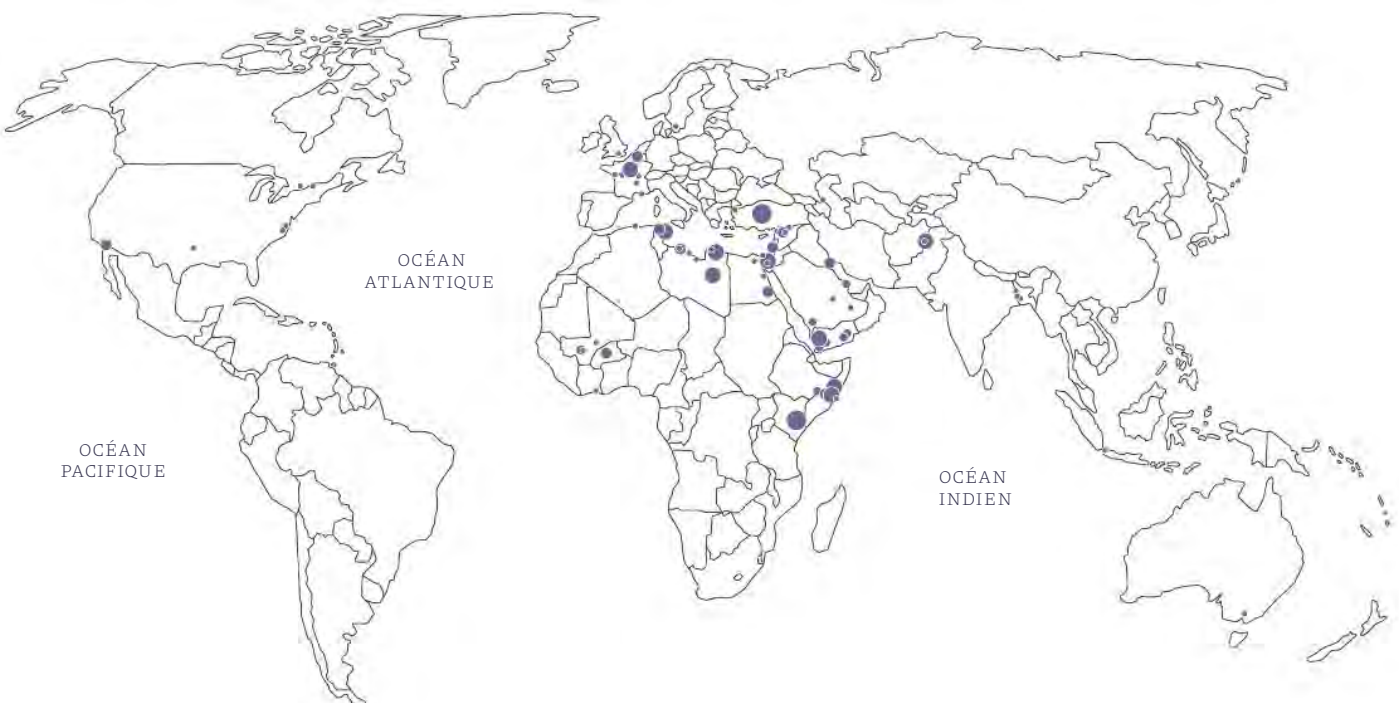
Pour aller plus loin

L'Israélien Yuval Harari fait une comparaison pour montrer que l'impact du terrorisme est en partie lié aux réactions qu'il suscite. Un éléphant se trouve dans un magasin de porcelaine, une mouche veut l'attaquer. La mouche n'a aucune chance de prendre le dessus sur l'éléphant mais elle l'agace et l'énerve et, à force, l'éléphant s'agite et fait des dégâts considérables dans le

magasin de porcelaine. La mouche, c'est Al-Qaïda, l'éléphant ce sont les États-Unis, et le magasin de porcelaine, c'est le Moyen-Orient. Après les attentats du 11-Septembre, les États-Unis ont surréagi et se sont lancés dans la guerre d'Irak, qui a produit des dégâts bien plus importants.

Un impact médiatique supérieur à son impact stratégique

En 1962, à la fin de la guerre d'Algérie où les attentats étaient nombreux, Raymond Aron écrivait que l'impact médiatique du terrorisme était sans commune mesure avec son impact stratégique. C'est encore plus vrai à l'heure des chaînes d'information en continu et des réseaux sociaux, qui relaient l'information de façon immédiate, globale, virale et angoissante.



Attentats dans le monde de 2014 à 2019

0 • • • • • 224+ morts

Une guerre asymétrique

Les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone, le 11 septembre 2001, qui ont fait 3 000 morts, sont venus frapper les États-Unis pour- tant au sommet de leur puissance. En attaquant Pearl Harbor, en 1941, les Japonais n'ont pas atteint le territoire continental américain qui, dans l'histoire des États-Unis, n'avait pas été attaqué depuis... 1812. Les attentats n'ont coûté, selon un rapport de l'ONU, que 500 000 dollars, alors qu'à l'époque, les dépenses militaires américaines étaient de 280 milliards de dollars annuels.

Pour les Occidentaux, le terrorisme représente une menace asymétrique. Leur puissance militaire les met à l'abri des menaces de guerre traditionnelle ou de conquête de leur territoire, mais ils restent vulnérables à des attentats terroristes qui frappent une population civile ne se sentant plus protégée, au moment où l'on pensait que la menace soviétique avait disparu. Il y a donc une demande très forte de la population à l'égard des gouvernements, qui se sentent mis en cause. Les dégâts matériels et humains sont cependant sans commune mesure avec l'impact psychologique d'attentats qui peuvent survenir lorsque la population mène une activité de vie quotidienne et n'est en rien sur un champ de bataille.

La menace est à la fois nulle part et partout ; elle est surtout imprévisible. Mais les Occidentaux ne représentent que 1 à 2 % du total des victimes du terrorisme. En 2018, selon le Global Attack Index du Janes Terrorism and Insurgency Centre, 97 % des morts et 70 % des attentats concernent le Moyen-Orient, l'Afrique ainsi que l'Asie du Sud et du Sud-Est. On décompte 15 000 attaques pour 13 483 morts. L'Irak, le Pakistan, le Nigeria et la Syrie sont les pays les plus touchés.

Pour aller plus loin

La lutte contre le terrorisme réclame des moyens sécuritaires. Mais il n'y a pas de solution militaire au terrorisme. Les interventions militaires occidentales (Afghanistan, Irak, Libye) ont plutôt développé le terrorisme. La seule répression ne suffit souvent qu'à nourrir un peu plus la haine et le désir de vengeance et, donc, le recours aux attentats. Le renseignement humain et l'infiltration des réseaux sont plus efficaces que l'utilisation de la force militaire, peu adaptée à une menace qui, généralement, n'a pas d'emprise territoriale (l'État islamique n'a eu que très provisoirement un territoire).

Les conflits non résolus, la corruption de certains régimes, l'abandon des populations par les gouvernements peuvent nourrir le terrorisme. Les exemples basque et irlandais montrent que le règlement politique d'un problème peut, en revanche, mettre fin au terrorisme.

Vigilance, pas obsession

La vigilance à l'égard du terrorisme ne doit pas devenir une obsession. Le terrorisme est une menace sécuritaire ; il ne menace pas l'existence des pays occidentaux. L'erreur serait de conférer aux terroristes une importance démesurée en tombant dans leur piège, puisqu'ils recherchent avant tout la notoriété et à mettre en péril les systèmes démocratiques.

COMPRENDRE POUR MIEUX LUTTER

On entend parfois qu'il ne faut pas essayer de comprendre le terrorisme car cela revient à le légitimer. S'il est nécessaire de mettre en œuvre des moyens sécuritaires pour le combattre, il est évident qu'il faut aussi chercher à le comprendre pour mieux lutter contre lui. On ne dit pas, par exemple, qu'il ne faut pas essayer de comprendre la Covid-19. Pour combattre efficacement un phénomène nocif, il faut tout d'abord en saisir les mécanismes.

Ne pas réfléchir aux conditions qui ont suscité la création du terrorisme revient à lutter contre les effets sans lutter contre les causes. Cela conduit à une impasse. Démanteler des réseaux ne sert pas à grand-chose s'ils peuvent être reconstitués. En 2011, Ben Laden, qui vivait caché au Pakistan, a été tué par les forces spéciales américaines. Al-Qaïda lui a pourtant survécu. En 2016, Daech a perdu le territoire qu'il contrôlait aux confins de la Syrie et de l'Irak. L'organisation terroriste n'a pas disparu pour autant et elle a réorganisé ses activités. Un des objectifs d'Al-Qaïda et de Daech est de prouver aux musulmans qu'ils ne peuvent pas vivre dans le monde occidental. L'amalgame entre « musulmans » et « terrorisme » fait donc leur jeu.

Pour aller plus loin

Le terrorisme a une très forte capacité de nuisance mais il parvient très rarement à ses objectifs politiques. Ben Laden souhaitait desserrer l'influence américaine sur l'Arabie saoudite, aider les Palestiniens et alléger les souffrances des Irakiens soumis à un embargo. Les attentats du 11-Septembre ont conduit à un renforcement de l'emprise américaine sur Riyad, à la guerre en Irak et au démantèlement des accords d'Oslo. Les attentats du Hamas ont surtout détruit le camp de la paix en Israël et éloigné la perspective de la création d'un État palestinien. En revanche, l'extrémiste juif qui a assassiné Rabin, à qui il reprochait de vouloir faire la paix avec les Palestiniens, a en effet contribué à faire dérailler le processus de paix.

Résistants versus terroristes

Les résistants des uns sont les terroristes des autres, entend-on parfois. Les nazis traitaient en effet les résistants français de terroristes. Il y a pourtant un clivage : les résistants s'en prennent uniquement aux forces ennemies et à ceux qui les soutiennent tandis que les terroristes frappent aveuglément des civils, sans distinction.





Réceptacle de la peur des uns et des espoirs de tant d'autres, les migrations constituent un sujet polémique, parfois tabou. Tout comme leur vocabulaire, elles sont multiples : il convient de distinguer migrations internationales, réfugiés, déplacés... afin de ne pas tomber dans des amalgames ni déformer la réalité.

CHAPITRE 19

LES MIGRATIONS

MIGRATIONS, UNE DÉFINITION MULTIPLE

De tout temps, les migrations ont été liées aux mutations du monde : démographiques, sociales, économiques, politiques et technologiques, mais aussi environnementales. C'est un phénomène aussi universel qu'intemporel que de rechercher une sécurité et une vie meilleure.

Les premiers flux migratoires d'ampleur se sont dirigés du nord vers le sud, profitant de nouveaux moyens de transport, à la recherche de meilleures conditions économiques. L'Europe devient ainsi une « zone de départ » jusqu'à la seconde partie du XX^e siècle où le flux s'inverse, prenant alors les directions sud-nord et sud-sud. La révolution du transport maritime (conteneurs), suivie par celle de l'Internet dans les années 1990, a changé le rapport que l'on avait au monde. Aujourd'hui, presque tout le monde a la possibilité de savoir qu'il existe un « ailleurs » moins hostile.

Les migrations internationales sont des mouvements de personnes quittant leur pays d'origine ou de résidence habituelle pour s'établir, de manière permanente ou temporaire, dans un autre pays (une frontière internationale est franchie). En 2021, on peut dénombrer près de 281 millions de personnes ayant effectué une telle migration, dont près de 60 % sont des travailleurs.

Malgré l'augmentation constante de la migration en chiffres absolus depuis un demi-siècle, le taux de migration (pourcentage de la population mondiale vivant dans un pays autre que son pays de naissance) reste relativement stable, autour de 3,5 %. La population migrante augmente au même rythme que la population mondiale ; une stabilité qui va à l'encontre de l'idée d'une crise migratoire nouvelle qui menacerait les frontières et les États-nations.



L'on assiste aujourd'hui à une mondialisation de la migration. Zones d'arrivée, de départ, de transit se mélangent, tout en s'organisant en un système migratoire complexe où certaines régions attirent la majorité des migrants de la même zone géographique. C'est ainsi que l'on retrouve, en Amérique du Nord, une majorité de migrants venant d'Amérique latine et centrale, tandis que la Russie accueillait les ressortissants des anciens territoires de l'URSS (Kazakhstan, Kirghizistan, etc.). Les pays du Sud de la Méditerranée se tournent vers les pays du Golfe, tandis que l'Afrique du Sud est un pôle d'attraction pour l'Afrique australe. Le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, Hong Kong et Singapour drainent le continent asiatique ; l'Europe attire de son côté les pays du Sud de la Méditerranée et de la région subsaharienne. Les migrations internationales forment ainsi des « couloirs » de migration qui se sont façonnés au fil du temps, reliant généralement des pays en développement à de grandes économies.

Pour aller plus loin

Contrairement aux migrations internationales, le réfugié est une personne contrainte à la migration par des circonstances de crise. On estime à environ 26,4 millions le nombre de réfugiés dans le monde,

un nombre en augmentation du fait de la persistance ou de la reprise de conflits. Le conflit russo-ukrainien, notamment, a provoqué la migration de 6 millions d'habitants. Ainsi, 82 % des réfugiés proviennent de 10 pays en conflit depuis parfois plus d'une décennie : la République arabe de Syrie, l'Afghanistan, le Soudan du Sud (guerre civile oubliée sur fond de discorde ethnique, violences et pauvreté extrême), le Myanmar (répressions des minorités ethniques musulmanes, les Rohingyas), la Somalie, le Soudan, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine, l'Érythrée et le Burundi.

Réfugiées à l'intérieur de leur propre pays, les personnes déplacées fuient à la suite ou en amont de conflits, de situations de violations des droits humains ou de catastrophes naturelles et humaines. Les déplacés en raison de violence ou de conflit sont en augmentation et estimés à environ 48 millions dans le monde.

Les migrations, seulement un coût ?

Malgré la baisse des rapatriements de fonds internationaux en raison de la Covid-19, les migrations internationales génèrent 702 milliards de dollars USD par an. Aujourd'hui, cela représente plus du double de l'aide publique au développement. Les premiers pays bénéficiaires de ces rapatriements de fonds sont l'Inde, la Chine, le Mexique, les Philippines, l'Égypte et la France.



Europe et immigration

On parle de « crise migratoire » en Europe mais il est plutôt question d'une crise des consciences qui s'ancre dans la tradition du Vieux Continent, historiquement plus une terre de départ que d'accueil – contrairement aux États-Unis ou à l'Australie, qui se sont construits sur l'immigration.

L'Europe accueillait en 2020 87 millions de migrants internationaux qui ont permis d'atténuer le recul démographique du continent : une immigration devenue tradition tout au long du xx^e siècle, lors des phases de croissance et de reconstruction de l'Europe.

Aujourd'hui, alors que le taux de natalité décroît, la population européenne vieillit (les pressions sur les dépenses sociales et sanitaires des années à venir s'annoncent de plus en plus lourdes) et la population active actuelle ne témoigne que du déficit en devenir. D'un côté, l'Europe montre tous les symptômes d'un manque criant de population : des régions et des secteurs économiques entiers sont désertés par les Européens, tandis que l'État désinvestit ces territoires déjà « abandonnés ». De l'autre, la dissuasion apparaît actuellement comme le maître mot des politiques européennes en matière migratoire.

Les obstacles à l'immigration commencent par la politique des visas, qui se fonde sur la notion de « risque migratoire ». Le visa Schengen est une manière de maintenir à distance les nationalités « indésirables », mais il favorise également l'immigration clandestine.

Les États européens restent dans la difficulté d'une réponse coordonnée, malgré les accords et traités successifs (Schengen puis Dublin I, II et III). Des divergences dans les règles de délivrance du statut de réfugié, dans la confrontation des pays avec les flux migratoires (l'Allemagne est le premier pays d'accueil en Europe) et, surtout, la règle de subsidiarité de l'Union européenne qui laisse aux États le soin de construire leurs politiques d'accueil restent des obstacles majeurs à une harmonisation des processus migratoires au sein de l'Europe.

Pour aller plus loin

La crise, en Europe, est plus politique que migratoire. C'est d'abord une crise de l'Union européenne, avec le « partage de fardeau » qui prévoit, pour chaque État, un nombre défini de migrants à accueillir, en fonction de la population du pays et du taux de chômage. Finalement, le nombre de personnes vraiment accueillies est très loin de ce qui avait été proposé initialement dans le cadre des accords de Dublin. En parallèle, une crise de l'identité européenne s'articule autour d'un double mouvement de pensées qui se télescopent et divisent les populations, entre montée des nationalismes et manifestation de soutien aux migrants.

Aujourd'hui, il n'en résulte qu'un renforcement des frontières extérieures de l'Europe par l'intermédiaire de Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, et de la base de données Eurodac, système automatisé de reconnaissance des empreintes digitales. Par ailleurs, on assiste à des accords bi et multilatéraux avec des pays non européens (Turquie), ayant pour but de stopper les migrants avant même qu'ils n'atteignent les portes de l'Europe. Depuis 2005, à travers des opérations terrestres mais aussi maritimes, Frontex renforce ainsi les frontières extérieures de l'Europe. Une efficacité mise en doute, une absence de moyens propres (ce sont les États membres de l'UE qui dotent l'agence en personnel et en matériel), de même que l'ambiguïté de sa mission (sauvetage ou surveillance ?) font que Frontex, aujourd'hui plus qu'hier, questionne.

Au milieu de tout cela, l'urgence d'un « ailleurs » ne fait pas faiblir les candidats à la traversée. Pour atteindre l'Europe, véritable forteresse insulaire vue de l'extérieur, les migrants tentent plusieurs routes. Depuis la fermeture des routes terrestres par Frontex, la plus empruntée est celle du centre de la Méditerranée, où 20 000 personnes ont péri depuis 2014.

Que disent les accords de Dublin ?

Ces accords stipulent que le premier pays membre de l'UE où le réfugié a mis le pied est le seul habilité à traiter sa demande d'asile. Il est ainsi interdit de multiplier les demandes. Cela pose un problème quant à la libre circulation des personnes, mais aussi la question des différences d'accueil entre pays.



GÉOPOLITIQUE DES MIGRATIONS

Avec la chute du rideau de fer et l'ouverture de la Chine, le droit de sortie est devenu quasi universel. La généralisation du passeport et les moyens de transport ont simplifié et amplifié des mouvements déjà existants.

Cependant, alors qu'il était complexe de sortir d'un pays, il est aujourd'hui complexe d'y entrer. De nos jours, ce sont près de 40 000 kilomètres de murs, érigés le long des frontières, qui séparent les hommes. Les camps de migrants se multiplient aux abords des murs et de ces frontières qui restent fermées à une migration légale. C'est une économie parallèle et illégale qui se met en place, où l'activité lucrative des uns devient le tombeau des autres.

Peurs et préjugés

Un écart se creuse entre les espoirs des migrants et la peur des pays d'accueil. La migration est un sujet porteur de préjugés alimentés par les mouvements nationalistes, de plus en plus présents dans les pays du Nord. Alors que de nombreuses études montrent que l'immigration peut être un processus gagnant-gagnant pour les migrants et le pays d'accueil.

Pour aller plus loin

Pour tenter de rendre les migrations plus « sûres, ordonnées et régulières » et sortir de l'approche « répressive », le Pacte mondial pour les migrations, en 2018, a été le premier accord multilatéral négocié entre les gouvernements, avec l'ONU, couvrant la migration internationale dans toutes ses dimensions. Il est fondé sur les normes juridiques existantes en matière de droits de l'homme. Il a été suivi par le Pacte mondial sur les déplacements internationaux (concernant les réfugiés). Son objectif est de renforcer la coopération internationale afin de pouvoir répondre à des mouvements massifs de réfugiés et d'inciter à soutenir les personnes déracinées, ainsi que les communautés qui les accueillent. On note toutefois que plusieurs pays d'Europe centrale, ainsi que les États-Unis et Israël, n'ont pas signé ce Pacte, argumentant sur la volonté de garder leur souveraineté quant à leurs politiques migratoires.

Alors que la Russie se classait en 2021 parmi les dix premiers pays d'origine et de destination des migrants internationaux, le conflit qui l'oppose à l'Ukraine risque de transformer les flux migratoires de la région. Quelque 6 millions d'Ukrainiens ont d'ores et déjà trouvé refuge en Europe.



Murs et barrières érigés dans le monde

Murs, barrières ou clôtures érigés

— pour lutter
contre l'immigration

— pour d'autres raisons :
terrorisme, extension de
conflits territoriaux, trafic, etc.

== Mur, barrière ou
clôture discontinus

En 2020, la pandémie de Covid-19 a fermé les frontières de manière absolue et très rapide, coupant ainsi tout flux de population dans un but sanitaire. Les conséquences économiques et sociétales ont été telles que, pendant la seule année 2020, plus de 100 millions de personnes ont été précipitées dans l'extrême pauvreté.

Actuellement, les migrations environnementales sont estimées à 42 millions et devraient atteindre 143 millions d'ici à 2050, si les objectifs de l'accord de Paris en matière de contrôle du changement climatique ne sont pas respectés.

La poursuite des conflits, la concurrence accrue entre les États, les inégalités économiques et développementales, les transformations numériques (applications d'information en temps réel, de facilitation d'intégration dans un pays d'accueil), le changement climatique, qui promet des bouleversements dans de nombreux territoires, indiquent que les migrations feront partie inhérente de l'histoire du XXI^e siècle, et probablement plus encore dans sa seconde moitié.



E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

De prime abord,
la différence entre
démocratie et
dictature peut sembler
évidente, mais à y
regarder de plus près,
ce n'est pas aussi
simple qu'on pourrait
le croire. Derrière
une sémantique
idéologique se cache
un système de valeurs
à géométrie variable.

CHAPITRE 20

DÉMOCRATIE ET DICTATURE

DES IDÉOLOGIES EN MIROIR

L
,
A
N
G
E

B
L
A
N
C

L'établissement de l'État-nation, base du droit international, reconnaissait la souveraineté intérieure et extérieure mais aussi l'équilibre des puissances, qui fut rompu avec la bipolarisation lors de la guerre froide. Présentée comme l'archétype de la guerre idéologique (cf. chapitre « *Un monde bipolaire* »), la guerre froide mit face à face le système démocratique et les dictatures communistes.

Les États-Unis, se voulant « à la tête du monde libre », évoquaient alors la volonté de se caractériser par une absence d'oppression politique, par des institutions et des élections libres. Eisenhower n'hésitait pas à parler des « forces du Bien contre celles du Mal » tandis que, du côté soviétique, on parlait d'une lutte contre « l'impérialisme américain » et de « l'écrasement de la démocratie » – chacun figé dans sa certitude de représenter « l'ange blanc » dans la lutte contre l'oppression.

Or, même si les libertés individuelles étaient davantage respectées dans les démocraties occidentales, tout n'était pas aussi simple : les pays démocratiques n'ont pas hésité, au cours des cinquante dernières années, à

utiliser l'argument de la « lutte contre le communisme » pour justifier des actions peu glorieuses.

Ainsi, aux États-Unis, le maccarthysme a engendré une véritable « chasse aux sorcières » à travers le pays dans les années 1950. Plusieurs millions d'Américains ont alors fait l'objet d'enquêtes qui mirent à mal le concept même de démocratie et de liberté individuelle. Mais les États-Unis ont également soutenu voire mis en place des dictatures latino-américaines, tant que celles-ci se disaient anticomunistes. Ce fut le cas avec le coup d'État au Chili, en 1973, qui porta le général Pinochet au pouvoir au détriment d'un gouvernement pourtant élu démocratiquement.

Une situation similaire se retrouve en Europe, où l'Espagne de Franco n'a pas vraiment posé problème aux démocraties voisines. Tout comme le Portugal de Salazar qui fut admis au sein de l'OTAN – organisation qui, rappelons-le, a pour but d'assurer une paix durable en Europe, fondée sur les valeurs communes que sont la liberté individuelle, la démocratie et l'État de droit...

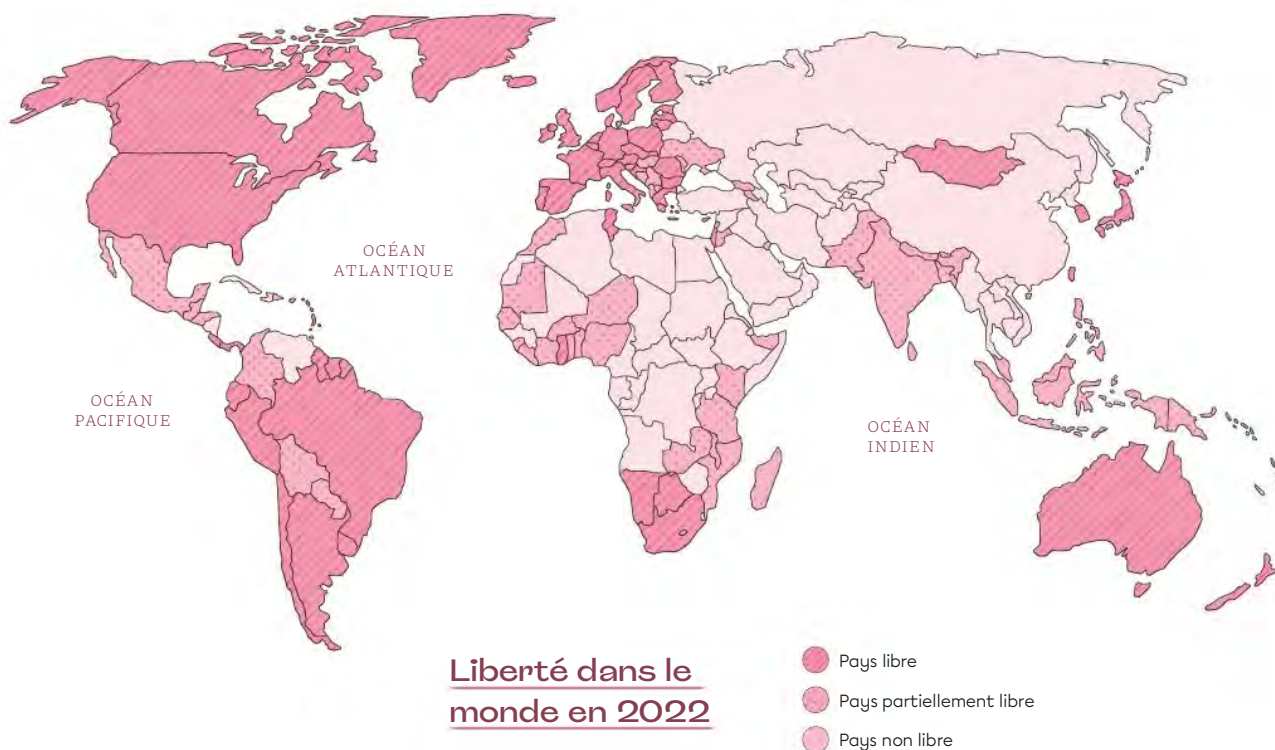


Pour aller plus loin

À la chute de l'URSS, on a pu croire à la victoire de la démocratie et à « la fin de l'histoire », par l'amalgame souvent fait entre démocratie et société de paix (cf. chapitre « Les guerres »). Cependant, les dernières décennies démontrent les limites de la théorie de la paix démocratique. Les États-Unis, pays qui se veut symbole de la démocratie, n'ont pas hésité à se lancer dans plusieurs conflits, en Irak, en Amérique centrale, dans les Caraïbes, etc. Israël, autoproclamé « démocratie du Moyen-Orient », a, en 2006, initié un conflit avec une autre démocratie de la région, le Liban. L'Inde démocratique a aussi attaqué le Pakistan en 1971. A contrario, certaines dictatures, bien que très agressives avec leurs propres populations, ont su tisser des relations de bon voisinage, comme ce fut le cas du Chili de Pinochet et de la grande majorité des dictatures latino-américaines, de 1960 à 1980.

Un tournant dans la politique étrangère américaine

Au début des années 1980, les États-Unis, sous la présidence de Carter, placent les droits de l'homme au cœur de leur politique étrangère. On assiste alors à un changement de paradigme dans les relations internationales du pays. Cela permet d'apaiser quelques pays en Amérique latine mais provoque également la déstabilisation de l'Iran et le durcissement des relations avec l'Union soviétique.



Démocratie, narration fictionnelle ?

Une ONG américaine, Freedom House, établit depuis quarante-huit ans un classement mondial selon trois catégories : pays libres, partiellement libres et non libres, en fonction de la nature des libertés individuelles des personnes ainsi que des droits politiques. En 2021, et depuis seize ans de manière consécutive, le nombre de pays libres diminue à travers le monde. Le dernier classement fait état de 58 pays non libres.

La dictature, de son côté, est un régime politique où tous les pouvoirs sont exercés par un seul individu (civil ou militaire), une classe sociale, un parti, sans contrôle démocratique. L'espace de liberté y est très restreint, parfois inexistant (interdiction en Russie de manifester sa désapprobation concernant l'« opération militaire spéciale » en Ukraine), un style vestimentaire étant même parfois imposé (comme ce fut le cas en Chine, sous Mao). Pour autant, la frontière que l'on trace souvent entre démocratie et dictature n'est finalement pas si hermétique que cela. La présence du concept d'« état d'urgence » dans tous les systèmes juridiques du monde montre ainsi qu'il est possible de faire basculer n'importe quelle démocratie vers un État de non-droit. De même, des lois liberticides dignes d'une dictature peuvent être votées.

La démocratie est une succession complexe de mécanismes où chaque rouage peut gripper l'ensemble du processus. La tenue d'élections, si elle ne s'accompagne pas de la liberté de parole, de la présence d'une presse libre, pluraliste et indépendante comme d'une justice indépendante, du respect des droits de l'opposition, ne garantit pas une réelle démocratie. D'autant que le poids de plus en plus important de l'argent et des lobbies pèse sur la nature même de ce régime.

D'un autre côté, la démocratie est aussi facilement instrumentalisée et utilisée comme façade pour s'attirer les bonnes grâces des pays partenaires commerciaux, du Fonds monétaire international ou de

la Banque mondiale. Attention, toutefois, à ne pas confondre « démocratie » et « économie de marché ». Historiquement, l'économie de marché et la démocratie se sont développées ensemble et fonctionnent de pair ; cependant, il est aisé de constater que l'économie de marché a mieux réussi sa mondialisation que la démocratie. Qui mieux que la Chine (et son Parti communiste) peut aujourd'hui symboliser le succès de celle-ci ?

Qu'est-ce qu'une démocratie ?

Une démocratie est un régime politique où le peuple exerce lui-même sa souveraineté. On y respecte les droits de l'homme, les droits des minorités politiques et ethniques. Une justice indépendante y est instaurée, ainsi que la non-rétroactivité des lois (on ne peut pas être condamné pour une action non condamnable au moment des faits, c'est un principe fondateur de l'État de droit qui est inscrit dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789). Le respect de la séparation des pouvoirs, ainsi que des normes fondamentales, sont inscrits dans la Constitution.

De fait, et contrairement à l'économie de marché, le monde entier n'a pas basculé vers la démocratie – d'autant que les démocraties existantes font aussi l'objet de critiques : selon Amnesty International, des pays jugés parfaitement démocratiques peuvent avoir des soucis concernant le respect des droits de l'homme. Peut-on parler de « démocratie » et de « liberté » dans une société qui accepterait qu'une partie de sa population vive en dessous du seuil de pauvreté, qu'elle ne soit pas en mesure de faire valoir ses droits ou, tout simplement, qu'elle soit en situation d'exclusion ? La percée électorale de mouvements d'extrême droite, en Europe, pose aussi la question de la perception de la démocratie dans la population.

VERS UN AVENIR DÉMOCRATIQUE ?

I
N
T
É
R
I
E
U
R

Après l'enthousiasme pour le pluralisme politique consécutif à la chute du mur de Berlin, les institutions démocratiques, rapidement érigées et insuffisamment soutenues par une économie trop fragile, ont subi de nombreuses attaques liées à des conflits de classe et/ou ethniques. Cette régression fait suite à la corruption endémique, aux mouvements populistes antilibéraux et aux effondrements de l'État de droit. Sur les 23 États ayant subi des dégradations de liberté depuis 2007, les deux tiers avaient vu leur situation s'améliorer à la fin de la guerre froide, ce qui vient corroborer la thèse qu'imposer la démocratie depuis l'extérieur ne peut fonctionner sur le moyen ou le long terme.

De manière générale, les différentes tentatives en ce sens se sont soldées par un échec. En Irak, les « libérateurs » américains sont rapidement perçus comme des occupants. Par ailleurs, si l'argument démocratique a pu être mis en avant dans ce conflit, c'est surtout l'intérêt géopolitique qui a motivé ce dernier. On a ainsi pu constater qu'exporter une démocratie « durable » imposait le maintien d'une présence, notamment militaire, des « exportateurs » sur le long terme, ce qui va à l'encontre de la définition même de la démocratie. D'autant plus qu'en résulte plus souvent un régime hautement critiqué et contesté qu'une démocratie paisible et pérenne.

Le pack démocratie « clé en main » n'existe pas. La démocratisation est un processus long, difficile et non sans heurts, qui se doit de passer par une première étape primordiale : une volonté interne de démocratisation. De nombreuses autres étapes émaillent ce chemin difficile et jamais terminé...

Dans les démocraties occidentales, l'abstention électorale est le reflet d'une désillusion citoyenne ; la politique est considérée comme étant en complète déconnexion par rapport aux aspirations de la population. Le chômage, la perception d'une augmentation des inégalités, la crise sociale, la peur de l'Autre instrumentalisée, les questions identitaires qui en découlent conduisent à une montée en puissance des partis politiques d'extrême droite (cf. chapitre « *Le terrorisme* »). L'idée que les partis politiques autoritaires seraient plus à même de répondre aux inquiétudes et aux aspirations de la population fait ainsi son chemin. En Europe, en 2020, 10 gouvernements sur 28 intègrent des responsables politiques d'extrême droite. En 2021, un sondage positionne le parti d'extrême droite français comme le plus plébiscité parmi les jeunes de 25-34 ans.



Pour aller plus loin

Le désamour pour la démocratie est lié à un changement des équilibres au niveau global. Le pouvoir détenu par les démocraties développées historiques tend à diminuer avec la montée en puissance de la Chine, de l'Inde, etc. Ce changement, opéré à la faveur de la mondialisation, a créé d'énormes richesses, mais celles-ci sont réparties de façon très inégale. Cette inégalité est ressentie tant au niveau national, dans les démocraties historiques, qu'à l'international. Les politiques traditionnelles, n'ayant pas su réagir ni/ou rassurer, laissent un espace se créer pour les partis des extrêmes, qui ont pu ainsi présenter les élites existantes comme complices ou bénéficiant de la situation.

Malgré tout, la démocratie se développe et, dans la très grande majorité des régimes, si autoritaires soient-ils (sauf peut-être en Corée du Nord ou en Érythrée), l'opposition sait se faire entendre. L'année 2018 vit ainsi quelques améliorations inattendues en Malaisie, en Éthiopie, en Angola et en Équateur. La démocratisation se poursuit avec l'émergence des sociétés civiles, de plus en plus organisées et connectées les unes aux autres. Une interconnexion qui permet l'échange d'informations mais aussi d'expériences : aujourd'hui, on ne peut plus nier ce qu'il se passe hors de ses propres frontières...

Le niveau économique est aussi prépondérant : ne plus se questionner au quotidien sur sa survie permet d'envisager de nouveaux projets et/ou d'avoir de nouvelles ambitions... et pourquoi pas celle de vivre vraiment libre ? Enfin, bien sûr, une histoire commune nationale est essentielle : pour former un État, il faut que les différentes composantes de la population aient envie de vivre ensemble...

Quelle recette pour une démocratie réussie ?

Dans l'épanouissement durable de la démocratie, les déterminants socio-développementaux jouent un rôle primordial. L'augmentation du niveau d'alphabétisation permet ainsi un meilleur accès à l'information dont les sources, en se diversifiant (radios locales, médias sociaux...), brisent le monopole de la ligne éditoriale des « nouvelles » gouvernementales.



E
N
2
0
S
E
C
O
N
D
E
S

Depuis 1850, l'activité humaine génératrice de gaz à effet de serre a causé un déséquilibre dans le système climatique mondial. Cela entraîne une hausse globale des températures, la fonte des glaces, la montée des eaux ainsi que des événements météorologiques extrêmes. L'impact est global, à la fois sanitaire, sécuritaire, social, économique et géopolitique.

CHAPITRE 21

LE CLIMAT

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, C'EST QUOI ?

Les causes

Le climat a évolué tout au long de l'histoire de notre planète Terre. Elle a été plus chaude qu'aujourd'hui, tout comme elle a été plus froide.

À l'échelle des temps géologiques, on observe des variations sur plusieurs milliers d'années. C'est cette temporalité qui fait toute la différence avec ce que nous sommes en train de vivre depuis quelques décennies : la rapidité du changement climatique actuel exclut toute cause naturelle.

L'activité humaine, en développant une industrie émettrice de gaz à effet de serre (GES) comme le CO₂, le méthane, l'ozone, la vapeur d'eau et une trentaine d'autres, a induit le réchauffement global du système climatique. Le monde scientifique s'entend pour qualifier d'« anthropocène » notre nouvelle ère géologique.

Quelques décennies plus tard, l'apparition d'un trou dans la couche d'ozone a marqué la fin du XX^e siècle et familiarisé les esprits avec l'impact environnemental des

activités humaines. Mais aujourd'hui, c'est vers la hausse exponentielle de la concentration atmosphérique en CO₂ que convergent tous les regards – même s'il existe de nombreux autres GES. La dernière fois que l'atmosphère a atteint le niveau actuel de concentration en CO₂, l'*Homo sapiens* n'existait pas.

Les 414 ppm (parties par million) de concentration de CO₂ atmosphérique en 2020 nous ont amenés à une augmentation de la température moyenne de la planète de 1 °C. Les cinq dernières années, de 2016 à 2020, ont été les plus chaudes jamais enregistrées. En conservant notre trajectoire climatique, le seuil de + 1,5 °C de réchauffement devrait être atteint vers 2040. Malgré les bonnes volontés de l'accord de Paris (*cf. section « Géopolitique du changement climatique » p. 190*), en projetant les objectifs nationaux de chacun, on obtiendrait tout de même + 3,5 °C à l'horizon 2100. En tenant compte du principe de réalité, qui suppose que tout le monde ne tiendra pas exactement ses engagements, il est fort probable que nous atteignons plutôt + 4 °C (voire davantage).

Qu'est-ce que l'Anthropocène ?

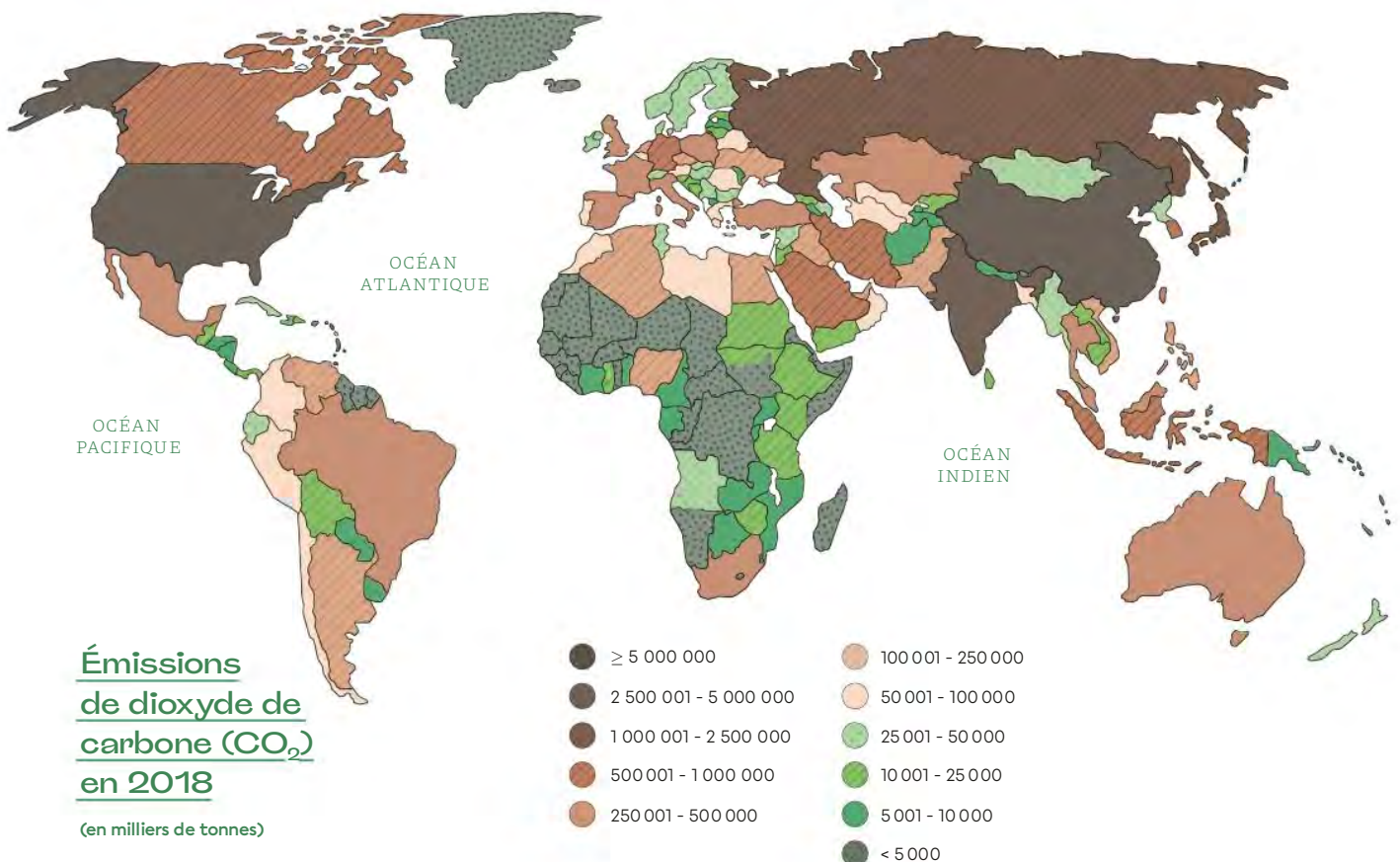
Il s'agit du moment à partir duquel la présence de l'homme s'est inscrite dans la roche. Bien que l'homme ait marqué la planète de son sceau depuis plus de 10 000 ans avec l'agriculture ou encore l'extinction de la mégafaune (l'ensemble des animaux de grande taille), ce sont les essais nucléaires du début de la guerre froide qui ponctuent le début de l'Anthropocène, en marquant la terre des premiers dépôts de radionucléides.

Toutefois, il n'est pas nécessaire d'attendre que nous ayons une température globale moyenne de 20 °C (elle est actuellement de 15 °C) pour constater l'impact du changement climatique sur nos écosystèmes et sur nos vies. D'ores et déjà, nous assistons à la fonte des glaciers (recul de la mer de Glace dans les Alpes), à la disparition de la banquise, à l'augmentation du niveau de la mer de 3,6 millimètres par an, à la multiplication d'événements météorologiques extrêmes, à la migration des risques sanitaires (extensions des zones où sévissent le paludisme, la méningite, la bilharziose, etc.) ou encore à l'apparition des premières migrations climatiques. L'été 2022 (sécheresse, méga-feux, inondations) a permis à l'Europe et à la France, en particulier, de se rendre

compte que le dérèglement climatique n'est pas « ailleurs en 2050 », mais « ici et maintenant ».

Pour aller plus loin

Certaines personnes pensent que le changement climatique n'existe pas : ce sont les climatosceptiques. Il est plus facile de penser que ce phénomène n'existe pas que de prendre conscience de l'ampleur des changements à effectuer dans notre mode de vie. Cependant, le changement climatique n'est pas une croyance ; c'est un fait scientifiquement prouvé et déjà objectivable aux quatre coins de la planète. Le système Terre va s'adapter ; l'humanité n'a ni le temps ni les moyens physiologiques de le faire, et c'est là notre véritable problème (cf. chapitre « La santé publique »).

C
O
2





Océans et réchauffement

Le réchauffement climatique a un effet majeur sur les océans : ce sont eux qui absorbent 93 % de l'excès de chaleur et 30 % du CO_2 depuis les années 1970. Cela permet l'atténuation de la température atmosphérique, mais cette absorption induit un réchauffement global des masses d'eau. Réchauffement redistribué dans les profondeurs et sur l'ensemble des mers du globe à travers les courants marins qui peuvent s'en retrouver ralentis, comme c'est le cas du courant maritime de l'océan Atlantique Nord (circulation de retournement). Le système océanique, en interface constante avec l'atmosphère, joue par ailleurs un rôle primordial de régulateur et de modérateur des équilibres naturels planétaires, et donc du climat.

Pour aller plus loin

L'augmentation en température des eaux de surface intensifie l'évaporation de celles-ci et réchauffe l'air véhiculé par les courants aériens au-dessus des continents. Ces échanges thermiques à l'interface océan/atmosphère modifient la circulation des courants atmosphériques : les structures majeures de vents se déplacent en latitude, élargissant la bande tropicale et intensifiant les vents d'ouest en Atlantique Nord. Il en résulte des conséquences directes au niveau météorologique, avec un cycle hydrologique accéléré responsable d'événements climatiques extrêmes tels que cyclones, sécheresses, inondations et accélération des oscillations climatiques (telles que El Niño et La Niña dans le Pacifique Sud), entraînant un changement brutal des conditions climatiques.

La hausse des températures a également des répercussions structurelles sur les océans, avec la présence de vagues de chaleur marine (hausse de la température des eaux de surface entre 1982 et 2016), ainsi qu'une stratification des eaux limitant les échanges verticaux avec les zones profondes, ce qui augmente le nombre de zones mortes (espaces océaniques dépourvus d'oxygène, où la vie végétale comme animale n'est plus possible).

De plus, le CO_2 absorbé par l'océan par simple dilution physique et par absorption du plancton entraîne une acidification de celui-ci, dont le symbole, très

médiatique, est le blanchiment des coraux. Notons que, malgré leurs surfaces très réduites face à l'immensité des océans, les récifs coralliens abritent le quart de la totalité des espèces marines. Ils sont ainsi à la base des chaînes alimentaires marines et nourrissent un milliard de personnes, tout en générant 172 milliards de dollars de recettes dans l'économie mondiale.

L'acidification et le réchauffement des océans ont un impact majeur sur la croissance et la reproduction de multiples organismes marins, entraînant à la fois leur migration vers les pôles et une réduction des stocks disponibles. Cela, associé à la surpêche, préfigure une véritable crise de la pêche au niveau international.

Pourquoi les coraux blanchissent-ils ?

Les coraux établissent une relation de symbiose avec des microalgues qui les nourrissent. Ces algues donnent leurs couleurs aux coraux. Ces derniers deviennent blancs lorsque les algues disparaissent, et avec elles la grande majorité de l'écosystème des récifs coralliens.

Depuis 1902, le niveau global des océans s'est élevé de 16 centimètres en moyenne. Cela paraît peu, mais l'impact environnemental est significatif. Il en découle une augmentation des cyclones tropicaux, des pluies diluviennes et de la puissance des vagues, ce qui crée un véritable cercle vicieux dans les zones côtières les plus exposées à l'élévation du niveau de la mer. L'augmentation moyenne annuelle est de 3,6 millimètres, mais elle est inégale. La topographie des fonds marins, les courants et d'autres déterminants impactent cette élévation. C'est ainsi qu'elle est la plus marquée en Asie du Sud-Est, où environ 2 milliards de personnes vivent à proximité des zones côtières. En France, 300 communes sont déjà concernées par l'érosion des côtes. Seul un tiers d'entre elles s'en préoccupe et fait évoluer les plans locaux d'urbanisme.

Fonte des glaces, la boîte de Pandore

Seuls 10 % de la population vivent dans les zones montagneuses et arctiques, mais la totalité de la population mondiale est concernée par la fonte des glaces – tout particulièrement les États insulaires de basse altitude, directement menacés par la montée des eaux.

La perte de glace se retrouve sur la totalité des glaciers et banquises à travers le monde. Le Groenland perd environ 280 gigatonnes (Gt) de glace chaque année, et l'Antarctique 160 Gt. Les glaciers diminuent quant à eux de 230 Gt/an. C'est ainsi que 670 Gt de glace sont rendus à la mer chaque année, contribuant à la modification de notre environnement. Élévation du niveau des eaux, accès aux ressources naturelles du Grand Nord, routes maritimes commerciales comme touristiques... ces questions sont en cours de développement. Avec ces évolutions, le Grand Nord devient un enjeu géopolitique majeur du XXI^e siècle.

Ces nouvelles routes posent aussi de véritables enjeux environnementaux avec l'ouverture de sites de prospection minière et l'arrivée d'espèces invasives dans une région déjà fragilisée. Pour la première fois, le 19 août 2020, la côte sibérienne russe arctique est totalement libre de glace. Un nouveau record s'établit moins de sept mois plus tard, le 19 février 2021 : un gazier utilise la route du Nord en plein hiver, en provenance de la Chine et à destination du port de Sabetta, sur la côte arctique de la Russie. Cela appelle à l'ouverture et à l'intensification du trafic sur cette route maritime, tout au long de l'année.

Pour aller plus loin

La fonte du pergélisol est une véritable roulette russe pour l'humanité : cela génère des impacts à plusieurs niveaux. Ce pourrait être positif avec la libération de nouveaux espaces agricoles, mais les aspects négatifs sont nombreux. Tout d'abord, l'impact clima-

tique : en dégelant, le pergélisol libère une quantité de CO₂ qui a le pouvoir d'accélérer le changement climatique. En effet, la quantité de dioxyde de carbone emprisonné dans le sol gelé est estimée, par le GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), au double de la concentration présente actuellement dans l'atmosphère. L'impact est également sanitaire, avec la libération d'agents pathogènes emprisonnés depuis des siècles, voire des millénaires, et pour lesquels l'humanité est non immunocompétente (par exemple, on a constaté des cas d'anthrax en 2016, en Sibérie). Enfin, l'impact est aussi géologique : diminution du poids des masses continentales, affaissements de sols, fragilisation des infrastructures et villes construites sur ces terrains, etc.

La fonte du pergélisol représente ainsi une véritable boîte de Pandore pour les terres septentrionales de l'hémisphère Nord, d'autant que la hausse des températures, à l'origine de cette fonte, entraîne également des feux de forêt gigantesques, accroissant la pression environnementale sur la région.

En région montagneuse, la fonte des glaciers diminuera, à terme, la quantité d'eau douce disponible pour les populations locales, modifiera les saisons, les pâturages, le mode de vie et l'économie, mettant en péril la sécurité alimentaire et hydrique de certaines régions. Les catastrophes naturelles seront aussi plus présentes : glissements de terrain, avalanches et inondations.

L'effet se ressent également en aval, avec une diminution du débit d'aval ayant un impact aussi bien sur les écosystèmes que sur l'alimentation des barrages hydroélectriques et, donc, sur la production d'énergie. D'autre part, la raréfaction de l'eau douce tout au long du parcours des fleuves va entraîner des tensions autour de l'accès à l'eau, préfigurant le risque de « guerres de l'eau » au XXI^e siècle – notamment en Asie du Sud-Est, dans les bassins d'aval de l'Himalaya qui irrigue l'une des régions les plus peuplées au monde.

C'est quoi, le pergélisol ?

Dans les terres proches des pôles, le sol est gelé sur des centaines de mètres de profondeur. Certaines couches superficielles dégèlent chaque été, d'autres restent gelées en permanence, gardant en elles tout ce que la terre renferme.

Géopolitique du changement climatique

Cela fait quelques années que le GIEC nous le promet : faire perdurer notre mode de vie sur la même trajectoire nous assure un réchauffement global de 6 °C à l'horizon 2100.

Dans les années 1980, le trou dans la couche d'ozone fait émerger le concept de gouvernance mondiale de l'environnement. L'émission de CFC (chlorofluorocarbures industriels, gaz réfrigérants) génère une dégradation de la couche d'ozone. C'est la première fois que l'humanité doit gérer un problème commun que l'on ne peut résoudre que tous ensemble. La convention de Vienne et le protocole de Montréal, en 1987, visent une réduction puis un bannissement total des CFC qui permet d'espérer une fermeture du trou de la couche d'ozone en 2050. On pourrait louer l'élan international, mais il faut surtout remercier l'industrie chimique qui avait déjà un remplaçant moins délétère, les HFO (hydrofluoroléfines). Malgré tout, le protocole de Montréal fut le premier traité universellement ratifié.

Concernant le réchauffement climatique global, la problématique vient du fait que nous n'avons, à ce jour, aucune solution technologique pour remplacer l'industrie générant les gaz à effet de serre (GES). Il y a les énergies vertes, bien sûr, mais aucune d'entre elles n'est parfaite (cf. chapitre « L'énergie »).

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est fondé en 1988. Le protocole de Kyoto, qui n'est entré en vigueur qu'en 2005, avait pour objectif affiché une réduction de 5 % des émissions de GES par rapport aux niveaux de 1990, à échéance de 2012. Les efforts des pays signataires (diminution de 24 %) n'ont cependant pas eu d'impact global, au vu de l'augmentation continue des émissions de CO₂ des grandes puissances non signataires (les États-Unis, responsables de 23 % des émissions mondiales, le Canada, qui s'est retiré du protocole en 2012, etc.).

Dans un nouvel élan, en 1992, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques lance une réunion annuelle : la COP (« Conference of Parties »), au cours de laquelle les États décident des prochains accords sur le climat. C'est lors de la COP21 que l'accord de Paris a été conclu. Celui-ci vise à limiter le réchauffement de la planète à un niveau

inférieur à + 2 °C (idéalement + 1,5 °C) par rapport aux niveaux préindustriels. Au niveau européen, cela consiste à réduire les émissions de GES d'au moins 40 % d'ici à 2030, par rapport à 1990.

En 2022, la COP27 à Charm el-Cheikh a réussi à mettre sur pied un fond de « pertes et préjudices » à destination des pays vulnérables aux changements climatiques, mais n'a pas su s'accorder sur l'urgente nécessité de travailler à leur atténuation (diminution des émissions de CO₂), bien que, selon le GIEC, il nous faille commencer à diminuer les émissions de CO₂ avant 2025 pour limiter le réchauffement global du système climatique à 1,5 voire 2 °C.

Pour aller plus loin

Les pays à revenus faibles et intermédiaires ont besoin d'inventer un développement durable, de gagner en sécurité, santé, éducation, infrastructures, économie, sans peser sur l'environnement. Le V20 (club des vingt pays les plus vulnérables face au changement climatique), mené par le Bangladesh, montre la voie et fait figure de laboratoire d'idées à ciel ouvert. De leur côté, les pays occidentaux ont besoin d'amorcer une transition énergétique et sociétale. De plus en plus de voix s'élèvent, la société civile se mobilise, mais les réticences sont gigantesques.

Dans un monde globalisé, où les pays à revenus faibles et intermédiaires font valoir leur droit au développement et où les pays occidentaux restent peu enclins à faire évoluer leurs modes de vie très énergivores, le défi est de taille : pour se rejoindre sur une trajectoire commune, les différents pays ont besoin de répondre à des défis distincts.

Quelle solution pour le changement climatique ?

Les pays occidentaux (largement responsables du début du changement climatique) ont leurs révolutions industrielle derrière eux et sont désireux aujourd'hui de voir l'humanité diminuer ses émissions de gaz à effet de serre. Cela est perçu, du côté des pays à revenus faibles et intermédiaires, comme une demande injuste et un frein à leur développement.





E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

Notre environnement fonctionne aujourd'hui selon un équilibre précaire où l'humanité est devenue une variable d'étouffement. L'Anthropocène marque le début de l'impact de l'homme sur son environnement. Le plus grand défi de notre siècle est de préserver notre planète... pour que nous puissions continuer d'y vivre.

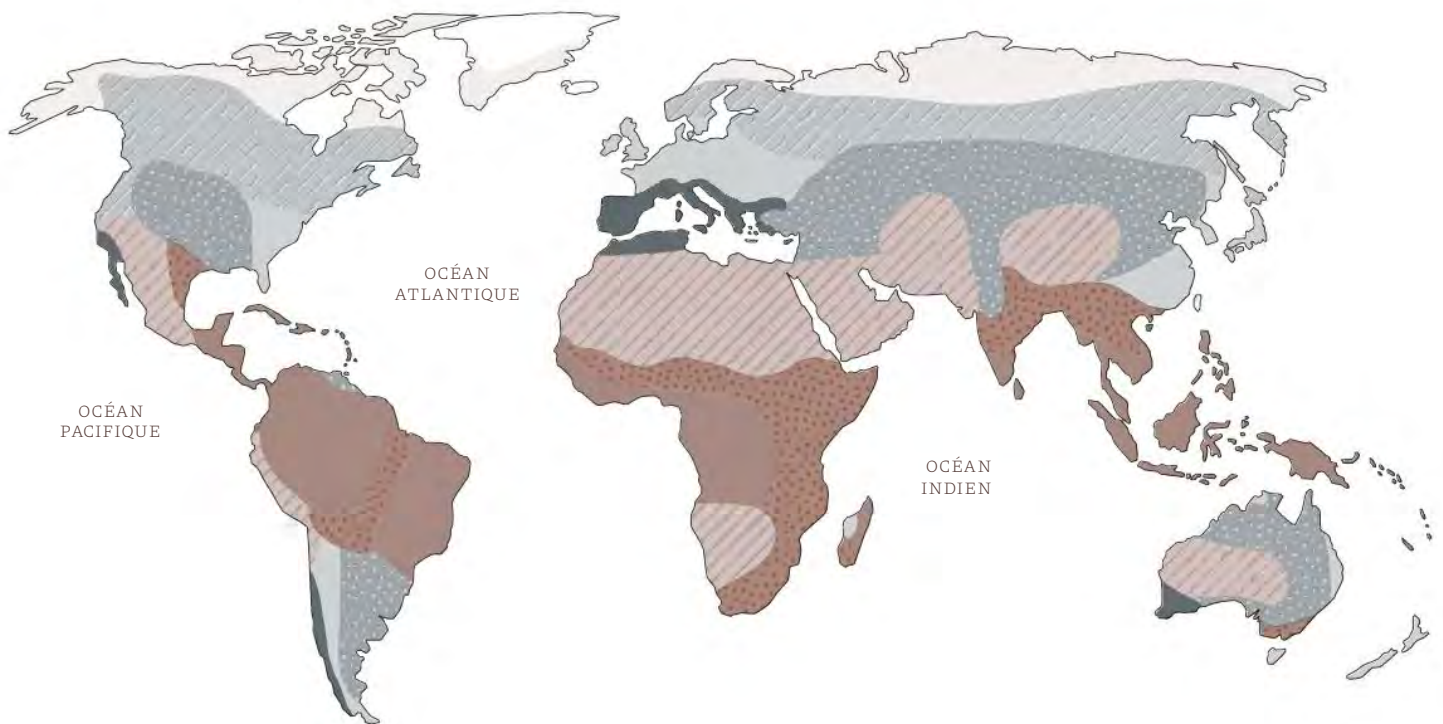
CHAPITRE 22

LA PROTECTION DE L'ENVIRON- NEMENT

P
A
R
T
I
E

T
H
É
M
A
T
I
Q
U
E

ÉTAT DES LIEUX



Les principaux biomes

Forêt ombrophile tropicale	Prairie tempérée
Forêt sempervirente et décidue tempérée	Désert
Toundra	Savane/prairie tropicale
Taïga	Biomes méditerranéens

Forasphère : terres émergées libres de glace

En l'espace de trois siècles, nous sommes passés d'un monde quasi « sauvage » à un monde anthropisé à 55 %. Cela signifie que plus de la moitié des terres ont été converties pour l'agriculture, l'expansion urbaine, pour en faire des prairies et des pâturages, etc. Les premiers terrains transformés l'ont été à des fins agricoles, au détriment des forêts tempérées. En Europe comme en Asie, des siècles de cultures traditionnelles n'ont pas entamé leur fertilité : ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale, avec l'apparition de l'agriculture intensive (surpâturage, déforestation), que la dégradation des sols a commencé.

Alors que les surfaces boisées recèlent l'essentiel de la biodiversité terrestre (60 000 espèces d'arbres différentes, 80 % des amphibiens, 75 % des oiseaux, 68 % des mammifères), elles sont attaquées de toutes parts. La taïga (forêt boréale) est la première source au monde de bois industriel et de fibre ; les forêts tempérées pluvieuses fournissent le bois de construction et la pâte à papier.

La forêt ne nous fournit pas seulement du bois, elle apporte aussi de l'oxygène, de l'eau douce, un habitat pour les pollinisateurs, des aliments et des molécules qui sont aujourd'hui à la base de 25 à 40 % (selon les sources) de nos médicaments. Par ailleurs, les grandes forêts tropicales sont de véritables poumons pour notre Terre. La forêt amazonienne est le second plus grand pourvoyeur d'oxygène après les océans. Et pourtant, aujourd'hui encore, la perte forestière annuelle nette est de 10 millions d'hectares, quand on gagne dans le même temps 6 millions d'hectares de terres agricoles.

En outre, les surfaces boisées influencent la météorologie en rendant plus rare le temps sec et chaud. Les arbres redistribuent jusqu'à 95 % de l'eau qu'ils captent dans le sol. Celle-ci retourne alors à l'atmosphère par un phénomène d'évapotranspiration, pour reformer un nuage qui engendre de nouveau la pluie.

Tous les êtres humains sont tributaires des forêts et de leur biodiversité, certains plus que d'autres. À l'échelle mondiale, 1 milliard de personnes dépendent de produits alimentaires prélevés dans le milieu naturel : gibier, insectes, produits végétaux comestibles... En Europe, ce sont plus de 100 millions de personnes qui consomment régulièrement des denrées alimentaires prélevées dans ce même milieu. Cela augmente de manière globale l'interface homme / animal et favorise l'émergence de zoonoses (maladies animales) chez l'humain, comme ce fut le cas pour le VIH, le virus Ebola ou, plus récemment, et fort probablement, pour la Covid-19.

Pour aller plus loin

Depuis 1990, nous avons perdu 80 millions d'hectares (soit 1,25 fois la surface de la France) de forêt primaire, non transformée par l'homme. Au sein de la forêt, les espèces, végétales comme animales, dépendent toutes les unes des autres. En introduisant un déséquilibre (rupture de l'habitat, chasse importante d'un des éléments de la chaîne alimentaire, feux de forêt, etc.), on obtient assez vite un « effet domino » qui met en péril tout l'écosystème... et nous avec.

Qu'est-ce qu'un biome ?

Sur Terre, il existe neuf biomes principaux. Ce sont des territoires caractérisés par des conditions climatiques, des plantes et des animaux similaires, quelle que soit leur localisation dans le monde : toundra (plaine couverte de lichens), taïga (forêt boréale), forêt sempervirente tempérée (peuplée de conifères avec un climat frais et une pluie abondante), forêt décidue tempérée (forêt à climat tempéré avec précipitations modérées), prairie tempérée, biomes méditerranéens (maquis, garrigue), désert, forêt ombrophile tropicale, savane. Tous sont habités et ont été transformés, d'une manière ou d'une autre, par l'homme.



Hydro et cryosphère

L'ensemble de la population sur Terre dépend, directement ou indirectement, de l'océan et de la cryosphère. L'hydrosphère, ensemble des étendues et des cours d'eau de la Terre, occupe 72 % de la surface de notre planète, tandis que la cryosphère fait référence aux eaux et sols gelés, incluant glaciers et banquise. La cryosphère représente ainsi 10 % de la surface des terres émergées et 68 % de l'eau douce présente sur Terre... Elle est inexploitable, mais elle reste un maillon indispensable du cycle de l'eau, en approvisionnant les fleuves et les rivières. On comprend bien, dès lors, que la problématique liée à l'eau est plus en rapport avec sa gestion qu'avec sa quantité.

L'hydrosphère nous abreuve, nous permet de respirer, régule et modère le climat planétaire (cf. chapitre « *Le climat* »), et nous nourrit de sa biodiversité, dont nous ne connaissons pas 5 %. La moitié de l'humanité dépend directement de l'océan pour se nourrir. Au cours du *xx*^e siècle, la pêche traditionnelle s'est transformée en devenant industrielle, allant jusqu'aux limites d'une ressource que l'on considérait comme inépuisable. Les prises ne cessent de diminuer depuis vingt ans à la suite des dégradations des ressources halieutiques. L'océan offre également d'autres types de ressources, énergétiques celles-ci : énergie marémotrice, éolien offshore...

Les fleuves, dont la quasi-totalité du débit est aujourd'hui régulée par les barrages et les écluses, permettent une production d'énergie, la navigation, le commerce... Cependant, les écosystèmes fluviaux et alentour s'en retrouvent transformés.

Par ailleurs, la prise de contrôle du débit des fleuves engendre des conflits liés à la disponibilité de l'eau douce, déterminant essentiel de développement, comme c'est le cas autour des barrages sur le Nil, entre le Soudan, l'Égypte et l'Éthiopie.

L'eau douce est aujourd'hui considérée comme stratégique. Chaque année, 80 % des réserves disponibles sont captées, dont plus des deux tiers

à destination de l'agriculture. Les prélèvements d'eau ont augmenté de façon drastique ces dernières décennies, au gré de la croissance démographique et économique des différents pays... Cette sous-traction a, d'ores et déjà, un impact majeur dans les écosystèmes.

En 1998, le protocole de Madrid entre en vigueur et fait de l'Antarctique un continent exempt d'exploration minière pour les cinquante prochaines années. Le « continent blanc » devient une réserve naturelle dévolue à la recherche scientifique. Les pôles deviennent ainsi les lieux privilégiés de l'étude de l'histoire du climat. En analysant des carottages de glace, on peut remonter les siècles et connaître la teneur en gaz des différentes couches de glace et de neige.

Si l'Antarctique est protégé, ce n'est pas le cas de l'Arctique, dont les frontières sont en train d'être déconstruites par le changement climatique et la mondialisation. La fonte des glaces (cf. chapitre « *Le climat* ») et l'ouverture des routes maritimes du Nord ouvrent des itinéraires au commerce et à la prospection minière et offshore. La fonte du pergélisol, elle, ouvre des perspectives de création de nouvelles parcelles agricoles. Ce sont tous les écosystèmes de la toundra, de la banquise mais aussi des mers qui sont en danger aujourd'hui.

Pour aller plus loin

Dans les années 1960, l'Union soviétique, souhaitant développer la culture du coton dans la région des actuels Ouzbékistan et Kazakhstan, détourne les affluents de la mer d'Aral. En moins de trente ans, la mer a perdu 60 % de son volume et la salinité a tué la quasi-totalité des poissons. L'industrie de la pêche, qui faisait vivre 60 000 personnes, a disparu, et l'absence de masse d'eau a fait apparaître des tempêtes de sable dans la région, augmentant ainsi les pathologies pulmonaires et la mortalité infantile. C'est également le cas du lac Tchad, qui a perdu 95 % de sa surface et où toute tentative d'endiguement du phénomène est mise à mal par la présence de groupes armés islamistes dans la région (cf. chapitre « Le terrorisme »).

Les risques liés aux fleuves

La tentative de domestication des fleuves génère inondations et destructions majeures lors d'événements météorologiques extrêmes. Ce fut le cas en 2005 à La Nouvelle-Orléans, où l'ouragan Katrina fit céder les digues et noya la quasi-totalité de la ville.

QUEL EST L'IMPACT DE L'ÊTRE HUMAIN ?

Biodiversité

La biodiversité recouvre toute la diversité et la complexité du vivant. Elle ne représente pas seulement un inventaire des espèces vivantes : c'est aussi l'ensemble des connexions qui les relie entre elles et à leurs environnements.

La vie, apparue dans l'océan primitif il y a plus de 3,85 milliards d'années, a généré plusieurs milliards d'espèces différentes, végétales, animales, mais aussi unicellulaires, comme les bactéries et les virus. La majorité d'entre elles ont d'ores et déjà disparu. La vie sur Terre a déjà connu cinq extinctions de masse. Après chacune, il a fallu compter environ dix millions d'années avant de retrouver le niveau de biodiversité antérieur.

La biodiversité se vit en symbiose au cœur des environnements. Chaque espèce, végétale ou animale, a un rôle, une fonction et une place. C'est comme cela que, dans les zones humides d'Amérique centrale et latine,

vit un papillon jaune orangé, le Dryas Julia Heliconian, qui trouve le sodium nécessaire à sa survie dans les larmes du crocodile et se met à l'abri de ses prédateurs usuels en se perchait sur le museau du reptile. Il est fort probable que le papillon participe à l'hygiène oculaire du crocodile. De la haute coordination, qui permet à différentes espèces de cohabiter et prospérer dans leurs environnements.

Cependant, l'équilibre est précaire et un maillon défaillant peut faire basculer tout un écosystème : c'est ce qui rend si dangereuse l'importation d'espèces exotiques envahissantes. La présence d'espèces exotiques a augmenté de près de 40 % depuis 1980, majoritairement à la suite de l'intensification des échanges commerciaux. Ainsi, 20 % de la planète se retrouvent menacés par des invasions végétales et animales nuisibles aux espèces endémiques. Dans les écosystèmes terrestres, le changement d'usage des terres est le facteur ayant l'impact le plus négatif sur la nature depuis 1970.



Dans les écosystèmes marins, c'est l'exploitation directe des organismes (la pêche) qui a l'incidence la plus importante. La pêche industrielle et ses nouvelles techniques (sonar, pêche en eaux profondes), les subventions qui favorisent l'augmentation capacitaire des flottes ont entraîné une diminution de 36 % des populations aquatiques de vertébrés au niveau des océans, et de 81 % dans les eaux douces. La perte de la biodiversité marine fragilise l'écosystème océanique tout entier et sa capacité à jouer le rôle d'atténuateur de l'impact du changement climatique.

Combien d'espèces vivantes sur Terre ?

Aujourd'hui, la littérature scientifique dénombre environ 4 millions d'espèces, dont seulement un peu plus d'une sur dix appartient au monde aquatique.

Il est admis que des pans entiers de la biodiversité restent encore méconnus, surtout dans l'océan et les grandes profondeurs, qui demeurent l'une des rares zones inexplorées de notre Terre.

En décembre 2022, lors de la COP15 biodiversité à Montréal, 190 États ont approuvé pour la première fois la création de zones protégées sur 30 % des terres et des océans (actuellement protégés respectivement sur 17 et 8 %). L'accord prévoit également une restauration de 30 % des terres dégradées et des garanties aux peuples autochtones.

Pour aller plus loin

À l'échelle mondiale, des variétés et espèces locales d'animaux et de plantes disparaissent. Cette perte de diversité génétique compromet la sécurité alimentaire mondiale en affaiblissant la capacité de résistance des systèmes agricoles aux menaces telles que ravageurs, agents pathogènes et changement climatique. Les dégradations massives des différents écosystèmes et d'espèces (dodo sur l'île Maurice, grands mammifères sur les continents asiatique, australien et américain) depuis l'émergence de l'humain et, surtout, depuis la révolution industrielle, posent la question d'une possible sixième extinction. Actuellement, le nombre d'espèces en disparition ou disparues oscille entre 100 et 1 000 fois plus par rapport à celui attendu. En continuant sur cette trajectoire, la moitié de notre biodiversité aura disparu d'ici à 2100.



Pollution de l'environnement

L'environnement, notre cadre de vie, est attaqué de toutes parts. Les plastiques usagés qui jonchent l'océan, mais aussi les montagnes européennes et les wadi au Moyen-Orient, sont pourtant récents dans nos usages. Le plastique est arrivé en héritant des habitudes de vie du périssable : un sac en papier jeté dans la nature disparaissait en un hiver tout au plus ; un sac en plastique jetable mettra, lui, cinq cents ans...

Les premières catastrophes environnementales sont dues à des accidents industriels. La baie de Minamata au Japon, en 1956, empoisonne des milliers de personnes au mercure pendant des décennies de rejets toxiques dans la mer. L'explosion de l'usine de Bhopal, en Inde, induit une pollution mortelle se déversant sur une zone d'habitation informelle. Et Tchernobyl démontre – si cela était nécessaire – qu'une pollution locale peut avoir un impact à l'échelle d'un continent. Aujourd'hui, la pollution est multiple et n'épargne aucun écosystème, ni sur terre, ni sous l'eau. Des microplastiques ont ainsi été retrouvés au fond des fosses marines les plus profondes, dans l'estomac des cétacés et dans le nôtre, ainsi que dans la quasi-totalité des bouteilles d'eau minérales...

Chaque année, par le biais des fleuves, ce sont environ 8 millions de tonnes de plastique qui finissent dans les océans, soit l'équivalent d'un camion à ordures toutes les minutes. Quelque 75 % de ces fleuves charrieurs de plastique se trouvent en Asie, continent qui se mobilise d'ores et déjà pour diminuer cette pollution fluviale – ce qui n'a pas empêché, pour l'instant, la formation du « Septième Continent »...

Tout aussi problématique, la pollution de l'atmosphère représente aujourd'hui la principale menace pour la santé humaine. L'air de nos villes est saturé de polluants et particules fines qui viennent attaquer nos poumons, générant asthme, pneumonies, bronchiolites et allergies en tout genre, directement responsables de 7 millions de décès prématurés par an.

Ce sont aujourd'hui 90 % de la population mondiale qui sont exposés à des niveaux de pollution supérieurs à ceux préconisés par les autorités sanitaires. Nos villes sont particulièrement pointées du doigt ; elles sont également responsables de 70 % des émissions des GES, mettant au jour l'urgence d'inventer une nouvelle façon de vivre la ville. Lieu de vie de plus de 60 % de la population, elle est aujourd'hui devenue pathogène pour la planète mais aussi pour l'homme.

C'est à partir des villes que sont rejetés 70 % des eaux usées, directement dans l'environnement, sans traitement, à travers le monde. Cela engendre des « zones mortes », désoxygénées, affectant environ 245 000 km² d'écosystèmes marins... et les 3,5 milliards d'humains qui en dépendent. Sur le pourtour méditerranéen, 31 % des villes de plus de 2 000 habitants ne sont pas équipées de stations d'épuration. Étant une mer fermée, la Méditerranée met environ un siècle à renouveler son eau. Ces caractéristiques en font l'une des mers les plus polluées.

C'est aussi pour nourrir les villes que les pesticides, les engrais, le glyphosate sont déversés sur les cultures, puis dans l'environnement... ce qui déclenche des catastrophes écologiques, comme lorsque les nitrates et le phosphate génèrent une invasion d'algues vertes sur le littoral breton ou d'algues sargasses dans les outre-mer.

Pour aller plus loin

Les déchets sont devenus une problématique dont les pays du Nord avaient pris l'habitude de se débarrasser en Asie du Sud-Est. Récemment, la Malaisie a renvoyé des containers de déchets à leurs envoyeurs, ne souhaitant plus être la poubelle du monde... D'autant que la convention de Bâle, qui contrôle les mouvements internationaux de déchets, vient d'inclure une clause d'accord préalable avant le transfert de déchets entre pays expéditeurs et destinataires, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021. Cela engendre un nouveau type de criminalité, avec l'apparition de décharges illégales.

Qu'est-ce que le Septième Continent ?

Symbole de la pollution plastique, le Septième Continent est constitué par les déchets plastique qui se retrouvent piégés par les vortex océaniques, dont le plus important est le vortex du Pacifique Nord, recouvrant près de 3,5 millions de km².



E
N
2
0
S
E
C
O
N
D
E
S

Les inégalités économiques, véritable clivage entre pays du Nord et pays du Sud, tendent à se résorber ces dernières décennies, mais restent un des plus gros obstacles à la résolution des challenges du ^{xxi}^e siècle.

CHAPITRE 23

LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES

PARTIE
THÉMATIQUE

ON NE NAÎT PAS TOUS ÉGAUX...

Les inégalités économiques mondiales sont assez récentes dans l'histoire de l'humanité. Jusqu'au XVII^e siècle, les conditions économiques étaient à peu près similaires sur les différents continents. La révolution industrielle et l'émergence de l'Occident ont commencé à creuser un fossé avec le reste du monde à partir de la fin du XIX^e siècle. L'impérialisme occidental a déstabilisé certaines puissances historiques, comme la Chine, l'Inde ou encore l'Égypte. Le fonctionnement imposé par les puissances coloniales en Afrique (un appareil administratif et productif destiné à l'exportation vers les métropoles), combiné à l'absence d'États suffisamment stables et légitimes au sortir des colonisations, n'a pas permis la mise en place d'une fiscalité opérante qui puisse financer infrastructures et investissement social (éducation, santé...) dans les pays nouvellement indépendants. Tant et si bien que, en 1989, le coefficient de Gini au niveau de l'économie mondiale atteint le score record de 0,70.

Le coefficient de Gini des inégalités au niveau mondial décroît depuis les années 1990, du fait des performances des pays émergents. Cependant, on ne peut que constater encore aujourd'hui que le premier facteur d'inégalité est corrélé à notre lieu de naissance. En 2017, 60 % de la population pauvre mondiale vivait en Afrique subsaharienne (431 millions de personnes), 23 % en Asie du Sud (168 millions), 3 % en Amérique latine et moins de 1 % en Occident. De plus, on note une augmentation des niveaux de pauvreté en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ces dernières années du fait des conflits en Syrie et en Libye, ce qui lie pauvreté et conflit par une énième illustration.

Plus de 60 % des inégalités économiques au niveau mondial se justifient par les différences de niveaux de vie entre les pays. Par ailleurs, on note que la pauvreté demeure à travers les générations. De fait, les pays les plus pauvres sont aussi ceux qui ont le moins la capacité d'investir dans l'éducation des enfants, ce qui les condamne très largement à un avenir dans la pauvreté (cf. chapitre « La démographie »). On retrouve une similitude géographique entre proportion de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté et absence de scolarité des enfants. Pauvreté, malnutrition, santé précaire et absentéisme scolaire forment un cercle vicieux dont les jeunes générations n'ont que peu de chances de sortir. Au niveau global, quatre « trappes à pauvreté » furent ainsi identifiées : les conflits et les guerres civiles, la malédiction des ressources naturelles, l'enclavement géographique et la mauvaise gouvernance.

Qu'est-ce que l'indice de Gini ?

Le coefficient de Gini permet de mesurer le niveau d'inégalité dans une population donnée. Lors d'une égalité parfaite, il avoisine 0, et approche 1 lorsque l'inégalité est extrême. En termes économiques, les inégalités sont 1,3 fois plus importantes au Brésil qu'aux États-Unis, mais aussi 1,25 fois plus importantes aux États-Unis qu'en Europe où le système de protection sociale redistribue mieux les richesses que dans les systèmes anglo-saxons.





Pour aller plus loin

En dépit de cela, depuis vingt-cinq ans, on assistait au niveau mondial à un recul de la pauvreté jusqu'en 2019. Ce progrès a été remis en cause par la crise de la Covid-19. Le nombre de personnes tombant dans l'extrême pauvreté (un seuil établi à 1,90 \$/j) du fait de cette crise sans précédent est estimé début 2021 à 100 millions. Quelque 50 millions d'entre eux vivent en Asie du Sud-Est (région déjà impactée par la crise financière asiatique de 1997-1998) et 26 millions en Afrique subsaharienne. Alors que les projections pré-Covid estimaient un taux de pauvreté à 7,5 % en 2021, on atteint 11 % début 2022 (chiffre auquel il faudra ajouter les 68 à 132 millions de personnes précipitées dans la pauvreté d'ici 2030 par le changement climatique).

La mondialisation, miroir des inégalités économiques

Le lien entre mondialisation et inégalité économique est multiple et complexe. On ne peut pas dire que la mondialisation réduise les in-

égalités, tout comme on ne peut pas non plus dire de manière absolue que la mondialisation accroisse les inégalités. Les situations et exemples sont nombreux infirmant l'une et l'autre de ces allégations.

Lorsqu'on compare la vulnérabilité économique des pays producteurs de matières premières (agricoles, minerais, bois...) avec celle des pays industriels, on constate leur vulnérabilité accrue face aux crises économiques. En effet, le prix des matières premières est plus volatil que celui des produits manufacturés et c'est par ailleurs un cours qui est souvent défini par la scène internationale où les pays industriels y ont plus de poids. Certains analystes n'hésitent pas à parler de « malédiction des ressources naturelles » pour ces États. Les ressources en matières premières, rapidement exportées vers l'étranger, ne favorisent ni la recherche et développement ni l'industrie au niveau local. D'autre part, les recettes générées sont souvent captées par une corruption endémique qui ne fait que creuser les inégalités économiques au sein même du pays, tout comme elles se creusent entre pays industriels et pays producteurs.

Pour aller plus loin

D'un autre côté, la mondialisation et l'ouverture des marchés ont permis l'émergence de certaines économies sur la scène internationale (les BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qui a mené à une réduction des inégalités au niveau global. Depuis 1990 jusqu'en 2019 (avant la pandémie), la croissance de la richesse mondiale était tirée par celles des pays en développement. L'ouverture des marchés a permis des transferts de technologies et de savoir-faire, majoritairement à destination des

pays de l'Asie (surtout la Chine), où l'on y constate une amélioration du niveau de vie moyen. Cette tendance a su résister à la crise de 2008. On constate aussi des croissances annuelles du PIB par tête supérieures sur le continent africain que dans le monde occidental (3,2 % contre 1,6 %).

La mondialisation prend toute son importance à travers les relations d'interdépendance qu'elle a créées et continue d'instaurer. Cela confère une fragilité intrinsèque à notre système économique. L'histoire récente ne manque pas d'illustrations de cette vulnérabilité globalisée. En 2008, la faillite d'une banque d'investissement américaine entraîne le monde dans une crise économique sans précédent. Plus récemment, la crise de la Covid-19 a mis en avant le risque inhérent à la dépendance : rupture de stock, crise nationale et sociale...

Cette interdépendance vient de la tendance à la spécialisation des économies au niveau global (par exemple, l'Inde se spécialise dans la fabrication des médicaments, au Chili on extrait le cuivre et le lithium, les composants microélectroniques sont fabriqués à Singapour...). Certains pays, en se focalisant sur les domaines dans lesquels ils sont les plus performants, concentrent leurs investissements dans ces domaines bien ciblés, ce qui permet des économies d'échelle, ainsi qu'une baisse des prix. Cela favorise la consommation et donc la croissance économique... jusqu'au moment où l'autre côté de la chaîne n'est plus disponible.

Vous avez dit « mondialisation » ?

La mondialisation se définit par un système d'échanges internationaux devenus interdépendants, caractérisé par une ouverture des frontières, une augmentation des flux commerciaux internationaux, la délocalisation des industries et la libre circulation des biens. Chaque pays y a sa place et son rôle, mais les maillons se suivent et ne se ressemblent pas.

Il est important d'ouvrir le champ de réflexion pour analyser le lien entre mondialisation et inégalité économique. En élargissant sur le moyen et le long terme, on constate que, malgré tout, l'ouverture d'une économie au marché-monde est plus favorable au développement du pays. Cependant, l'économie seule ne suffit pas. La variable politique est essentielle pour associer ouverture de marché et développement de la société, et ainsi obtenir une amélioration sur le plan social et notamment dans la lutte contre les inégalités.

INÉGALITÉS RÉGIONALES

Il n'est cependant pas rare de voir les inégalités régionales plus marquées qu'au niveau international. Ainsi, on constate que les inégalités de PIB (par habitant) entre l'État de New York et celui de l'Arkansas sont plus marquées qu'entre les États-Unis et la Guinée équatoriale. Ces écarts sont pour certains le signe de régions et populations entières laissées de côté. Un échec de la croissance inclusive nationale qui peut venir entamer la cohésion sociale et attiser les tensions.

Dans les pays développés, les écarts entre les régions les plus compétitives et celles les moins performantes se creusent de plus en plus. Surtout lors d'un choc technologique (baisse du coût des machines et de l'automatisation) qui est d'autant plus impactant et durable dans les régions les plus « faibles », en entraînant une augmentation plus marquée du chômage. D'un autre côté, les chocs commerciaux (intensification de la concurrence des importations sur les marchés extérieurs) sont moins marquants, avec des effets qui s'atténuent rapidement après une année.

La problématique majeure de ces disparités régionales est leur transversalité : elles touchent l'économie mais aussi la santé, l'éducation, la qualité de vie... Ce retard économique rejaillit sur la couverture sanitaire de la population. La mortalité infantile y est accrue, l'espérance de vie moindre, le nombre d'étudiants du troisième cycle restreint, et les travailleurs qualifiés sont minoritaires. Ces données démographiques défavorables expliquent la productivité moindre : de -5 % par rapport aux autres régions dans le secteur public, jusqu'à -15 % dans le secteur privé.

L'absence de volonté politique véritable de rattrapage de ces régions risque de compliquer les inégalités dans les années et décennies à venir du fait du changement climatique. En effet, les régions défavorisées, souvent spécialisées dans l'agriculture et l'industrie manufacturière, sont très vulnérables au changement climatique – hausse des températures, augmentation des événements météorologiques extrêmes (gel au printemps pendant le bourgeonnement des cultures plusieurs années de suite, comme ce fut le cas en 2020 et 2021).

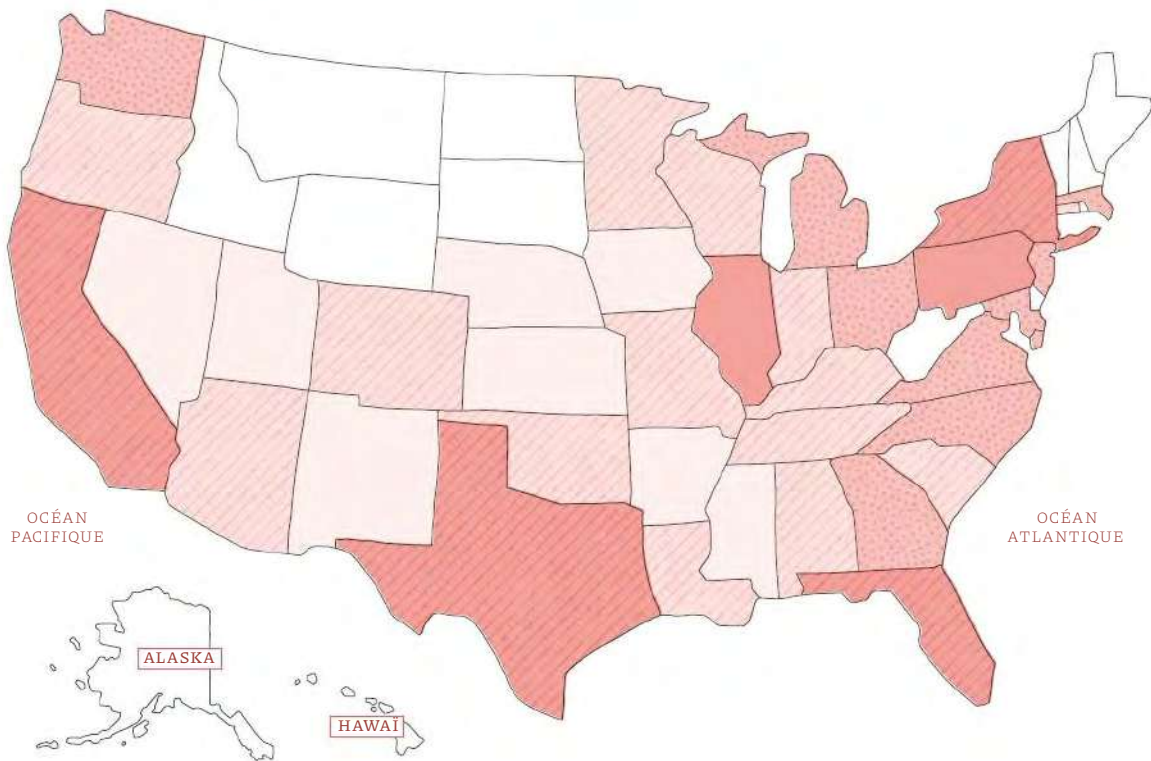
Pour aller plus loin

Dans l'objectif de diminuer ces inégalités, la teneur des politiques des territorialités est déterminante pour l'avenir de ces régions. Ce qui est d'autant plus vrai que 2021 se trouve toujours dans la tourmente de la crise économique générée par la pandémie de Covid-19... impactant le monde dans son ensemble. Les grands plans de relance économique des puissances économiques (États-Unis, Europe...), et les campagnes de vaccination ont permis d'avoir une croissance à 5,5 % en 2021. Cependant, la chronicisation de la pandémie, le conflit russo-ukrainien,

la montée de l'inflation et de la dette, additionnés à des événements météorologiques extrêmes et récurrents, défient la reprise économique des pays à revenus faibles et intermédiaires, accentuant encore les inégalités.

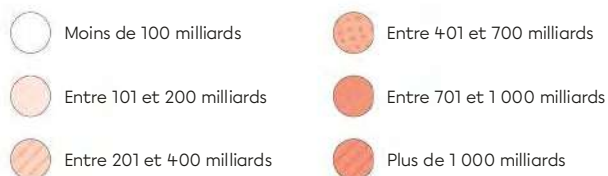
Qu'est-ce que la croissance inclusive ?

Une croissance inclusive permet de diminuer les inégalités au sein d'un pays. Il ne s'agit pas seulement de politiques de redistribution des richesses, mais de donner à chacun – à travers les profils et compétences différents – la possibilité de participer à la croissance économique.



PIB par État aux États-Unis en 2019

(en milliards de dollars courants)





E
N

2
0

S
E
C
O
N
D
E
S

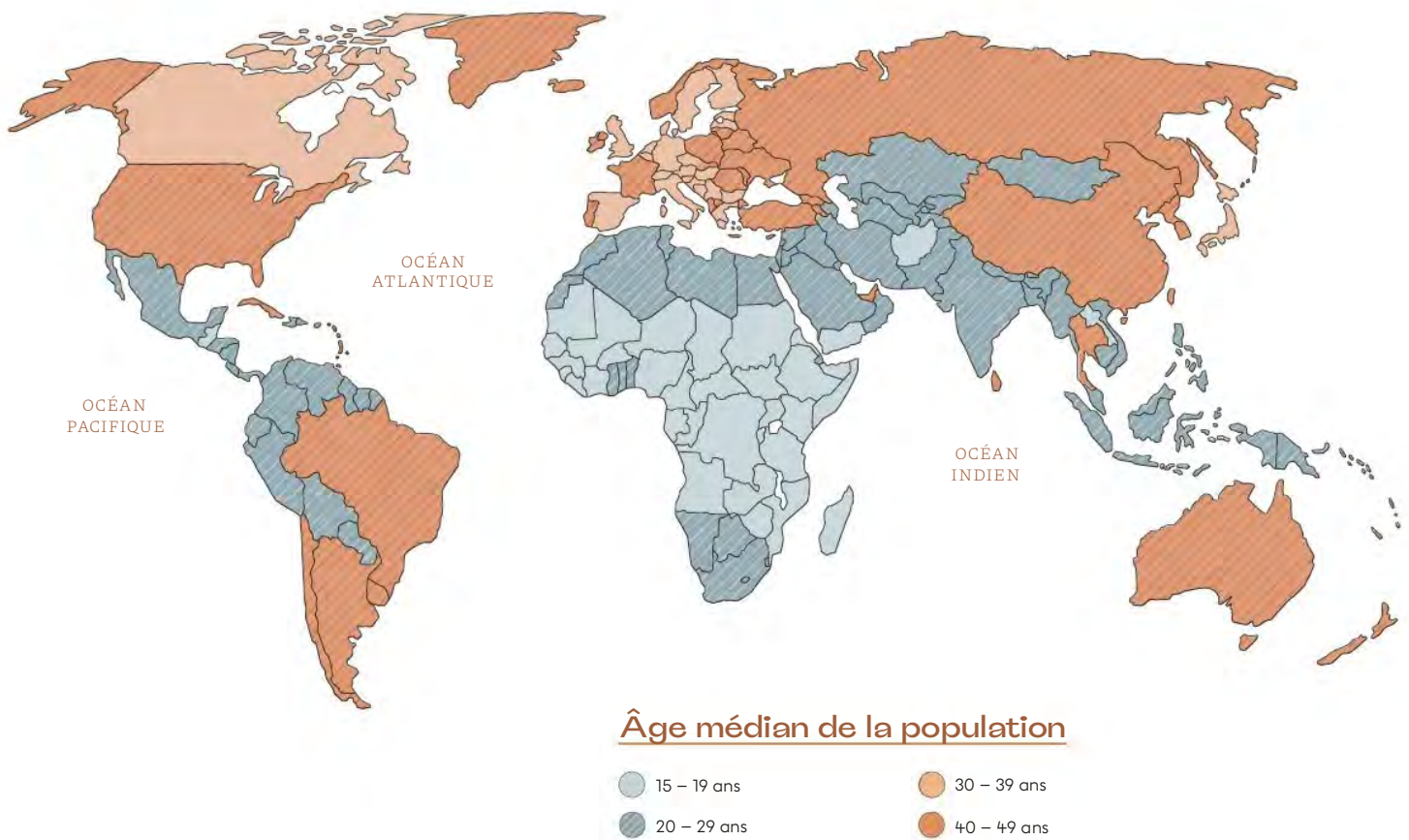
La démographie, porteuse de chiffres en tout genre, doit aujourd'hui se construire autour d'une humanité aux multiples facettes. Son explosion, au cours des deux derniers siècles, a bouleversé la façon dont l'homme vit dans le monde. Le ^{xxi}^e siècle voit les défis s'accumuler : urbanisation, égalité des chances et des genres, transition démographique généralisée...

CHAPITRE 24

LA DÉMOGRAPHIE

PARTIE
THÉMATIQUE

COMBIEN SOMMES-NOUS ET OÙ VIVONS-NOUS?



Géopolitique du nombre

Sapiens, seule espèce humaine partie du bassin de vie de l'Afrique de l'Est, a su coloniser la totalité de la planète en 50 000 ans. Au gré des périodes de paix et de celles où l'environnement était propice, l'humanité a ainsi gagné en nombre au fil des siècles... tout en restant très limitée du fait des épisodes de guerre, des famines et des épidémies. Au point qu'au cours du premier millénaire, la population mondiale n'a pas ou peu évolué, stagnant autour de 250 millions de personnes. Avec un fort taux de mortalité intrinsèque, il fallait alors, pour compenser, un fort taux de natalité, de l'ordre de six enfants par femme.

À partir de 1800, l'humanité a connu une explosion démographique due aux progrès de l'hygiène, de la médecine et, plus particulièrement, à la découverte de la vaccination et des antibiotiques. Cela a initié la transition démographique dans le monde occidental (Europe, Amérique du Nord), soit le passage d'un régime traditionnel où la fécondité et la mortalité sont élevées à un équilibre où la fécondité et la mortalité sont faibles. Dès lors, le doublement démographique se fait de plus en plus rapide : 1 milliard d'êtres humains en 1815, 2 milliards en 1930, 4 en 1972 et 6 en 1999, pour atteindre le cap des 8 milliards fin 2022. Les projections de l'ONU annoncent 9,7 milliards en 2055 et un pic à 10,4 milliards dans les années 2080, qui devrait se stabiliser ainsi jusqu'en 2100.

Pour aller plus loin

Aujourd'hui encore, la planète est inégalement peuplée. Sept pays totalisent, à eux seuls, la moitié de l'humanité (Chine, Inde, États-Unis, Indonésie, Brésil, Pakistan, Nigeria). L'Asie abrite les deux tiers de la population mondiale, proportion identique depuis les deux derniers millénaires. Les fortes densités de l'Asie du Sud et de l'Est ont toujours été associées à la culture du riz. Cette plante, qui a de forts rendements, nécessite également d'importants travaux agricoles (irrigation, construction de terrasses, repiquage) et implique, de fait, de grands foyers de peuplement.

L'Asie se trouve aujourd'hui dans la seconde phase de sa transition démographique, caractérisée par la poursuite de la baisse de la mortalité et de la natalité. En Chine, la baisse de la natalité s'est faite à marche forcée avec la politique de l'enfant unique, de 1979 à 2015, dans un objectif de lutte contre la

sous-nutrition. En 2023, l'Inde devrait raver à la Chine la place de pays le plus peuplé. Petit à petit, l'Asie va ensuite passer le relais à l'Afrique qui représente aujourd'hui 17 % de la population mondiale, pour 25 % en 2050 et jusqu'à 40 % en 2100.

La population évolue ; la transition démographique a gagné la quasi-totalité de la planète si ce n'est la région subsaharienne qui, pour des raisons culturelles et économiques, maintient un nombre élevé d'enfants par femme, malgré l'accès au planning familial. Les classes moyennes se développent : atteignant 1,8 milliard en 2000, elles sont 3,6 milliards en 2020 et atteindront 5 milliards en 2030, soit plus de 50 % de la population. Cela implique un changement de niveau de vie, une alimentation sollicitant plus de protéines animales et une empreinte carbone plus importante : une évolution de la population mondiale qui illustre l'urgence de se rapprocher le plus possible d'un développement durable (cf. chapitre « La protection de l'environnement »).

Quel est l'impact de la transition démographique ?

Elle implique un vieillissement de la population, laquelle est très hétérogène, d'un âge médian de 52 ans à Monaco et de 15 ans au Niger... Le monde se fracture ainsi entre une société vieillissante au Nord et une population jeune au Sud, alimentant un nécessaire flux de migrations mais aussi des inégalités socio-économiques (cf. chapitre « Les migrations »).

Le problème n'est pas tant le nombre de personnes vivant sur la planète que leurs modes de vie – d'autant que les pays qui ont l'augmentation de population la plus importante font aujourd'hui partie des 50 États les moins développés, ce qui met la pression sur des ressources déjà limitées dans ces pays. Des bassins de population qui se déplacent, des âges médians différents, des transitions démographiques encore incomplètes, une classe moyenne grandissante mais toujours très hétérogène... Tout ceci amène, en 2023, des inégalités telles qu'on n'en a encore jamais connues dans l'histoire de l'humanité, complexifiant la réponse à donner. Une seule constante à travers le monde : l'urbanisation croissante et l'appel de la mer...



L'urbanisation

Depuis 2008, plus de la moitié de la population mondiale vit en zone urbaine. Un phénomène mondial, mais disparate, très présent dans les pays occidentaux, d'Amérique latine et asiatiques, mais encore minoritaire sur le continent africain. La ville devient ainsi le lieu de vie privilégié de l'humanité avec, néanmoins, des expressions différentes. En Occident, elle s'étale verticalement, ce qui est synonyme de pouvoir ; mais dans les pays à revenus faibles et intermédiaires, le pouvoir s'exprime à travers l'étalement urbain.

Les grandes métropoles sont, historiquement, occidentales ou issues des civilisations millénaires asiatiques (Chine, Japon, Inde). Au début du siècle dernier, 14 des 17 villes de plus d'un million d'habitants étaient situées en Occident (Europe et Amérique du Nord). New York, ville la plus peuplée en 1900, avait 3,5 millions d'habitants.

En 2023, il ne reste plus qu'une ville occidentale dans le « Top 20 » des mégapoles : le poids du monde a basculé vers l'Asie. Au cours des vingt prochaines années, 96 % de la croissance urbaine se fera dans les régions les moins développées d'Asie du Sud et de l'Est, et d'Afrique. L'Inde, la Chine et le Nigeria représenteront 35 % de l'augmentation totale de la population urbaine mondiale.

Pensée à l'origine comme un outil de mise en sécurité, d'échange puis de commerce, la ville a évolué en un peu moins de 10 000 ans pour devenir un véritable concentré de tout ce que peut proposer l'humanité, jusqu'à en devenir elle-même pathogène. Générant 80 % du PIB mondial, elle émet aussi 70 % des gaz à effet de serre. L'utilisation de la voiture individuelle entraîne aujourd'hui des problématiques d'appropriation de l'espace public et d'impact sur la santé des populations. Asthme, surpoids, maladies cardiovasculaires, insuffisance respiratoire, dépression sont devenus des pathologies majoritairement urbaines.

Véritables laboratoires à ciel ouvert, les villes ont à peu près tout expérimenté dans la croyance qu'elles détenaient la solution aux divers maux de l'humanité : les fortifications, les infrastructures, la voiture, l'agriculture urbaine, le vélo, le numérique... pour finalement se rendre compte que les solutions sont plurielles et, surtout, dans le partage des connaissances et des expériences.

La ville, autrefois soumise à la volonté de l'État, se place maintenant sur l'échiquier international à travers des initiatives de mise en réseau telles que le C40, regroupant les plus grandes métropoles mondiales dans l'objectif de répondre au défi de l'urbanité et du changement climatique. La ville de demain se veut verte et axée sur l'humain, pour redevenir un lieu de vie. Un énorme défi pour une urbanité qui concernera 70 % de la population mondiale en 2050, sachant que l'extension urbaine se fait aujourd'hui majoritairement dans les pays à revenus faibles et intermédiaires, dans les zones urbaines informelles. Les bidonvilles représentent déjà un tiers de la population urbaine mondiale.

Pour aller plus loin

L'humanité s'est réfugiée dans les villes, et préférentiellement celles des bords de mer : 40 % de la population mondiale vit ainsi à moins de 100 kilomètres des côtes. Une montée d'un mètre seulement du niveau des mers et océans menacerait plusieurs zones très densément peuplées telles que Rio de Janeiro, New York, Bombay, Dhaka, Tokyo, Lagos, Le Caire... Jakarta a déjà prévu de déménager pour rejoindre les hauteurs sur l'île de Bornéo à horizon 2024, afin d'éviter la submersion. Le « syndrome de l'Atlantide » menacerait ainsi jusqu'à 570 villes à travers le monde, et un demi-milliard de personnes devrait déménager. Il faut penser la ville de demain, sans oublier de réinventer la ruralité, véritable socle agricole indispensable à toute ville... (cf. chapitre « L'agriculture »)

Qu'est-ce qu'une ville ?

Il s'agit d'une agglomération plus ou moins importante, caractérisée par un habitat concentré, dont les activités sont axées sur l'industrie, le commerce, les services et l'administration. La métropole est la ville principale d'une région. Une mégapole est une métropole de plus de 10 millions d'habitants, tandis qu'une mégalopole est une vaste région urbanisée qui s'étend sur des centaines de kilomètres et relie des grandes villes.

QUELS MOYENS DE DÉVELOPPEMENT ?

L'éducation

L'éducation est un droit fondamental ; c'est un moyen de développement particulièrement efficace qui permet de réduire la pauvreté, d'élever les niveaux de santé, de promouvoir l'égalité homme-femme et de stabiliser la paix. Elle a un coût mais elle représente surtout un investissement à moyen et long terme pour les pays, ainsi qu'au niveau individuel : chaque année de scolarité supplémentaire augmente de 9 % la rémunération horaire à l'âge adulte.

Pour aller plus loin

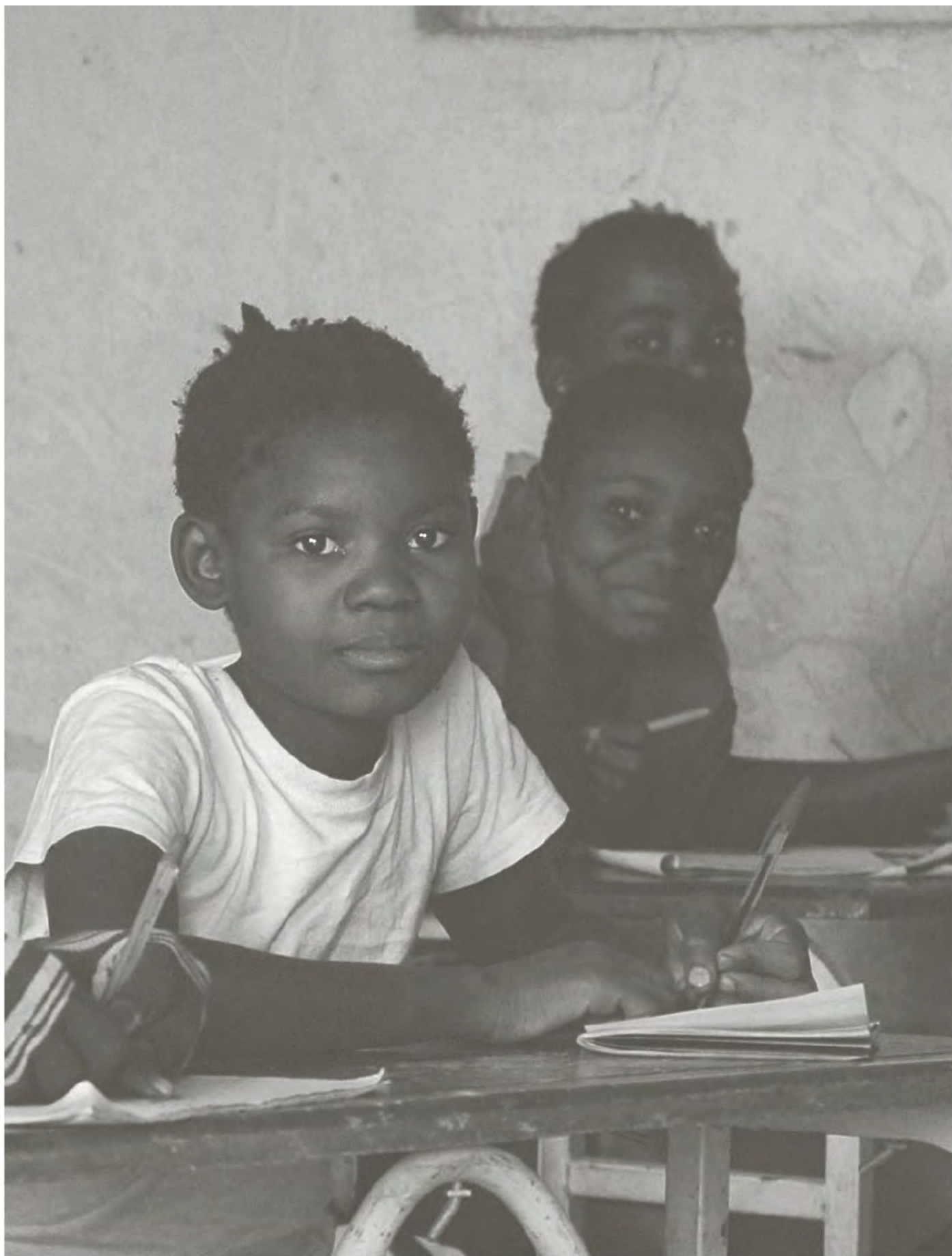
Avant la pandémie de Covid-19, le monde était déjà confronté à une crise de l'enseignement : plus de 260 millions d'enfants et d'adolescents n'étaient pas scolarisés, soit 20 % des enfants et adolescents au niveau mondial. De plus, 53 % des élèves dans les pays à revenus faibles et intermédiaires (dont les 9/10 en Afrique subsaharienne) n'étaient pas capables de lire un texte simple ni d'effectuer un calcul basique à l'âge de 10 ans. Il est aujourd'hui fort peu probable que la cible 6 de l'Objectif du développement durable N°4 des Nations unies (ODD) – veiller à ce que tous les jeunes sachent lire et compter – soit atteinte en 2030.

Si l'augmentation du taux de scolarisation n'a pas de réel impact sur le taux d'alphabétisation, cela revient à dire que « scolarisation » n'est pas synonyme d'« apprentissage ». La crise des apprentissages touche en effet la

grande majorité des continents. On y retrouve des acquis scolaires médiocres avec des niveaux bas, des inégalités profondes et des progrès bien trop lents.

En 2020, dans l'objectif de limiter la propagation de la Covid-19, une majorité de pays a fermé temporairement les écoles, entraînant plus de 100 millions d'enfants sous le niveau minimum de compétence en lecture. Plus de 91 % des élèves dans le monde ont ainsi été concernés. Au printemps 2020, 1,6 milliard de jeunes n'étaient plus scolarisés, alors que près de 370 millions d'entre eux comptent sur la cantine pour avoir un apport alimentaire dans la journée. Par ailleurs, on estime que plus de 24 millions d'apprenants au niveau universitaire, dont plus de 11 millions de filles, risquent d'abandonner leurs études à la suite des conséquences économiques et contextuelles de la pandémie de Covid-19.

Les différentes régions du monde ne sont pas égales devant l'éducation. Aujourd'hui, plus de la moitié des enfants qui ne sont pas inscrits à l'école vivent en Afrique subsaharienne, une région rurale présentant encore un taux d'analphabétisme record. Le taux de scolarisation chute fortement au moment de passer au secondaire, tout particulièrement pour les filles. En Afghanistan, le problème ne se pose plus depuis l'arrivée des talibans au pouvoir : les filles n'ont pas le droit d'aller à l'école au-delà du CM2.





Quel sera l'enseignement de demain ?

Le télé-enseignement a cru être la solution (abolition des distances, des déserts pédagogiques) mais la réalité est tout autre : la fracture numérique est très présente sur tous les continents, et la pandémie a démontré les limites du système initié par les MOOC (massive open online classes).

À partir d'un certain âge, il est demandé aux enfants et aux adolescents d'aider leurs parents ou de travailler eux-mêmes pour faire vivre la famille. Les familles doivent faire face à des coûts de scolarité trop importants, à des classes surchargées par manque d'enseignants et aux conflits que la région subit depuis quelques années déjà, avec la présence de groupuscules armés. On estime que, de par le monde, 50 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire et qui ne sont pas scolarisés vivent dans des zones touchées par un conflit.

De l'autre côté du spectre, des étudiants de troisième cycle profitent de la mondialisation qui s'est ouverte aux portes de leur académie. Les échanges entre universités favorisent la mobilité professionnelle ultérieure et la coopération académique tisse les liens internationaux de demain.

L'égalité des genres

Les femmes et les filles représentent la moitié de la population mondiale et, par conséquent, la moitié de son potentiel... un potentiel littéralement entravé par les inégalités hommes-femmes. Cela se retrouve au niveau de l'éducation, sur le marché de l'emploi bien sûr, mais aussi en termes d'accès à la santé et à une alimentation adéquate, ce qui accentue leur vulnérabilité.

L'inégalité homme-femme commence avant même la naissance, dans notre historique de droit patriarcal en Occident mais aussi à la suite des politiques de contrôle des naissances en Asie. Potentialisée par la politique de l'enfant unique, une sélection préférentielle des fœtus masculins par les familles a ainsi engendré une culture de l'infanticide féminin. Aujourd'hui, la région asiatique est en manque de femmes, au point de voir se développer une marchandisation de celles-ci.

L'inégalité de considération se manifeste dès l'enfance avec l'éducation privilégiée des garçons, phénomène qui se répercute sur le niveau d'alphabétisation des femmes à l'âge adulte : sur 773 millions d'adultes analphabètes à travers le monde, 66 % sont des femmes.

L'adolescence est de nouveau une période complexe pour les filles à travers le mariage précoce, parfois à

moins de 13 ans. Chaque jour, 37 000 filles de moins de 18 ans sont mariées, ce qui entraîne des risques accrus de complications lors de grossesses dites précoces, autant pour la mère que pour l'enfant.

Pour aller plus loin

Le désavantage des filles en matière d'éducation se traduit aussi par un déficit d'accès aux emplois qualifiés qui, indirectement, participe au manque de reconnaissance général du travail de la femme. Encore aujourd'hui, le travail quotidien des femmes au sein des familles à travers le monde n'est pas comptabilisé dans le calcul des PIB nationaux : on parle de femmes « sans emploi » alors qu'elles sont souvent piliers de famille. En Afrique, elles représentent 60 % de la main-d'œuvre agricole alors que leurs droits sont quasi inexistantes, et ce sont elles, à 75 %, qui assurent l'approvisionnement en eau potable des ménages qui en sont dépourvus.

Alors que l'égalité homme-femme est poussée sur le devant de la scène dans l'agenda international, les femmes « valent » toujours 24 % de moins que les hommes, en moyenne, sur le marché du travail. Une discrimination souvent justifiée par des arguments sans fondements véritables, si ce n'est la peur de voir évoluer nos sociétés patriarcales fondées sur la puissance et l'arrogance (cf. chapitre « Les guerres »). « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. » (*Le Deuxième Sexe*, 1949). Un avertissement de Simone de Beauvoir qui résonne encore aujourd'hui... Que ce soit dans la vie de tous les jours, dans les rues de Kaboul, après la prise de pouvoir par les talibans ou aux États-Unis lorsque, en juin 2022, la Cour suprême renvoie aux États le soin d'autoriser ou non l'avortement. Début 2023, déjà 18 États l'ont interdit, 5 l'ont restreint et 3 autres sont en train de statuer.

En 2014, 143 pays ont consigné le principe d'égalité entre les hommes et les femmes dans leurs constitutions respectives... mais, bien souvent, l'inscrire dans les textes de loi ne suffit pas à voir cette égalité s'affirmer sur le terrain. En 2019, il a été établi que 6 pays seulement accordaient en théorie les mêmes droits aux femmes qu'aux hommes.



E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

On n'y pense que lorsqu'elle n'est plus là... la santé. Qui touche l'intimité et pourtant se conjugue avec les sociétés. La santé est le fil d'Ariane invisible qui conditionne un développement durable et équitable. Les obstacles sont nombreux et les acquis... toujours à préserver.

Lors de la pandémie de Covid-19, la santé marque les corps et les consciences. La géopolitique de la santé prend place aux côtés des grandes thématiques du monde.

CHAPITRE 25

LA SANTÉ PUBLIQUE

DE L'INDIVIDU AUX SOCIÉTÉS

De nos jours, et depuis soixante-quinze ans, la santé à l'OMS ne se définit pas seulement comme une absence de maladie ou d'infirmité mais comme un état de complet bien-être physique, mental et social. Pourtant élevée au niveau de droit fondamental pour tout être humain, force est de constater que devant la santé, nous ne sommes pas tous égaux. La génétique distribue les premières cartes, et la vie complique l'équation en imposant une diversité d'accès et de compréhension.

Les systèmes de santé, loin d'être identiques, dessinent les disparités que l'on observe à travers le globe. Aujourd'hui encore, et tant que la santé sera considérée comme un coût et non un investissement, il sera difficile d'atteindre les objectifs du développement durable : donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges.

Pour aller plus loin

La santé, fondée sur une multitude de déterminants, dépasse largement le périmètre que l'on pourrait lui attribuer de prime abord : assainissement, réduction des inégalités, éducation, infrastructures, changement climatique... Là se trouve toute la complexité de la thématique. Tel un effet papillon, le moindre changement sur l'un de ces sujets peut avoir un impact considérable en matière de santé publique. Cela laisse l'opportunité de grandes améliorations à travers des interventions mineures, mais

stratégiques, tout en ayant également le pouvoir de déstabiliser tout un système par un événement qui aurait pu sembler anodin, comme l'émergence d'un virus dans une forêt équatoriale ou sur un marché au frais en Asie...

Réparer l'humain a toujours fait partie des préoccupations du quotidien, quelle que soit notre culture ou notre époque. Mais dans le domaine de la santé comme ailleurs, pas d'amélioration sans compréhension. Et il faut attendre les derniers siècles avec l'arrivée de l'hygiène, les antibiotiques et la vaccination pour voir enfin décoller notre espérance de vie.

Qu'est-ce qu'ONUSIDA ?

L'initiative ONUSIDA est la première action de santé publique mondiale dépassant le cadre de la santé propre. Alors que la lutte contre le sida (phase évolutive de la pathologie d'un patient VIH positif) était dévolue à l'OMS seulement, le monde s'accorde à élargir le champ d'action de lutte contre la pathologie. C'est ainsi qu'une dizaine d'agences de l'ONU, ainsi que la Banque mondiale se coordonnent afin de créer ONUSIDA dans le but de mettre en place une lutte stratégique au niveau international, considérant tous les déterminants de la pathologie.





Commence alors à apparaître la notion de santé mondiale « global health », en partant du principe qu'une action globale peut avoir une meilleure efficacité qu'une seule action nationale. C'est particulièrement vrai pour les maladies infectieuses et transmissibles telles que la Covid-19 ou la variole du singe aujourd'hui, ou bien le VIH il y a quelques décennies de cela.

Les politiques de santé ont permis de venir à bout de certaines pathologies mais également, de manière indirecte, de favoriser certains profils. Ainsi, les premières politiques de santé s'appuyant sur l'indicateur DALY, dont l'objectif était de diminuer le « temps de travail perdu », privilégiaient les jeunes hommes... tout en omettant sciemment les femmes et les enfants, dont la mortalité était toujours très élevée. En ce début des années 2020, nous pouvons d'ores et déjà identifier les challenges sanitaires du XXI^e siècle : la couverture médicale universelle, la résistance des bactéries aux antibiotiques, la défiance envers la vaccination, le changement climatique et les maladies émergentes bien sûr...

La santé : vivre vieux et surtout mieux

Trois cent mille ans d'évolution pour atteindre une espérance de vie qui plafonne à 25 ans : jusqu'en 1750, la moitié de nos enfants n'atteignaient pas 10 ans. Nous devons notre première victoire sur notre environnement à l'apparition de la vaccination et aux progrès obstétricaux. La deuxième révolution médicale se passe au milieu du XX^e siècle avec la découverte des ATB (antibiotiques). Véritables armes contre les maladies infectieuses bactériennes, ils ont permis à l'humanité de découvrir le troisième âge et ses pathologies : maladies cardio-vasculaires et cancers. Nous affichons aujourd'hui en France une espérance de vie de 79 ans pour les hommes et 86 ans pour les femmes. Alors même qu'au niveau mondial, entre 1990 et 2023, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de 9 ans, malgré la perte de quasi 2 ans d'espérance de vie en 2021 à la suite de la Covid-19.

Pour aller plus loin

La méfiance envers les vaccins est de plus en plus présente, remettant en cause le principe d'immunité de groupe et favorisant la résurgence de pathologies parfois mortelles, comme la rougeole. À l'origine de cette défiance, une étude (retirée de la publication pour défaut de méthodologie et conflit d'intérêts) qui mettait en cause un vaccin dans l'origine de l'autisme. Cette affaire a propagé le doute sur Internet et les réseaux sociaux... Les fake news gagnent en importance (cf. chapitre « Le monde cyber ») et, en 2019, « l'hésitation vaccinale » est considérée par l'OMS comme l'une des dix plus grandes menaces venant impacter les progrès de la médecine de ces cinquante dernières années. En 2020, la défiance vaccinale s'invite dans la stratégie vaccinale contre la Covid-19, jusqu'à en ralentir le processus.

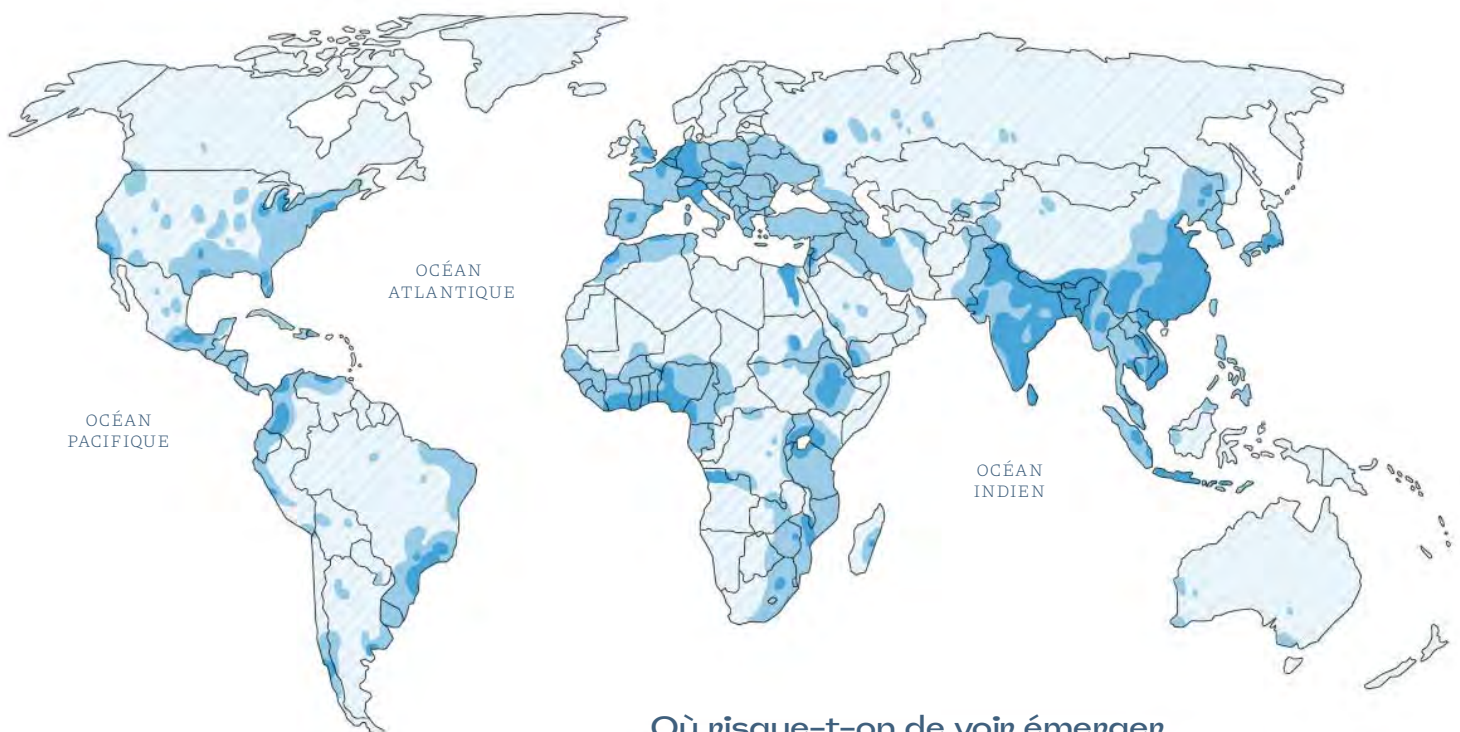
Nos antibiotiques, devant lutter contre de nouvelles résistances, ne sont plus aussi efficaces qu'avant. Cette résistance vient de leur utilisation abusive par une administration systématique dans la filière agroalimentaire, dans l'environnement, mais aussi chez l'homme. Rapidement, par facilité, à la demande du patient ou par méconnaissance, les ATB sont mésusés et « nourrissent » les bactéries devenues résistantes à nos traitements. Aujourd'hui, l'incapacité de prévenir les infections peut aller jusqu'à la remise en cause des actes chirurgicaux et des chimiothérapies, tout comme la capacité de guérir d'une « banale » bronchite... Pour achever le tableau de notre trop grande vulnérabilité, les bactéries ont développé la capacité de transmettre cette résistance aux bactéries voisines. Ce sont les BHRE (bactéries hautement résistantes émergentes), et ce n'est pas une bonne nouvelle.

Au milieu de tout ça et dans notre envie de vivre vieux et mieux, il va nous falloir adopter la meilleure des médecines... la prévention. Un effort aujourd'hui et maintenant pour un bénéfice éventuel plus tard. La médecine préventive, ce n'est pas retirer les boules rouges de notre loto personnel, c'est ajouter des boules bleues. Le risque de tirer une boule rouge diminue, mais ne disparaît pas.

Une approche mondiale indispensable

La couverture sanitaire universelle assure « à toutes les personnes et toutes les communautés » (OMS) un accès à des soins de qualité. Parce que protéger les autres, c'est se protéger soi-même et construire un avenir plus sûr.

MALADIES ÉMERGENTES: ZOOLOSE



Où risque-t-on de voir émerger une zoonose dans les années à venir ?

Risque estimé de potentielles maladies infectieuses
avec transmission de virus des animaux vers l'homme

● Risque élevé ● Risque modéré ● Risque faible

2020 nous aura durement rappelé l'existence des zoonoses, qui représentent 75 % des maladies émergentes de ces quarante dernières années.

Ces zoonoses, nous les connaissions déjà, mais il était plus aisé de croire qu'elles appartenaient au passé. Pourtant, les indicateurs n'étaient pas si éloignés de nous. Le VIH nous vient de la déforestation de la forêt congolaise au temps de la colonisation, le choléra de l'artificialisation des terres inondées au Bangladesh, l'encéphalite japonaise est due à l'élevage de porcs en Asie, le virus Zika de la déforestation amazonienne, la maladie de Lyme de la fracturation du couvert forestier sur la côte Est des États-Unis et la Covid-19 de Chine dont nous recherchons toujours l'animal réservoir sur le marché au frais de Wuhan... Cependant, l'émergence d'une zoonose n'est pas chose aisée. Elle est le résultat d'une succession d'étapes complexes impliquant plusieurs facteurs et conduisant irrémédiablement à une augmentation de l'interaction entre les populations animales (bétail, animaux sauvages) et les hommes.

Pour aller plus loin

Dans l'histoire de l'humanité, le nombre d'animaux détenus par les hommes n'a jamais été aussi important, les opportunités pour les zoonoses de passer chez l'humain sont donc à leur maximum. L'anthropisation de notre monde favorise également cela. Le changement d'utilisation des terres (transformation de couvert forestier en terre agricole, zone urbaine, pâturage...) à travers le monde amène la faune sauvage à interagir avec l'homme. Alors que nous avions un monde quasi sauvage il y a 300 ans, aujourd'hui 38 % de la surface du globe est dévolue à l'agriculture

(cf. chapitre « L'agriculture ») et tout particulièrement au pâturage, ce qui met en contact la faune sauvage avec l'humain... en passant par le bétail.

Nous pourrions penser que notre urbanisation nous éloigne du monde animal, mais sur les 4,5 milliards de citoyens que compte le monde, 1,4 milliard habite des bidonvilles... dont la quasi-totalité des arrières-cours sont peuplées de porcs et/ou de volailles. Une proximité idéale à l'émergence de zoonoses.

Le changement climatique peut être considéré à la fois comme un catalyseur et un facteur de risque supplémentaire dans l'émergence de ces maladies. En influençant les conditions environnementales, il impacte la survie, la reproduction, l'abondance et la distribution des agents pathogènes, de leurs vecteurs et de leurs hôtes, changeant ainsi les règles d'un jeu que l'on commençait seulement à entrapercevoir. L'environnement change, la pathologie s'adapte et évolue... elle devient opportuniste et résistante, elle est bien plus rapide que nous. Si 2020 nous a montré les prouesses de la médecine et de la recherche en élaborant plusieurs vaccins en moins d'un an, c'est un jeu auquel nous risquons d'être rapidement perdants... face au 1,7 million de virus identifiés dans le monde animal qui pourrait franchir à tout moment la barrière des espèces. Il nous faut reconnaître aujourd'hui les deux faces de l'impact de l'activité humaine sur notre environnement – le changement climatique (cf. chapitre « Le climat ») et les maladies émergentes – pour avoir une véritable action préventive en changeant nos comportements face à notre environnement.

Qu'est-ce qu'une zoonose ?

C'est une maladie qui se transmet d'un animal vertébré à l'être humain. En domestiquant les animaux, les humains ont perdu en taille et en espérance de vie. La proximité des animaux de nos lieux de vie a entraîné l'apparition de nombreuses pathologies infantiles et a donc impacté le développement de l'homme. Nous avons commencé à regagner ces centimètres et années de vie grâce aux progrès de la médecine... il y a environ 75 ans, soit 10 000 ans plus tard.

GÉOPOLITIQUE DE LA SANTÉ

La santé a eu du mal à se faire une place dans l'agenda international, longtemps considérée comme relevant de la souveraineté nationale des États. Cependant, depuis Genève, l'Organisation mondiale de la santé tente d'établir des normes sanitaires, de promouvoir la prévention, d'alerter sur les défis en devenir... même si les pays occidentaux, ayant leurs propres CDC (centres de contrôle des pathologies), n'écoutent Genève que d'une oreille peu attentive.

2020 restera un tournant dans la géopolitique de la santé, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le monde s'est rendu compte que cette souveraineté nationale sanitaire n'existait plus... Les matériels médicaux et les médicaments, ainsi que les vaccins, sont pour la plupart fabriqués en Asie, parfois même dans une seule usine pour la moitié du globe. Au moindre problème sur place, on peut obtenir une pénurie de tel ou tel médicament. Et c'est déjà le cas en France. La pandémie de Covid-19 a mis au jour cette dépendance et amené l'Union européenne, qui n'avait jusqu'à ce jour aucune légitimité sanitaire, à proposer une coordination de l'industrie pharmaceutique au sein de l'Union.

Par ailleurs, la Covid-19 marquera également les relations internationales au moins pour la décennie à venir. Début 2020, le monde convient d'accorder au futur vaccin anti-Covid-19 le statut de bien commun de l'humanité. Les modélisations s'accordent pour confirmer que l'équité vaccinale (le fait de vacciner les personnes vulnérables de tous les pays en même temps) aurait le double impact de combattre l'épidémie et de diminuer le nombre de décès de 66 % au global. Malgré cela, dès la publication des premiers résultats des laboratoires pharmaceutiques, les pays occidentaux ont précommandé la plupart des vaccins disponibles (parfois jusqu'à acheter plus du double des doses nécessaires) et laissé la très grande majorité des pays à revenus faibles et intermédiaires se débrouiller pour obtenir des doses de vaccins.

Enfin, début 2021, lorsqu'une seconde vague de Covid-19 frappe l'Inde, celle-ci arrête les exportations de vaccins pour privilégier sa propre population, alors qu'elle avait critiqué l'Occident quelques mois plus tôt sur cette même thématique. Vouloir protéger sa population est une réaction très humaine, chargée d'affect, qui montre bien que « l'équité vaccinale » dont le monde a besoin ne peut être portée par les États et les laboratoires pharmaceutiques, mais bien par une OMS au pouvoir et à la légitimité très renforcés...



Pour aller plus loin

Les pays à revenus faibles et intermédiaires se sont tournés vers les puissances dites « vaccinales » non occidentales, telles que la Chine, l'Inde, la Russie, Cuba... La Chine travaille à consolider ses alliances avec les pays de la nouvelle route de la soie tout en lançant des ancrages vers l'Amérique latine. La Russie accueille les demandes des pays amis historiques. L'Inde consolide sa diplomatie régionale en offrant des vaccins aux pays limitrophes alors qu'elle n'a pas fini de vacciner sa propre population. On assiste en 2021 à la construction des relations diplomatiques de demain sur ces bases : priorités édictées par les pays du Nord et solidarité entre pays du Sud... Il ressort en filigrane de cette situation le spectre de la guerre froide... Nord/Sud cette fois-ci. D'ailleurs, presque aucun pays ayant bénéficié du vaccin russe (Spoutnik V) en 2021 n'a condamné la Russie ni appliqué des sanctions à la suite de l'invasion de l'Ukraine en 2022.

Cette inégalité ne servira en rien les challenges du XXI^e siècle... qui nécessitent tous une implication internationale coordonnée et solidaire : le changement climatique, les engagements de l'accord de Paris, la montée des eaux, la lutte contre les risques

d'émergence de zoonoses, la pollution de l'air (cf. chapitre « La gouvernance mondiale »). La santé doit être le fil d'Ariane qui guide la géopolitique de demain. Parce que, au-delà de toutes nos différences culturelles, nous sommes bel et bien tous des humains victimes des mêmes vulnérabilités.

Quel pouvoir a l'OMS ?

L'Organisation mondiale de la santé est constituée de staffs techniques, diplomatiques et de 192 États membres. Ces derniers fixent l'agenda et les pouvoirs de l'organisation. C'est pourquoi l'OMS a eu tant de mal à jouer son rôle de chef d'orchestre dans la réponse à la pandémie en 2020. Chaque État voulait garder le contrôle de ses actions. L'OMS (comme tout organisme de l'ONU) a besoin de l'accord de l'État membre pour venir enquêter sur son territoire, comme ce fut le cas en Chine en janvier 2021. L'OMS n'a que le pouvoir que ses États membres veulent bien lui donner.



E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

Le commerce
international
façonne l'emploi,
la consommation,
l'environnement, il
peut lutter contre
la pauvreté, mais
aussi la créer. Il est,
en retour, modelé
par une multitude de
déterminants allant de
l'accès aux ressources
naturelles aux tendances
de la saison.

CHAPITRE 26

LES FLUX COMMERCIAUX

LE FIL D'ARIANE DE L'HISTOIRE

L'histoire de l'humanité s'est construite sur des échanges culturels et commerciaux. On retrouve ainsi ces routes qu'empruntaient les biens et denrées au niveau local, mais également au niveau intercontinental. Des flux commerciaux dans lesquels on pourrait lire à la manière d'un palimpseste les sillons de l'Histoire. Le commerce triangulaire transatlantique au **xvi^e** siècle et la route de la soie en sont les exemples les plus connus.

Pour aller plus loin

*La route de la soie est un réseau de routes commerciales qui relie la Chine aux portes de l'Europe. On estime ses débuts à 200 av. J.-C. et son abandon à partir du **xv^e** siècle, parsemant l'Asie centrale de vestiges de sa richesse. Récemment, la Chine a lancé la nouvelle route de la soie : un ensemble de voies ferroviaires, routières et maritimes connectant de nouveau la Chine au continent européen, mais également africain. Une stratégie de développement qui lui permet de renforcer son influence sur le continent eurasiatique et de l'étendre au-delà de ses références historiques, en Afrique et en Amérique latine.*

Au **xvii^e** siècle, les progrès de la navigation et de la construction navale suivis par la révolution industrielle peu de temps après mènent à une internationalisation croissante des économies nationales. On y observe alors les prémices d'une répartition des rôles : pays industriels au Nord et pays fournisseurs de ressources primaires au Sud, un schéma initié lors des périodes de colonisations et dont le commerce international a encore du mal à se défaire aujourd'hui.

Après la Seconde Guerre mondiale, les nouvelles institutions internationales portent le multilatéralisme et le libre-échange. La signature de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), l'arrivée sur la scène internationale des pays nouvellement industrialisés (Asie) marquent la seconde moitié du **xx^e** siècle. Combiné à la fin de la guerre froide, à la révolution technologique (cf. chapitre « *Les inégalités économiques* ») et à celle des communications, cet accord intensifie les flux commerciaux.



Ces flux tournent autour de trois grandes aires : Amérique du Nord, Europe occidentale et Asie. Un trio de tête autour duquel gravitent l'Amérique du Sud, l'Afrique, les pays du Golfe et l'Europe de l'Est/Russie. Depuis les années 2000, les pays membres de l'OCDE ont augmenté les flux sur les biens de haute et moyenne technologie (chimie, industrie automobile, électronique, aéronautique...). Cela représente jusqu'à 70 % des échanges de produits manufacturés, favorisés par l'entrée de la Chine à l'OMC (Organisation mondiale du commerce). De leur côté, les pays exportateurs de matières premières (majoritairement des pays à revenus faibles) luttent contre les termes de l'échange qui leur sont défavorables.

La situation va continuer à se détériorer du fait de l'essor de produits de substitution développés par les industries chimiques et biotechnologiques des pays industrialisés. Cela dessine, une fois de plus, un large déséquilibre au détriment des pays du Sud. D'autant plus que le commerce Nord-Sud est compliqué par un manque d'ouverture au commerce de certains pays du Sud et par les normes sanitaires, environnementales et sociales trop contraignantes des marchés du Nord... D'après une estimation de l'OCDE de 2009, en supprimant les droits sur le commerce de marchandises, on pourrait améliorer le bien-être mondial de plus de 170 milliards de dollars par an (une augmentation de 2 % du PIB annuel dans certaines régions...). Sur le terrain, il faudrait également entendre la volonté de protection des économies du Sud face au système économique mondial, aujourd'hui en leur défaveur.

Les termes de l'échange, de quoi parle-t-on ?

Il s'agit du rapport entre l'évolution du prix des exportations et celui des importations. Si les prix à l'exportation baissent plus que les prix à l'importation, le pays a un terme de l'échange négatif : il ne peut pas autant importer qu'il n'exporte.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Hypermondialisation ?

En cinquante ans, notre population a doublé, la croissance économique mondiale a quadruplé et le volume commercial mondial a décuplé, entraînant une hausse de la demande autant au niveau énergétique que de matériaux. Un volume qu'il faut déplacer, charger, transporter, décharger. La montée en puissance des flux commerciaux nécessitait une révolution logistique : le conteneur. Il a permis de révolutionner le transport maritime, qui est aujourd'hui majoritaire dans les flux commerciaux. Sur la dernière décennie, 65 % des échanges commerciaux entre l'Europe et la Chine se sont faits par voie maritime, 33 % par l'aérien et 2 % par chemin de fer. Cette proportion pourrait évoluer dans les années à venir du fait du développement de la nouvelle route de la soie.

Les délocalisations initiées dans les années 1980 avaient deux objectifs : servir les marchés locaux et pouvoir fabriquer à bas coût pour réimporter dans les marchés développés. Une tendance qui a profité à la croissance de

l'Asie et notamment la Chine, aujourd'hui hub industriel, mais aussi de la recherche et développement devenue incontournable. La Chine est en 2022 le premier exportateur mondial de marchandises et second importateur après les États-Unis.

Le commerce international est entré dans une phase d'hypermondialisation. Alors qu'il représentait 40 % en 1992, il s'octroie aujourd'hui 60 % du PIB mondial. Dans la même temporalité, la part des pays de l'OCDE n'est plus que de 64 % contre 73 % une décennie plus tôt. La fragmentation des chaînes de production et d'approvisionnement permet d'acheter la manufacture (le travail humain) et les matières premières au plus bas prix, où que ce soit. Une division internationale de la conception, de la fabrication des composants primaires et de l'assemblage permet des marges brutes très confortables pour les entreprises, mais génère et nécessite en retour plusieurs tours du monde pour un produit fini et mis en vente. Il se crée une dissociation spatiale entre production et consommation.

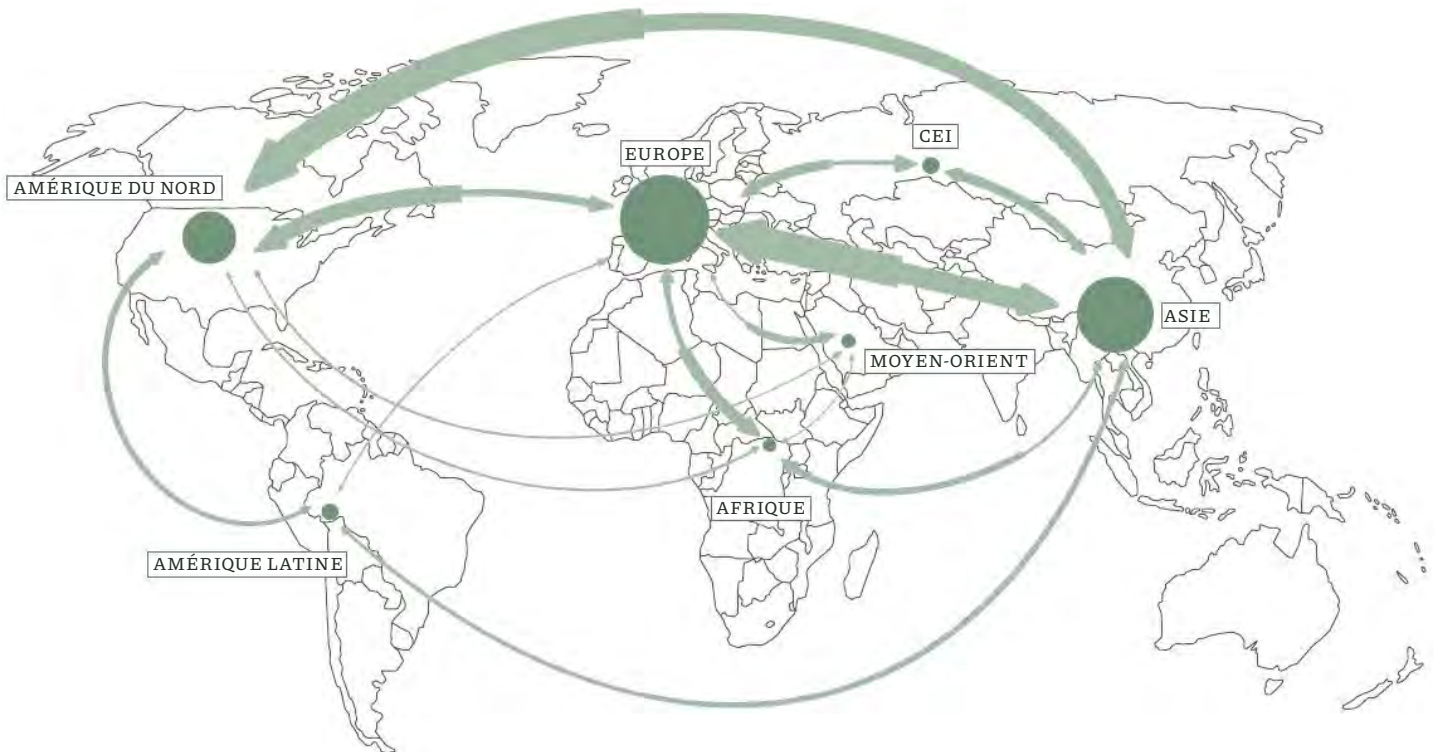
En profitant des progrès technologiques de communication, on assiste à une mondialisation qui devient immatérielle. La part des services dans les flux commerciaux a atteint une valeur record de 5 630 milliards de dollars en 2018.

Pourquoi un conteneur ?

Jadis utilisé pour le transport ferroviaire, le conteneur s'est parfaitement adapté au transport maritime dans la seconde moitié du ^{xx}e siècle et offre de nombreux atouts : transport de tous types de biens, gain de temps sur la manutention, limitation des ruptures de charge et réduction du coût du transport.

Pour aller plus loin

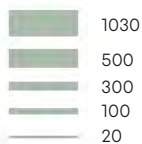
En cherchant à gagner en puissance à travers les échanges commerciaux, les États se retrouvent parfois entravés dans leurs politiques économiques par les contraintes du commerce international. Pour contrer cela, on note depuis les années 1990 une intensification des zones où le contrôle physique au passage aux frontières n'existe plus grâce à des accords régionaux économiques tels que le Mercosur en Amérique du Sud et l'ASEAN en Asie du Sud-Est en 1991, l'Alena en Amérique du Nord en 1992 et bien sûr l'Union européenne. Un marché commun qui permet une mobilité simplifiée des biens et services entre pays. Cette multiplication d'accords préférentiels est renforcée par l'échec du Cycle de Doha qui visait à réformer en profondeur le système commercial international.



Le commerce de marchandises en 2016

(en milliards de dollars)

Échanges interrégionaux



Échanges intrarégionaux





Et après ?

La résurgence du protectionnisme de certaines zones (tarifs douaniers), des mesures de rétorsion touchant les marchandises largement échangées, la volatilité des marchés financiers et l'augmentation des tensions commerciales sino-américaines ont engendré un ralentissement significatif du volume des échanges commerciaux en 2019. Dans ce sillage, la pandémie de 2020 a provoqué une chute sans précédent des échanges à l'échelle mondiale. L'Asie, en privilégiant une politique « zéro Covid » drastique début 2020, a pu relancer son économie rapidement et est la seule région à avoir eu une balance positive de ses exportations et de son PIB à la fin 2020 alors que les prévisions post-crise sanitaire semblaient catastrophiques.

Ce n'est pas le seul hoquet de l'économie des dernières années. Plusieurs alertes sur la fragilité de l'hypermondialisation du commerce ont déjà été mises au jour : en 2016, un tremblement de terre à Taïwan a mis en arrêt deux fonderies de silicium où sont fabriquées environ 70 % des puces électroniques dans le monde. De son côté, la Chine, qui produit la quasi-totalité des terres rares, décide du jour au lendemain de ne plus exporter car sa montée en gamme industrielle augmente sa consommation domestique... Lors du confinement en Chine en février 2020, l'industrie automobile mondiale manqua de semi-conducteurs parce qu'ils sont fabriqués à Wuhan, épicentre de l'émergence de la Covid-19. Dans les mois qui suivirent, le monde manqua de tout, mais surtout de biens essentiels. À l'occasion de la pandémie de 2020 et des confinements successifs, le monde horrifié sembla se rendre compte que la souveraineté industrielle n'était plus qu'une illusion. Et qu'un virus ou un porte-conteneurs en travers du canal de Suez pouvait avoir un pouvoir dévastateur sur l'économie mondiale...

Une interdépendance des économies qui se vit également dans l'internationalisation des crises,

impactant ainsi la totalité du globe et emportant avec elle une inégalité, avec un impact plus fort sur les économies fragiles de rentes des ressources primaires.

Le conflit russo-ukrainien assorti des sanctions occidentales modèle le nouveau visage du commerce international post-Covid. Les échanges entre la Russie et l'Occident diminuent avec des impacts proportionnels à la dépendance au gaz russe, et amènent la Russie à développer de nouveaux débouchés pour ses matières premières et ses importations : en Asie, en Afrique mais aussi en Amérique latine.

Aujourd'hui, plus que démondialiser, il faut penser une mondialisation alternative en prenant en considération les projections démographiques à venir. Des marchés qui se déplacent, l'Europe qui représentait 41 % de la population mondiale en 2000 n'en représentera plus que 14 % en 2030. L'Asie et l'Afrique sont amenées à prendre de plus en plus de place dans la balance démographique.

Pour aller plus loin

D'autre part, penser une relocalisation totale de nos industries n'est pas réaliste. Trop cher et non pertinent. Les investissements pour certaines industries spécialisées nécessitent une mutualisation des coûts. Cependant, on peut penser à diversifier les fournisseurs et travailler l'anticipation en proposant un accroissement des stocks.

Une nouvelle façon de penser qui doit s'accompagner d'une solidarité internationale et d'un multilatéralisme commercial permettant une coopération pour lutter contre les challenges du XXI^e siècle : les inégalités, le réchauffement climatique, la limitation de l'emprise des multinationales, les paradis fiscaux. Pour des outils concrets, il faut des politiques nationales et institutionnelles fortes. L'ingrédient indispensable à cela : une volonté politique.

Le commerce international s'étouffe

En avril 2021, le cargo de la compagnie maritime Evergreen bloque le canal de Suez pendant une semaine à la suite d'une mauvaise manœuvre. Quelque 400 navires sont en attente devant ce fin corridor qui représente 13 % du trafic maritime mondial de marchandises. Une semaine pendant laquelle le monde prend conscience de son économie de plus en plus en flux tendu, où l'on cherche la compétitivité à tout prix, mais qui pose la question de la résilience de l'économie à long terme.

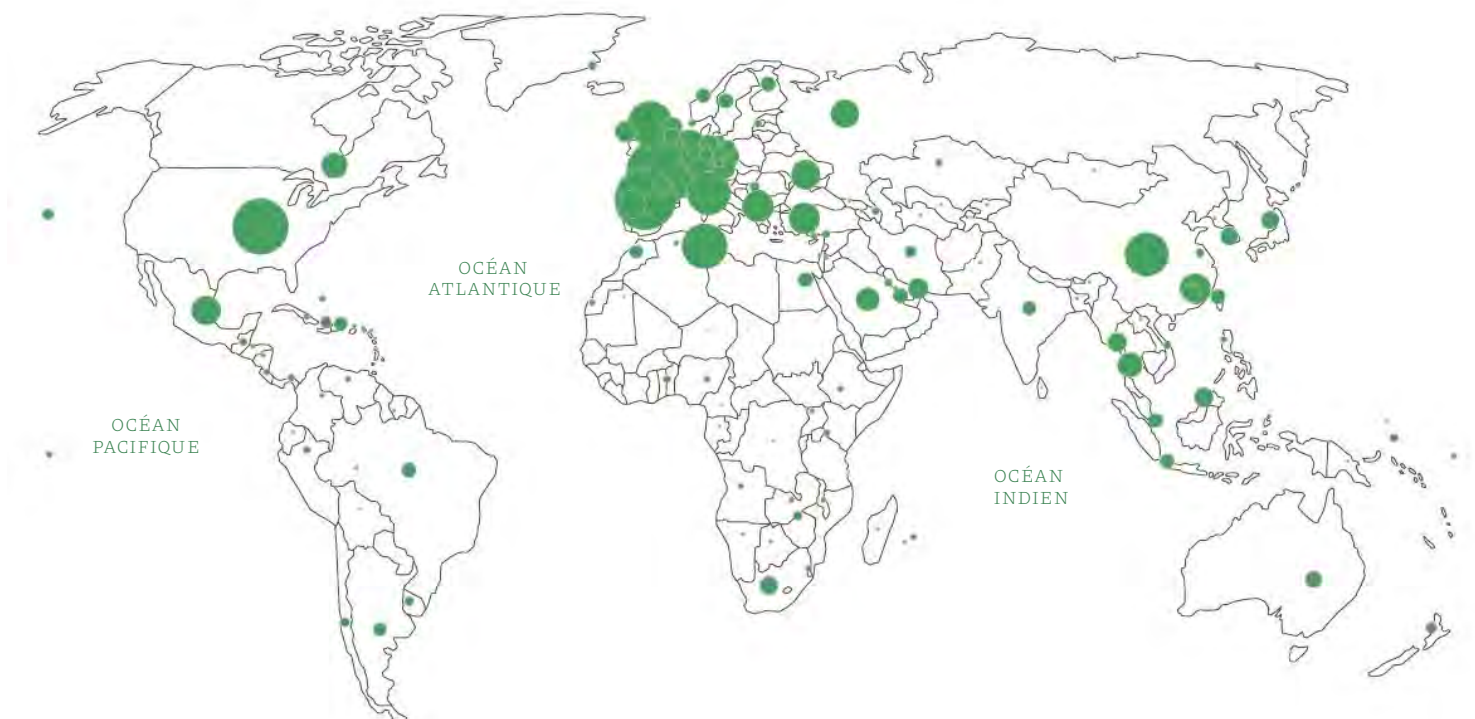


Un voyage dans une perspective de loisir qui a pour vocation d'aller voir ce qui se passe de l'autre côté de la colline... qui est devenue petit à petit internationale. Le tourisme est un secteur en plein essor qui soutend une stabilité politique et sécuritaire. Facteur de développement, il peut également devenir un problème en cas de surtourisme.

CHAPITRE 27

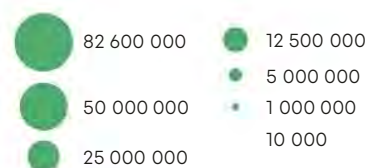
LE TOURISME

UN SECTEUR EN MUTATION



Répartition des touristes internationaux dans le monde en 2015

Arrivées de touristes internationaux



Le tourisme prend ses racines dans les premiers déplacements d'ordre médical ou religieux. En Grèce antique, on voyageait ainsi pour rejoindre les sources thermales de la région du Péloponnèse, mais aussi pour rallier les pèlerinages vers un lieu consacré. Aujourd'hui encore, le voyage religieux est prépondérant dans le tourisme mondial ; pour certains pays, c'est d'ailleurs une source de revenus non négligeable (40 milliards d'USD pour l'Arabie saoudite, par exemple).

Le tourisme médical compte toujours sur les thermes, mais ce sont surtout les nouveaux centres d'excellence qui attirent. La chirurgie devient une économie parallèle dans les pays asiatiques. L'Afrique du Sud propose des « scalpel safaris » tandis que Cuba surfe sur la réputation de ses médecins et des « plages voisines [de la clinique] pour y récupérer de l'opération ».

Au niveau mondial, le secteur du tourisme a su se jouer des différentes crises, cette dernière décennie, en se diversifiant. Malgré les crises économiques (2008) ou politiques (ex. : Printemps arabe), le tourisme mondial se maintient ainsi en hausse... jusqu'en 2020, où la pandémie de Covid-19 met un frein brutal au secteur en fermant les frontières, les lieux de convivialité et de culture à travers le monde.

Le tourisme s'est mondialisé ces trente dernières années. D'abord réservé à une élite européenne, il s'est démocratisé dans les années 1960, avec la généralisation des congés payés et la construction d'infrastructures touristiques grand public.

Pour aller plus loin

Pour la première fois, en 2012, le nombre de touristes a dépassé le milliard, puis il a atteint 1,4 milliard en 2018 sous l'effet de plusieurs facteurs favorisant les déplacements internationaux touristiques : déréglementation du transport aérien, développement des compagnies low cost, ouverture des pays émergents proposant de nouvelles destinations. La clientèle,

de son côté, suit la même tendance à la hausse avec l'accroissement des classes moyennes de par le globe, parallèlement à une mondialisation aussi bien économique et politique que culturelle, qui attise la curiosité de l'Autre. Jusqu'au milieu des années 1970, 90 % des touristes internationaux étaient occidentaux ; ils laissent petit à petit la place à des visiteurs issus des pays asiatiques.

Les flux touristiques se calquent sur les couloirs migratoires. On retrouve ainsi les Australiens en Europe, venus visiter le « home country », et les Européens en Afrique. Cependant, la destination touristique la plus en vue est, de préférence, l'État limitrophe au sien : le Royaume-Uni est le pourvoyeur numéro un de touristes en France, suivi par l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Belgique. Ainsi, 80 % des touristes étrangers en France viennent d'un pays européen.

Par ailleurs, le tourisme est lié au principe de réalité des visas. En fonction de votre passeport, l'accès à certains pays vous sera plus ou moins facile. Un passeport finlandais, suisse ou britannique vous fera voyager dans 178 pays sans visa, contre 170 pour un passeport français... 28 si vous avez un passeport afghan. Cependant, pour la moitié de la population mondiale, « tourisme » est synonyme de « voyage national ». Ce sont ainsi 3 à 4 milliards de personnes qui, chaque année, visitent leur propre pays.

Les touristes ont une préférence pour les sites culturels. Modernité et patrimoine sont les points d'attrait des touristes dans le monde.

Qu'est-ce que le patrimoine mondial ?

Victimes de leur succès du fait de l'avènement du tourisme de masse, de nombreux sites ont commencé à être détériorés. C'est dans ce contexte qu'en 1978, l'UNESCO crée le label « Patrimoine mondial » ayant pour but de préserver des sites qui sont à 78 % culturels. On assiste à un phénomène de surtourisme quand le touriste devient un agent perturbateur. C'est le cas à Venise, où les navires de plus de 40 000 tonnes sont interdits depuis juillet 2021.

IMPACT ET PERSPECTIVES DU TOURISME

Impact économique et géopolitique

Le tourisme est source de création de richesses, donc de développement économique, mais c'est aussi un moyen de donner une image plus positive d'un pays. L'impact économique du

tourisme est différent dans chaque pays, en fonction des recettes qui en découlent, mais surtout du pourcentage qu'elles représentent par rapport au PIB national.

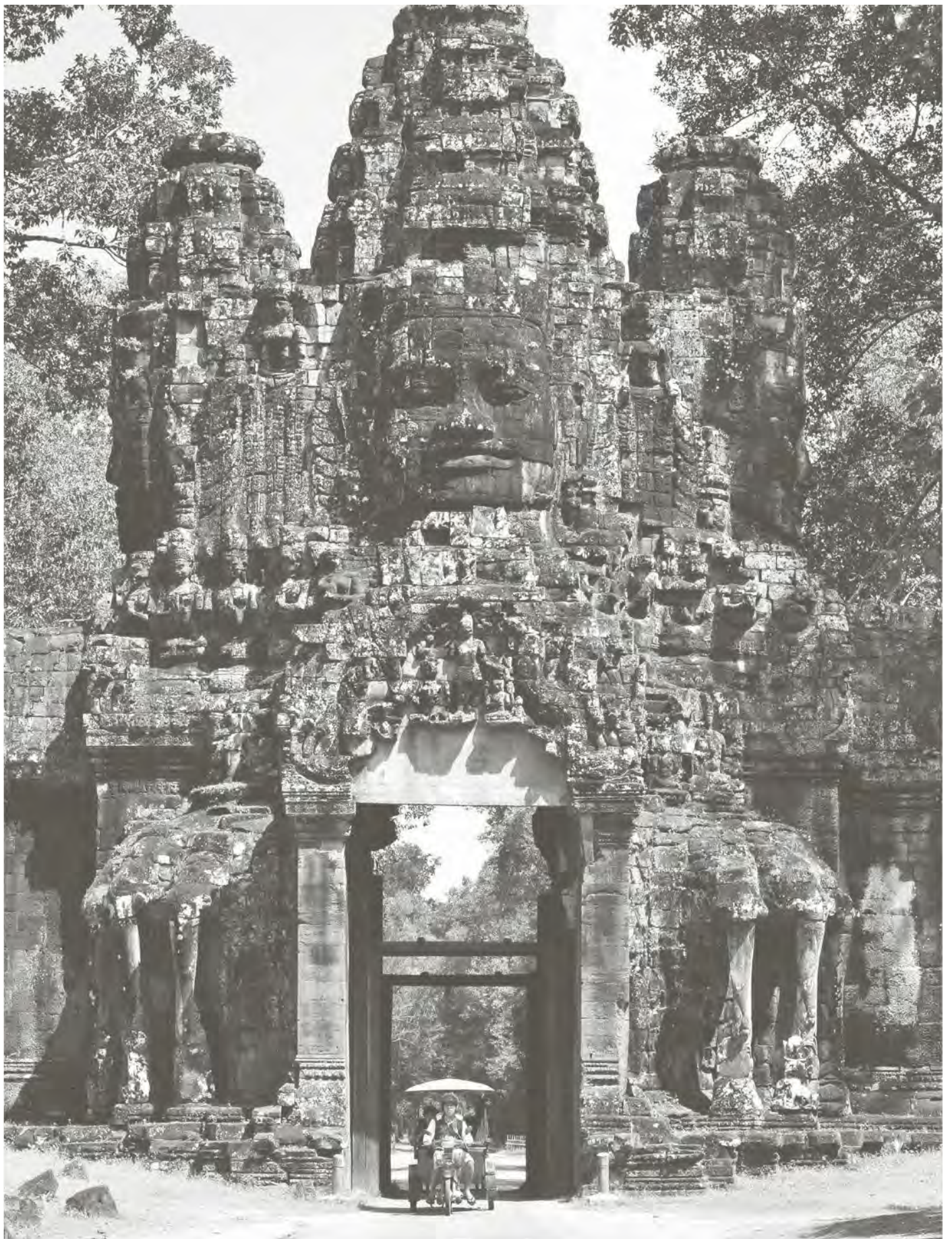
Globalement, le tourisme mondial représente, aujourd'hui, plus d'un tiers de l'ensemble du secteur tertiaire. Au-delà des répercussions économiques, le choix du développement du tourisme dans les pays à revenus faibles et intermédiaires permet de « positiver » l'image du pays et de communiquer sur son développement. Pour les pays émergents se pose, alors, la question du choix stratégique en matière de tourisme.

D'un côté, privilégier un tourisme de masse favorise la création d'emplois et d'infrastructures peu coûteuses, mais risque de causer plus de dégradations et de pollution des sites. D'un autre côté, le tourisme haut de gamme limite les nuisances, mais exige un réel

professionnalisme ; il est plus coûteux en ressources humaines et en infrastructures. Chaque voie véhicule ainsi une image de marque différente de la destination, qui doit entrer en ligne de compte dans la stratégie à l'international du gouvernement. Par ailleurs, le tourisme implique un développement des moyens de communication (ports, aéroports, routes, banques, etc.).

Pour aller plus loin

L'image de marque du pays est une vitrine ; elle représente à la fois une opportunité et un risque : une opportunité en améliorant la connaissance du pays, de sa culture, en permettant de casser les préjugés, mais également un risque de voir son image se dégrader lorsque les sites touristiques sont ciblés par des violences (comme en Égypte, en 2019) ou par une activité répréhensible (par exemple, l'exploitation sexuelle d'enfants). Le tourisme peut également générer de nombreux effets secondaires qui vont toucher l'entièreté de la population : augmentation du coût de la vie, « dollarisation » de l'économie, déplacement des « indésirables ». Il n'est ainsi pas rare de voir s'opérer une réelle fracture, au sein d'un même pays, entre les régions devenues touristiques et les autres.



La France, première destination

La France, avec 62 milliards d'euros de recettes liées au tourisme, est la première destination au monde ; cependant, ces recettes ne représentent que 7 % de son PIB national, ce qui la rend moins vulnérable aux aléas des flux touristiques, tandis que la Croatie ou Chypre, dont le revenu issu du tourisme représente respectivement 20,8 et 13,84 % de leurs PIB, y sont plus sensibles.

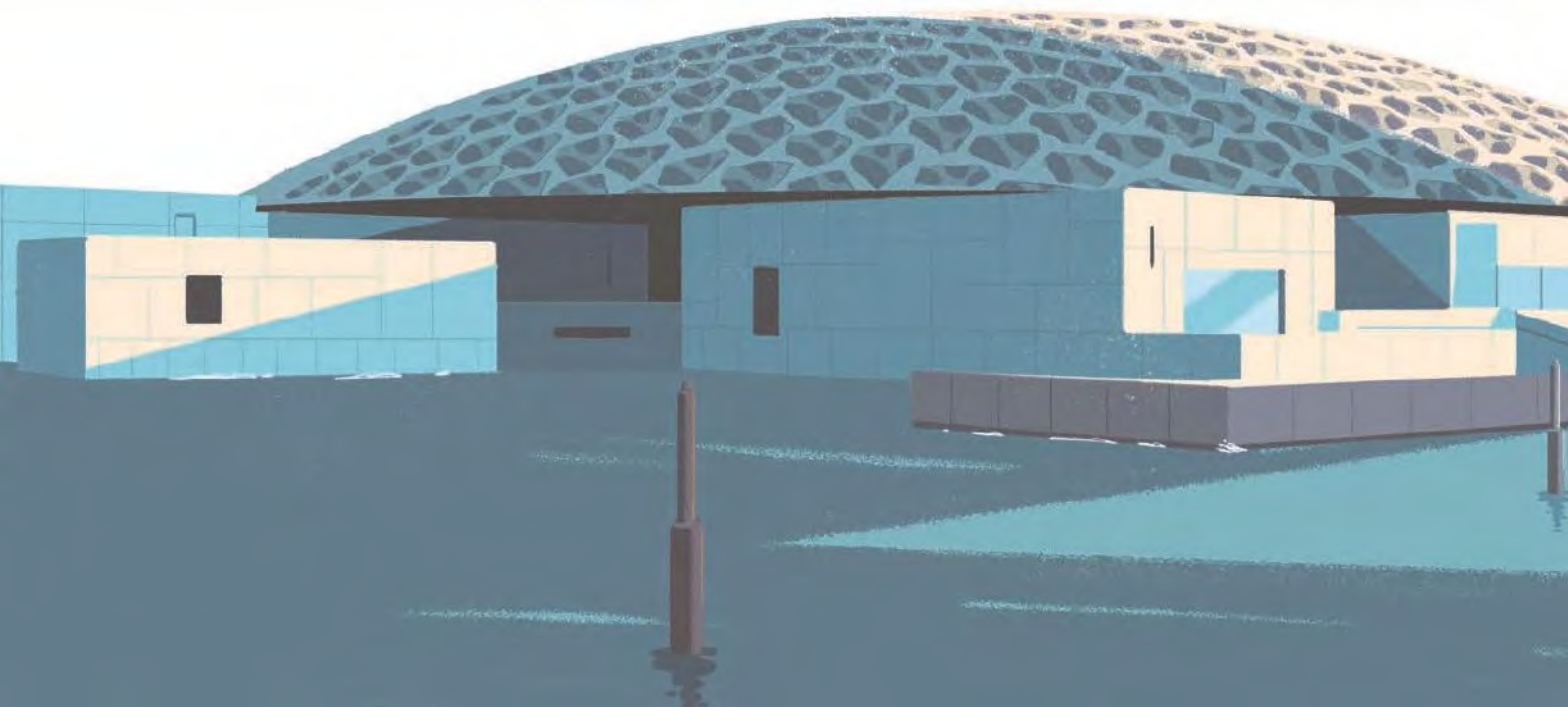
Fragilités et perspectives

L'intérêt du tourisme est, bien sûr, économique (arrivée de devises), mais aussi géopolitique, avec la création d'accords *via* la culture. Par exemple, la création du Louvre à Abu Dhabi (Émirats arabes unis) ou du centre Pompidou à Shanghai permet d'attirer le tourisme culturel et de changer l'image du pays auprès de la clientèle occidentale, tout en renforçant les liens avec la France. En effet, le tourisme culturel est aujourd'hui très à la mode ; les musées s'exportent et constituent un formidable vecteur de *soft power* pour les puissances qui l'utilisent.

Ce nouveau tourisme permet également d'envoyer un message universel de paix et d'espoir d'unité à travers les cultures, dans une période où la destruction du patrimoine est l'un des outils privilégiés de certains groupes armés terroristes. Le terrorisme

est, précisément, l'une des failles du tourisme ; il ne l'empêche pas, mais détourne les flux de touristes vers d'autres destinations. La Turquie a ainsi enregistré une chute de 35 % des arrivées de touristes en 2015, après les attentats près de la Mosquée bleue. L'Égypte est passée de 25^e à 34^e destination touristique mondiale à la suite des déstabilisations liées au Printemps arabe, mais aussi de l'attentat contre un avion de touristes à Charm el-Cheikh. L'Afrique de l'Ouest, sur laquelle plane l'ombre de Boko Haram (cf. chapitre « *Le terrorisme* »), mais aussi la France, après les attentats de 2015 à Paris, ont enregistré une baisse de leur fréquentation internationale.

Le tourisme, en effet, n'aime pas le risque. Les destinations touristiques se sont élargies au fur et à mesure de l'ouverture des frontières, mais se ferment également en fonction des contextes sécuritaires : attentats, conflits, catastrophes naturelles,



épidémies... Ainsi, ces vingt dernières années, le tourisme a connu quelques infléchissements à la suite des attentats du 11-Septembre sur le World Trade Center, de l'épidémie de SRAS en 2003 en Asie et de la crise économique de 2009. Mais ce n'est pas comparable à l'impact de la pandémie de Covid-19 en 2020 : en décembre de la même année, 59 destinations avaient gardé leurs frontières fermées aux touristes.

L'année 2020 a ainsi été la plus difficile de l'histoire du tourisme : les arrivées internationales ont chuté de 82 %, ce qui menace 120 millions d'emplois dans le secteur et entraîne la perte de 1 100 milliards de dollars de recettes liées au tourisme international, soit dix fois plus que les pertes dues aux répercussions de la crise économique de 2009. Les fermetures de certaines frontières ont cependant permis la stimulation du tourisme intérieur (Russie, Chine) et re-braqué les projecteurs sur le tourisme rural en Europe. La prolongation de la crise de la Covid-19 et le conflit russo-ukrainien (augmentation du prix du pétrole qui se répercute sur le transport et l'hébergement) entrave le retour du tourisme au niveau de 2019.

Pour aller plus loin

La crise de la Covid-19 n'est pas finie et il faut reconstruire le tourisme. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT ou « UNWTO » en anglais) milite pour intégrer de manière pérenne le développement durable à tous les niveaux de l'activité touristique, afin de rendre le secteur plus résilient face aux prochaines crises, sans les alimenter (cf. chapitre « La santé publique »). Cela semble d'autant plus crucial qu'en considérant ses émissions de CO₂, de vapeur d'eau et d'oxyde d'azote, le secteur aérien est responsable de quasi 5 % du réchauffement climatique mondial. Se développent ainsi des mouvements pour un monde « moins aérien » où l'on définit le « flygskam » : la honte de prendre l'avion, en suédois dans le texte. On voit un peu partout émerger une nouvelle façon de voyager : l'écotourisme, avec un retour au tourisme rural et de proximité.

Qu'est-ce que le soft power ?

En marge des instruments traditionnels de la puissance politique, militaire et économique d'un État, le *soft power* vient ajouter un outil supplémentaire, une façon de gagner de l'influence. Il est, généralement, culturel.





E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

Système de pratiques et de rites propres à chacune des croyances, définissant le rapport de l'être humain avec la puissance divine ou avec le surnaturel. Pas de réel consensus sur la définition sémantique, ce qui permet une diversité sous l'appellation de «groupes religieux»: monothéistes, pratiquant des cultes traditionnels, polythéistes, locaux ou présents sur tous les continents. Plus de huit personnes sur dix dans le monde s'identifient à un groupe religieux.

CHAPITRE 28

LA RELIGION

LA RELIGION: PASSÉ, PRÉSENT ET FUTUR

Géographie et histoire

Les divinités païennes d'intérêt local, souvent attachées à un lieu ou à une particularité du paysage, ne permettaient pas l'extension géographique des cultes religieux.

La double invention de la route et de l'écriture a permis l'avènement de la religion du Dieu monothéiste, qui s'exporte. En s'appuyant sur une logique généralisatrice et pérégrine, la religion monothéiste a aussi conçu les premiers universalismes.

Les religions ont évolué, se sont étendues, rétractées, réinventées... Au milieu du xv^e siècle, le christianisme semblait être une religion d'Européens, alors que l'islam occupait l'espace arabe et turc. Petit à petit, avec les progrès de la navigation, ces deux religions ont commencé à se diffuser. La colonisation a créé un véritable tournant dans leurs histoires tout en étant favorable au christianisme, qui est aujourd'hui la religion la plus disséminée à travers le monde. L'extension de ces deux religions monothéistes a radicalement modifié le monde et est

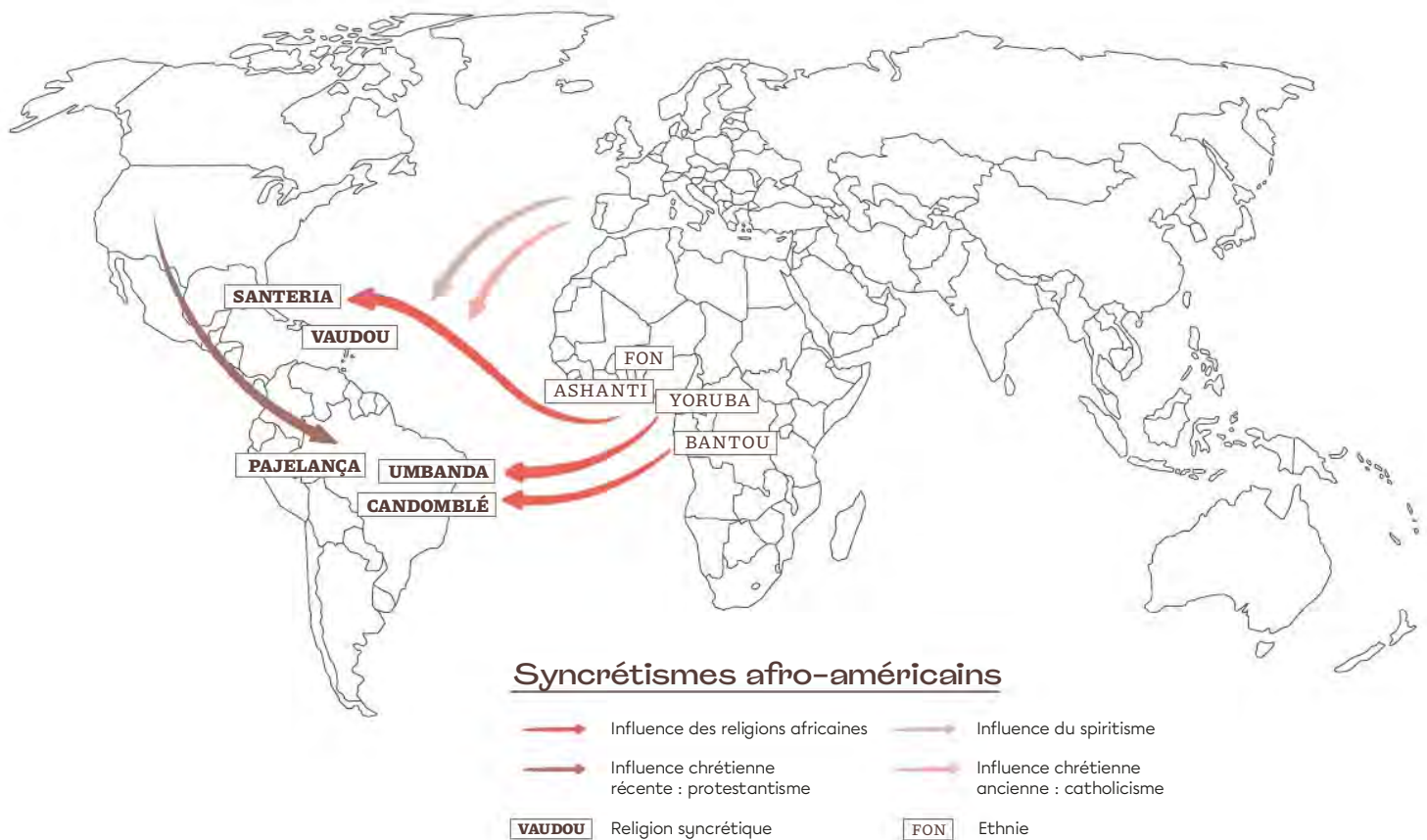
venue empiéter sur les cultes locaux, au point de former de véritables syncrétismes religieux au cours du xx^e siècle.

Dans le même temps, des courants idéologico-politiques ont transformé la spiritualité, comme cela a été le cas avec le communisme, qui a engendré un recul historique de l'orthodoxie comme du bouddhisme. La chute du Mur, en 1989, a permis l'émergence d'une nouvelle spiritualité postcommuniste... ni identique, ni tout à fait différente de celle du début du xx^e siècle. On constate ainsi une étroite relation entre le religieux et la politique, tout en notant que ce sont aujourd'hui les mutations des religions qui font d'elles des sujets et des acteurs géopolitiques.

Qu'est-ce qu'un syncrétisme ?

Le syncrétisme religieux est la fusion de doctrines initialement différentes formant un tout cohérent, une nouvelle façon d'exprimer la foi religieuse.





Pour aller plus loin

C'est un acte politique, l'annexion du Tibet par la Chine, en 1950, qui mit le bouddhisme sur le devant de la scène internationale, alors que son poids démographique au niveau global est très restreint. L'exil du dalaï-lama et la disparition de son royaume théocratique l'amenèrent à devenir une figure emblématique, consacrée par un prix Nobel de la paix, en 1989.

Jusqu'à récemment, la religion était considérée comme un élément décisif de l'identité des personnes. Le brassage des populations, généré par les migrations et l'urbanisation de ce début de XXI^e siècle, ne permet plus la partition de la planète en grandes aires religieuses. On peut être aujourd'hui hindouiste pratiquant et de souche occitane, être cardinal de l'Église romaine et d'origine subsaharienne... Un phénomène qui aboutit à

une multiplication des communautés, lesquelles se trouvent davantage liées à d'autres groupes lointains qu'à leurs voisins immédiats. On pratique ainsi une foi « à la carte ».

Depuis une vingtaine d'années, il nous semble que le religieux fait un retour en force sur la scène internationale. En vérité, ce n'est pas un retour : la religion, en tant que composante essentielle des sociétés, était toujours là, mais largement occultée par la croyance qu'elle serait devenue une force d'opposition au communisme et/ou un refuge pour les déçus du libéralisme. C'est plus le contexte qui est désormais changeant. Revendication identitaire, vecteur culturel... le religieux est aujourd'hui largement instrumentalisé par le politique qui s'en sert pour l'obtention d'une nouvelle construction idéologique, qu'elle soit nationaliste, identitaire ou autre.

Qu'est-ce que l'islamisme ?

Né de la confrontation entre la religion musulmane et la modernité occidentale, ce mouvement politique et religieux prône l'islamisation complète et totale du droit, des institutions, du gouvernement et de la société.

L'horizon des religions

Dans les années 1970, on professait volontiers la fin du christianisme sur les bases d'une sécularisation des sociétés occidentales, la désertification des campagnes entraînant la disparition de la civilisation paroissiale sur fond de montée de l'individualisme. Mais le début du **xxi^e** siècle marque le renouveau de cette religion.

En se tournant vers le Sud, le christianisme s'est éloigné de la ligne dogmatique et s'est octroyé le droit de se réinventer, à travers un syncrétisme résultant de sa rencontre avec les cultes liés aux divinités traditionnelles, à la nature ou aux ancêtres. Les évolutions démographiques et le poids de la natalité font pencher la balance vers les nouvelles églises pentecôtistes, évangélistes au Sud. Pourtant, le pouvoir reste ancré dans le Vieux Continent, à Rome, créant une véritable ligne de fragilité au sein du christianisme, qui en préfigurerait l'avenir.

Pour aller plus loin

*En 1900, la chrétienté représentait 35 % de la population mondiale. Son poids démographique décroît au cours du **xx^e** siècle mais reste prépondérant avec 31 % en 2020, devant l'islam (25 %), l'hindouisme (13 %), l'agnosticisme (12 %), le bouddhisme (6 %) et le judaïsme (0,2 %). En outre, plus de 400 millions de personnes (6 %) pratiquent diverses religions traditionnelles africaines, chinoises, amérindiennes et aborigènes... On estime à moins de 1 % de la population mondiale les personnes qui appartiennent à d'autres religions : le jainisme, le sikhisme, le shintoïsme, le zoroastrisme, etc.*

À l'horizon 2050, les prévisions maintiennent le christianisme autour de 31 % de la population mondiale, tandis que l'islam se hisserait à 29,7 % de la population se considérant comme religieuse. L'islam connaît une croissance numérique très importante, d'autant plus que l'âge moyen des adeptes de la

religion musulmane est de 23 ans, ce qui en fait la religion la plus jeune au monde. Sa seconde particularité est le déplacement de son centre de gravité du Moyen-Orient vers l'Asie, les 4 pays musulmans les plus peuplés en 2020 étant l'Indonésie, le Pakistan, l'Inde et le Bangladesh.

Le monde musulman connaît une profonde mutation. Les séquelles de la colonisation et les bouleversements politiques internes ont amené à une véritable politisation de l'islam, certains intellectuels considérant que l'islamisation de la société doit conjuguer instauration d'un État islamique et mise en œuvre de la charia (loi canonique islamique, qui demeure en vigueur dans certains États musulmans). Cependant, la vision panislamiste partagée par les différents groupes du monde musulman n'a jamais dépassé les conflits internes.

Parallèlement, le retour de la pratique religieuse des deuxièmes générations issues de l'immigration, en Occident, évoque la volonté chez ces personnes d'une défense de leur culture, contre une occidentalisation omniprésente. On y voit aussi les stigmates d'une religion qui se sent niée, ce sentiment nourrissant le néo-fondamentalisme islamique – d'autant plus que l'islam souffre, souvent, d'un amalgame avec l'islamisme.

Le judaïsme pèse de par son apport dans l'émergence des deux autres grandes religions monothéistes. Cependant, n'étant pas une religion prosélyte, il s'est constitué en diaspora. Irrémédiablement marqué par le **xx^e** siècle, les guerres mondiales, un génocide, la création de l'État d'Israël et les migrations vers les États-Unis, le judaïsme conjugue aujourd'hui le devoir de mémoire de la Shoah et le soutien politique envers l'État d'Israël. L'accroissement du nombre de mariages mixtes, combiné à la loi religieuse exigeant d'être né d'une mère juive pour être considéré comme juif, pose les prochains défis du judaïsme.

Guerre et paix autour de la religion

La guerre de religion est le fantasme de tout observateur de notre histoire contemporaine. Pour ne faire mentir personne, l'Europe, en phase de transition, est marquée par le déclin du christianisme face à la montée en puissance numérique de l'islam. Sécularisée, elle risque de régresser dans une intolérance vis-à-vis de l'islam, reflet d'une inquiétude identitaire. Ce phénomène est également observé dans les pays où les musulmans sont très minoritaires, comme les États-Unis, où les médias se font les caisses de résonance des peurs et des fantasmes véhiculés par l'extrémisme islamique. Il arrive alors que certaines personnes ne soient plus en mesure de faire la différence entre islam et islamisme.

L'Afrique, de son côté, est emblématique de la difficile cohabitation entre chrétienté et islam. Certains pays, comme le Nigeria, sont gangrenés par les conflits interreligieux, exacerbés par des rivalités ethniques, économiques et politiques sous-jacentes.

Pour aller plus loin

La religion est instrumentalisée : très peu de conflits, à travers les siècles et l'histoire contemporaine, sont véritablement religieux. Bien souvent, l'argument religieux est brandi, alors même que les causes de l'affrontement sont multiples : politique, stratégique, démographique, captation des richesses... La guerre Iran-Irak en est le parfait exemple. Alors qu'elle fut bien souvent présentée comme un antagonisme entre sunnites et chiites, elle s'est révélée un conflit entre nations.

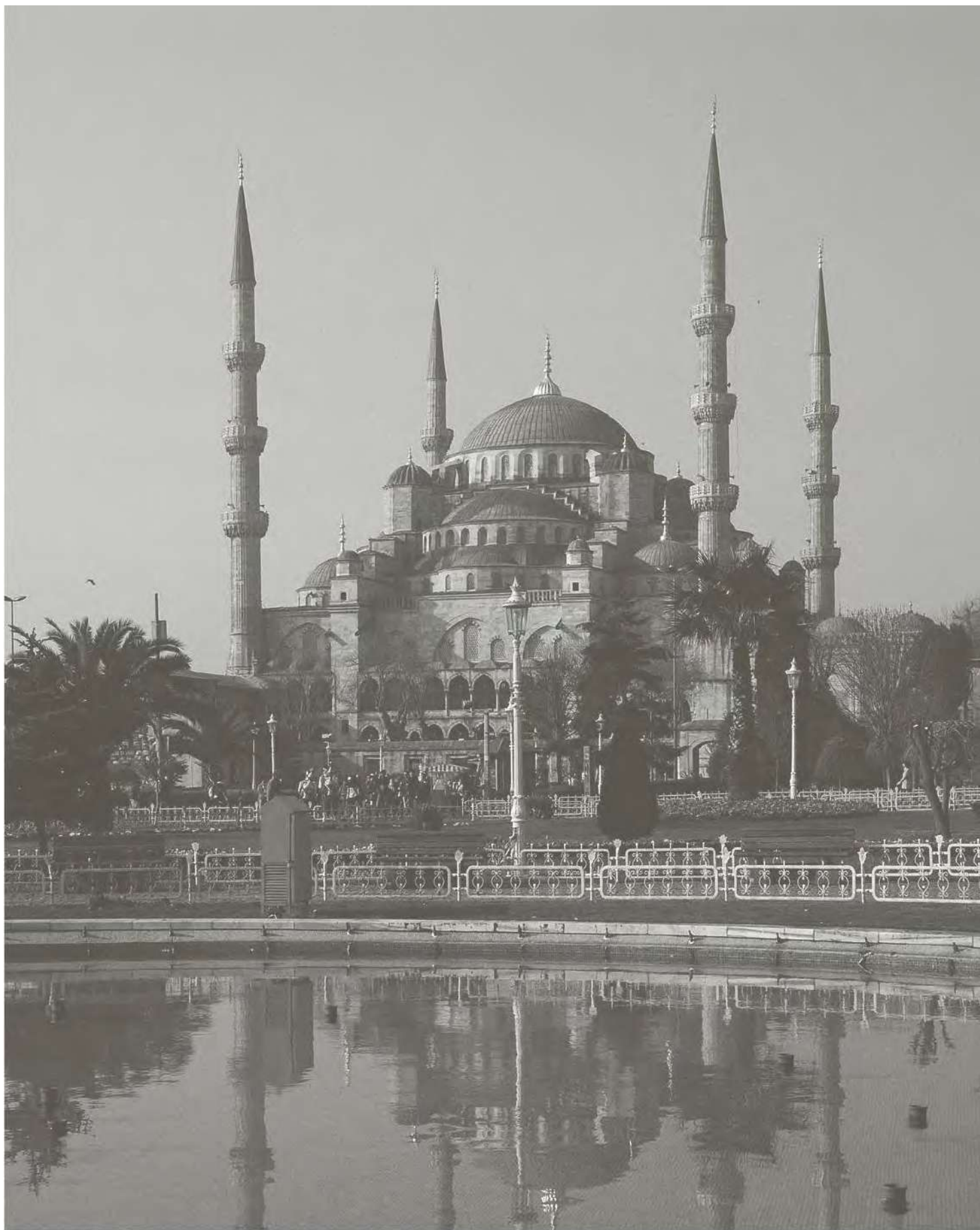
Du point de vue du contestataire, introduire une composante religieuse dans sa harangue, dans ses revendications, est une façon de légitimer son pouvoir et de radicaliser son discours, de donner un sens à la mobilisation. C'est une formule très efficace en politique et largement utilisée, qui marque sa nature instrumentale.

C'est pour contrecarrer cette vision de la religion que le pape Jean-Paul II organisa, en 1986, les premières rencontres interreligieuses d'envergure mondiale à Assise, en Italie. Un rendez-vous devenu incontournable où, chaque année, les cultures et religions de plus de 60 pays se réunissent dans l'objectif de contrecarrer le fondamentalisme religieux, qui s'impose comme une source de violence sur la scène internationale. Depuis 2001, les attentats ont en effet renforcé le besoin de défaire l'idée fantasmée de « guerre de religion ». Une réunion interreligieuse dont s'est fait l'écho un nouveau sommet des religions pour la paix, en 2017, en Égypte. À cette occasion, de nombreuses autorités intellectuelles et religieuses (le pape, le patriarche œcuménique de l'Église orthodoxe, le patriarche de l'Église copte et les universitaires du Caire) se sont associées au grand imam de la mosquée d'Al-Azhar afin de marquer leur opposition à l'extrémisme religieux. Positionner l'islam dans un désaccord face à la violence et aux conflits perpétrés par l'intégrisme qui gangrène aujourd'hui le discours de l'islam est à l'origine de nombreuses tensions intercommunautaires.

Dans la société, ce rapprochement interreligieux se construit à travers des monuments clés. L'House of One à Berlin, qui devrait réunir sous un même toit une mosquée, un temple et une église, ou encore le projet Passerelle, présenté à Paris, qui propose ainsi un espace évolutif où se reconnaissent toutes les religions.

Qu'est-ce qu'une guerre de religion ?

C'est une guerre menée par les adeptes d'une religion, en vue de contraindre d'autres personnes à s'y convertir. Il existe un amalgame lié au fait que les antagonistes empruntent souvent à la religion des éléments d'opposition qui ne sont là que pour légitimer des désaccords ayant, fréquemment, des origines politiques. Ainsi, il faut faire la différence entre une guerre religieuse à intention et objectif religieux et une guerre civile politique dans laquelle le religieux joue un rôle dominant.





E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

Divers dans son objet
— traite des êtres humains,
trafic d'héroïne, de cocaïne,
d'armes à feu, de ressources
naturelles, production de
produits contrefaits, piraterie
maritime, cybercriminalité —,
le crime organisé procède
d'une infraction nationale ou
transnationale grave pour en
tirer un avantage...
qu'il soit matériel, financier
ou d'influence.

CHAPITRE 29

LE CRIME ORGANISÉ

TRAFIC DE L'ILLICITE

Le crime organisé, par définition condamné par la loi nationale ou internationale, constitue un volume financier bien supérieur à de nombreux PIB étatiques. Plusieurs milliards de dollars US sont générés chaque année par le trafic d'êtres humains, d'armes, de drogues, de médicaments, mais aussi de ressources minières ou environnementales telles que le bois exotique, la faune sauvage, les cornes de rhinocéros, les ailerons de requin ou encore l'ivoire d'éléphant, sans compter la piraterie et la cybercriminalité (cf. chapitre « *Le monde cyber* »).

Une économie parallèle qui s'autorise souvent de fonctionner avec les marchés, les zones d'approvisionnement et les acteurs agissant la plupart du temps au grand jour, aidée par la prospérité de la filière qui permet d'offrir des perspectives d'évolution que la société ne permet pas ou plus. C'est ainsi que les trafics s'intègrent au contrôle local alors même que dans certaines autres régions les risques sont majeurs. Au Mexique, la guerre des gangs et les combats avec les autorités ont fait plus de 175 000 morts en dix ans, plus que les guerres d'Afghanistan et d'Irak dans le même temps.

Drogues

En provenance de 3 pays andins – Colombie, Pérou et Bolivie –, le marché de la cocaïne a évolué au cours des quatre dernières décennies. Dans un premier temps, la quasi-totalité de la production s'est dirigée vers l'Amérique du Nord. Cependant, une diminution de la demande concomitante à une augmentation de celle-ci en Europe a fait basculer une partie des acheminements vers le Vieux Continent.

L'héroïne, de son côté, provient majoritairement de l'Afghanistan, dont la production s'est accrue depuis l'accession au pouvoir des talibans mi-2021. Un marché déversé vers l'Europe occidentale et la Russie. Sur le plan mondial, l'usage de drogues est en augmentation, qu'il s'agisse des chiffres bruts ou du nombre de consommateurs qui s'élevait, en 2020, à 284 millions de personnes – soit 3,5 % de la population mondiale. Le profil type est l'adolescent et le jeune adulte des zones urbaines, avec une augmentation plus importante dans les pays en développement, qui bénéficient d'une croissance supérieure à celles des pays développés. Si la prévalence de l'usage de drogues est plus élevée dans les couches les plus riches de la société, l'apparition de troubles liés à cette consommation est plus fréquente chez les personnes ayant un statut socio-économique inférieur. Ils sont aujourd'hui 35,6 millions de personnes à travers le monde.

À qui profite le crime ?

Que cela soit à destination de l'Amérique du Nord ou de l'Europe, les cultivateurs ne perçoivent *in fine* que 2,89 % des bénéfices générés par le trafic de cocaïne. Les bénéfices les plus importants sont réalisés au moment de la revente aux consommateurs par les revendeurs de niveaux intermédiaires. C'est ce maillon de la chaîne qui est le plus souvent la cible d'arrestation. Cependant, malgré le risque fréquent et réel, les 78 % de bénéfice gardent un fort pouvoir d'attraction qui garantit de toujours trouver à pourvoir le poste libéré...





Armes à feu

La particularité des armes à feu est d'être des biens de consommation durables. Il existe deux marchés principaux pour les armes illicites : un besoin à des fins criminelles, comme c'est le cas du trafic entre les États-Unis et le Mexique, et un besoin à des fins politiques.

Le trafic d'armes à la frontière américano-mexicaine – environ 20 000 armes par an – fournit les cartels de la drogue depuis l'un des 6 700 revendeurs domiciliés le long de la frontière, côté américain.

De l'autre côté de l'Atlantique, la dissolution de l'ex-Union soviétique a engendré l'abandon de stocks importants d'armes et de munitions dans les États nouvellement formés. Ces stocks représentent une menace dans la mesure où ils pourraient être « transférés » vers des États soumis à des sanctions ou impliqués dans des conflits régionaux, en particulier en Afrique.

Pour aller plus loin

La majorité du trafic d'armes militaires a lieu sous un vernis de légalité et dépend entièrement des documents administratifs qui les accompagnent. Cette légalité s'appuie sur une corruption de grande envergure impliquant fonctionnaires et courtiers en armes. Lorsque les combattants n'ont pas les devises nécessaires, les courtiers peuvent se faire rémunérer « en nature »... ce qui explique le trafic de ressources naturelles, fréquent dans les conflits régionaux.

Ressources environnementales

Il existe une multitude de formes de délits environnementaux transnationaux organisés. Cependant, deux catégories d'infraction émergent : les délits liés à la pollution – avec le rejet de déchets dangereux dans la nature et le commerce de substances qui réduisent la couche d'ozone – et les prélèvements de ressources naturelles telles que les espèces animales menacées d'extinction et les coupes de bois illicites.

L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud-Est sont les deux régions où la protection de l'environnement est challengée par le peu d'alternatives pour les populations locales. Des moyens de détection et de répression insuffisants, des frontières perméables et une corruption endémique compliquent encore la situation. L'exploitation de l'environnement est un véritable business. En Afrique, la grande majorité

des États sont affectés par le braconnage, avec un point d'orgue pour l'Afrique centrale, qui fournit la très grande partie de l'ivoire d'éléphant, et l'Afrique du Sud qui fournit la corne de rhinocéros, malgré l'existence de grandes réserves nationales. En Afrique, sur les 4 millions d'éléphants estimés au début du ^{xx}e siècle, il reste 415 000 individus... À raison de 20 000 à 30 000 tués chaque année, dans seize ans, le braconnage ne sera plus un problème... parce qu'il n'y aura plus d'éléphants. L'éléphant de forêt d'Afrique est classé en 2021 « en danger critique d'extinction ».

Le trafic de bois est quant à lui facilité par le fait qu'il se superpose à un commerce licite. La légalité dépend des documents administratifs : documents frauduleux et/ou vrais documents achetés à des fonctionnaires corrompus compliquent la tâche quand il s'agit de démêler ce qui est licite et illicite dans ce secteur. Le commerce international illégal d'animaux sauvages forestiers et maritimes est estimé par l'ONU à plus de 10 milliards de dollars USD en 2022.

La traite des personnes est un phénomène mondial, des victimes de 127 pays ont été détectées. Parmi ces victimes identifiées, les deux tiers étaient des femmes et 79 % des victimes ont été exploitées sexuellement. En Europe, les réseaux identifiés font état de 140 000 victimes de la traite. En moyenne, 70 000 nouvelles entrées sont enregistrées chaque année. Un roulement qui illustre la marchandisation de la femme dans le secteur (cf. section « L'égalité des genres » p. 219).

Traite des personnes

La volonté d'une vie meilleure, d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, nourrit un trafic illicite de migrants. À mesure que les contrôles de l'immigration sont renforcés, les migrants se tournent vers les organisations criminelles pour les aider à rejoindre les États-Unis et l'Europe. Plus de 50 000 personnes sont appréhendées chaque mois à la frontière avec le Mexique. La majorité d'entre elles sont aidées par des trafiquants professionnels qui regroupent les candidats à la migration dans des cachettes près de la frontière, en attendant le versement du solde des frais de passage. Ces services illégaux rendent les migrants profondément vulnérables car ils se font abuser de manière très courante. Aux portes de l'Europe, les chemins de la migration changent en fonction des accords de coopérations entre les États européens et ceux à la marge (cf. section « Europe et immigration » p. 170).

CRIMINALITÉ ET INSTABILITÉ

C'est un challenge pour les États forts, mais une véritable source d'instabilité pour les États n'ayant pas les ressources, les capacités et/ou la légitimité de faire face. Un véritable cercle vicieux peut rapidement s'installer, où confiance sociale et croissance économique sont mises à mal.

Dans les territoires troublés politiquement, plusieurs stratégies peuvent être mises en place en fonction des ressources de la région du pays. Si la zone est riche de ressources naturelles, il est aisé pour les insurgés de prendre le contrôle de la région et d'en organiser le trafic. En découle un revenu permettant de financer la lutte, mais également de subvenir à un niveau de vie bien supérieur à celui qu'ils pourraient atteindre en temps de paix. C'est ainsi que certains des pays les plus pauvres se font littéralement voler la plus grande partie de leurs ressources, avec en prime des dommages environnementaux inestimables (destruction forestière, pollution lors de l'extraction minière illégale, atteinte à la biodiversité...). L'Afrique est le continent le plus touché par ce type de criminalité, comme ce fut le cas avec les « Diamants de sang » qui alimentèrent les conflits en Afrique de l'Ouest

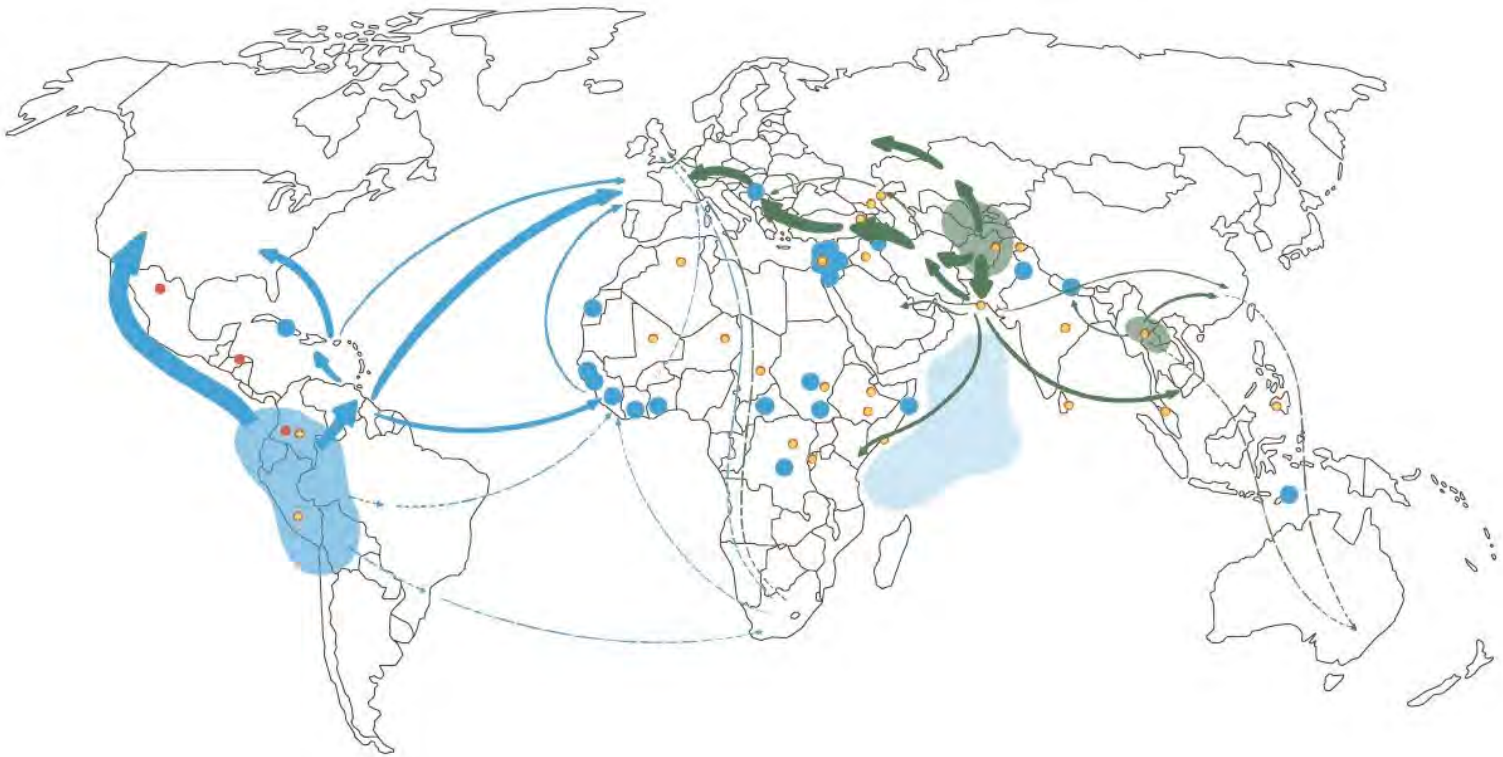
et en Angola. Il en est de même pour le pétrole dans le delta du Niger et des ressources minières en République démocratique du Congo...

La criminalité peut devenir encore plus prégnante lorsque les insurgés prennent le contrôle total d'une partie d'un pays. Il se crée ainsi des pseudo-États qui fixent leurs propres lois au plan national et dictent les relations avec l'extérieur. Aidées par une situation stratégique, ces régions peuvent devenir de véritables plaques tournantes de la criminalité et des trafics, mais également une vitrine avec pignon sur rue de la vente au détail de toutes sortes de matériels et de services illicites, tout en offrant un refuge pour certains terroristes ou trafiquants internationaux recherchés par Interpol.

Dans certaines régions, l'emprise du crime est devenue si importante qu'elle forme une sorte de symbiose parasitaire avec les institutions de l'État de droit : corruption jusqu'aux plus hauts niveaux de l'État, menaces envers les enquêteurs et les juges qui tenteraient de s'interposer à l'avancée de ces mafias.

Qu'est-ce qu'un État failli ?

Un État ne tire sa légitimité que de sa capacité à assurer la sécurité, l'emploi et une perspective économique à sa population. S'il n'est pas ou plus en mesure d'assurer cela et qu'un autre acteur (activité criminelle) le propose, c'est la ruine du pacte social et une lente – mais certaine – érosion d'un État vers le statut d'État failli, comme c'est le cas en Afghanistan ou en Somalie.



Intersection entre criminalité transnationale organisée et instabilité

-  Piraterie au large de la Corne d'Afrique
-  Principaux pays source de cocaïne
-  Principaux pays source d'héroïne
-  Trafic de cocaïne
-  Trafic d'héroïne
-  Conflit ayant entraîné au moins 25 morts au combat en 2008
-  Taux élevé d'homicides liés au trafic de cocaïne
-  Zone d'instabilité avec présence de missions de paix de l'ONU

Lutte contre le crime organisé

Le crime transnational organisé est l'une des six catégories de menaces qui guettent l'humanité aujourd'hui et dans les décennies à venir. Considéré comme le soleil noir de la mondialisation, il remet en cause le mode de fonctionnement des États modernes fondé sur la notion de souveraineté puisque, quels que soient le trafic ou les agissements, les acteurs ou les techniques employées, le crime organisé ne fonctionne qu'à l'échelle planétaire. Cela pose l'obligatoire nécessité de coordination entre les nations et les services de répression. *A contrario*, entre 2010 et 2018, la liste des pays participant aux opérations conjointes de lutte contre la drogue (détection et répression) a diminué de 68 à 57 sur les 197 États reconnus par l'ONU. À cela s'ajoute la corruption,

facilitée par le bas salaire de certains fonctionnaires à travers le monde.

La criminalité organisée est en pleine mutation. Les structures traditionnelles dirigées par de puissants chefs qui contrôlent des secteurs bien définis cèdent de plus en plus la place à des réseaux criminels flexibles et peu structurés. Les activités et modèles économiques changent ainsi au gré des opportunités, poussés par la facilité des déplacements, l'instantanéité de l'accès à l'information et la facilité accrue du blanchiment d'argent. D'autant plus qu'aujourd'hui le crime organisé a tendance à imiter le commerce légal, en établissant des accords multilatéraux de grande envergure afin d'augmenter influence et profit. On voit ainsi les cartels colombiens traiter avec la mafia russe et les groupes criminels d'Europe de l'Est.



E
N

2
0

S
E
C
O
N
D
E
S

La révolution numérique
est ce que l'Histoire
retiendra du passage
au ^{xxi}^e siècle : une
transformation qui
touche l'individu,
la société et les
institutions... et jusqu'à
nos interactions
sociales – amicales,
amoureuses, mais
aussi conflictuelles. Le
numérique, la nouvelle
interface au monde.

CHAPITRE 30

LE MONDE CYBER



L'informatique moderne est née peu avant la Seconde Guerre mondiale par une théorisation mathématique de ce qu'est un ordinateur : un appareil capable de réaliser un calcul en utilisant un algorithme conditionnel, c'est-à-dire une suite de règles et d'opérations élémentaires sur un nombre fini de données permettant de résoudre un problème.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'informatique s'est surtout développée à destination du secteur militaire et aéronautique (calcul de trajectoire dans la conquête spatiale). La réduction de la taille des ordinateurs due à l'apparition du transistor et du circuit intégré (il fallait plusieurs salles pour entreposer les premiers ordinateurs) a permis la diminution de leur coût. Cette évolution génère leur démocratisation et leur utilisation civile. En même temps, au MIT (Massachusetts Institute of Technology), on expérimente déjà les ensembles d'ordinateurs interconnectés, concept fondateur d'Internet.

Dès lors, dans les années 1970, le principe du logiciel se développe et on assiste à la naissance des systèmes d'exploitation toujours leaders aujourd'hui (Windows, Mac et Linux). Les premiers ordinateurs personnels sont créés et l'apparition du jeu vidéo rend l'informatique ludique et accessible, et commence à s'inscrire dans le quotidien de la population. Le premier courrier électronique est envoyé en 1972.

L'avènement de l'informatique individuelle (les ordinateurs portables, les smartphones, les tablettes et les montres connectées) a transformé notre interface au monde. De la sonnerie de notre réveil à la carte routière en passant par la pizza commandée devant notre série en streaming... tout passe par nos écrans.

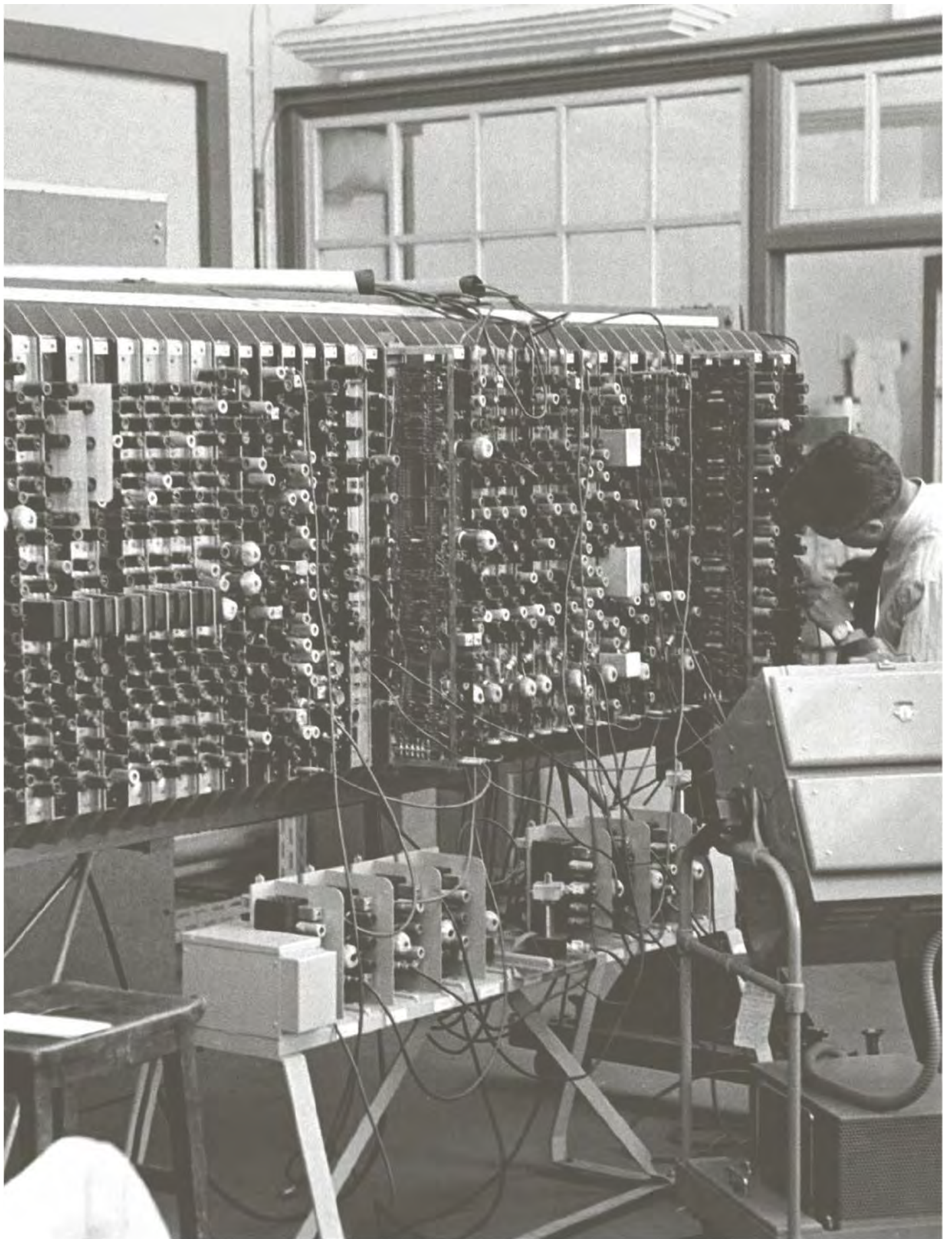
Du simple partage de documents, Internet s'est transformé en partage de contenus et d'opinions. L'ouverture sur le monde pensée à ses débuts est désormais une culture de l'entre-soi enfermant les utilisateurs dans le huis clos de leurs croyances.

Pour aller plus loin

Alors que le numérique ouvre un éventail des possibles quasi sans limites, les entreprises qui le façonnent ont grandi en importance ces dernières décennies au point de devenir incontournables. Les GAFAM – acronyme des « big five » américains de l'industrie du numérique que sont Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft – règnent en maître et sans partage, sauf en Chine où ils sont interdits par les autorités pour laisser la place aux BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi). Aujourd'hui, les GAFAM ont l'ambition de prendre encore plus d'importance : Google investit dans les données agricoles et de l'alimentation (cf. chapitre « L'agriculture »), Facebook dans les câblages sous-marins (cf. chapitre « L'océan »), et les données de santé...

Internet ?

« C'est un système d'information mondial qui est relié logiquement par un espace d'adressage unique au monde fondé sur le protocole internet (IP)... et qui fournit, utilise ou rend accessibles publiquement des services de haut niveau fondés sur les communications », selon la définition de la Federal Networking Council adoptée en 1995. C'est un réseau résolument dynamique qui est amené à évoluer en suivant les régulières avancées technologiques.



LA FACE CACHÉE DU NUMÉRIQUE

D
E
E
P

F
A
K
E

Il devient de plus en plus difficile de faire la différence entre l'information et la désinformation qui alimente et se nourrit des réseaux sociaux. On dénombre sept catégories de « fake news » : la satire potentiellement trompeuse, les liens erronés qui dirigent l'utilisateur vers un contenu alternatif, le contenu trompeur, le faux contexte, le contenu fallacieux et manipulé, et le contenu fabriqué. Enfin, le « deep fake », véritable fabrication artificielle, a pour but de tromper l'utilisateur.

Pour aller plus loin

Certains États ont déjà fait de cette désinformation une arme de manipulation massive. En 2018, 47 États abritaient des « fermes à trolls » parrainées par les gouvernements. Une ferme à trolls est un ensemble de personnes rémunérées pour répandre de fausses rumeurs/informations sur Internet (majoritairement sur les réseaux sociaux) dans le but d'affecter le débat public en manipulant les esprits. Cette manœuvre a été utilisée une première fois sur Facebook en 2014 pour influencer l'opinion vis-à-vis des Rohingyas au Myanmar puis en 2015 par la Russie lors d'une campagne de propagande en Ukraine. En 2017, les fermes à trolls visent plus haut et s'immiscent dans la campagne présidentielle américaine de 2016. La désinformation peut tout autant être à destination de sa propre population, comme c'est le cas en Russie depuis le début de « l'opération militaire spéciale » lancée par le Kremlin contre l'Ukraine.

Globalement, les réseaux sociaux ont cassé les monopoles de l'information étatique ou institutionnelle en faisant de chacun de nous un récepteur et un émetteur d'information. Le partage ne recherche plus la véracité des propos mais la réaction de l'utilisateur, le « like ». Les fake news induisent en erreur, faussent des résultats d'élections, cherchent à cliver sur des sujets sociétaux déjà tendus et parviennent à paralyser le dialogue.

Côté Web, il existe l'Internet de surface, qui héberge les sites ayant pignon sur rue – le site Internet de votre boulangerie ou de la NASA – et le deep Web, qui regroupe les intranets, les plates-formes webmail, les bases de données, les catalogues type Netflix. Le dark Web, minoritaire, est un ensemble de sites hébergés sur des réseaux cryptés avec des adresses IP masquées. Il offre aux utilisateurs un complet anonymat bien utile pour contourner les censures d'Internet dans certains pays, révéler des abus de pouvoir (WikiLeaks), mais aussi acheter à peu près tout ce que vous voulez, de légal ou d'illégal (armes, drogues, pédopornographie...) (cf. chapitre « Le crime organisé »).

I
N
F
O
D
É
M
I
E



La gestion de la masse d'un nombre croissant de données et des applications utilisées au quotidien par des milliards d'utilisateurs est devenue une tâche complexe. Faire le tri, pouvoir sortir une information pertinente devient l'enjeu de demain, notamment à travers l'intelligence artificielle.

Aujourd'hui, l'accès à l'intelligence artificielle façonne les sociétés et les rapports de force internationaux. Les pays qui ne prennent pas le virage de la révolution numérique au **XXI^e** siècle risquent le déclassement international, à l'instar des pays n'ayant pas suivi la révolution industrielle au **XIX^e** siècle.

Par ailleurs, le numérique génère une demande en matières premières de terres rares (cf. chapitre « *L'énergie* ») tout en étant très énergivore. Il représente 10 % de la consommation électrique dans le monde et environ 3 % des émissions de gaz à effet

de serre. Une part qui est amenée à augmenter au vu des nouvelles technologies en développement (5G très consommatrice d'énergie) et du flux de données transmises en constante augmentation, notamment vidéo (composé majoritairement par YouTube, Netflix, les vidéos personnelles et la pornographie).

Qu'est-ce que l'intelligence artificielle ?

L'IA, dont les bases ont été fondées quasi en même temps que l'informatique elle-même, prend tout son essor ces dernières années. Elle se définit comme un ensemble d'algorithmes qui, nourri par une base de données dynamique (ou pas), est en capacité de générer une prise de décision devant les situations qui lui sont présentées. Par exemple : les algorithmes d'aide au diagnostic face à un faisceau de symptômes.

LA GÉOPOLITIQUE DU NUMÉRIQUE

V
I
T
E
S
S
E

Le cyber, le numérique et l'intelligence artificielle évoquent instantanément la Silicon Valley aux États-Unis et la Chine, avec notamment Huawei et la 5G. On a cru au début du XXI^e siècle que l'Union européenne pourrait être cette troisième voie qui rééquilibrerait les forces, mais les dernières décennies n'ont fait qu'accroître la puissance du duo sino-américain, plus rivaux que partenaires malgré leurs économies quasi interdépendantes.

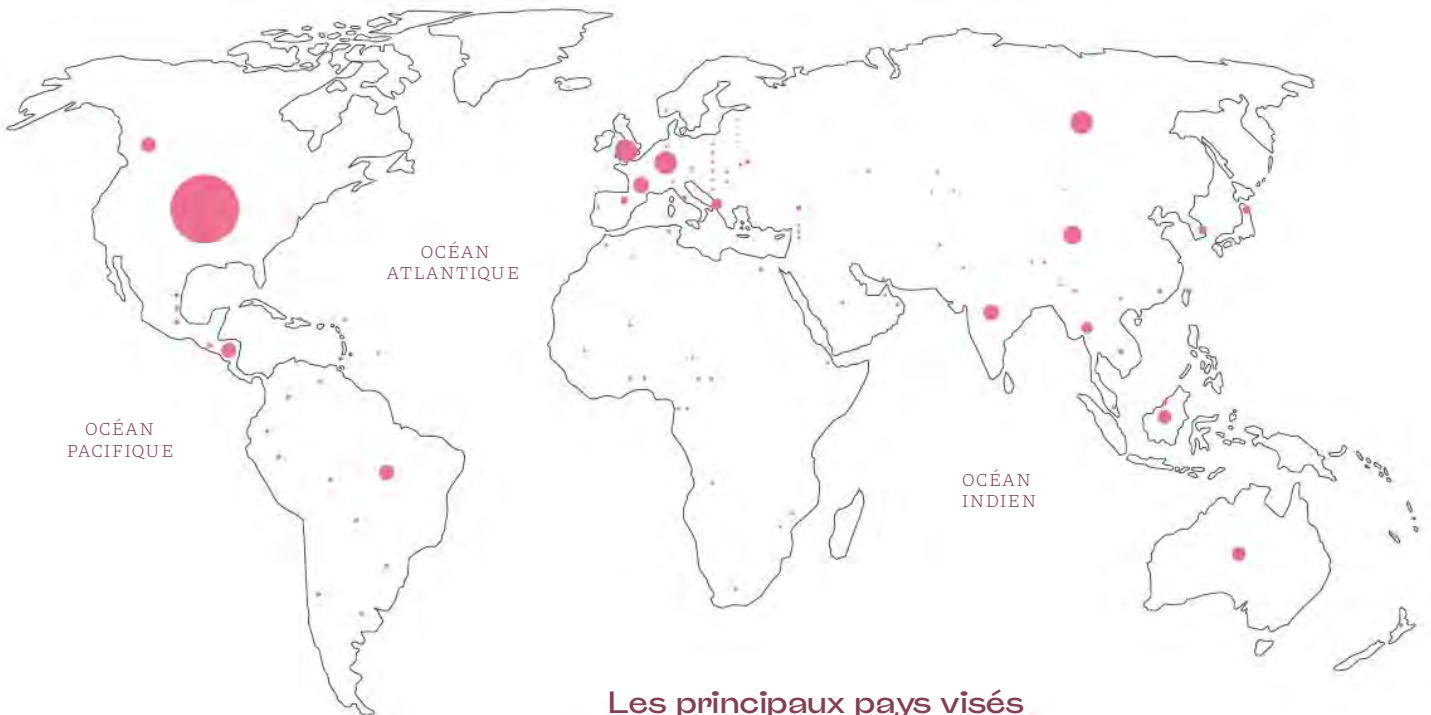
Alors que l'Union européenne abrite les meilleures écoles d'ingénieurs au monde, les entreprises européennes n'arrivent pas à retenir les jeunes diplômés, recrutés directement par les GAFAM (cf. chapitre « Les migrations ») et les entreprises asiatiques qui leur offrent des salaires et des perspectives bien plus intéressants.

Pour aller plus loin

L'erreur de l'Union européenne est son positionnement. Pour faire face au gigantisme américain et chinois, il faut viser le niveau européen en première intention, penser les stratégies et le marché digital à l'échelle du continent et non des États. D'autre part, le système démocratique et consultatif de l'Union européenne représente aujourd'hui une lourdeur et une lenteur qui pénalisent l'émergence d'un digital européen crédible sur la scène internationale

où la vitesse décisionnelle devient la clé. L'Europe est peu audible sur les technologies du numérique comme la 5G face au duel sino-américain. Le retard est tel qu'aujourd'hui il faudrait plutôt viser le coup d'après : une 6G au développement durable, à la consommation énergétique raisonnable et en accord avec les objectifs de l'accord de Paris.

Au milieu de cette diplomatie, somme toute assez classique, les GAFAM montrent des ambitions quasi étatiques. En 2019, Facebook veut lancer sa propre monnaie, Elon Musk prend le relais de la NASA pour faire vivre le rêve spatial américain, la fondation Bill-et-Melinda-Gates est le deuxième financeur de l'OMS... Les bilans financiers de ces entreprises (et les fortunes personnelles de leurs dirigeants) sont plus importants que le PIB de nombreux États, alors même qu'elles ne paient quasiment pas d'impôts. L'année 2020 marque peut-être l'apogée du pouvoir des GAFAM, la pandémie et le recours au numérique ayant augmenté encore leurs profits et leur poids sur la scène internationale. Petit à petit, les États commencent à se sentir menacés par ces entreprises privées qui semblent vouloir s'exonérer du système et fonctionner selon leurs propres règles.



Les principaux pays visés par les cyberattaques

L'autre face de la géopolitique du numérique se retrouve dans les cyberattaques et la cybersécurité. Quelque 12 millions de nouveaux variants de malware (logiciel malveillant) sont identifiés chaque mois et ils revêtent plusieurs formes : le ransomware, qui demande un paiement pour débloquent votre ordinateur ou encore les bots furtifs, qui s'installent dans votre machine pour relever habitudes et données. En septembre 2020, pour la première fois, une cyberattaque a tué. Une patiente d'un hôpital victime d'un ransomware est décédée des suites d'un défaut de soins entraîné par la paralysie du système informatique. Trois mois plus tard, en décembre 2020, les États-Unis subissent la plus grande cyberattaque connue à ce jour : 18 000 clients, privés et publics (dont le Pentagone et la Maison-Blanche), ont perdu le contrôle de leurs données et de systèmes entiers suite à la mise à jour d'un logiciel usuel sans avoir pu identifier la source de l'attaque, rendant compliquée une éventuelle riposte.

Le World Wide Web apparaît comme un nouveau terrain de bataille venant complexifier encore les relations internationales.

L'Europe numérique en chiffres

L'Union européenne, qui représente un quart du PIB mondial, ne dépasse pas 10 % en matière d'avancée sur les technologies mondiales.

Sur les 1068 licornes (start-up des nouvelles technologies créée depuis 2010 et valorisée au moins à 1 milliard de dollars avant d'être cotée en Bourse) mondiales, seules 102 sont européennes.

Aucune mention de la souveraineté numérique du Vieux Continent lors des dernières élections présidentielle dans les différents pays européens.



E
N

2
O

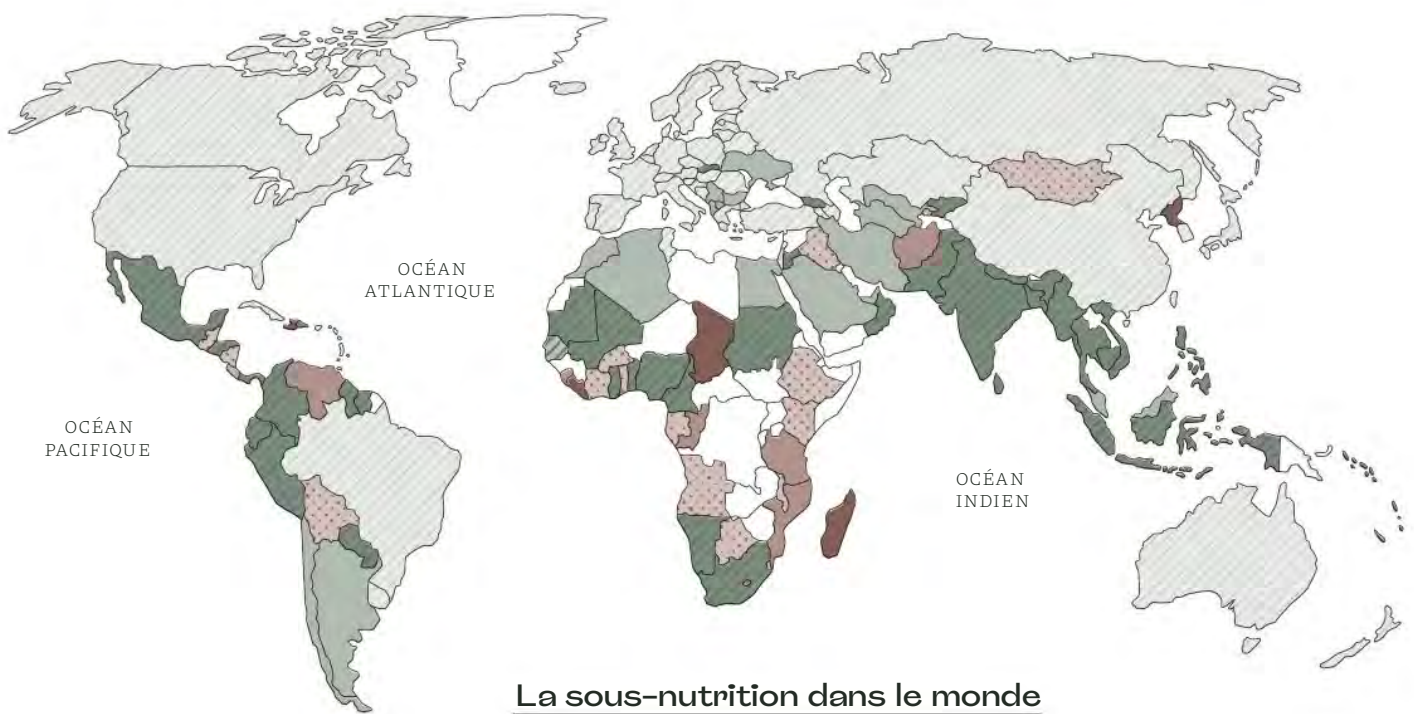
S
E
C
O
N
D
E
S

En occupant 38 % de la surface des terres, l'agriculture produit assez pour mettre le monde à l'abri du manque... théoriquement. Toutefois, l'augmentation démographique récente a fait subir à l'agriculture une transformation profonde entraînant un impact majeur sur la biodiversité et l'environnement. L'agriculture est au cœur de la géopolitique mondiale : guerre de la faim, terres disputées, eau qui se raréfie, sécurité alimentaire...

CHAPITRE 31

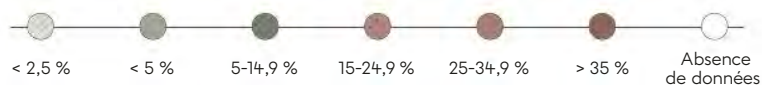
L'AGRICULTURE

L'AGRICULTURE, LA SOLUTION À LA FAIM?



La sous-nutrition dans le monde

Prévalence de la sous-nutrition dans la population totale (en pourcentage) en 2017-2019



Il y a environ 10 000 ans, l'environnement de certaines régions (climat, concentration atmosphérique en CO₂) permet la naissance de l'agriculture. C'est une mutation majeure du comportement humain qui combine sédentarisation, mise en place de nouveaux modèles d'organisation sociale (les groupes gagnent en nombre) et adoption d'une économie de production. L'agriculture est née d'une volonté de pérenniser l'accès à la nourriture, véritable enjeu de vie des sociétés.

Pour aller plus loin

En devenant agriculteur et en se rapprochant du règne animal qu'il a domestiqué, Sapiens a perdu des années d'espérance de vie et quelques centimètres de taille moyenne... qu'il vient tout juste de récupérer avec la découverte des antibiotiques, de la vaccination et du concept d'hygiène (cf. chapitre « La santé publique »).

L'humanité n'a cessé de prendre de l'ampleur en passant de 250 millions à 7,8 milliards d'habitants en 2000 ans, avec une projection de 9,7 milliards en 2050 pour se stabiliser à l'horizon 2100 à 10,4 milliards d'habitants. Nous sommes plus nombreux, mais aussi plus exigeants. L'augmentation des classes moyennes engendre un considérable défi pour l'agriculture puisqu'elles favorisent de plus en plus une alimentation fondée sur les protéines animales, le lait et moins de céréales. C'est la transition nutritionnelle.

Le manque de nourriture a toujours été un problème pour l'homme au point d'avoir inscrit la famine dans son patrimoine génétique en sélectionnant au fil des générations les personnes qui y résistaient le mieux. Mais 3 500 générations plus tard, on souffre

pourtant toujours de la faim, du fait de la pauvreté, des conflits ou des événements météorologiques, parfois des trois à la fois.

Alors que nous avons pendant dix ans assisté à un recul de la faim, la prévalence de sous-nutrition augmente depuis 2015 jusqu'à revenir en 2020 au niveau de 2009. Aujourd'hui, 135 millions de personnes réparties dans 55 pays souffrent de malnutrition aiguë, et on estime à 1 milliard le nombre de personnes qui ne mangent pas à leur faim. La sécurité alimentaire n'est jamais définitivement acquise et reste soumise à la stabilité sociopolitique, en faisant de l'agriculture un véritable déterminant de la paix. L'académie Nobel a souligné ce fait en attribuant au Programme alimentaire mondial (PAM) le prix Nobel de la paix 2020.

La malnutrition suit les destins politiques des pays, mais elle est bien une pathologie. Elle engendre une baisse du système immunitaire et favorise les maladies infectieuses et parasitaires. Elle est ainsi responsable de 45 % des décès des enfants de moins de 5 ans. Lorsqu'elle est chronique, la malnutrition chez l'enfant engendre (entre autres) une diminution des capacités cognitives et de manière indirecte elle a un impact négatif sur le PIB du pays.

On parle aujourd'hui de double fardeau de la malnutrition parce qu'une personne sur neuf souffre de la faim, mais également parce qu'une personne sur trois est dans le même temps en surpoids ou obèse. Au niveau mondial, 2 milliards d'adultes (soit quasi 40 %) sont en surpoids ou obèses, une pathologie résultant de nos régimes ultracarbonés qui est devenue la première épidémie de maladie non transmissible...

La famine, une stratégie politique ?

La famine est utilisée comme arme politique par certains gouvernements pour maintenir sciemment certaines minorités dans des états de sous-nutrition, comme ce fut le cas au Biafra en 1967. Lorsque le Sud-Est du Nigeria (majoritairement peuplé par l'ethnie des Igbo) fait sécession, le conflit devient armé et s'enlise jusqu'au moment où les troupes gouvernementales organisent un blocus de la région qui génère une famine et la mort de plus de 800 000 personnes (adultes et enfants).

Pourquoi c'est une mauvaise idée ?

On assiste à une véritable dichotomie du monde agricole. L'agriculture vivrière et familiale d'un côté et l'industrie agroalimentaire de l'autre. Le combat paraît inégal, pourtant il se pourrait que le « gagnant » ne soit pas celui que l'on imagine. Ces dernières décennies, l'agriculture industrielle a fait payer un lourd tribut à l'environnement et à notre santé au point aujourd'hui de remettre en cause le système.

La révolution verte

Lorsque la demande en nourriture s'est accrue, on a répondu par l'augmentation de la surface cultivée, mais aussi du rendement. L'agriculture a dû se réinventer. Alors qu'elle avait peu évolué en 10 000 ans, elle a en 50 ans fait sa transition à travers la « révolution verte ».

Pour aller plus loin

La révolution verte est la capacité scientifi-technique de modifier l'environnement de façon à créer des conditions plus propices à la culture et à l'élevage : mise en place d'irrigation, utilisation d'engrais, pulvérisations d'insecticide ou de désherbant, sélection de semences résistantes aux maladies, aux sécheresses, vaccinations et médication. C'est également la mécanisation de l'agriculture qui, en diminuant l'effort physique nécessaire, a modifié la sociologie même de l'agriculture : alors que les surfaces agricoles n'ont cessé d'augmenter, que l'utilisation de pesticides a augmenté de 33 %, le nombre de personnes travaillant dans l'agriculture a chuté depuis le début des années 2000 avec une perte de 166 millions d'ouvriers agricoles.

L'agriculture est devenue industrielle aux dépens de l'agriculture vivrière et familiale. Entre 1960 et 2015, la production agricole a été multipliée par trois, ce qui a permis d'offrir une abondance de produits à bas prix et d'éviter les pénuries alimentaires mondiales.

L'industrialisation génère une spécialisation régionale, un immense mouvement de redistribution spatiale et de regroupement par région des grandes

cultures. Elle amène des écosystèmes cultivés plus simples et plus uniformes qu'autrefois (région viticole, céréalière...) dont la biodiversité se retrouve appauvrie. L'usage de fortes doses d'engrais et de produits de traitement, l'épandage massif des déjections provoquent en certains lieux des pollutions minérales et organiques, en particulier des eaux de surface et des eaux souterraines, et parfois même une altération des produits alimentaires eux-mêmes.

Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement, l'agriculture industrialisée, qui produit des gaz à effet de serre polluant l'air et l'eau et détruisant la vie sauvage, coûte à l'environnement l'équivalent d'environ 3 000 milliards de dollars chaque année.

D'autre part, les élevages intensifs produisent des similitudes génétiques au sein des troupeaux et des cheptels, ce qui les rend plus sensibles aux agents pathogènes. Associé au défrichement des couverts forestiers pour en faire des surfaces agricoles, cela favorise l'apparition de maladies émergentes (comme la grippe aviaire qui provient de l'élevage intensif des volailles, ou le virus Nipah lié à l'intensification de l'élevage des cochons en Malaisie). L'homme se retrouve impacté dans sa propre santé, que ce soit de manière directe, par les pollutions aux pesticides/désherbants (glyphosate)/engrais chimiques, ou de manière indirecte par, entre autres, l'augmentation des résistances aux antibiotiques suite à leur usage systématique et à grande échelle dans les élevages industriels.





Agriculture, challenge et perspective

Le défi de l'agriculture de demain : continuer de nourrir la planète tout en répondant aux exigences du développement durable (pollution, optimisation des ressources en eau et en terre). Aujourd'hui, la surface agricole représente 38 % des terres émergées, majoritairement utilisée à des fins d'élevage et par les plantations permanentes (vignes, vergers). L'agriculture au sens strict représente seulement 12 % des surfaces émergées de notre terre. La révolution verte, ce sont des surfaces agricoles augmentées, mais surtout l'augmentation du rendement qui a permis d'accroître la production de 150 % en 70 ans.

Les fortes pressions subies par les surfaces agricoles ont généré une dégradation des sols entraînant une véritable diminution de la productivité, d'autant plus qu'aujourd'hui on cultive pour se nourrir, mais aussi pour s'habiller, pour produire de l'énergie... Certains pays ont besoin de rechercher de nouvelles surfaces agricoles en dehors de leurs frontières. On assiste ainsi à un véritable accaparement des terres de la part des pays qui n'ont pas les surfaces agricoles nécessaires pour nourrir leurs populations (Chine) ou dont le climat ne permet pas une agriculture rentable (Arabie saoudite). Les populations locales sont *in fine* les grandes perdantes du processus.

L'agriculture utilise 70 % de l'eau douce consommée dans le monde et on estime que d'ici 2050 elle aura augmenté de 50 %, entraînant une hausse de 15 % des prélèvements de ressources en eau. Des tensions autour de cette question sont déjà palpables dans certaines régions comme au Moyen-Orient ou en Afrique, déjà sujets aux sécheresses, mais aussi en Europe où la sécheresse de 2022 engendra perte de cultures et méga-feux. Cette situation pourrait se transformer en une « guerre de l'eau » (cf. chapitre « La protection de l'environnement »).

Aujourd'hui, en pensant agroalimentaire, on pense agriculture, élevage... Mais il est fort probable que l'avenir soit marin. En ce qui concerne l'océan,

« nous sommes toujours des chasseurs-cueilleurs ». Pourtant, à l'échelle mondiale, 20 % de l'apport en protéines animales proviennent de la pêche et de l'aquaculture, mais ce phénomène est concentré principalement en Asie (cf. chapitre « L'océan ») : la Chine capture 15 millions de tonnes de poisson, loin devant l'Indonésie, le Pérou, les États-Unis et la Russie. Aujourd'hui, on assiste à une surexploitation des stocks de nombreuses espèces de poissons, à la présence de zones mortes qui questionnent la durabilité des ressources halieutiques. Pourtant, certains experts estiment que, en cultivant seulement 2 % de l'océan, nous pourrions fournir suffisamment de protéines pour nourrir une population mondiale de 12 milliards de personnes.

Pour aller plus loin

Que cela soit sur terre ou dans les mers, il devient urgent de cultiver nos ressources de manière durable. C'est à ce niveau qu'intervient le nouvel acteur phare de l'agroalimentaire du XXI^e siècle, le numérique. Drones, capteurs météorologiques, intelligence artificielle, aide à la décision... l'outil numérique investit l'agriculture – GAFAM et BATX (cf. chapitre « Le monde cyber ») s'y intéressent également – pour répondre au défi de produire plus en utilisant les ressources au mieux. « L'Agtech » est en plein boom... C'est une piste sérieuse pour réduire les pertes alimentaires, estimées à 14 % de la nourriture mondiale, et le gaspillage... mais cette science fournit aussi des données qui attirent les convoitises. La protection et la sécurité des données s'invitent dans le monde agricole et deviennent un enjeu de souveraineté agricole et économique pour chacun des États.

La ruée vers la terre

Certains n'hésitent pas à voir dans ce processus d'accaparement des terres agricoles un « néocolonialisme agraire » ou un nouveau « scramble for Africa » (nom donné au partage de l'Afrique au XIX^e siècle par les puissances européennes de l'époque), où c'est désormais le monde entier qui y participe.

Géopolitique de l'agriculture

Véritable enjeu de stabilité sociale, l'agriculture a façonné l'Histoire. En 1845, le mildiou (maladie de la pomme de terre) a provoqué l'exil de milliers d'Irlandais vers

le Nouveau Monde. En 2008, la flambée des prix alimentaires a poussé des milliers de personnes ne pouvant plus s'alimenter dans les rues, ce qui a replacé l'agriculture au centre de l'agenda international. La géopolitique de l'agriculture peut se résumer par le triptyque territoire, rivalité et puissance.

Les questions alimentaires, au cœur de bon nombre de conflits, peuvent – lorsqu'elles sont résolues – être le meilleur déterminant de la paix. D'autre part, lorsqu'il manque une politique agricole permettant aux agriculteurs de survivre, cela ouvre le champ des possibles aux cultures de drogues qui apportent une grande valeur ajoutée aux agriculteurs, comme c'est le cas en Colombie et en Afghanistan (cf. chapitre « *Le crime organisé* »).

Au niveau international, la Russie, revenue sur le marché des céréales (depuis 2016, elle est le premier exportateur de blé), utilise ses exportations au cœur de sa stratégie d'influence, comme c'est le cas ces dernières années au Moyen-Orient. Le conflit russo-ukrainien, mettant face à face deux des principaux exportateurs de blé, a fait flamber les cours mondiaux de céréales dès le début de 2022. Le blocage des exportations céréalières de l'Ukraine par la Russie jusqu'à août 2022 fait craindre une crise alimentaire majeure dans de nombreux États déjà fragilisés par des sécheresses.

De son côté, la Chine doit avancer avec la mémoire traumatique de la famine de 1958 du « grand bond en avant ». À son arrivée au pouvoir, Deng Xiaoping réforme l'agriculture, permet le profit agricole et instaure la politique de l'enfant unique pour lutter contre la sous-nutrition. En moins d'une décennie, la production céréalière augmente de 30 %, c'est le premier moteur de la reprise chinoise avant même son décollage industriel dans les années 1980.

En 2020, la Chine est en manque de terres, elle cumule 20 % de la population mondiale. Elle achète des terres à l'étranger et y soutient les progrès techniques afin de limiter l'augmentation des coûts des denrées agricoles dont elle dépend. Grand importateur, elle est également la première productrice de presque tous les produits agricoles de la planète, mais aussi le premier acheteur. La Chine mobilise toute sa capacité technique, normative,

diplomatique (l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture [FAO] est présidée par un DG chinois) et logistique (en investissant la route de la soie) dans l'agriculture.

Les États-Unis aujourd'hui restent une puissance importante, surtout en Californie qui est son véritable grenier alimentaire, mais également la pépinière des GAFAM qui ont trouvé dans l'agriculture un nouvel eldorado.

En Europe, l'agriculture est à l'origine de l'Union européenne. La PAC (Politique agricole commune) a pour double objectif de mieux rémunérer les agriculteurs, mais aussi d'éloigner le spectre de l'insécurité alimentaire. Avec 10 millions d'exploitations, innovantes, engagées dans la transition socio-économique et écologique, l'Europe se distingue dans le monde par le trio gagnant : quantité, qualité et diversité.

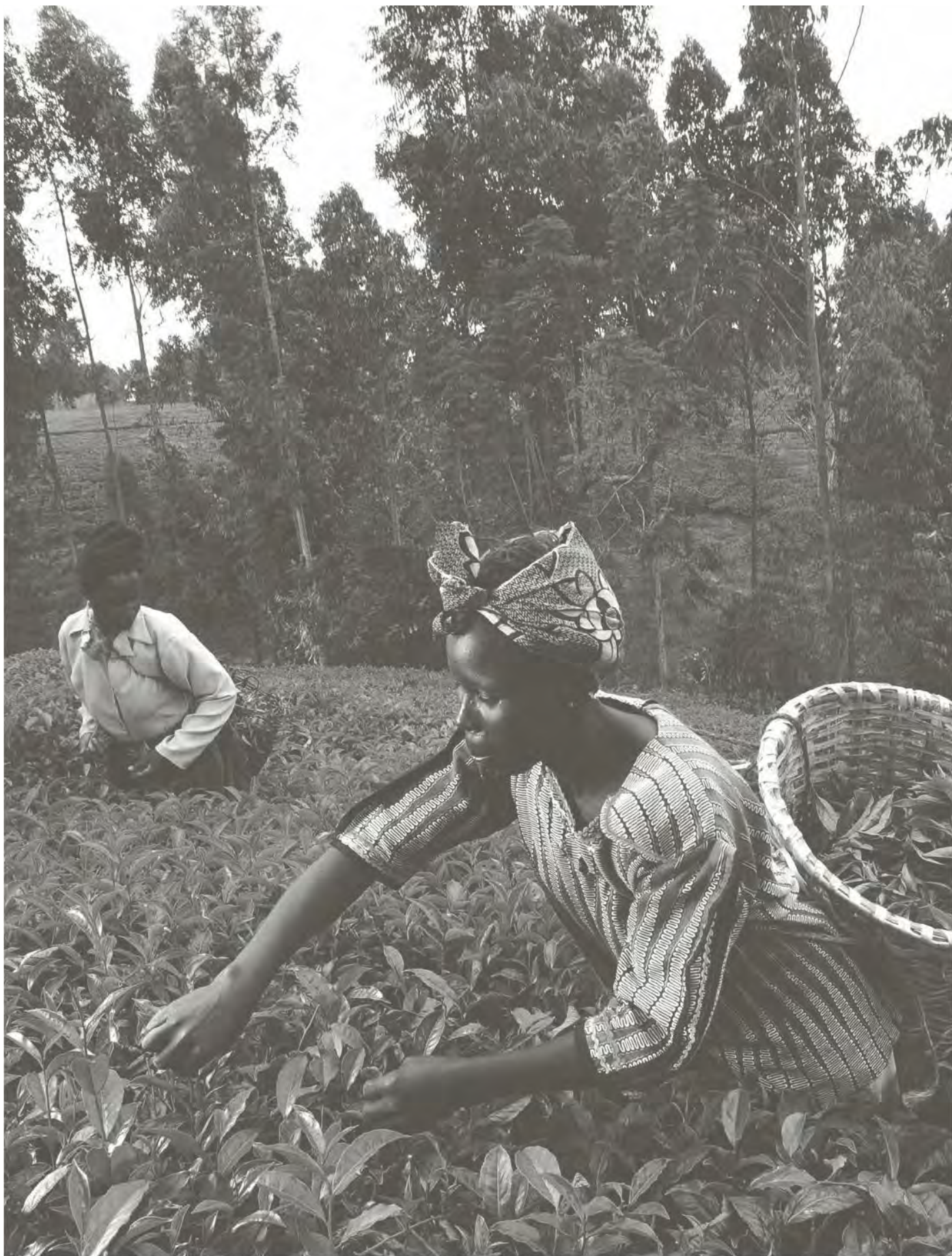
Qu'est-ce que le « food power » ?

Pendant la guerre froide, les États-Unis ont profité de leur quasi-monopole sur le marché des céréales pour accroître leur influence dans les pays encerclant l'Union soviétique via l'aide alimentaire. Aujourd'hui, de telles stratégies sont moins visibles mais toujours présentes.

En Afrique, la culture vivrière et familiale reste très présente dans le cadre d'une agriculture pluviale. Le continent abrite une agriculture industrielle (des roses en Afrique de l'Est, du cacao, du café, du coton) où l'on retrouve presque les deux tiers des surfaces achetées par les États en manque de terres. L'Afrique, c'est 60 % des terres arables inexploitées...

Pour aller plus loin

En dépit de spécificités régionales bien présentes, le monde fait face aux mêmes défis apportés par le changement climatique, qui touchent en premier l'agriculture vivrière dans les pays à revenus faibles et intermédiaires, poussant les populations vers les bidonvilles des agglomérations grandissantes. L'appauvrissement des sols, des mers, la faible diversité des cultures, l'augmentation de la population, de son exigence alimentaire, l'impact dans la biodiversité, la pollution, mais aussi l'actualité (pandémie paralysant l'économie, conflit russo-ukrainien) ancrent l'agriculture dans les défis majeurs du XXI^e siècle.





E
N

2
O

S
E
C
O
N
D
E
S

Moteur du développement, la sécurisation de l'approvisionnement en énergie est devenue une priorité pour les États. Les hydrocarbures ont dessiné les contours de l'histoire contemporaine. Aujourd'hui, l'arrivée des énergies renouvelables, dont le but est de préserver notre environnement, change le visage du secteur de l'énergie, tout en complexifiant la géopolitique...

CHAPITRE 32

L'ÉNERGIE

LES ÉNERGIES

L'histoire de l'humanité est fortement liée au développement des énergies. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, se sont succédé et conjuguées l'énergie humaine, et celles des animaux domestiques, du vent, de l'eau courante et surtout du bois. La révolution industrielle (en fait une révolution énergétique avec l'invention de la machine à vapeur) change la donne à partir de 1750 en permettant de déployer des forces 20 à 30 fois supérieures. C'est le début du règne du charbon jusqu'à la moitié du XX^e siècle, où les Trente Glorieuses marquent une accélération économique sans précédent correspondant à l'âge d'or du pétrole. Cette faste période est brusquement interrompue par le premier choc pétrolier de 1973, un an après que le Club de Rome a questionné la durabilité des réserves pétrolières et un tel mode de fonctionnement énergétique mondial.

Les chocs pétroliers n'ont fait que ralentir la demande énergétique. Ce fut également le cas en 1979 lors de la révolution en Iran, en 2009 avec la crise économique et en 2020 avec la pandémie. Pour autant, la combinaison de la croissance et de la mutation du niveau de vie de la population mondiale ont fait plus que doubler la consommation énergétique entre 1973 et 2022.

Pour aller plus loin

Dans la même temporalité, si l'augmentation de la demande est indéniable, on note une modification de la structure de la source énergétique : une diminution de la part du pétrole (aujourd'hui à 33,1 %) cache en réalité un volume consommé doublé depuis le premier choc pétrolier. Le charbon de son côté a connu une décroissance pour vivre une seconde jeunesse à partir des années 2000, profitant de la décroissance du pétrole et de l'abondance de ses réserves. Le gaz naturel augmente également sa part dans le mix énergétique (certains le considérant comme une étape vers la transition énergétique) ainsi que les énergies renouvelables, surtout depuis 2005. En dépit d'une plus grande variabilité du mix énergétique, en 2019, c'est encore plus de 84 % de notre mix qui est carboné.

Il y a aujourd'hui trois grands groupes de ressources énergétiques : les énergies fossiles, représentées par le pétrole, le gaz de schiste, le gaz naturel et le charbon. L'énergie fissile avec le nucléaire (cf. section « Le nucléaire civil : les centrales » p. 296) et les énergies renouvelables : biomasse, hydraulique, géothermique, marémotrice, éolienne, solaire...



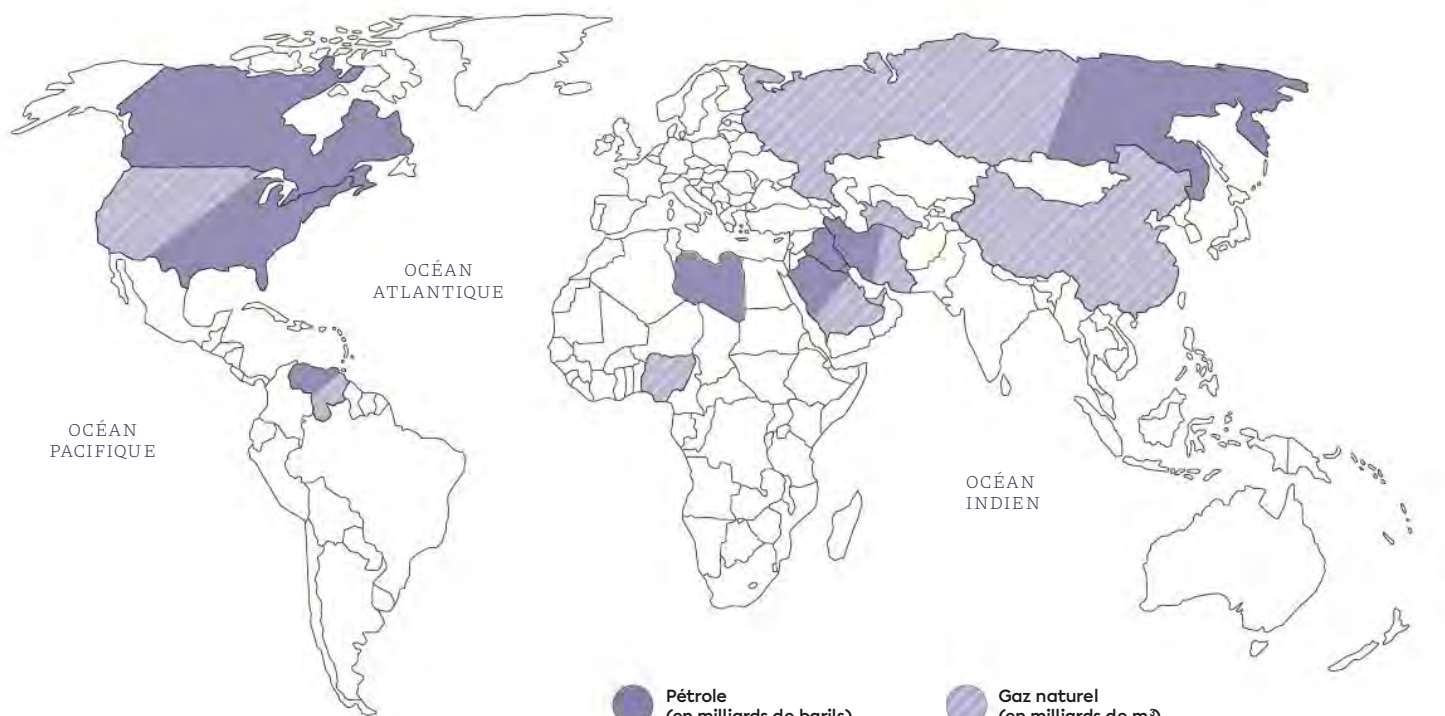
Pour bien appréhender le système énergétique global, il est important de faire la différence entre « énergies consommables », « électricité » et « chauffage ». La grande majorité de l'énergie est consommée dans l'industrie, les transports et les bâtiments, c'est le « consommable ». Ces trois secteurs clés sont alimentés majoritairement par le pétrole et le gaz naturel. Le nucléaire et le charbon, de leur côté, produisent électricité et chauffage, ce qui représente près de 40 % de la consommation mondiale d'énergie primaire. L'électricité seule représente 19 % de la consommation finale d'énergie, qui est fournie à 40 % par le charbon, remis en cause du fait de ses fortes émissions de gaz à effet de serre lors de sa combustion.

Alors que la demande et la consommation d'énergie sont toujours plus fortes, le secteur énergétique multiplie les défis à travers son accessibilité et son stockage : risques d'incendie et d'explosion pour les hydrocarbures et stockage des énergies renouvelables dans des batteries.

Aujourd'hui encore, 3 milliards de personnes dépendent toujours du bois, du charbon ou des déchets animaux pour la cuisson et le chauffage, sans accès à l'électricité. Vivre sans électricité, c'est aussi l'impossibilité de faire ses devoirs le soir après le coucher du soleil, d'accéder aux vaccins (car pas de réfrigérateurs pour les conserver), d'irriguer durablement les cultures sans pompe ni eau douce...

Qu'est-ce que la transition énergétique ?

La transition énergétique est une voie vers la transformation du secteur énergétique mondial de l'énergie fossile vers une énergie zéro carbone à l'horizon 2050 afin de limiter le changement climatique. La combustion d'énergie en 2019 a généré 36,8 Gt de CO₂. Cela concerne autant la production et la distribution que la consommation de l'énergie. Ce sont donc tous les acteurs de la filière énergie ainsi que les consommateurs qui doivent être impliqués dans ce processus.



Les 10 pays disposant des plus importantes réserves prouvées en pétrole et en gaz (fin 2019)

Pétrole
(en milliards de barils)

Venezuela	303,8
Arabie saoudite	297,6
Canada	169,7
Iran	155,6
Irak	145,0
Russie	107,2
Koweït	101,5
Émirats arabes unis	97,8
États-Unis	68,9
Libye	48,4

Gaz naturel
(en milliards de m³)

Russie	38 000
Iran	32 000
Qatar	24 700
Turkménistan	19 500
États-Unis	12 900
Chine	8 400
Venezuela	6 300
Arabie saoudite	6 000
Émirats arabes unis	5 900
Nigeria	5 400

Les énergies fossiles

L'énergie dite « fossile » provient de la combustion du charbon, du pétrole ou du gaz naturel. Des éléments présents sous forme de gisements dans les différentes strates géologiques de notre terre. Le pétrole et le gaz naturel sont les résultats de la sédimentation des matières organiques accumulées au fond des lacs et des océans (donc des milieux peu oxygénés) tandis que le charbon provient de l'enfouissement d'arbres et de débris végétaux dans certains bassins sédimentaires. Dans tous les cas, les millénaires nécessaires à la formation de l'énergie fossile en font une énergie « non renouvelable ».

Au début des années 1970, le premier choc pétrolier crée la panique sur la planète, dopée au pétrole durant les Trente Glorieuses. À ce moment-là, la France couvrait 60 % de ses besoins énergétiques nationaux avec le pétrole. L'année suivante, le programme nucléaire français est lancé et le premier réacteur raccordé au réseau en 1977.

Pour aller plus loin

L'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, est une organisation intergouvernementale qui vise à négocier avec les sociétés pétrolières la production de pétrole, son prix et les futurs droits de concession. Au sein de l'organisation, l'Arabie saoudite et le Venezuela s'y distinguent en ayant les plus grandes réserves prouvées. Les décisions prises par l'OPEP (par exemple, la réduction du volume de production) ont un impact majeur sur le cours du pétrole au niveau international et des répercussions géopolitiques évidentes. En 1973, elle déclenche le 1^{er} choc pétrolier en décidant une réduction de sa production et un embargo contre les États-Unis qui avaient soutenu Israël lors de la guerre du Kippour. En découle le quadruplement du prix du pétrole, c'est la fin de l'énergie bon marché.

Pour autant, le pétrole a continué à être une source énergétique clé. Sa production et sa consommation augmentent et représenteront encore 25 % de la consommation mondiale d'énergie primaire en 2040, portée par le développement de l'aéronautique et de l'industrie pétrochimique qui produit les matériaux constituant une grande partie des objets du quotidien : plastiques, fibres textiles, médicaments, composants informatiques...

Lorsque la question de la pérennité des ressources en hydrocarbures se pose en 1972, on n'extrait encore que des pétroles dits « conventionnels ». L'arrivée du « non-conventionnel », tel que les sables bitumineux et le pétrole de schiste, a rebattu les cartes.

Le gaz naturel génère 24 % de la consommation mondiale d'énergie primaire en 2019. Une source d'énergie exploitée seulement depuis la seconde partie du xx^e siècle. De la même manière que le pétrole, le gaz dit « non conventionnel » est en train de bouleverser le paysage économique et géopolitique lié au gaz naturel. Plus propre que le pétrole, il génère moins d'émissions de CO₂ lors de sa combustion, mais il est beaucoup plus difficile à transporter par gazoduc, une structure qui est un véritable défi technique et un pari géopolitique, comme 2022 l'illustre.

Le charbon, qui a porté sur ses épaules la révolution industrielle au xix^e siècle, représente en 2020 27 % de la consommation mondiale d'énergie, avec pour vocation première la production d'électricité et de chauffage. En croissance importante depuis les années 2000, il est majoritairement utilisé par la Chine qui est passée de 1,3 milliard de tonnes consommées à 4 Mt en 2020. D'autre part, le charbon est toujours très présent dans l'industrie et la fourniture d'électricité/chauffage dans les pays à revenus faibles et intermédiaires (cf. section « Géopolitique des énergies » p. 288).

Quand va-t-on sortir de l'énergie fossile ?

La trop lente diminution des énergies fossiles dans le mix énergétique mondial met en péril la réussite de l'accord de Paris, d'autant plus qu'après la pandémie, la priorité est donnée à la reprise économique plus qu'à la préservation de l'environnement. En 2040, les énergies fossiles devraient toujours représenter plus de 60 % du mix énergétique...



Les énergies renouvelables

Hydroélectricité, éolienne, marémotrice, houlomotrice (énergie des vagues), géothermie, solaire, biomasse et même des microalgues... les énergies renouvelables se distinguent par leur diversité. Elles sont renouvelables et décarbonées, ce qui les place en haut de la liste des énergies à développer pour lutter contre le changement climatique.

L'hydraulique est la source d'énergie renouvelable la plus présente et la plus consommée au niveau mondial avec 6,4 % en 2019. Chine, Brésil, États-Unis et Canada représentent à eux seuls 50 % des capacités mondiales. La « petite hydraulique » (des petites centrales localisées) reste une solution de choix pour certaines zones rurales ; les grands barrages inondant des vallées et des écosystèmes entiers ne sont plus « à la mode », malgré deux projets récents très médiatisés : le barrage des Trois Gorges en Chine et le barrage Nasser en Égypte.

Les énergies renouvelables hors hydroélectricité représentent en 2019 5 % de la consommation mondiale d'énergie primaire. C'est très peu, mais la tendance est à la croissance avec une projection de 15 % à l'horizon 2040.

L'énergie éolienne utilisée depuis le Moyen Âge s'est vraiment développée à la suite du premier choc pétrolier et le Danemark en a fait son expertise. Les progrès technologiques récents ont permis d'augmenter le rendement et la productivité de l'énergie éolienne en multipliant sa puissance par 20 en moins de

13 ans. Terrien et offshore, l'éolien est tributaire de la météorologie. Cette énergie nécessite des vents fréquents, réguliers et dont la direction ne change pas. Elle ne fonctionne pas en l'absence de vent ni lorsque celui-ci souffle trop fort, pour des raisons de sécurité. Elle fournit donc une électricité intermittente, ce qui reste un problème majeur du fait des technologies encore balbutiantes en termes de stockage d'énergie.

Pour aller plus loin

D'une part, l'absence d'émissions de gaz à effet de serre lors de la production des énergies renouvelables n'implique pas une absence d'impact sur l'environnement. Autant les matériaux nécessaires aux technologies (terres rares comme le lithium, le cobalt, le nickel) que la quantité d'eau indispensable à leurs extractions commencent à faire pression sur l'environnement. L'industrie des terres rares pèse d'ores et déjà sur les ressources en eau en Chine et en Australie. Le fait que les énergies renouvelables ne créent de l'énergie que par intermittence (quand la demande est continue) et qu'elles soient difficiles à stocker les empêche d'être la solution miracle. D'autre part, des tensions géopolitiques se créent d'ores et déjà autour de ces ressources, très inégalement réparties sur le globe.

La clé des énergies renouvelables, outre leur diversité et leur complémentarité, est le développement des nouvelles technologies qui demandent un investissement financier important en recherche et développement. Une technologie protégée par des brevets, qui sont à la fois des atouts pour les pays qui les détiennent et un obstacle coûteux pour les pays qui souhaitent s'équiper.

Qu'est-ce qu'une ressource renouvelable ?

Une ressource est dite « renouvelable » si sa durée de formation est à l'échelle humaine. Elle provient de deux grandes sources naturelles : la terre elle-même, à travers la géothermie, et le Soleil, à l'origine des mouvements météorologiques (cycle de l'eau, des marées, du vent et de la croissance des végétaux).

GÉOPOLITIQUE DES ÉNERGIES

Durant la seconde partie du **xx^e** siècle, la géopolitique de l'énergie se focalisait sur l'accès aux ressources primaires : pétrole, gaz, charbon. Il était question de sécuriser l'approvisionnement à travers les explorations de nouveaux gisements, de s'allier aux nations productrices ou de contrôler les routes du pétrole (les deltas d'Ormouz et de Malacca). La sécurité énergétique passait alors par la multiplicité des ressources pour ne pas dépendre d'un seul pays producteur ou d'une seule énergie.

Le conflit russo-ukrainien illustre cependant bien la prépondérance, toujours très actuelle, de la sécurité énergétique dans la géopolitique du **xxi^e** siècle. Les sécurités énergétique et alimentaire en constituent la colonne vertébrale. En 2022, la dépendance de l'Europe au gaz russe a probablement participé à la sous-estimation de la réaction européenne par le président Poutine.

L'arrivée des énergies renouvelables bouleverse l'échiquier mondial des énergies, non pas en se substituant aux énergies fossiles mais en s'y additionnant, créant ainsi une couche supplémentaire de complexité. Chaque énergie tributaire de technologies et de matériaux spécifiques porte en elle-même une géopolitique distincte. Un effet mille-feuille qui amène à la fois opportunités et difficultés. La diversité des énergies, technologies et matériaux nécessaires permet à certains pays d'émerger sur la scène internationale, comme le Chili et l'Argentine, en position de force sur le marché du lithium (pour les batteries).

D'autre part, les énergies renouvelables, qui s'appuient sur des technologies sans cesse réactualisées, nécessitent un investissement primordial dans la recherche et développement. Aujourd'hui, la course aux énergies renouvelables

se joue sur les dépôts de brevets. La Chine, premier producteur de terres rares, est également leader dans les investissements (45 % au niveau mondial) et en dépôts de brevets dans les énergies renouvelables. Elle investit dans l'ensemble des vecteurs de la transition énergétique et s'en sert pour affirmer sa puissance internationale.

Pour aller plus loin

C'est tout l'enjeu de la propriété intellectuelle. Les pays qui innovent dans la transition énergétique et qui détiennent les brevets des technologies bas carbone sont en position de force sur la scène internationale. Les pays du Sud, qui actuellement privilégient le charbon, demandent un assouplissement des règles de propriétés intellectuelles qui permettrait de réaliser leur transition énergétique, aujourd'hui inaccessible financièrement. Un sujet bloquant dans les discussions sur les accords climatiques. Dans ce contexte, le G77 (groupe intergouvernemental composé de 132 pays, majoritairement à revenus faibles et intermédiaires) passe des contrats bilatéraux avec la Chine pour obtenir des transferts de technologie...

Le palimpseste qu'est devenue la géopolitique de l'énergie oblige aujourd'hui à raisonner à l'échelon régional : connecter les différents réseaux électriques (*smarts grids*) afin de mutualiser les atouts de chacun des pays et remédier au gap des uns et des autres, comme cela est en train de se faire en Europe, tout en sachant que ce sont les pays de l'OPEP qui ont la clé de la transition énergétique, à travers le prix du baril de pétrole. Trop faible, il sera un obstacle aux investissements dans les énergies renouvelables, trop haut, il empêchera les pays producteurs de faire leurs propres transitions. D'autre part, le défi de la pollution atmosphérique impose une question qui dérange : et s'il était temps de penser la réduction de notre consommation énergétique et de développer les *low-tech* ?





Le nucléaire : un mot aux
définitions multiples. Une
arme de destruction massive,
des centrales électriques
polémiques, mais pas que.
Le nucléaire c'est aussi une
énergie de propulsion civile et
militaire (brise-glace, sous-
marins), un moyen de détruire
les pathogènes dans l'industrie
alimentaire, une aide à la
datation, un outil indispensable
en médecine avec l'imagerie
médicale, et la médecine
nucléaire dans la lutte (entre
autres) contre le cancer.

CHAPITRE 33

LE NUCLÉAIRE



LE NUCLÉAIRE MILITAIRE : LA BOMBE

La course à l'arme nucléaire

L'ère nucléaire a débuté le 6 août 1945 avec le largage de la bombe A sur Hiroshima, dans la guerre du Pacifique opposant le Japon aux États-Unis. Devant le risque de voir l'Allemagne nazie fabriquer une bombe atomique, les États-Unis lancent le programme *Manhattan* avec pour objectif d'avoir la bombe en premier. Finalement, en Europe, l'Allemagne capitule en mai 1945 alors que la guerre continue de faire rage dans la région Pacifique, opposant les États-Unis au Japon. Trois jours après Hiroshima, les États-Unis larguent une seconde bombe sur Nagasaki faisant un bilan de 150 à 255 000 morts. Ces attaques, en plus de l'entrée en guerre de l'URSS entre les deux bombardements, amènent le Japon à se rendre le 2 septembre 1945.

Pour aller plus loin

Après la capitulation de l'Allemagne le 8 mai 1945, le monde espère la fin de la guerre. De son côté, et malgré deux ans de défaites, le Japon préfère aller jusqu'au bout du conflit. La population japonaise, maintenue dans la croyance qu'une victoire est proche, soutient totalement l'engagement de son pays dans cette guerre qui laisse

pourtant la population exsangue et sans ressources. Le Japon, qui cultive le sens de l'honneur, ne peut accepter une reddition. Lors de la conférence de Potsdam fin juillet 1945, la coalition États-Unis/Grande-Bretagne/Chine fait une déclaration définissant la reddition inconditionnelle du Japon : « Nous appelons le gouvernement du Japon à annoncer dès maintenant la capitulation sans condition de toutes les forces armées japonaises et à fournir des garanties adéquates et suffisantes de leur bonne foi à ce propos. La seule alternative pour le Japon est une destruction rapide et totale ». Le Japon décide de ne pas répondre. Le matin du 6 août 1945, la bombe nucléaire « Little Boy » est larguée sur Hiroshima. Une seconde, « Fat Man », est larguée trois jours plus tard sur Nagasaki.

Pourquoi deux bombes ?

C'est une démonstration de force envers le Japon, bien sûr. Mais aussi vis-à-vis du monde et de l'URSS en particulier qui venait de déclarer la guerre au Japon. C'est le premier acte de la guerre froide.



Cela a été le premier et le seul usage de l'arme atomique en temps de guerre. Pensée comme une arme conventionnelle redoutable, l'arme atomique est utilisée pour contrer l'URSS qui, en Europe, continue d'aligner les divisions armées. Les États-Unis, qui n'ont pas les moyens financiers d'un tel déploiement, compensent par la multiplication de leur arsenal nucléaire, ce qui pousse l'URSS à se doter de la bombe pour « rétablir l'équilibre ». Très vite, les États-Unis et l'URSS veulent fermer « la porte » du club des puissances nucléaires, estimant que l'équilibre est atteint avec l'accès à la bombe des « deux côtés ». Malgré cela, la Grande-Bretagne accède à la bombe en 1952, la France en 1964 et la Chine à la fin des années 1960, en argumentant qu'il faut éviter une suprématie soviéto-américaine.

L'arme nucléaire devient alors une arme de dissuasion. Le choc psychologique du bombardement d'Hiroshima est immense : un seul coup que l'on ne peut éviter, une puissance destructrice inégalée, capable de provoquer la mort lors du largage, mais aussi bien après l'explosion de la bombe *via* les retombées radioactives, en faisant des victimes dont l'immense majorité est civile. Le risque devient alors trop grand, un conflit entre puissances nucléaires amènerait à la « *mutually assured destruction* » (destruction mutuelle assurée), donnant l'acronyme « MAD » (*mad* se traduit par « fou » en français). La guerre froide est restée froide grâce au nucléaire.

Dès l'accession de l'URSS à la bombe, le concept de non-prolifération voit le jour. Suite à de précédents accords, les États-Unis ne refusent pas la bombe à la Grande-Bretagne en 1952, après quoi les puissances nucléaires considèrent que Mao et le général de Gaulle ne sont pas suffisamment « dignes de confiance » pour détenir la puissance nucléaire. La France, refusant de dépendre d'autres puissances, mène ses premiers essais en 1960 et se dote ainsi d'une arme nucléaire opérationnelle en 1964. L'URSS, refusant d'aider la Chine à se doter de l'arme nucléaire, signe la rupture sino-soviétique en 1961, ce qui n'a pas empêché la Chine de lancer son premier essai nucléaire de type bombe A en 1964 et une bombe « H » dite « à hydrogène » dès 1967.

Le Traité de non-prolifération (TNP) définit les puissances nucléaires comme ayant fait leurs essais avant 1967. Ces mêmes puissances n'ont pas le droit d'aider les puissances non nucléaires à le devenir. Ce traité très inégal tente de diminuer cette injustice en demandant aux puissances nucléaires (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, Chine, France), soit les 5 pays présents de façon permanente au Conseil de sécurité de l'ONU (les P5), de s'engager à diminuer leur arsenal nucléaire et d'aider les autres pays à développer le nucléaire civil.

Pour aller plus loin

L'arme nucléaire a probablement empêché un affrontement direct et armé entre l'URSS et les États-Unis, c'est le principe de dissuasion. Il n'y a pas de guerre entre grandes puissances depuis plus de soixante-cinq ans. Aucun pays doté de l'arme nucléaire n'a jamais été envahi ni attaqué par un autre État. Cependant, ce principe de dissuasion a également précipité la course à l'armement. En 1986, il y a plus de 70 000 armes nucléaires dans le monde et les affrontements indirects se multiplient. Plusieurs fois déjà depuis 1945, l'utilisation de la bombe a été questionnée : lors de la guerre de Corée en 1950-1953, lors de la seconde crise de Berlin en 1961 qui a amené à la création du Mur, lors de la crise de Cuba en 1962 et lors de la guerre du Kippour en 1973.

L'Inde et le Pakistan, qui ont mené leurs premiers essais respectivement en 1974 et en 1998, sont devenus des puissances nucléaires. N'ayant jamais signé le TNP, elles ne se sont pas mises dans l'illégalité mais il y a une impossibilité juridique à légaliser leurs statuts puisque le traité définit une puissance nucléaire comme ayant fait ses essais avant 1967. Israël accède également à l'arme atomique sans jamais le confirmer. Il y a donc aujourd'hui 5 puissances nucléaires officielles, 3 puissances officieuses et un questionnement sur la Corée du Nord qui a procédé à des essais malgré la signature du TNP dont elle s'est retirée en 2003. Aujourd'hui, la priorité concernant les armes nucléaires considérées comme ADM (armes de destruction massive) est la lutte contre la prolifération. C'est une priorité stratégique, surtout du côté occidental, qui voit une remise en cause de sa suprématie militaire. L'arme nucléaire permet aujourd'hui de s'affranchir des distances et de sanctuariser son territoire, c'est cette composante majeure qui aujourd'hui fait toujours envie à certains pays.

Qu'est-ce que l'AIEA ?

Une agence de l'ONU qui promeut depuis soixante ans la non-prolifération et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire pour le bénéfice de l'humanité et au service du développement durable. Elle favorise la coopération internationale et travaille à éviter le détournement du nucléaire civil à des fins militaires.

Une obsolescence non partagée

La technologie nécessaire à la manipulation et la fabrication de la matière nucléaire sont tellement complexes qu'elle est aujourd'hui inaccessible aux groupes non étatiques. Il existe cependant un trafic impliquant des matières radioactives qui peuvent être utilisées dans l'élaboration de bombes dites « sales » : bombes conventionnelles qui dispersent de la matière radioactive. Le vol est également peu probable devant la protection accrue des arsenaux militaires nucléaires, protégés de manière conventionnelle, mais également informatiquement avec un code détenu par l'exécutif. Le seul vrai risque provient d'un possible transfert des têtes nucléaires en cas de dislocation d'un État nucléaire.

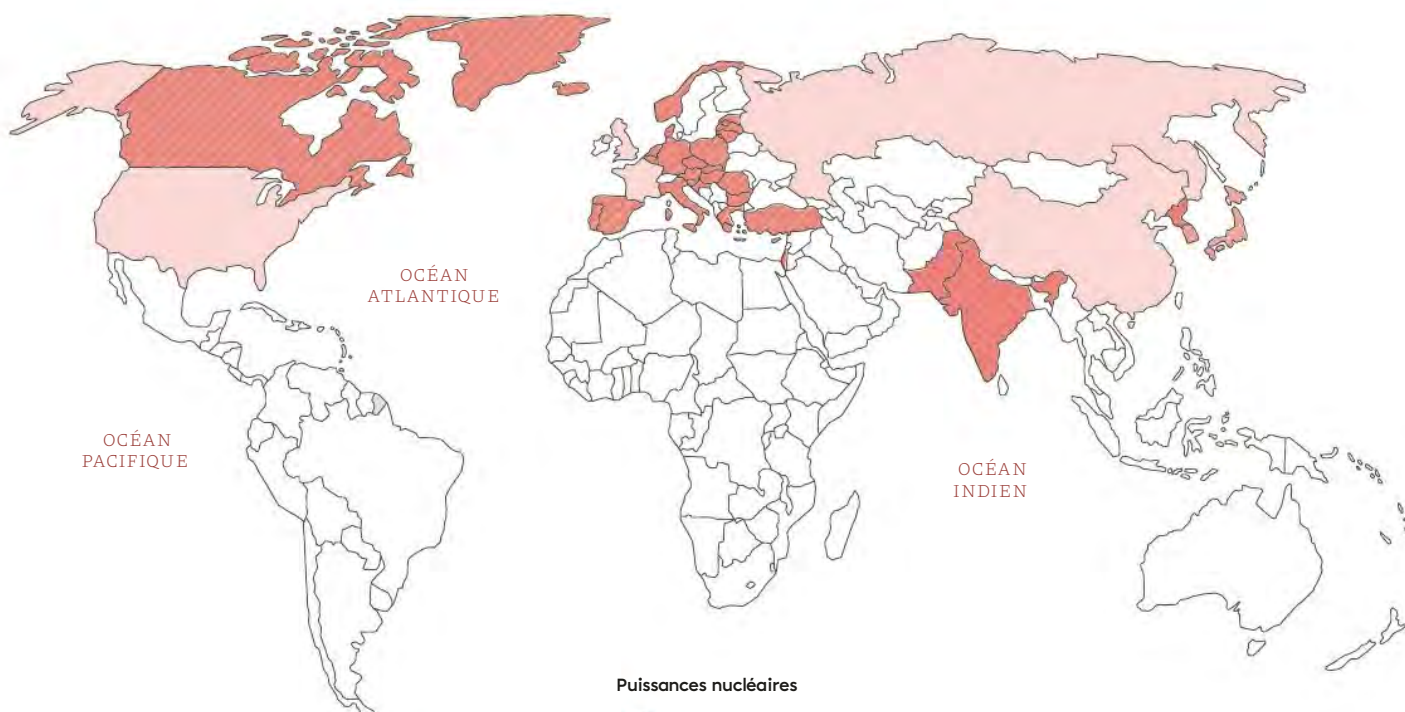
Pour aller plus loin

Dans les années 1990, avec le démantèlement de l'URSS – devenue 15 pays, dont 4 potentiellement nucléaires –, le rapatriement des têtes nucléaires présentes sur le sol de ces pays vers la Russie a

été effectué. Aujourd'hui, la question se pose sur un éventuel effondrement de la Corée du Nord. Qu'advient-il des armes nucléaires que la Corée du Nord pourrait avoir ?

Il est fort probable que la menace nucléaire ne fera plus sens le jour où la cyberattaque prendra sa place dans la notion d'« arme de destruction massive » (cf. chapitre « Le monde cyber »).

En mars 2017, 123 États se sont réunis à New York pour une conférence dans une volonté de dénucléariser le monde, et ont voté en faveur d'une telle résolution. Le PS et les pays « sous parapluie » ont boycotté la conférence. (Les pays « sous parapluie » nucléaire sont des pays profitant d'une protection d'un État nucléaire et bénéficiant ainsi du principe de dissuasion sans posséder l'arme nucléaire.) Adopté par les Nations unies le 7 juillet 2017, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) est entré en vigueur le 22 janvier 2021, soit 90 jours après sa ratification le 24 octobre 2020, par un 50^e État, le Honduras. Ni la France ni aucun État disposant de l'arme nucléaire ne l'ont signé à ce jour.



Pays protégés par l'arme nucléaire

LE NUCLÉAIRE CIVIL : LES CENTRALES

Un risque rare mais dramatique

Le nucléaire civil porte le fardeau de la mauvaise réputation du nucléaire. La mémoire d'Hiroshima avec la bombe nucléaire en 1945, l'accident de Tchernobyl en 1986, puis celui de Fukushima en 2011 alimentent le débat sur l'avenir du nucléaire. C'est pourtant aujourd'hui la façon la moins carbonée de produire de l'électricité.

L'accident nucléaire de Tchernobyl a marqué les mémoires de deux façons. D'une part, il s'agit du plus grave accident nucléaire répertorié, et, malgré l'accident de 1986, certains réacteurs ont fonctionné à Tchernobyl jusqu'à l'an 2000. D'autre part, la dérive du nuage radioactif, résultant de l'explosion de 1986, s'est étendue sur l'Europe de l'Ouest, ce qui fut un temps nié par les gouvernements. L'énergie nucléaire alors présentée pour faire face à la dépendance aux énergies fossiles démontrait ainsi sa dangerosité.

En 2011, au Japon, un tremblement de terre dont l'épicentre sous-marin a provoqué un raz de marée est allé percuter la centrale de Fukushima Daiichi. Les réacteurs

ont explosé les uns après les autres, contaminant une région entière. Suite à cela, certains pays annoncèrent une volonté de renoncer au nucléaire.

Le conflit russo-ukrainien inaugure l'utilisation militaire du nucléaire civil, à travers l'occupation russe de la centrale de Zaporijia : sanctuarisation de la centrale, mais aussi recours à la menace nucléaire (peur toujours bien présente dans les esprits en Europe à cause de la catastrophe de Tchernobyl en 1986) utilisée par les deux protagonistes s'accusant l'un l'autre pendant l'été 2022 du pilonnage de la centrale.

L'Allemagne, devant le risque écologique du nucléaire, arrête sa politique nucléaire et fonctionne désormais à l'énergie thermique (majoritairement le charbon), le temps de développer ses énergies renouvelables, tout en achetant de l'énergie nucléaire à la France. La pollution liée à l'industrie du charbon fait de l'Allemagne le deuxième plus grand pollueur d'Europe en provoquant le décès de 4 350 personnes par an, dont 2 490 en dehors de ses frontières.



Cependant, les besoins énergétiques des pays à revenus faibles et intermédiaires, amplifiés par la volonté d'indépendance et la préoccupation liée au changement climatique, en quête d'énergie moins génératrice de CO₂, relancent l'industrie du nucléaire.

Pour aller plus loin

Le Japon, après avoir arrêté ses 54 réacteurs suite à la catastrophe de Fukushima, en a redémarré quelques-uns, argumentant que l'achat de GNL (gaz naturel liquéfié) devenait un poids économique trop lourd et que le pays ne pourrait pas atteindre les objectifs environnementaux en matière de rejets de CO₂ s'il renonçait définitivement au nucléaire.

Le nucléaire de demain

Aujourd'hui, le nucléaire civil conçoit les réacteurs de demain avec pour objectif d'accroître la sécurité et de diminuer l'impact environnemental.

La troisième génération : l'EPR (*Evolutionary Power Reactor*) peut utiliser du combustible composé à 100 % de MOX (combustible recyclé), tout en étant plus sécurisé que les réacteurs actuels et produisant 20 % de déchets radioactifs de moins que la génération précédente. L'EPR comporte également un compartiment spécifique dans lequel le cœur pourrait être recueilli et refroidi en cas de fusion de celui-ci.

La quatrième génération : ITER (*International Thermonuclear Experimental Reactor*) n'entrera en phase expérimentale qu'en 2035. Sa particularité est d'être un réacteur à fusion nucléaire et non à fission comme les trois premières générations. La différence est de taille, la fusion nucléaire permet :

- un processus nucléaire qui n'offre aucune possibilité d'emballement dans la réaction, ainsi qu'une quantité de combustible radioactif (tritium) très faible dans l'installation, ce qui limite les risques en cas d'accident ;
- peu de déchets radioactifs, qui ont une demi-vie de 12,3 ans ;
- une absence de risque de prolifération nucléaire militaire.

Le « droit au développement » des pays à revenus faibles et intermédiaires conjugué au principe de réalité de notre mix énergétique actuel à 84 % carboné place le nucléaire civil en situation privilégiée pour répondre au double défi que pose un développement durable et équitable pour les décennies à venir.

Pour aller plus loin

Aujourd'hui, alors que nous sommes toujours dans l'ère de la « fission », le monde se questionne sur le risque que représente la dualité des installations d'enrichissement d'uranium et de retraitement du combustible. Ces deux installations peuvent être utiles aussi bien pour le cycle du nucléaire dit « civil » que « militaire ». Un moyen d'éviter le risque de prolifération nucléaire est d'avancer vers « l'internationalisation du cycle ». Il s'agirait alors d'avoir des installations multinationales. Si cela permet de diminuer le coût de l'accès à l'énergie nucléaire pour les États à revenus faibles et intermédiaires, cela entrave également la souveraineté des États sur le secteur clé qu'est l'énergie.

En attendant l'amélioration des techniques de retraitement total des déchets du nucléaire civil, il y a un challenge signalétique et linguistique : comment signaler le danger sur le site d'enfouissement pour les dizaines de millénaires à venir ? La mémoire des archives peut se perdre, une rupture d'intelligibilité des symboles peut arriver, le langage articulé se modifier à travers les âges... Ces risques nécessitent de travailler à une communication décontextualisée. D'autre part, quel support utiliser ? D'autant plus qu'il ne faut pas seulement signaler mais également répondre à une curiosité. Il est fort probable qu'un message d'alerte seul comme « Danger, ne creusez pas » ait toutes les chances d'aboutir à l'effet inverse.

En marge de son utilité énergétique

Le nucléaire civil permet également une multitude d'utilisations dans le domaine du spatial, mais aussi dans celui de la médecine nucléaire, spécialité médicale qui permet le diagnostic et le suivi thérapeutique de nombreuses pathologies, à travers l'injection de produits radioactifs.

Le sport, c'est plus que du sport. Au-delà des passions qu'il suscite et de son impact social et économique, le sport a un impact géopolitique certain du fait de l'importance qu'il a prise dans un monde globalisé et de la nouvelle grammaire de la géopolitique entre *hard* et *soft power*. Chaque pays a une diplomatie sportive pour exister sur la scène mondiale, et ce de façon plus populaire que les autres attributs classiques de la puissance économique, militaire, etc.

CHAPITRE 34

LE SPORT

MYTHE DE L'APOLITISME

Pierre de Coubertin, en réinventant les Jeux olympiques (JO), avait deux objectifs stratégiques : le premier consistait à pacifier les relations internationales (n'y avait-il pas la trêve olympique, strictement respectée dans la Grèce antique ?) pour une meilleure connaissance mutuelle des nations, ce qui est tout à fait louable mais bien loin de l'apolitisme officiellement prôné par le mouvement sportif ; le second, moins avouable, était de former physiquement la jeunesse française pour prendre sa revanche contre l'Allemagne après la défaite de 1870.

Dès l'origine, le sport apparaît comme la continuation par d'autres moyens de la géopolitique. Ainsi, l'Allemagne est exclue des JO de 1920 et de 1924 pour éviter qu'elle ne prenne, sur le plan sportif, la revanche de sa défaite militaire ou qu'elle ne conteste le résultat des champs de bataille dans les stades, comme moyen de réhabilitation symbolique. La Coupe du monde de football de 1934 en Italie et les JO de Berlin en 1936 ont représenté les premiers usages politiques du sport au profit de régimes autoritaires, ceux de Mussolini et de Hitler. Les Jeux avaient été attribués à Berlin avant l'arrivée de Hitler au pouvoir. Ce dernier a voulu y glorifier le nazisme mais a été humilié de voir Jesse Owens, un athlète noir américain, remporter quatre médailles d'or et surtout se lier d'amitié avec Luz Long, un « bon Aryen allemand », autant d'éléments venant infirmer les thèses de supériorité de la race aryenne en tout domaine. Lors de la Coupe du monde de football de 1978 en Argentine, sous la dictature militaire de Videla, l'opposition armée des Montoneros demandait de ne pas boycotter l'événement mais, au contraire, de venir en Argentine pour témoigner de l'ampleur de la répression.

Un pays qui organise une compétition sportive mondialisée cherche à attirer l'attention et à montrer ses côtés positifs. C'est ce qu'on appelle le *sport washing*, toujours

en vogue aujourd'hui. Mais cette visibilité peut être à double tranchant et mettre aussi en lumière les caractères peu reluisants d'un régime dont on ne parle pas en d'autres occasions.

Pour aller plus loin

Au-delà du mythe de l'apolitisation du sport, la désignation des villes hôtes de JO et des pays qui organisent la Coupe du monde de football a toujours une signification géopolitique. C'est parce que les JO avaient lieu en Finlande, proche géographiquement et diplomatiquement, que l'URSS a accepté d'y participer pour la première fois en 1954. En 1964, les Jeux de Tokyo sont la reconnaissance de la réintégration du Japon dans la communauté internationale et de la modernité du pays. Jeux de 2008 à Pékin, Coupe du monde de 2010 en Afrique du Sud, Coupe du monde (2014) et JO (2016) au Brésil, JO d'hiver (2014) et Coupe du monde (2018) en Russie : les BRICS ont été servis.

Donald Trump a menacé de sanctions les États qui ne voteraient pas pour attribuer la Coupe du monde 2026 aux États-Unis (avec le Canada et le Mexique).

FIFA et CIO plus forts que l'ONU

En 1896, les premiers JO ont réuni 285 sportifs, tous masculins et amateurs, provenant de 13 pays européens et 2 nord-américains qui s'affrontèrent dans neuf disciplines différentes. Tout sauf un événement planétaire. Désormais, le CIO et la FIFA comptent plus de membres que l'ONU (206 et 211 contre 193). Ils font tous deux cohabiter de plain-pied la Chine et Taïwan, Israël et la Palestine, ce qui n'est pas possible à l'ONU.

UNE NOUVELLE GRAMMAIRE DE LA PUISSANCE

Le sport est donc aujourd'hui un élément essentiel de la puissance. Auparavant, cette dernière était avant tout militaire, démographique, économique, technologique, etc. C'est le *hard power*, la « puissance dure ». Elle consiste à donner à un acteur politique le pouvoir de contraindre les autres, de les forcer à faire ce qu'ils n'auraient pas fait naturellement. C'est la puissance au sens tout à fait classique du terme. L'autre type de puissance, selon Joseph Nye, est le *soft power*, la « puissance douce ». C'est celle qui convainc, qui attire, qui suscite envie, respect, admiration ; le sport en est devenu un facteur important.

Les grandes icônes du monde du sport sont devenues les citoyennes d'un village global que tout le monde connaît et admire, et qui dépasse non seulement les frontières, mais également les clivages politiques, ethniques, religieux et sociaux, sans parler des clivages de genre. Aujourd'hui, les sportifs sont des ambassadeurs en short, en maillot de bain ou en combinaison. Ils incarnent leur pays, qui vibre tout entier lorsque l'équipe nationale joue ou qu'un champion remporte une médaille. De Djokovic à Mbappé, de Usain Bolt à Serena Williams, ce sont des stars planétaires, dont la notoriété et plus encore la popularité dépassent celles des chefs d'État et désormais des vedettes du show-biz. Leur prestige énorme sert l'ensemble de la population, au-delà des clivages stratégiques classiques. Dans un monde globalisé où

l'image, la réputation et le *soft power* représentent des éléments essentiels du rayonnement d'un pays, les sportifs viennent au service du drapeau.

Le sport est devenu un atout essentiel de puissance. Cela est dû à la mondialisation des rapports de force géopolitiques, la formidable montée en puissance des opinions publiques, y compris internationales, la nécessité d'exister sur la carte (alors que celle-ci est de plus en plus saturée par la multiplication d'acteurs internationaux), les nouvelles limites de légalité et de légitimité qui restreignent ou rendent contre-productif l'usage de la force, ou encore l'impératif de popularité et de création d'un courant de sympathie pour se mouvoir plus librement dans les eaux nouvelles de la géopolitique.

Le sport a un autre avantage par rapport aux autres critères de puissance. Il ne suscite ni la peur ni le rejet ou l'hostilité – comme une puissance militaire dont on craint un usage négatif et violent –, mais exige le respect et suscite l'admiration. Pas besoin d'être espagnol pour admirer Rafael Nadal, d'être brésilien pour idolâtrer Pelé ou français pour regarder les « Bleus » avec respect. Ainsi, l'équipe nationale de football brésilienne pouvait, à une certaine époque, battre toutes les autres équipes tout en étant admirée de tous, alors qu'un pays qui domine les autres sur le plan stratégique ou économique suscite des réactions moins bienveillantes.

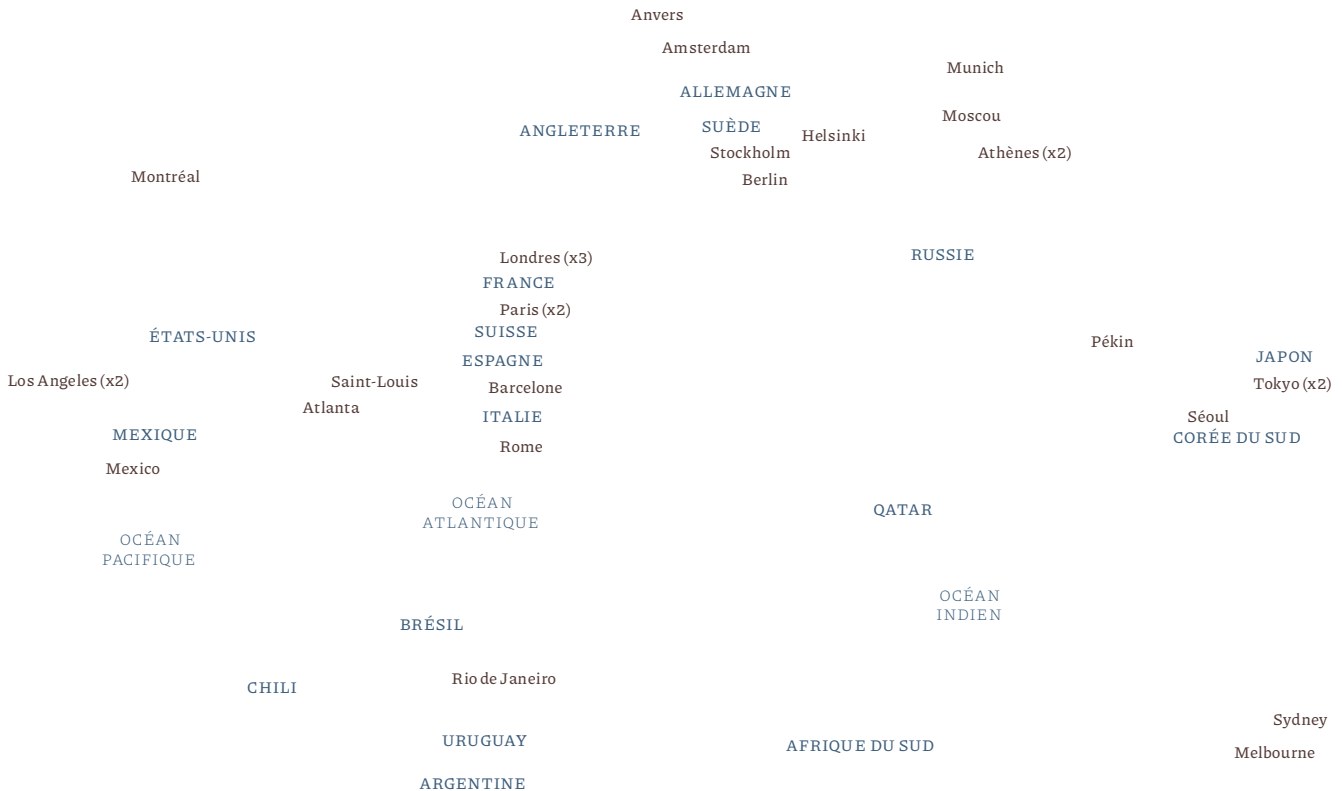
Pour aller plus loin

En 1930, la première Coupe du monde de football est organisée en Uruguay. Coincé entre les géants brésilien et argentin, l'Uruguay voit là le moyen d'exister sur la carte. Plusieurs pays européens refusent d'y participer, car il faut quinze jours de bateau pour s'y rendre.

Le Qatar a organisé la Coupe du monde de football en 2022. Coincé entre les géants saoudien et iranien, le Qatar veut exister sur la carte par le sport. Depuis l'obtention de la Coupe du monde et le rachat du club du Paris-Saint-Germain, il est désormais identifié par tous. Mais il attire également les critiques sur le sort des immigrés travaillant sur son territoire, les ONG se servant de l'organisation de la Coupe du monde comme d'un levier pour obtenir des améliorations sur ce point.

Télévision et stade universel

La télévision a permis la construction d'un stade virtuel au nombre de places illimité. Des milliards de téléspectateurs peuvent occuper un siège et regarder au même moment la finale de la Coupe du monde ou du 100 mètres des JO. On avait inutilement peur qu'elle vide les stades. Elle les rend au contraire plus attractifs et les démocratise pour que même ceux qui n'ont pas de ticket puissent suivre les compétitions.



La Coupe du monde de football et les JO dans le monde

Pays qui ont gagné la Coupe du monde de football
 Pays organisateurs de la Coupe du monde de football
 Nombre de Coupes du monde gagnées
 Villes où ont eu lieu les Jeux olympiques d'été

LA VITRINE DES NATIONS

RIVALISER

Au cours de la guerre froide, les États-Unis et l'Union soviétique rivalisaient sur de nombreux sujets : nombre de chars, d'avions, d'armes nucléaires, de conquêtes dans le tiers-monde, de bases avancées, mais également de médailles olympiques. On faisait le décompte, olympiades après olympiades, de celui qui avait le plus de médailles, déterminant ainsi le « meilleur » régime. C'était une façon de communiquer sur la supériorité de son régime, qu'il soit communiste ou capitaliste. La guerre froide est révolue mais la compétition continue. La Chine avait à cœur d'être sur la première marche du podium pour les Jeux de Pékin. L'élimination humiliante du Brésil en 2014 (défaite 1 à 7 contre l'Allemagne) pour une Coupe du monde organisée à domicile a suscité un traumatisme national. Aux JO, chaque nation qui défile lors de la cérémonie d'ouverture, derrière le drapeau national, et dont on joue l'hymne en cas de victoire peut espérer exister aux yeux du monde entier.

La définition traditionnelle d'un État est la suivante : un gouvernement, un territoire, une population. Aujourd'hui, il faut y ajouter une délégation olympique ou une équipe nationale de football qui fédèrent les pays de l'intérieur, les font briller sur la scène internationale. D'ailleurs, les jeunes États indépendants, à la suite de la décomposition d'un empire ou de la décolonisation, luttent pour obtenir leur place à l'ONU mais surtout à la Fédération internationale de football association (FIFA) ou au Comité international olympique (CIO). Elles deviennent beaucoup plus importantes, efficaces et immédiates pour le *Nation building* qu'une représentation au siège des Nations unies, qui parlera moins à l'ensemble de la population. C'est le ciment à prise rapide de l'identité nationale, évocatrice pour tous les citoyens, quelle que soit leur situation sociale : c'est de la souveraineté à visage humain.

Dès 1960, après des JO catastrophiques pour le palmarès français, *Le Figaro* publiait à sa une un dessin de Jacques Faizant représentant le général de Gaulle en survêtement et avec des baskets, disant : « Décidément dans ce pays, si je ne fais pas tout moi-même ». Quant à de Gaulle, qui

voulait « relever la France », il expliquait que cette dernière ne pouvait rayonner dans le monde si ses sportifs étaient humiliés dans les stades. S'ensuivit donc la création de Font-Romeu et de l'INSEP et la mise en place d'une véritable politique sportive, pour faire émerger les talents sportifs français sur la scène internationale. Celui qui avait « une certaine idée de la France », sans être un fan de sport, estimait pourtant indispensable que son pays s'incarne également par le sport.

Un affrontement symbolique et pacifique

Le sport, c'est la puissance mêlée à la sympathie. Les défaites ne sont jamais permanentes, le match sera rejoué. Il en devient une manière de canaliser l'affrontement de manière pacifique. On dit souvent que le sport suscite l'antagonisme entre les nations, mais il permet plutôt d'apprendre à les connaître. Le sport est une compétition régulée. S'il n'est pas une guerre, il permet un affrontement symbolique entre des nations qui peuvent ainsi rivaliser de façon pacifique.

Pour aller plus loin

Qu'est-ce que la mondialisation ? C'est la contraction du temps et de l'espace, la remise en cause des frontières. Les symboles en sont l'économie de marché, la démocratie, Internet, etc. Le sport est le symbole, voire le stade ultime, de la mondialisation. On joue au football même en Corée du Nord ou dans des régions où il n'y a pas d'électricité, et donc pas de réseaux sociaux. Il y a seulement une différence de taille avec la mondialisation : alors qu'on reproche à cette dernière d'effacer les identités nationales, l'événement sportif les consolide. Chaque nation soutient son champion ou son équipe nationale, oubliant clivages politiques, sociaux, religieux ou philosophiques.

IDENTITÉ NATIONALE

Rêvée pendant des siècles, la conquête spatiale a pris corps durant la guerre froide dans une lutte d'influence entre les États-Unis et la Russie dont les premiers sont sortis gagnants. Cette suprématie, toujours présente aujourd'hui, s'exprime toutefois différemment... Nouveaux acteurs, nouveaux enjeux, qu'est-ce que l'espace au ^{xxi}^e siècle ?

CHAPITRE 35

L'ESPACE

BIP

L'année géophysique internationale 1957-1958 prévoyait une coopération de la recherche internationale à l'occasion d'une période d'activité solaire afin d'en apprendre plus sur la Terre. Les États-Unis et l'Union soviétique, qui se livraient déjà une guerre idéologique, virent en l'espace une continuité logique de leur course à l'armement. Afficher une réussite spatiale revenait à « prouver » sa suprématie technologique et surtout militaire... qui agirait ainsi comme une arme de dissuasion supplémentaire. Dès 1955, l'ambition de lancer le premier satellite artificiel est annoncée de chaque côté du Rideau de fer (cf. chapitre « *Un monde bipolaire* »). C'est l'Union soviétique qui, à la surprise générale, donnera à écouter au monde le bip du Spoutnik en 1957. Youri Gagarine et Valentina Terechkova, premier homme et première femme dans l'espace, suivirent bientôt, respectivement en 1961 et en 1963.

Un revers cuisant pour les États-Unis, qui lancèrent le programme Apollo en visant la Lune à la surface de laquelle ils plantèrent un drapeau à la bannière étoilée en juillet 1969. L'événement entérina la suprématie américaine et participa au *soft power* américain pour les décennies à venir, notamment grâce à la retransmission des premiers pas sur la Lune de Neil Armstrong et Buzz Aldrin, suivie par 700 millions de personnes à travers le monde (soit quasi 20 % de la population mondiale de l'époque). Quelques années plus tard, on inaugure les collaborations spatiales avec les programmes binationaux Apollo-Soyouz. Il fallut pour cela inventer un système de raccordements des vaisseaux avec des prises « hermaphrodites » afin de ne froisser aucune fierté nationale...

Malgré un affaiblissement économique certain, les Soviétiques enregistrent encore quelques victoires technologiques, telles que la pose d'une sonde sur Vénus en 1975 ou le survol de la comète de Halley en 1986. La présence humaine sur la Lune fut, elle, de courte durée : le dernier homme à l'avoir foulée la quitta en décembre 1972. Les décennies suivantes virent l'avènement de la navette spatiale du côté américain, mais aussi de la première station orbitale habitée (MIR), lancée en 1986 par l'Union soviétique et finalement utilisée par la quasi-totalité des acteurs de l'espace jusqu'en 2001, année où elle fut désorbitée de manière intentionnelle.

Les navettes spatiales, de leurs côtés, sont retirées du service en 2011 après avoir fini le premier assemblage de l'ISS (station spatiale internationale), mais surtout après deux accidents. Cela laisse les États-Unis sans moyen de rejoindre la station spatiale internationale. C'est le Soyouz hérité de l'Union soviétique qui fait alors le taxi.

En 2019, le président Donald Trump lance le programme Artemis, avec pour volonté de ramener les États-Unis (un homme et une femme) sur la Lune en 2024 et l'objectif déclaré d'y installer une base en 2028 tout en commençant l'exploitation des ressources géologiques. Artemis a cependant quelques défauts : il a d'ores et déjà coûté 30 milliards de dollars tout en étant fondé sur des éléments techniques quasi déjà obsolètes, tels que le vaisseau spatial Orion et le SLS (Space Launch System), en conception depuis 2011.

LA MULTIPOLARISATION DE L'ESPACE

Cette course à l'espace a entraîné le reste du monde dans son sillage. Les Américains, refusant le lancement d'un satellite européen de télécommunication, poussent les Européens à créer le programme Ariane par le CNES (Centre national d'étude spatiale) en 1973, suivi de la création de l'ESA (Agence spatiale européenne). Cela permet à l'Europe de sécuriser son accès à l'espace en s'autonomisant par rapport aux deux puissances spatiales.

Cependant, l'Europe spatiale a quelques particularités, dont le fait d'être une coopération de pays à travers l'ESA, contrairement à la NASA (États-Unis) ou au Roscosmos (Russie). C'est pour l'Europe une réussite de coopération (c'est la seule thématique européenne gérée au niveau de l'Europe, pour 70 % des moyens, et non des États). La France et l'Europe sont des partenaires considérés et valorisés dans le spatial. Le CNES et l'ESA coopèrent régulièrement avec les autres grandes agences du spatial. Ce fut le cas avec la Chine pour le satellite CFOSAT, dont l'objectif est d'améliorer les prévisions météorologiques (un enjeu majeur du fait de l'augmentation du nombre de cyclones, cf. chapitre « Le climat »), ou plus récemment avec le lancement par l'ESA, en collaboration avec la NASA, du télescope James-Webb, chargé d'explorer notre passé en obtenant des images de corps célestes très éloignés de notre système solaire.

L'arrivée des lanceurs privés américains (cf. section suivante « Vers l'infini et l'au-delà ») signe la fin du monopole du Soyouz russe (conçu dans les années 1960) établi depuis 2011, et avec elle la fin de la nécessité de formation des astronautes et spatonautes à la technologie russe. Le programme civil russe voit son obsolescence s'accélérer. Le programme spatial russe s'oriente alors vers l'arsenalisation avec une réorientation vers les capacités d'observation et de communication.

Le programme spatial russe a survécu à l'implosion de l'Union soviétique mais y a perdu son rôle de challenger des États-Unis au profit de la Chine, qui rattrape petit à petit son retard causé par les contraintes budgétaires et l'instabilité politique de l'ère maoïste. Dans les années 1990, les résultats des réformes d'ouverture du pays permettent d'entrevoir des ambitions spatiales capables de combler le « rêve chinois de renaissance de la nation ».

Une fois encore, c'est le refus américain (le Congrès interdit à la NASA toute collaboration avec la Chine autour de l'ISS) qui accélère la construction du spatial chinois. Les étapes sont franchies les unes après les autres : la Chine fait voler son premier taïkonaute en 2003 et assemble petit à petit les éléments de sa station orbitale CSS (China Space Station), qui a déjà accueilli deux équipages depuis. La CSS, qui a selon la Chine une vocation internationale, pourrait devenir, après le déclassement de l'ISS prévu pour 2028, le seul laboratoire permanent dans l'espace... en attendant une base lunaire, un objectif partagé par les différentes puissances spatiales.

La Chine se positionne bel et bien comme un concurrent pour les États-Unis, et Washington le perçoit ainsi. Cependant, il ne s'agit pas d'une course : la Chine prend son temps et n'a pas annoncé de visée lunaire anticipée à l'annonce par Donald Trump du retour prévu sur la Lune en 2024. La Chine sait qu'elle a la « recherche et développement » nécessaire pour améliorer sa technologie et la puissance économique suffisante pour finir sur la ligne d'arrivée. D'autre part, elle en profite également pour travailler avec des partenaires dont les États-Unis ne veulent pas (Iran, Nicaragua, Venezuela...) et pour tisser sa Route de la soie au-delà de l'atmosphère en leur proposant Beidou (homologue chinois du GPS).

Malgré les apparences d'un programme spatial civil, il faut souligner que la mise en œuvre et le contrôle des systèmes spatiaux et satellitaires sont complètement militaires.



VERS L'INFINI ET AU-DELÀ

L'espace n'est plus une compétition idéologique entre deux géants... Il a pris une dimension bien plus importante qu'en 1969, aussi bien économique que géostratégique. Aujourd'hui, l'espace s'inscrit dans la vie de tous les jours : télécommunications, renseignements, informations, navigation. Une part croissante de l'économie dépend des capacités spatiales, de 10 à 60 %, selon les estimations, et quasi la moitié des applications de nos smartphones dépendent du géopositionnement satellitaire. C'est aussi devenu un outil fondamental pour observer la Terre, suivre l'évolution du changement climatique et la dégradation de l'environnement.

Alors que les satellites furent à l'origine de la mondialisation des télécommunications, la très grande majorité du flux passe aujourd'hui par la fibre (cf. chapitre « L'océan »). Cependant, l'avènement des mégaconstellations (groupement de milliers de satellites) d'acteurs privés relance la télécommunication satellitaire avec l'objectif de généraliser le haut débit à travers le monde. Cela permettrait de réduire la fracture numérique à travers le globe, mais aussi de soutenir le développement économique des régions aujourd'hui difficilement connectées. Ce projet est d'un intérêt commercial prédominant, d'autant plus qu'il est porté par des entrepreneurs privés issus des GAFAM profitant du New Space.

L'arrivée d'acteurs privés dans le domaine du spatial fait l'effet d'une révolution. Cela a créé l'émergence de nouvelles technologies à bas coûts, mais surtout, le privé a libéré les États-Unis de sa dépendance au Soyouz, inévitable depuis 2011, et permis d'envisager de nouveaux projets ambitieux avec la conquête de la Lune ou de Mars. Notons toutefois la différence entre Space X, qui vend des services à la NASA (le cargo et l'envoi d'astronautes

sur l'ISS), et Blue Origin, financé sur les fonds propres de son dirigeant, Jeff Bezos. Cependant, tous deux ont une vision du spatial à long terme et rêvent de l'établissement d'une colonie humaine sur Mars à l'horizon 2100, en commençant par une station orbitale « Orbital Reef », promise par Blue Origin et censée faire cohabiter commerce, recherche et tourisme avant 2030.

La multipolarisation du spatial (onze puissances sont aujourd'hui capables d'envoyer des satellites en orbite), l'arrivée du secteur privé, les mégaconstellations satellitaires et des nanosatellites posent la question de la sécurité des satellites et des services qu'ils procurent. En 1990, le monde prend conscience du rôle du spatial dans la stratégie militaire, illustré par le déploiement américain lors de la première guerre du Golfe : actions coordonnées, brouillage des communications, guidage des troupes, précisions des frappes...

Cette démonstration, en établissant le caractère « démultiplicateur de force » du spatial, entraîne le reste du monde dans la dimension militaire de l'espace, pour aboutir à la création de forces militaires spatiales. La United Space Force, créée en décembre 2019 sous l'ère Trump, suit le « commandement de l'espace » en France en 2019 et le DSS (département des systèmes spatiaux) en Chine. L'espace est devenu un lieu d'intervention militaire à part entière où espionnage, stratégie de défense et capacité de destruction existent déjà.

Le droit spatial se limite encore aujourd'hui au traité sur l'espace de 1967, pensé au cœur de la guerre froide, qui promeut un usage pacifique de l'espace et interdit la « mise sur orbite d'armes de destruction massive ». L'initiative « NFP » (Non First Placement, soit « non-déploiement premier d'armes dans l'espace »), relancée en 2014, est toujours rejetée par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui arguent que dans l'espace, le moindre satellite manœuvrable peut devenir une arme. À côté de cela, un autre élément princeps gêne les Occidentaux du P5 (pays membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies) dans l'initiative du NFP : l'utilisation du concept national chinois de « communauté de destin partagé pour l'humanité » dans un contexte international.

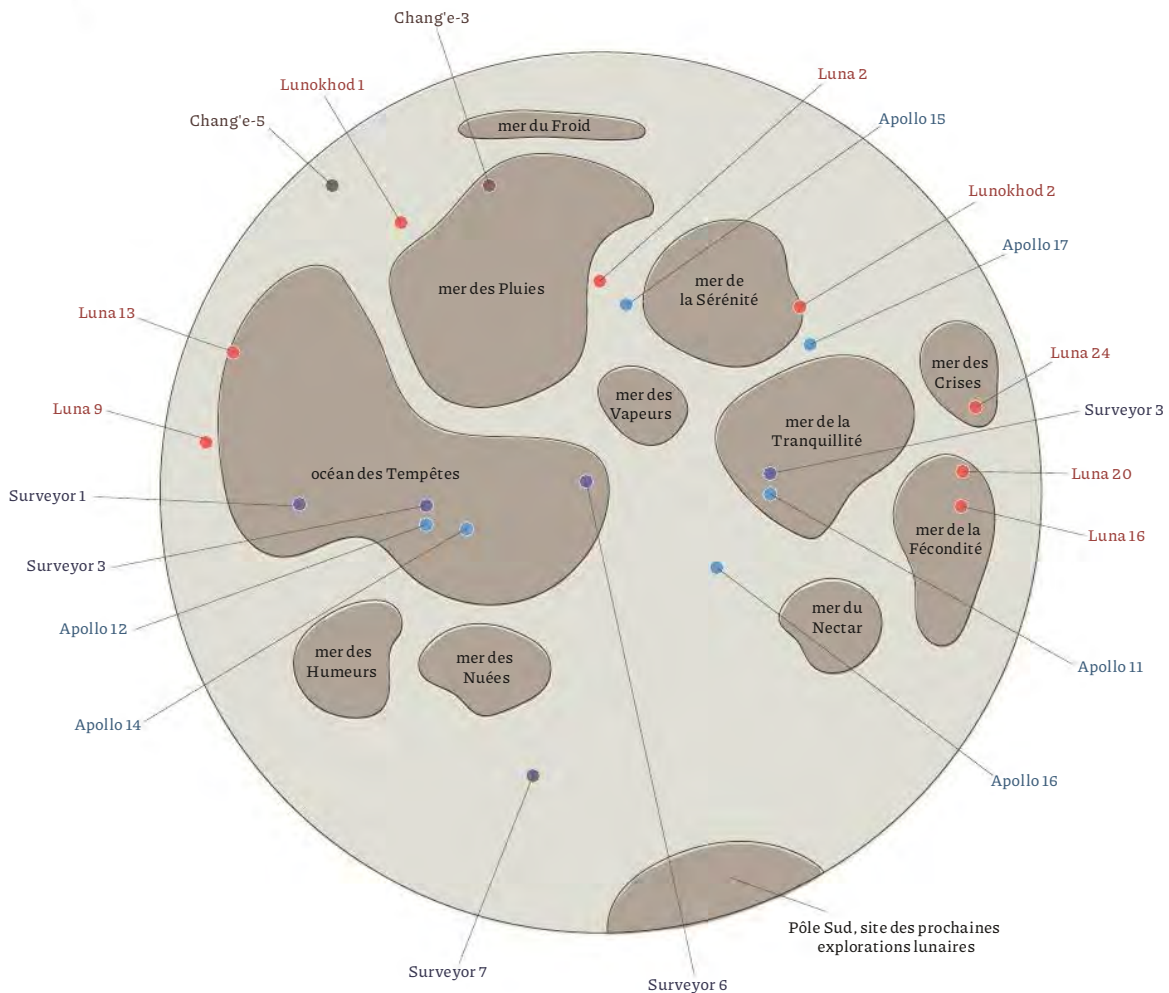
Qu'est-ce que le New Space ?

Le New Space est la résultante d'une politique de diversification de l'industrie américaine militaire héritée de la guerre froide. Aidé par un cadre juridique et administratif facilitant, il a permis l'essor de l'entrepreneuriat spatial privé tel que Blue Origin par Jeff Bezos, fondateur d'Amazon en 2000, et Space X par Elon Musk en 2002 pour les plus connus.

Pour aller plus loin

La multiplication des acteurs et des lancements satellitaires, outre le problème de l'arsenalisation de l'espace, pose le problème des débris spatiaux qui tournent autour du globe et mettent en danger tout corps en orbite. Que cela soit un satellite ou une station orbitale habitée, la moindre écaille de peinture lancée à 28 000 km/h peut causer des dégâts considérables. Chaque pays qui a tenté un tir antisatellite s'est retrouvé lui-même impacté par les débris qu'avait créés le tir. On estime les débris d'une taille supérieure à 10 cm à plus de 36 000, dont la moitié nécessiterait d'être suivie pour éviter les collisions avec les satellites et les stations orbitales.

Le XXI^e siècle dans l'espace, avec les ambitions tournées vers la Lune, Mars et les astéroïdes (ressources minières), pourrait préfigurer une compétition entre tous les nouveaux acteurs nationaux ou privés, voire les deux. Cependant, il ne faut pas négliger la force de la coopération scientifique qui fait également partie de la grammaire spatiale, que cela soit pour la surveillance spatiale ou pour l'exploration.



Sites d'alunissage des missions passées

- Apollo (États-Unis)
- Luna (URSS)
- Surveyor (États-Unis)
- Chang'e (Chine)



E
N

2
0

S
E
C
O
N
D
E
S

L'océan, unique et pourtant pluriel, est devenu un support de la mondialisation tout en commençant à s'épuiser. Obstacle qui sépare les nations, il les unit aussi via les câbles sous-marins. Il nourrit, est un formidable réservoir de biodiversité tout en étant une force de destruction sans égale sur Terre, la montée des eaux menaçant la majeure partie des grandes mégaloilles. Quelles perspectives pour le berceau de la vie ?

CHAPITRE 36

L'OCÉAN

LA LOI DE LA MER

L'océan, un berceau de vie qui, avec la discrétion seyant à un parent bienveillant, continue de pourvoir aux besoins de ses enfants... de près comme de loin. Nous sommes logés (plus de 75 % de la population mondiale vivra à moins de 150 km du rivage – la grande zone côtière – en 2035), nourris (3,5 milliards d'entre nous en dépendent pour leur source d'alimentation), blanchis (80 % des marchandises que nous achetons ont navigué sur un océan), y travaillons (31 millions y trouvent un emploi direct), et nous en dépendons tous pour respirer... L'océan fournit 50 % de l'oxygène que nous respirons. C'est aussi une ressource énergétique renouvelable quasi inexploitée, un trait d'union entre les cultures, le principal écosystème sur Terre, un allié pour lutter contre le changement climatique (il a déjà absorbé quasi 50 % du CO₂ d'origine anthropique, c'est d'ailleurs pour ça qu'il s'acidifie et que les coraux blanchissent, entre autres)... mais aussi un lieu de ressources (pas forcément renouvelables) très exploité, de convoitise, de piraterie, de liberté, de transit, d'exploration. L'océan pourrait à lui seul symboliser la mondialisation. Et parce qu'il est tout cela à la fois, c'est aussi un lieu de conflit. Un lieu dont, malgré les connaissances que l'humanité emmagasine depuis des millénaires, nous ne connaissons toujours presque rien.

Les espaces maritimes ont tracé les routes de l'humanité à travers le globe. Que ce soit le cabotage ou les grandes traversées qui ont façonné nos connaissances géographiques, avant la période moderne, rares étaient les lois autres que celle de la mer elle-même et que le droit coutumier, provenant des traditions et pratiques usuelles. Mais déjà, l'océan et les chemins tracés à sa surface pavaient la puissance des nations. Aux XIV^e et XV^e siècles, pour les Européens et les Chinois, les raisons de prendre la mer sont multiples : commerciales, économiques, géopolitiques... On y ajoute une dimension religieuse pour les Européens.

Ce n'est qu'à la moitié du XX^e siècle que se tient la première conférence sur le droit de la mer... à Genève. Elle aboutit à un traité international unique sur les affaires maritimes et les droits des États sur leurs espaces maritimes. La convention de Montego Bay (CNUDM III), adoptée en 1982, définit de nouvelles frontières maritimes pour les États côtiers, notamment les notions de

mer territoriale (depuis la côte jusqu'à 22 km, ou 12 milles marins), de zone économique exclusive (ZEE) et de plateau continental (zone qui prolonge le continent sous la surface de l'océan).

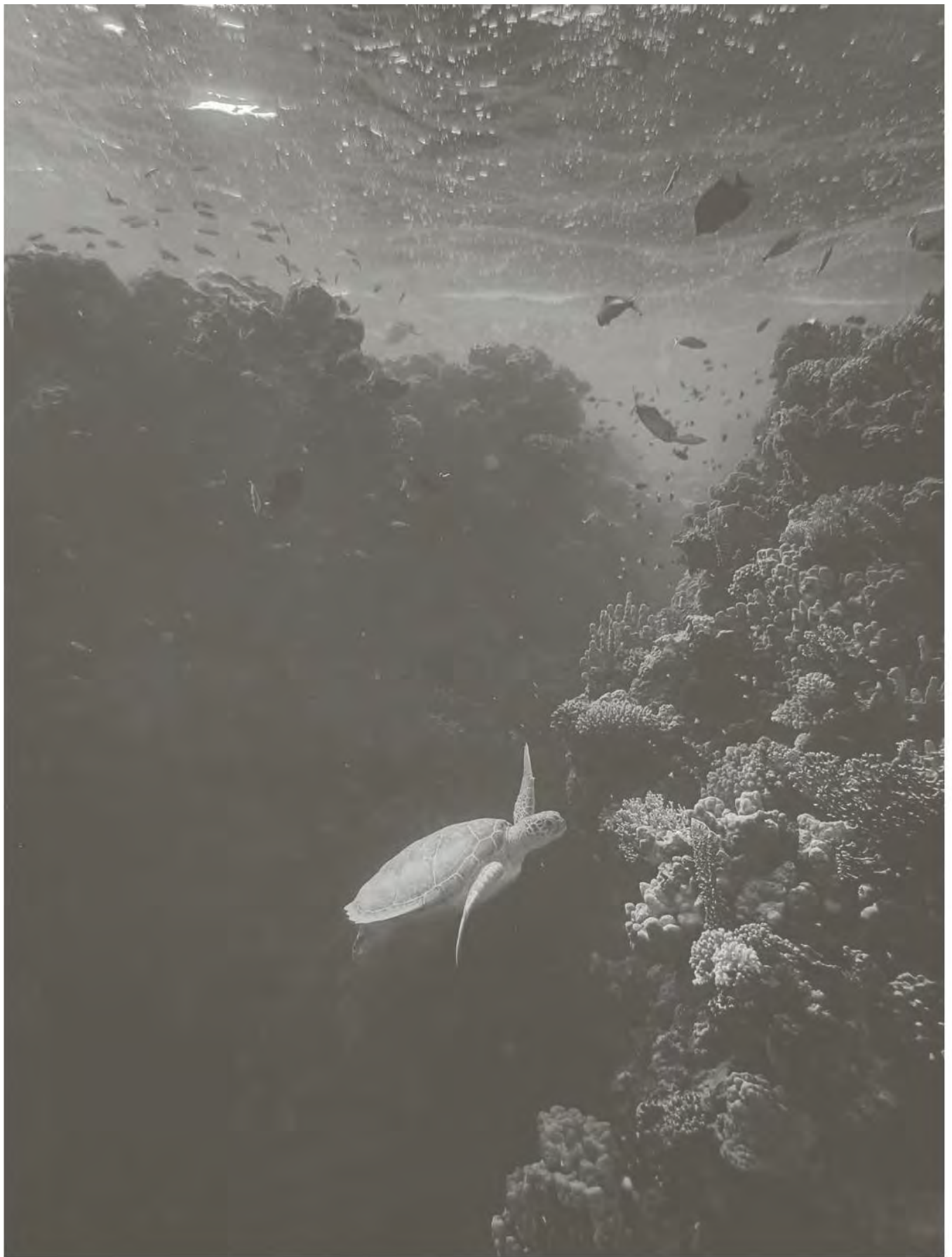
Qu'est-ce qu'une ZEE ?

La ZEE est un espace maritime contigu à la côte de l'État qui le possède et qui lui offre les droits d'exploitation, d'exploration et de gestion des ressources (halieutiques, minières...). Dans cette zone toutefois, les États doivent assurer la libre circulation et l'assistance si nécessaire. La ZEE peut s'étendre jusqu'à 200 milles ou 370 km au large des États, sauf en cas de présence d'une côte d'un pays voisin en face. L'espace maritime est alors partagé entre deux ZEE pour les deux États (ou plus), ce qui génère des conflits parfois encore non résolus en 2023, par exemple en mer méridionale de Chine.

Au-delà, c'est la haute mer, un espace maritime qui n'appartient à aucun État et recouvre 60 % de la surface terrestre. Une zone de « liberté », ou plutôt de non-droit, ouverte à tous les États, côtiers ou sans littoral. Cette liberté inclut entre autres le passage maritime et aérien, la recherche scientifique, l'activité de pêche, ou encore la pose de matériel sous-marin tel que les câbles.

Pour aller plus loin

En août 2022, la communauté internationale s'est réunie à New York pour développer une gouvernance mondiale autour de la haute mer. Cette ambition est déjà minimisée par l'absence de la thématique « pêche », qui s'est retrouvée malgré tout bloquée au sujet de la répartition équitable des ressources génétiques de la haute mer. Cela a empêché le traité d'être signé lors de cette cinquième rencontre. Le challenge du traité de la haute mer est de savoir protéger l'océan aujourd'hui et d'anticiper les activités offshore de demain (éolien et aquaculture notamment).



EXPLOITABLE

La pêche s'est industrialisée et mondialisée pour répondre à la demande toujours plus importante de « blue food », mais surtout pour faire face à une population grandissante, avec une stabilisation à 10,4 milliards projetée en 2100. La consommation annuelle de produits de la mer par habitant est passée de 9 kg en 1960 à 20 kg en 2020. Cette appétence croissante est portée par l'amélioration des techniques de pêche ainsi que par le triplement de la flotte au siècle dernier.

L'arrivée sur les mers de navires-usines assurant autant la pêche que le conditionnement et la chaîne du froid permet à certains États de se projeter loin de leurs côtes. Cela génère des conflits avec les locaux qui pratiquent la pêche traditionnelle et voient leurs prises diminuer. (En une journée, un navire-usine prélève ce qu'un pêcheur traditionnel rapporte en une année entière.) C'est le cas dans la Manche avec les navires néerlandais, mais également à plus grande échelle dans le golfe de Guinée avec les bateaux chinois. Cette pratique fait chaque année basculer des milliers de pêcheurs dans la pauvreté (cf. chapitre « Les inégalités économiques »). Avec 96 Mt par an, la surpêche crée de véritables zones surexploitées, majoritairement dans le Pacifique (entouré par six des sept principaux pays pêcheurs : Chine, Indonésie, Pérou, Russie, États-Unis et Vietnam), où certaines espèces viennent à manquer (le thon obèse, notamment).

L'aquaculture cherche à renverser cette tendance, notamment en Asie où la Chine, l'Indonésie, l'Inde et le Vietnam portent à eux seuls les deux tiers des 80 Mt de poissons élevés par an. Loin d'être une solution miracle, l'aquaculture pose aussi la question de la pollution, autant dans l'environnement que pour la contamination du poisson lui-même, où on détecte antibiotiques, agents toxiques et microplastiques. S'y ajoute la problématique de la pêche illégale qui, sans tenir compte des quotas, de la taille des prises ni des conditions de travail des marins, représenterait jusqu'à un tiers des poissons vendus aux consommateurs, selon la FAO.

Un autre enjeu particulièrement convoité est l'exploitation minière des fonds océaniques. On y recherche ainsi des hydrocarbures, quête favorisée par le contexte actuel de tension autour de la géopolitique énergétique, ainsi que du cobalt, du manganèse et du cuivre, éléments majeurs de la « transition énergétique » (cf. chapitre « L'énergie »).

L'exploration minière des fonds marins intéresse de nombreuses entreprises, d'autant que les progrès techniques de ces dernières années la rendent possible. L'Autorité internationale des fonds marins a reçu dès 2021 quatre demandes de permis, auxquelles elle doit répondre d'ici 2023. Depuis les années 1990, la captation d'énergies fossiles se déplace vers les océans, une stratégie ayant pour but une diversification des sources qui limiterait l'impact de la géopolitique sur le secteur énergétique (cf. chapitre « La Russie »).

Cependant, les tensions suivent le pétrole jusqu'au plus profond des océans et se crispent autour du mode de revendication et d'attribution des ZEE et de la notion de plateau continental étendu. L'océan arctique et ses ressources inexploitées entraînent des tensions (cf. intertitre « Hydro et cryosphère » dans le chapitre « La protection de l'environnement ») entre le Canada et la Russie qui, en 2007 planta symboliquement un drapeau au pôle Nord sous la banquise, à 4 000 mètres de profondeur. Le conflit russo-ukrainien, qui a un impact majeur sur le secteur énergétique européen et mondial, risque de relancer l'intérêt pour l'exploration offshore malgré la tendance « verte » des investissements et la prise en compte de son impact écologique (traité de New York sur la haute mer). Il faut pourtant se rendre compte que nous exploitons l'océan sans en connaître la majeure partie. En ce sens, la Décennie des Nations unies des sciences océaniques au service du développement durable doit permettre de combler ces lacunes (abyssales) et tenter de partager une vision internationale et commune de l'océan.

Pour aller plus loin

Ressource souvent méconnue de l'océan, le sable marin est pourtant la seconde ressource la plus utilisée au monde, avec une consommation estimée à 40 milliards de tonnes par an. Il est utilisé pour la construction (béton), la verrerie, la métallurgie et la chimie... mais aussi pour la fracturation hydraulique. Il représente ainsi un élément essentiel pour le développement économique des États, notamment ceux qui poldérisent leurs côtes. C'est le cas des Émirats arabes unis (construction des îles The Palm puis The World) et de Singapour (+130 km² gagnés sur la mer), dont la surexploitation d'îles a failli les faire disparaître. Il survient une raréfaction des ressources qui génère des exploitations sauvages grandissantes à l'impact environnemental ravageur et une corruption endémique à travers le monde.



LA MER FACE AU XXI^e SIÈCLE

Sans information, pas de puissance – cet adage vaut également pour l'espace maritime, par lequel transitent 90 % de nos flux d'informations numériques. Les câbles sous-marins redynamisés par l'arrivée de la fibre optique se déroulent sur plus d'1,3 million de kilomètres réparti en 486 câbles mi-2022. Cette connexion est inégalement répartie à travers le globe, avec une hyperconnectivité des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de la Chine et du Japon, autour desquels gravitent des nœuds de connexions ultrasensibles à Singapour, Suez et Djibouti. Le duel sino-américain autour de l'installation des câbles et des data centers de demain vit en parallèle de l'enjeu technologique (devenu géopolitique) majeur qu'est la 5G.

La France, pays ultraconnecté

La France, avec 23 connexions câblées (27 à l'horizon 2025), fait partie des nations les plus connectées. Elle a également la particularité d'être un nœud à l'interface de l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie, ce qui pourrait devenir un atout non négligeable dans le numérique du XXI^e siècle si l'Europe, et la France en particulier, en avaient l'ambition politique.

Ces câbles se retrouvent sous haute tension face à la multiplicité des risques : espionnage, sabotage, destruction

(par les activités de chalutage qui, en draguant les fonds marins, arrachent les câbles), interception des données. Le câblage sous-marin se privatise d'ailleurs de plus en plus avec l'intérêt croissant des GAFAM et des BATX (cf. chapitre « *Le monde cyber* »), qui cherchent à sécuriser leurs réseaux. Cette « guerre » internationale du réseau est mise au défi par le spatial avec l'arrivée des mégaconstellations (cf. chapitre « *L'espace* »).

La projection de la puissance sur la mer s'illustre par l'augmentation des flottes des principales puissances maritimes que sont les États-Unis et la Chine, respectivement 192 et 146 bâtiments. C'est là l'expression maritime du duel sino-américain où les États-Unis, tout en se focalisant sur la zone indopacifique (devenue le centre de gravité du monde, qui concentre la moitié du PIB et de la population mondiale), cherchent à maintenir leur position de leader global. La Chine, de son côté, renoue avec son passé maritime (souvent occulté par la pensée occidentale) avec la nouvelle route de la soie, de Shanghai, plus grand port au monde, jusqu'en Méditerranée, en passant par le « collier de perles » de l'océan Indien et la côte est africaine. La Chine monte en puissance sur tous les fronts maritimes, la pêche (numéro un), les câbles sous-marins, mais aussi la recherche et l'innovation.

La France, de son côté, géographiquement programmée pour être une puissance maritime avec ses trois façades maritimes en Métropole et la seconde ZEE au monde par le biais des DOM-TOM, reste « un pays maritime qui s'ignore ». Cette formule du cardinal de Richelieu datant de 1688 pourrait évoluer avec une volonté politique énoncée lors du One Ocean Summit de février 2022.

Pour aller plus loin

La lutte contre la pollution plastique est un enjeu majeur qui touche l'ensemble de l'écosystème marin (des microplastiques ont été retrouvés sur le plancher océanique). Elle a des répercussions sur nos industries (dans l'estomac et la chair de certains poissons) et notre santé (du plastique a également été retrouvé dans nos estomacs). En 2016, la fondation

Ellen-MacArthur alerte sur les 10 millions de tonnes de plastique déversées chaque année dans l'océan, qui risquent de constituer un continent de plastique d'ici 2050. Il y a urgence à changer de mode de fonctionnement face au plastique. À ce jour, même en respectant les « promesses » de réduction des gouvernements et des entreprises privées, la pollution plastique ne serait réduite que de 7 % d'ici vingt ans...

**Un seul océan**

Projection de Spilhaus

— Principaux câbles sous-marins

REMERCIEMENTS

Anne Sénéquier

Quelques mots supplémentaires pour remercier toutes celles et ceux qui ont accompagné ma réflexion et mes questionnements sur cette idée aujourd'hui devenue un bel ouvrage.

À vous mes petites choses, qui me donnez l'envie de changer le monde et qui êtes toujours volontaires, que ce soit pour dessiner une carte aux trésors dans la cabane au fond du jardin ou pour nos séances « On apprend quelque chose » le soir avant de se coucher. Merci à N°1 pour tes envies d'invention et pour ta pertinence du haut de tes 8 ans, tu as raison, une maîtresse ça change le monde ! Merci à N°2 de maintenir éveillée notre conscience écologique (pourant déjà bien là) et pour tes petites phrases d'une évidence telle qu'elle balaie tous les doutes. Merci aux N°3 de me corriger, vous avez raison, vous êtes des grands garçons maintenant : merci à Blondinet d'aimer les câlins, véritables sources d'énergie du quotidien, merci à Bibou de les aimer moins mais de m'en donner tout plein !

Merci à mon lieutenant-colonel en bleu pour tout cela et tout le reste... Merci de ta confiance, de ta patience envers mes idées toujours un peu absurdes (mais il faut des idées absurdes dans la vie), merci de ce temps que j'ai l'impression de nous avoir volé cet hiver pour écrire ces quelques pages et qui m'a confortée dans l'idée que vous cinq êtes mon équilibre. Merci d'avoir attendu de tenir ce livre entre tes mains pour le lire, j'espère qu'il te plaira.

Merci à vous, parents qui m'avez ouvert les yeux sur le monde et donné envie d'aller voir ce qui se passait derrière la colline. Dans ce livre, je vous rends ce que vous m'avez donné : l'envie de savoir... Merci à toi, grande sœur, de tester la vie avec quelques années d'avance sur moi, de le faire avec une sérénité qui me donne confiance en l'avenir. À toi, petit frère, de partager et de t'enthousiasmer de mes/nos idées absurdes (pas si absurdes que ça, d'ailleurs) !

Merci à Pascal pour ta confiance (qui m'honore) et la facilité avec laquelle nous avons pu écrire ce livre à quatre mains. Merci à Sylvie d'avoir su transmettre cette belle idée. Merci aux Éditions Eyrolles d'avoir cru en ce beau projet. Merci à Agnès pour ce compagnonnage dans le monde merveilleux de l'édition, à Élodie pour ces centaines d'e-mails de questions/remarques/reminders et surtout de réponses, à M. Serge Eyrolles pour son soutien et sa confiance. Merci à Fagostudio d'avoir su mettre en image nos idées en noir sur blanc.

Merci à tous mes patients, jeunes et moins jeunes, pour le partage de vos points de vue sur la vie ici, là-bas et ailleurs...

CRÉDITS ICONOGRAPHIQUES

p. 12 : © TopFoto / Roger-Viollet ; p. 31 : © Bernard Lipnitzki / Roger-Viollet ; p. 37 : © Bilderwelt / Roger-Viollet ; p. 49 : © Helene Bamberger / Opale / Bridgeman Images ; p. 56 : © WikiImages / Pixabay ; p. 69 : © The U.S. National Archives / Flickr.com ; p. 74 : © Roger-Viollet / Roger-Viollet ; p. 85 : © Sputnik / Bridgeman Images ; p. 92 : © David Geitgey Sierralupe / Flickr.com ; p. 102 : © Agustin Diaz Gargiulo / Unsplash ; p. 107 : © Marc Veraart / Flickr.com ; p. 110 : © Louis Bavent / Flickr.com ; p. 123 : © SZ Photo / Werek / Bridgeman Images ; p. 133 : © Universal History Archive / UIG / Bridgeman Images ; p. 139 : © Hossam el-Hamalawy / Flickr.com ; p. 149 : © Eyoel Kahssay / Unsplash ; p. 153 : © Enno Lenze / Flickr.com ; p. 160 : © Alinari / Roger-Viollet ; p. 171 : © Milos Malinic / iStock ; p. 177 : © Spaarnestad Photo / Bridgeman Images ; p. 191 : © Benjamin Géminel / COP PARIS / Flickr.com ; p. 196 : © Zhanat Kulenov / UNESCO ; p. 206 : © Marcello Mencarini / Bridgeman Images ; p. 217 : © Liv Unni Sødem / Flickr.com ; p. 218 : © Shaojie / Unsplash ; p. 224 : © J Stimp / Flickr.com ; p. 236 : © Dominik Lückmann / Unsplash ; p. 243 : © Laurentiu Morariu / Unsplash ; p. 253 : © Godong / Bridgeman Images ; p. 258 : © Make It Kenya Photo / Stuart Price / Flickr.com ; p. 265 : © Mirrorpix / Bridgeman Images ; p. 276 : © Niv Singer / Flickr.com ; p. 279 : © 2010CIAT / Neil Palmer / Flickr.com ; p. 289 : © Coordenação-Geral de Observação da Terra / INPE / Oton Barros (DSR/OBT/INPE) / Flickr.com ; p. 299 : © Austrian National Library / Unsplash ; p. 307 : Leonard Zhukovsky / Shutterstock ; p. 311 : © NASA/ESA/Novapix / Bridgeman Images ; p. 319 : Francesco Ungaro / Unsplash

SOURCES CARTOGRAPHIQUES

p. 14 : « L'Europe en 1945 », www.assistancescolaire.com ; p. 27 : Alain Ruscio, « Indochine, 1946-1975 : la plus longue guerre du siècle », *Le Monde diplomatique*, 2010 ; p. 34 : « La crise de Cuba (1962) », <https://laclassehgnumerique.wordpress.com>, 2017 ; p. 50 : « L'effondrement de l'URSS », <https://blogpda.ac-bordeaux.fr>, 2017 ; p. 54 : « La guerre du Golfe, opérations terrestres », encyclopédie Larousse ; p. 73 : « Les élargissements de l'Union européenne, de 6 à 27 Etats membres », www.touteleurope.eu, 2020 ; p. 81 : Philippe Rekacewicz, « Les conflits du Caucase », *Le Monde diplomatique*, 2000 ; p. 89 : « L'expansion territoriale (1783-1867) », www.axl.cefan.ulaval.ca ; p. 101 : « Les principales migrations en Amérique centrale », <https://geocarte.fr>, 2013 ; p. 117 : Pierre Haski, *Géopolitique de la Chine*, Eyrolles, 2018 ; p. 131 : « Le partage de l'Afrique en 1914 », www.lhistoire.fr ; p. 145 : <https://peacekeeping.un.org> ; p. 155 : site web UCS, satellite database au 1^{er} août 2012 ; p. 162 : « Où sévit le terrorisme islamiste dans le monde ? La réponse en carte », <https://ici.radio-canada.ca> ; p. 173 : Thierry Gauthé, « Murs, barrières, clôtures : comment le monde se referme », *Courrier international*, septembre 2015 ; p. 178 : rapport 2020 de Freedom House ; p. 185 : atlasocio.com ; p. 194 : Karla Moeller, Sabine Deviche, « Une abondance de biomes », askabiologist.asu.edu, 2017 ; p. 209 : Wikipédia ; p. 212 : Mathias Leroy, Twitter, 2015 ; p. 226 : Anne Sénéquier, « Le berceau des maladies émergentes », *L'éléphant*, été 2020 ; p. 235 : Sylvie Matelly, *Géopolitique de l'économie*, Eyrolles, 2021 ; p. 240 : Luc Vacher pour le Centre de traitement de l'information géoréférencée de l'université de La Rochelle ; p. 250 : Brigitte Dumortier, *Atlas des religions*, Autrement, 2002, p. 35 ; p. 260 : « Trafics », *Diplomatie*, n° 50 ; p. 269 : <https://map.httpcs.com/>, consulté en juillet 2021 ; p. 272 : World Food Programme ; p. 284 : <https://www.connaissancedesenergies.org/> ; p. 295 : rapport de l'Assemblée nationale sur l'arme nucléaire dans le monde, 50 ans après l'adoption du Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP), 2018 ; p. 315 : NASA ; p. 323 : « Projection de Spilhaus : quand les océans sont au centre du monde », le-cartographe.net